

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (90)377

Vol. 1990/0153

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 25 juillet 1990

COM(90) 377

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/971/90

Délai: MERCREDI 1er AOÛT 1990 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Troisième programme commun "Echange de jeunes travailleurs"
- 2ème rapport (1988-1989)

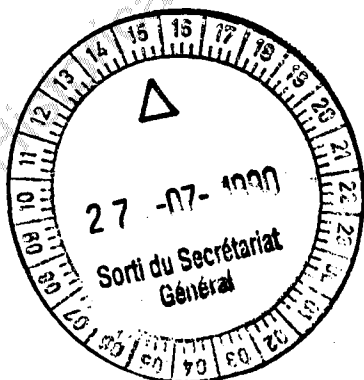
Proposition de Mme PAPANDREOU

Décision proposée :

- approuver le projet de deuxième rapport sur le troisième programme d'échange de jeunes travailleurs;
- à transmettre au Conseil et au Parlement européen ainsi que, pour information, au Comité économique et social;
- à ne pas publier au JOCE.

Commentaire

Ce projet a été établi conformément à l'article 11 de la décision du Conseil du 13 décembre 1984.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. JONES, DEGIMBE, Mme FLESCHE, MM. MINGASSON, DEWOST

p.l. : M. de MOOR

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : TFRHEJ

Services associés :

- pour accord -

DG. V

DG. X

DG. XIX

ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Communication de Mme Papandreou
à la Commission

Objet : Troisième programme commun favorisant l'échange de jeunes travailleurs, deuxième rapport, 1988-1989.

Le "Troisième Programme Commun visant à favoriser les échanges de jeunes travailleurs" a été adopté par la décision du Conseil du 13 décembre 1984 et couvre la période de 1985-1991.

Le Troisième Programme Commun est la dernière version du plus ancien programme de mobilité des jeunes, lancé en 1964 conformément à l'article 50 du Traité de Rome. Depuis lors, plusieurs autres programmes de mobilité ont été mis sur pied tels que COMETT, ERASMUS, "Jeunesse pour l'Europe", LINGUA et, plus récemment, TEMPUS.

Le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs offre aux jeunes travailleurs l'occasion de participer à un projet communautaire qui leur permettra d'expérimenter les conditions de vie et de travail d'autres Etats membres, de développer les aptitudes nécessaires à la vie adulte et à la vie professionnelle (à savoir non seulement le développement des connaissances professionnelles et pratiques, mais également celui de la communication entre personnes de milieux culturels différents), de se découvrir des intérêts communs avec des jeunes d'autres Etats membres et surtout, de prendre conscience d'une identité européenne commune à tous.

L'article 11 de la décision du Conseil adoptant ce programme stipule que :

"La Commission soumet au Conseil, tous les deux ans, un rapport sur le déroulement des échanges, comportant une appréciation d'ensemble de leur mise en oeuvre."

Conformément à cet article, le deuxième rapport sur le troisième programme d'échange de jeunes travailleurs est soumis à la Commission avec la demande de l'adopter et de le transmettre au Conseil, ainsi qu'au Parlement européen et au Comité économique et social pour information.

TROISIEME PROGRAMME COMMUN D'ECHANGE DE JEUNES TRAVAILLEURS

DEUXIEME RAPPORT

1988 - 1989

TROISIEME PROGRAMME COMMUN D'ECHANGE DE JEUNES TRAVAILLEURS

DEUXIEME RAPPORT

1988 - 1989

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le "Troisième Programme Commun visant à favoriser les échanges de jeunes travailleurs" a été adopté par la décision du Conseil du 13 décembre 1984 et couvre la période 1985-1990.
- 1.2. Le Troisième Programme Commun est la dernière version du plus ancien programme de mobilité des jeunes, lancé en 1964 sur base de l'Article 50 du Traité de Rome. Depuis lors, plusieurs autres programmes de mobilité ont été mis sur pied tels que notamment COMETT, ERASMUS et plus récemment, LINGUA.
- 1.3. Le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs offre aux jeunes travailleurs l'occasion de participer à un projet communautaire qui leur permettra d'expérimenter les conditions de vie et de travail d'autres Etats membres, de développer les aptitudes nécessaires à la vie adulte et à la vie professionnelle (à savoir non seulement le développement de connaissances professionnelles et pratiques, mais également celui de la communication entre personnes de milieux culturels différents), de se découvrir des intérêts communs avec des jeunes d'autres Etats membres et surtout, de prendre conscience d'une identité européenne commune à tous.

2. ADMINISTRATION

- 2.1. La Commission édicte les règles et les lignes directrices du Programme, mais ce sont les organisateurs des échanges qui assurent la gestion des projets individuels. Toute organisation peut demander une subvention pour des Echanges de Jeunes Travailleurs, pour autant que ceux-ci soient conformes aux directives. Il y a, au sein de chaque Etat membre, un représentant du gouvernement qui joue le rôle de coordinateur national du Programme d'Echange. Le Bureau d'Echange de Jeunes de la Communauté Européenne assiste la Commission des Communautés Européennes dans la mise en oeuvre du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

2.2. LES ORGANISATEURS DES ECHANGES

- 2.2.1. Les organisateurs des échanges sont responsables de l'organisation et de la mise en vigueur des échanges et sont donc l'élément le plus important du cadre structurel mis en place par la Commission des Communautés Européennes. Les relations entre la Commission et les divers organisateurs sont régies par des contrats qui couvrent les divers projets d'échange individuels. Ces contrats définissent les conditions de mise en oeuvre des échanges, les obligations de l'organisme ou du groupe impliqués et les responsabilités financières.
- 2.2.2. La majorité des organisateurs d'échanges se répartissent en deux catégories : ceux qui opèrent au niveau européen et ceux qui opèrent surtout au niveau national mais ont acquis une dimension communautaire. Les organisateurs s'occupent essentiellement de programmes d'échange, de programmes de formation professionnelle ou de divers projets sociaux, culturels et pédagogiques destinés à des groupes cibles provenant de secteurs professionnels ou industriels spécifiques travaillant au développement des échanges de jeunes. Ce large éventail d'organisations a permis de multiplier les secteurs dans lesquels des échanges ont été organisés dans le cadre du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.
- 2.2.3. En 1988, 18 organisations ont reçu une subvention et en 1989, un total de 29 organisations ont été subventionnées en vertu du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.
- 2.2.4. En 1988/1989, les organisateurs d'échanges du Programme se sont réunis trois fois :
- le 23 mars 1988 : réunion d'un jour à Bruxelles afin d'expliquer aux organisateurs d'échanges les procédures administratives en vigueur.
 - 24/27 septembre 1988 : réunion de "brainstorming" au Lac Majeur (Italie) dans le but de réunir les représentants des principaux organisateurs et des experts venus de l'extérieur, afin de discuter :
 - des options pour le développement à long terme du Programme, et
 - des orientations relatives aux deux dernières années du Troisième Programme.

- 26/27 octobre 1989 : réunion de deux jours à Bruxelles afin de discuter des aspects administratifs et financiers du Programme pour 1990, d'examiner l'évaluation statistique du Programme réalisée par la Commission et de procéder à un échange de vues sur le contexte et la portée du Quatrième Programme.

2.3. LES COORDINATEURS NATIONAUX

- 2.3.1. La Commission veille tout spécialement à ce que les organisateurs des échanges rencontrent les coordinateurs nationaux afin qu'ils discutent avec eux de leurs projets d'échange. Les organisateurs doivent également faire parvenir une copie de chaque projet soumis à la Commission au coordinateur national concerné.
- 2.3.2. Une réunion a été organisée à Bruxelles le 24 octobre 1988 à l'intention des coordinateurs nationaux afin de les informer de l'évolution du Programme et de leur présenter les perspectives du Quatrième Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

3. RESULTATS PRATIQUES 1988-1989

- 3.1. Le Programme est accessible aux jeunes de 18 à 28 ans qui travaillent ou sont à la recherche d'un emploi et qui ont suivi une formation professionnelle de base ou jouissent d'une expérience professionnelle similaire.
 - 3.2. Les échanges à court terme durent de 3 semaines à 3 mois et comprennent des visites d'étude, des stages en entreprise et une brève expérience du milieu de travail. Quant aux échanges à plus long terme, ils durent de 4 à 16 mois et il s'agit surtout de stages en entreprise précédés d'un cours de langue et d'orientation.
 - 3.3. De 1986 à 1988, le budget annuel du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs s'élevait à 4,5 millions d'ECU et est passé, en 1989, à 5 millions d'ECU, soit une augmentation de 500.000 ECU. Le nombre des participants a pourtant augmenté de 2.304 en 1987 à 2.676 en 1988 et à environ 3044⁽¹⁾ en 1989 et le nombre de projets subventionnés est passé de 146 en 1988 à 158 en 1989. Il convient également de faire remarquer qu'en 1989, la contribution forfaitaire attribuée à chaque participant par semaine a augmenté de 10 ECU en 1989, entraînant ainsi une augmentation de la subvention hebdomadaire octroyée aux participants.
- (1) Le chiffre de 1989 est basé sur l'estimation du nombre des participants fournie par les demandes détaillées et non, comme les années précédentes, sur les chiffres finaux réels.

- 3.4. En 1988, le coût moyen par participant, par semaine, s'élevait à 141 ECU et en 1989, ce montant est passé à 168,9 ECU alors que la subvention moyenne par participant par semaine est passée de 117 ECU en 1988 à 137,3 ECU en 1989.
- 3.5. Cette faible augmentation des coûts moyens et de la subvention indique d'une part, que les organisateurs sont capables de réduire les coûts et de l'autre, que certains organisateurs - essentiellement les plus nouveaux - parviennent à trouver d'autres sources de revenus et donc à diminuer le montant de la subvention requise. Voir tableau 1, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.
- 3.6. En principe, les projets sont approuvés deux fois par an - au début et au mois de juin de chaque année. Ce système offre l'avantage de permettre de faire un bilan semestriel. Les organisateurs informent la Commission lorsque les subventions octroyées ne sont pas utilisées dans leur totalité. Les sommes excédentaires peuvent alors être immédiatement récupérées et affectées à d'autres projets.
- 3.7. ECHANGES DE COURTE ET DE LONGUE DUREE
- 3.7.1. Comme stipulé dans la Décision du Conseil, les échanges se répartissent en projets de courte durée et projets de longue durée, chaque catégorie ayant ses objectifs propres dans le cadre des orientations générales.
- 3.7.2. En 1988 et 1989, le nombre des échanges de longue durée a diminué. Cette diminution est due à plusieurs facteurs :
- La difficulté croissante à trouver des stages en entreprise et plus particulièrement pour les ressortissants étrangers dans les divers Etats membres.
 - L'hésitation des jeunes travailleurs à quitter leur emploi, même temporairement, pour participer au Programme.
 - L'accroissement des échanges de "durée moyenne", qui durent généralement de 13 à 16 semaines et qui sont souvent précédés d'un cours de langue de très courte durée. Ils combinent les objectifs des échanges de courte et de longue durée tout en éliminant bon nombre des difficultés propres aux projets de longue durée.
- 3.7.3. La Commission continuera bien entendu à encourager ces deux types d'échanges tout en veillant à ce que le Programme reste accessible à un nombre maximal de jeunes et à ce qu'un équilibre relatif soit maintenu entre les divers secteurs économiques où s'effectuent les échanges. Voir tableau 2, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.

3.8. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

- 3.8.1. Les échanges sont encore géographiquement trop concentrés au centre de la Communauté européenne. Cependant, les efforts visant à corriger ce déséquilibre semblent être fructueux et l'une des priorités du Programme est d'encourager la participation des jeunes venant des régions périphériques ou défavorisées.
- 3.8.2. La Commission s'efforce de maintenir l'équilibre entre le nombre de jeunes travailleurs de chaque Etat membre accueillis et ceux envoyés à l'étranger dans le cadre des échanges. Ce principe de réciprocité fonctionne pour la majeure partie des échanges et la Commission veille à ce qu'il continue, partout où cela s'avère possible, à étayer les objectifs fondamentaux du Programme. Voir tableau 3, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.

3.9. REPARTITION SECTORIELLE

- 3.9.1. Si au cours des premières années de mise en vigueur du Programme, les Echanges de Jeunes Travailleurs concernaient surtout les secteurs primaires et secondaires, le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs reflète aujourd'hui le développement du secteur tertiaire, qui, à l'heure actuelle, en est le secteur le plus important.
- 3.9.2. En 1988, le secteur primaire représentait 14,4% (21 projets), le secteur secondaire 37% (54 projets) et le secteur tertiaire 48,6% (71 projets). En 1989, ces chiffres s'élevaient respectivement à 13,3% (21 projets) pour le secteur primaire, 31% (49 projets) pour le secteur secondaire et 55,7% (88 projets) pour le secteur tertiaire. Voir tableau 4, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.
- 3.9.3. Les projets dans ces trois secteurs se répartissaient comme suit :

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Secteur primaire</u>				
- Agriculture	11,6%	17 projets	10,8%	17 projets
- Sylviculture/pêche	2,7%	4 projets	2,5%	4 projets
<u>Secteur secondaire</u>				
- Industries métal. et mécan.	4,1%	6 projets	1,3%	2 projets
- Autres ind. manufact.	19,9%	29 projets	12,0%	19 projets
- Arts et artisanat	5,5%	8 projets	2,5%	4 projets
- Divers	7,5%	11 projets	15,2%	24 projets
<u>Secteur tertiaire</u>				
- Services tourisme	1,5%	2 projets	2,0%	3 projets
- Hôtels et restauration	5,5%	8 projets	4,4%	7 projets
- Services santé et sociaux	4,8%	7 projets	8,2%	13 projets
- Services culture et divertis.	17,1%	25 projets	13,9%	22 projets
- Informatique/Electron.	2,7%	4 projets	1,3%	2 projets
- Divers	17,1%	25 projets	25,9%	41 projets
<u>TOTAL</u>	100%	146 projets	100%	158 projets

- 3.9.4. Une liste détaillée de tous les secteurs dans lesquels des échanges ont eu lieu en 1988 et 1989 se trouve à l'annexe 2.

3.10. PROFIL DES PARTICIPANTS

- 3.10.1. Depuis que les jeunes chômeurs peuvent participer au Programme, la proportion de jeunes participants sans emploi a augmenté de manière constante : elle est passée de 46,4% en 1988 à 47,3% en 1989, ce qui signifie que près de la moitié des participants au Programme sont des demandeurs d'emploi. Pour analyse statistique détaillée, voir tableau 5, Annexe 1.
- 3.10.2. L'une des autres priorités du Troisième Programme est d'offrir des chances égales aux hommes et aux femmes. La Commission s'est efforcée de veiller à ce que les jeunes garçons et les jeunes filles soient représentés de manière égale et que les jeunes filles soient encouragées à participer aux échanges dans le secteur des nouvelles technologies. En 1988 et en 1989, cet objectif était atteint, à savoir que l'égalité était parfaite et que les jeunes filles représentaient approximativement 50% de l'ensemble des participants au Programme. Pour analyse statistique détaillée, voir tableau 6, Annexe 1.

3.11. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

La Troisième Programme Commun n'a pas pour objectif d'offrir aux jeunes concernés une formation professionnelle de base dans un autre Etat membre mais plutôt de leur fournir un complément à la formation et à l'expérience qu'ils ont déjà acquises dans leur propre pays. La Commission estime toujours qu'il est essentiel que même les échanges à court terme aient un véritable contenu d'expérience professionnelle et que l'expérience acquise au cours des projets de longue durée ait une qualité et une valeur suffisantes que pour inciter aussi bien les employeurs que les travailleurs à participer au Programme.

3.12. FINANCEMENT DES PROJETS

- 3.12.1. En 1988 et en 1989, la Commission a dû refuser de financer de nombreux projets d'échange en raison de restrictions budgétaires. Le soutien financier que la Commission apporte au Programme d'Echange a toujours eu pour objectif d'encourager le développement des échanges de jeunes travailleurs au sein de la Communauté européenne. Son intention n'a jamais été de couvrir la totalité des frais de chaque projet d'échange, bien que cela ait été le cas pour la quasi majorité des échanges. Cette situation laisse évidemment beaucoup à désirer car en dernière instance, elle signifie que le nombre de jeunes participants au Programme est inférieur à ce qu'il aurait dû être.

3.12.2. Si l'on veut étendre le programme et le rendre moins dépendant des subsides communautaires, il est essentiel que les organisateurs des échanges, en collaboration avec les promoteurs nationaux, explorent toutes les sources de financement complémentaires possibles, qu'elles soient gouvernementales, régionales, locales ou privées. La Commission estime que les Etats membres doivent poursuivre leur aide et leur action au niveau national si le programme doit avoir une influence réelle sur les jeunes travailleurs dans l'ensemble de la Communauté.

3.12.3. La Commission continuera à encourager les nouvelles initiatives dans le secteur des échanges par l'octroi de subventions autres que la contribution hebdomadaire forfaitaire existante. Cette pratique permettra d'atteindre partiellement l'objectif de co-financement des échanges puisque le système de subvention exige que les organisateurs recherchent d'autres sources de financement.

4. EVALUATION DU PROGRAMME

4.1. En 1988, une analyse qualitative du contenu des rapports rédigés par les participants au cours de la période 1985/1987 a été effectuée.

4.2. Cette analyse revêtait le caractère d'une première étude-pilote, qui a réellement permis de dégager certaines tendances quant à l'effet que l'échange avait produit sur les participants.

4.3. Au cours de l'année 1989, les répercussions à long terme qui, de l'avis des jeunes travailleuses et travailleurs, peuvent être le résultat de leur participation au programme d'échange, ont été examinées.

4.4. Quatre différents niveaux d'effets ont été examinés, conformément aux objectifs du Programme :

1. Répercussions sur la situation de l'emploi / l'évolution des participant(e)s sur le plan professionnel.
2. Changements au niveau de l'environnement socio-culturel.
3. Prise de conscience des problèmes dans le contexte de la politique européenne.
4. Conséquences sur les projets d'avenir personnels, sur le développement personnel.

4.5. Le groupe retenu pour cette étude se composait de jeunes ayant participé à un échange au cours de l'année 1987, partant du principe qu'un échantillon de 10% de participants pris au hasard suffirait à garantir la validité des résultats.

L'étude s'est surtout basée sur un sondage par écrit auquel se sont ajoutés des interviews d'un échantillon de 40 participants. La sélection de ces 40 personnes s'est faite selon les critères suivants :

- Les douze Etats membres de la Communauté européenne devaient être pris en considération.
- Les singularités apparaissant dans les réponses devaient être étudiées de plus près dans la mesure où elles concernaient l'étude.
- La priorité devait être accordée aux participants qui avaient fourni des appréciations fondées - positives ou négatives- concernant l'avenir du Programme.
- Tous les types de projets devaient être pris en considération.
- La répartition du nombre de participants par pays devait se faire selon le taux absolu de participation au Programme dans son ensemble.
- Le coût de la réalisation devait être limité en procédant, dans la mesure du possible, à une concentration par région.

4.6. L'étude reposait essentiellement sur un questionnaire largement standardisé, dont la structure correspondait au déroulement logique des projets d'échange.

4.7. L'étude de cette année comprenait donc également la réalisation de 40 interviews de participant(e)s provenant des douze Etats membres et ayant participé à des échanges en 1987.

4.8. QUELQUES RESULTATS STATISTIQUES

4.8.1. La répartition par tranche d'âge des participants donne des indications intéressantes sur le rôle que joue la participation à l'échange par rapport aux projets d'avenir personnels : si l'on prend comme référence la durée classique de la scolarité et celle de la formation professionnelle de base, on constate que plus d'un quart participe à un échange immédiatement après la formation : 27,5%. Environ 47% possèdent déjà quelques années d'expérience professionnelle en commençant l'échange.

4.8.2. Le rapport entre la participation des hommes et des femmes aux échanges est équilibré : 49% de femmes pour 51% d'hommes.

4.9. ATTENTES DES PARTICIPANTS PAR RAPPORT A L'ECHANGE

4.9.1. L'espoir de pouvoir élargir les connaissances professionnelles et découvrir un pays européen voisin recueille les plus nombreux suffrages, avec environ 30% chacun, de même que le désir d'améliorer ses connaissances linguistiques.

4.9.2. Seulement 15,3% du total des participants aux programmes longue durée (plus de trois mois) citent comme attente principale des motifs professionnels; 32,1% déclarent en revanche que c'est l'intérêt de découvrir un autre pays européen qui a été déterminant, et 29,2% citent comme raison principale le perfectionnement de leurs connaissances linguistiques.

4.9.3. Chez les participants aux projets de courte durée (trois semaines), la majorité (46,6%) met au premier rang les attentes professionnelles. Dans le même groupe, le désir de découvrir d'autres pays n'occupe que la deuxième place avec 33,5%. Cela peut en partie s'expliquer par le caractère de ces programmes courts qui, c'est évident, ne peuvent servir qu'à donner une première orientation.

4.10. LES ATTENTES DES PARTICIPANTS ONT-ELLES ETE SATISFAITES ?

4.10.1. 36,5% du total des participants déclarent que leurs attentes sont totalement satisfaites et 50,5%, plutôt satisfaites. Seuls 11,5% considèrent que ces attentes n'ont plutôt pas été satisfaites et 1,5%, pas du tout satisfaites.

4.10.2. Les participants aux échanges de longue durée considèrent que leurs attentes ont été "totalement satisfaites" dans une mesure beaucoup plus large (45% du total des programmes de longue durée) que ceux qui ont participé à des échanges de moins d'un mois (25,2%). Pour les programmes de longue durée, on note 7,9% de "plutôt pas satisfait(e)s", alors que pour les programmes de trois semaines, le chiffre de 18% d'avis négatifs est significatif. Ceci démontre que l'accroissement de la durée de l'échange va de pair avec l'accroissement du degré de satisfaction des attentes.

4.10.3. Dans l'ensemble, 87% de tous les participants se déclarent plutôt satisfaits après l'échange. Les appréciations négatives des programmes de trois semaines doivent mener à une réorientation de la formule "échange de courte durée". Il s'agit d'une formule adéquate en tant qu'activité permettant d'obtenir une "première impression" d'un autre pays, y compris au niveau professionnel. Cependant, il conviendrait de renoncer à recourir à cette formule en vue d'un perfectionnement professionnel, ce rôle convenant mieux aux échanges de plus longue durée.

4.11. PREPARATION DU SEJOUR A L'ETRANGER

4.11.1 La préparation du séjour à l'étranger revêt une grande importance par rapport à sa réussite. A peine un quart de tous les participants connaissaient déjà le pays d'accueil. Pour 35% des participants, il s'agissait du tout premier séjour à l'étranger.

- 4.11.2. L'enquête démontre que de nombreux participants ne se plaignent qu'après l'échange du fait que l'organisateur ne leur ait pas communiqué le programme exact avant l'échange et qu'au contraire, on recrutait les participants en leur donnant uniquement des renseignements généraux au sujet du secteur et des activités probables.
- 4.11.3. La majorité des personnes interviewées avait le net souvenir d'avoir eu au départ un désagréable sentiment d'incertitude quant au stage de travail.
- 4.11.4. En outre, 28% environ des participants aux programmes de longue durée ont un mauvais souvenir de l'encadrement assuré par les organisateurs.
- 4.11.5. Dans la rubrique "souvenir très agréable", ces mêmes participants aux programmes longs ne représentent que 16,2% (nettement moins que la moyenne) du total de 35,4% des participants qui déclarent avoir un "souvenir très agréable".
- 4.11.6. Dans les interviews, il s'est avéré qu'il y avait une nette différenciation entre le cours de langue et le travail :
- L'encadrement pendant le cours de langue est jugé positif de façon unanime. Dans cette phase, les organisateurs responsables s'occupent du participant et proposent un programme qui vient compléter le cours.
 - Le plus souvent, lorsque le stage pratique commence, les participants se sentent délaissés, entre autres à cause des changements de locaux, de lieux, etc.
- 4.11.7. La question de l'encadrement devient relative dans tous les échanges qui ne posent pas de problèmes importants (quand on n'a pas besoin d'aide, on n'en ressent pas le manque).

4.12. LE STAGE PROFESSIONNEL A PROPREMENT PARLER

- 4.12.1. 69,7% des participants aux échanges de longue durée et 61,2% des participants au projet de 1 à 3 mois estiment que les entreprises étaient préparées à leur arrivée.
- 4.12.2. Les programmes qui s'adressent à un groupe de participants bien défini et qui donc sont plus faciles à organiser (par exemple les banques, et les caisses d'épargne, l'agriculture) se déroulent en règle générale de façon plus satisfaisante.
- 4.12.3. Dans ce contexte, l'étude des éventuels effets à long terme liés à la participation à un programme d'échange se doit de considérer l'ensemble des intentions formulées dans la Décision du Conseil relative à ce programme communautaire, et pas seulement les aspects professionnels.

4.12.4. La mobilité des salarié(e)s joue un rôle important face aux changements politiques et économiques dans la Communauté européenne : le marché unique de 1993 ne peut remplir sa fonction de marché commun du travail que si les individus sont prêts à modifier leurs conditions de vie et de travail et font preuve d'une attitude positive vis-à-vis des autres Etats membres.

4.12.5. La question du bénéfice qu'apporte la participation à un échange du point de vue professionnel est donc d'une extrême importance :

4.12.6. Estimation du bénéfice immédiat du point de vue professionnel de la participation à l'échange en fonction de la durée de cet échange

Au point de vue professionnel, l'échange a été	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois + 3 mois	
bénéfique	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
nuisible	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,3%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
ni l'un ni l'autre	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Légende : 1 = chiffre absolu

2 = % de réponses

3 = % de participants par type de programme

4.12.7. Ces chiffres montrent que, dans les programmes de longue durée, l'expérience professionnelle pratique à l'étranger se répercute largement de manière positive sur le poste de travail dans le pays d'origine, et ceci de manière progressive selon la durée du programme :

- 33,8% pour les participants aux programmes de 3 semaines;
- 49,8% pour les participants aux programmes de 1 à 3 mois;
- 50,4% pour les participants aux programmes longs.

4.12.8. Ce résultat apparaît encore plus clairement sous l'aspect des effets professionnels à long terme (avec 1 an 1/2 à 2 ans de recul) :

Effets au niv. professionnel	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois	+ 3 mois
positifs	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
négatifs	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
ni l'un ni l'autre	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5
	3		45,5%	29,7%	25,9%
TOTAL	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Légende : 1 = chiffre absolu
 2 = % de réponses
 3 = % de participants par type de programme

4.12.9. L'un des autres objectifs de la Décision du Conseil concernant le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs est de voir s'accroître l'intérêt vis-à-vis des politiques communautaires et la prise de conscience de la dimension européenne de ce programme d'échange.

4.12.10. A cet égard, 68,8% de tous les participants déclarent que leur intérêt a augmenté. Ici aussi, le groupe des participants aux programmes de longue durée se distingue de manière significative des autres : 80,7% d'entre eux déclarent que leur intérêt a augmenté.

4.13. APPRECIATION GENERALE

Les questions posées aux participants sur l'appréciation globale qu'ils font de l'échange donnent les résultats suivants :

	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois	+ 3 mois
pour	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
contre	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
pas de conseil	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9
	3		3,1%	1,7%	5,0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Légende : 1 = chiffre absolu

2 = % de réponses

3 = % de participants par type de programme

4.13.2. Le chiffre de 96% correspondant à ceux qui conseilleraient un tel échange montre que les anciens participants accordent, avec du recul, une grande valeur à leur participation au Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

4.13.3. L'indication d'un lien évident entre la durée d'un programme et ses répercussions positives à long terme sur le plan professionnel se trouve consolidée par l'avis donné par les participants quant à la durée souhaitable d'un échange de manière générale :

- près de 88% des participants aux programmes de longue durée se prononcent en faveur de ce type de programmes;
- environ 53% des participants à un programme de un à trois mois se prononcent en faveur d'une période plus longue, c'est-à-dire au moins six mois;
- les participants aux programmes de trois semaines plaident à près de 60% pour des programmes de un à trois mois, et presque un quart souhaite des programmes de longue durée.

5. CONCLUSIONS

- 5.1. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le nombre de participants au Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs a progressivement augmenté en 1988 et en 1989, en dépit d'un accroissement relativement faible du budget. La Commission se réjouit également de l'augmentation constante du nombre des nouveaux organisateurs d'échanges (en 1989, 19 nouvelles organisations ont introduit une demande de subvention, parmi lesquelles 10 en ont obtenu une).
- 5.2. L'impact de la diffusion d'informations depuis 1988 commence à se faire sentir et le nombre de demandes d'informations, qu'elles émanent de personnes individuelles ou d'organisations, ne cesse d'augmenter.
- 5.3. Enfin, il convient de noter que la Communication de la Commission au Conseil "Education et Formation dans la Communauté européenne-Lignes directrices pour le moyen-terme : 1989-1992" (COM(89) 236 final), spécifie que "La Commission examinera la possibilité de simplifier la présentation des possibilités offertes aux jeunes, par ces deux programmes, et d'en rationaliser la gestion. A cet effet, les étapes des deux programmes vont être synchronisées progressivement de manière à mieux coordonner la conception globale des échanges de jeunes de tous types."

La Commission a présenté une proposition à cet égard (COM(90) 79 final) prévoyant que le Conseil reverra finalement le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs avant la fin 1991 (au lieu de 1990). Cette proposition est actuellement devant le Conseil.

ANNEX 1

Historical Archives of the European Commission

Table 1.1. Cost /Grant Projects in 1988/1989

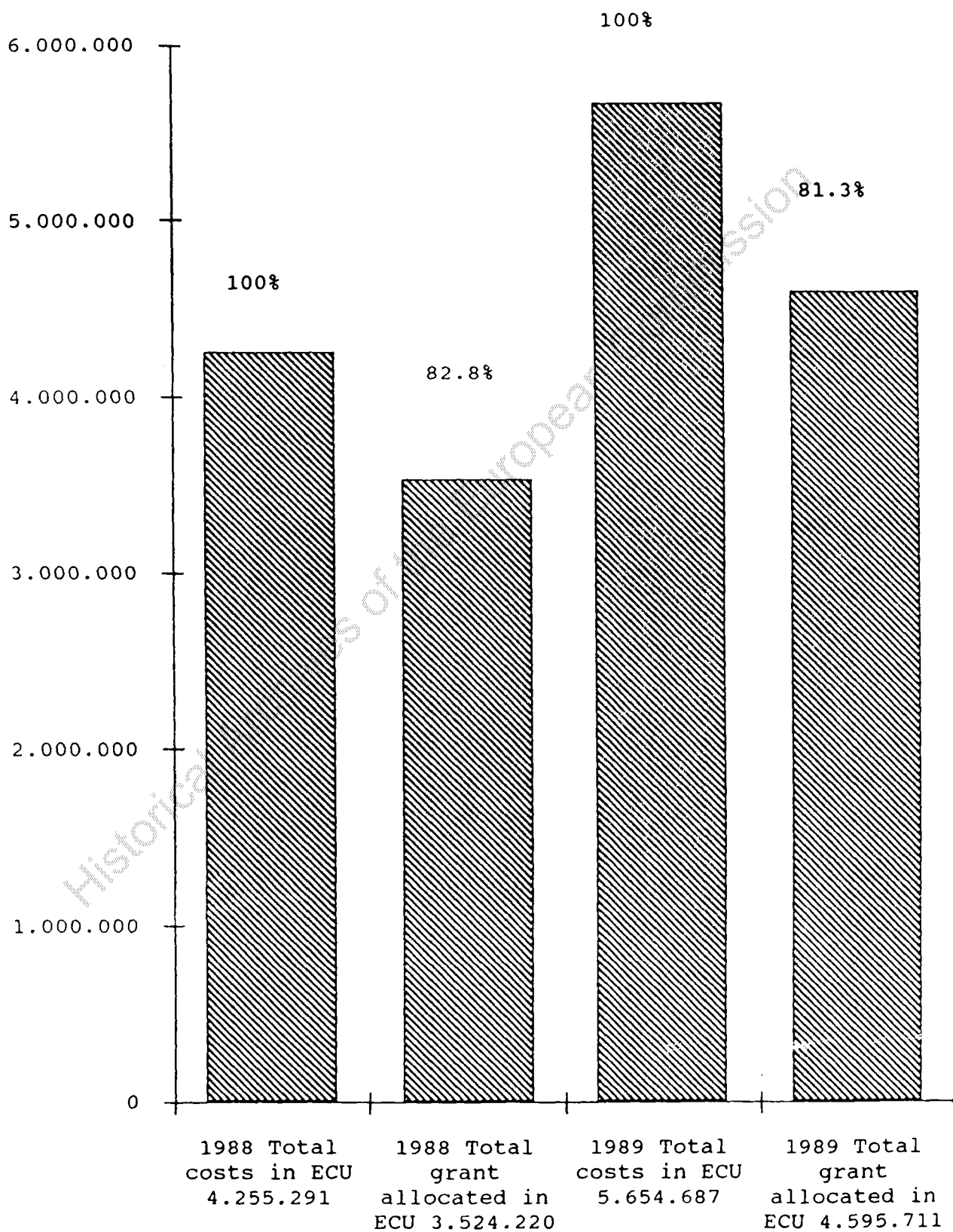


Table 1.1. Cost /Grant Projects in 1988/1989

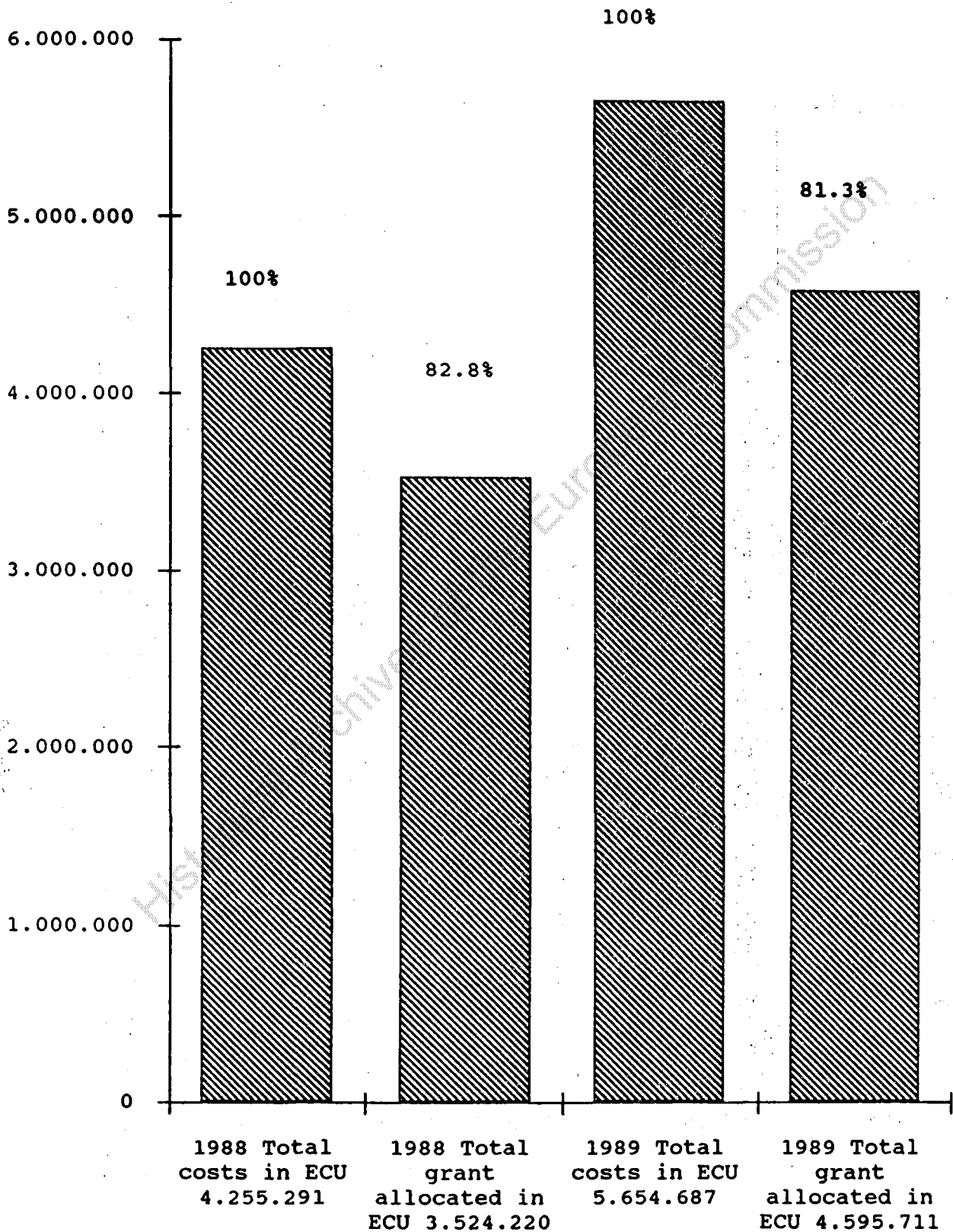


Table 1.2. Average cost / grant per participant
in 1988 / 1989

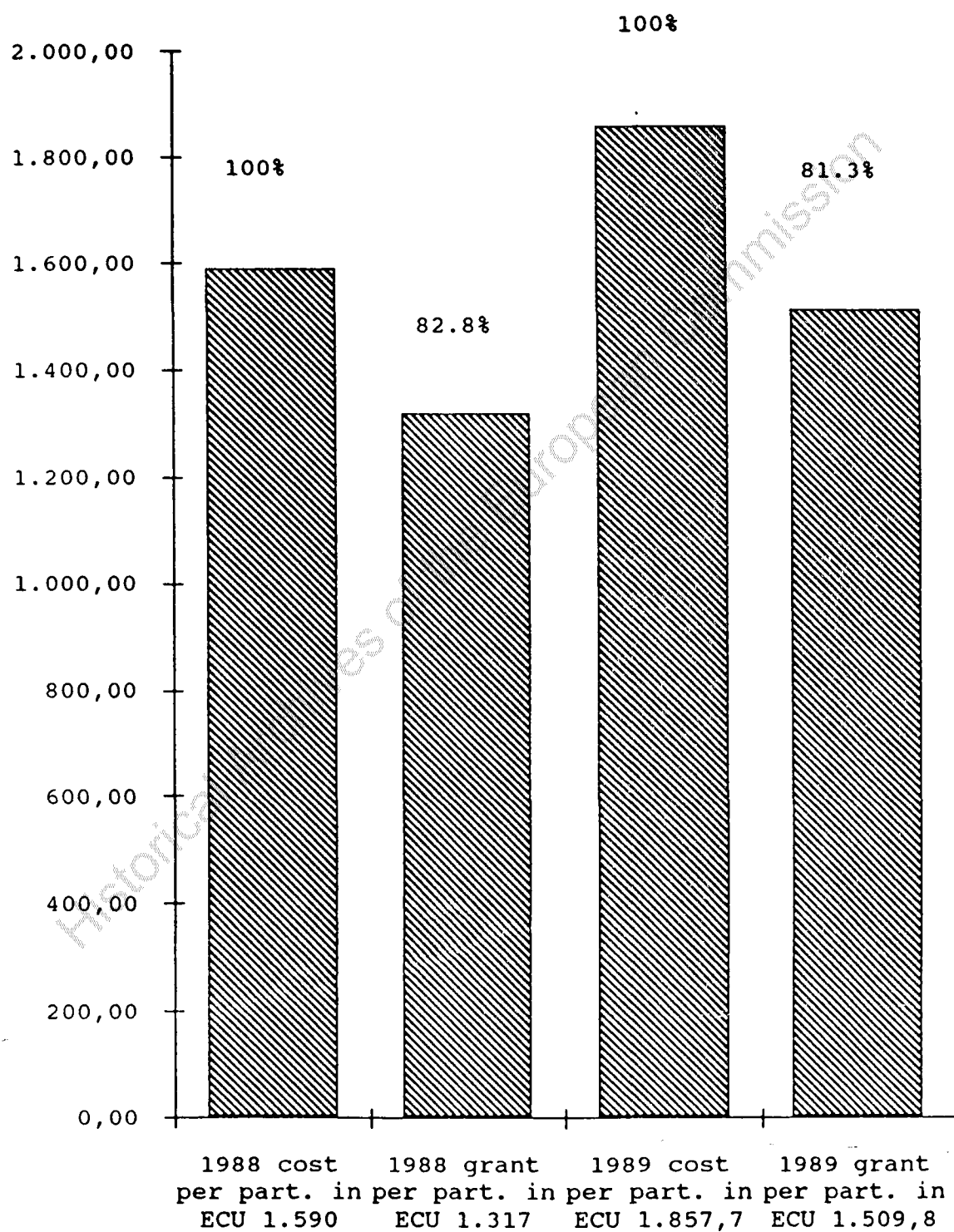


Table 1.3. Average cost/grant per participant per week in 1988/1989

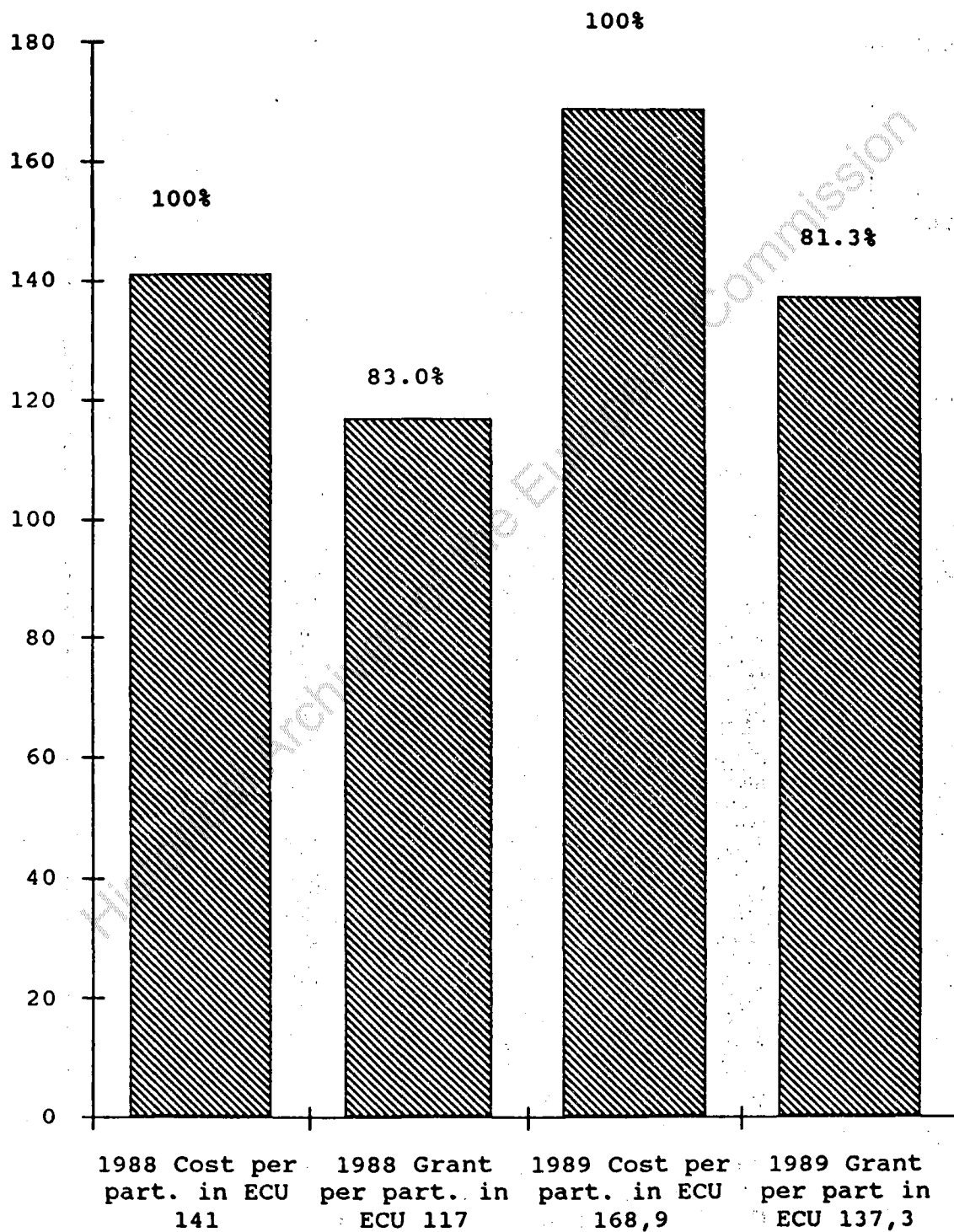


Table 1.4. Average cost per participant per short/long-term programme in 1988/1989

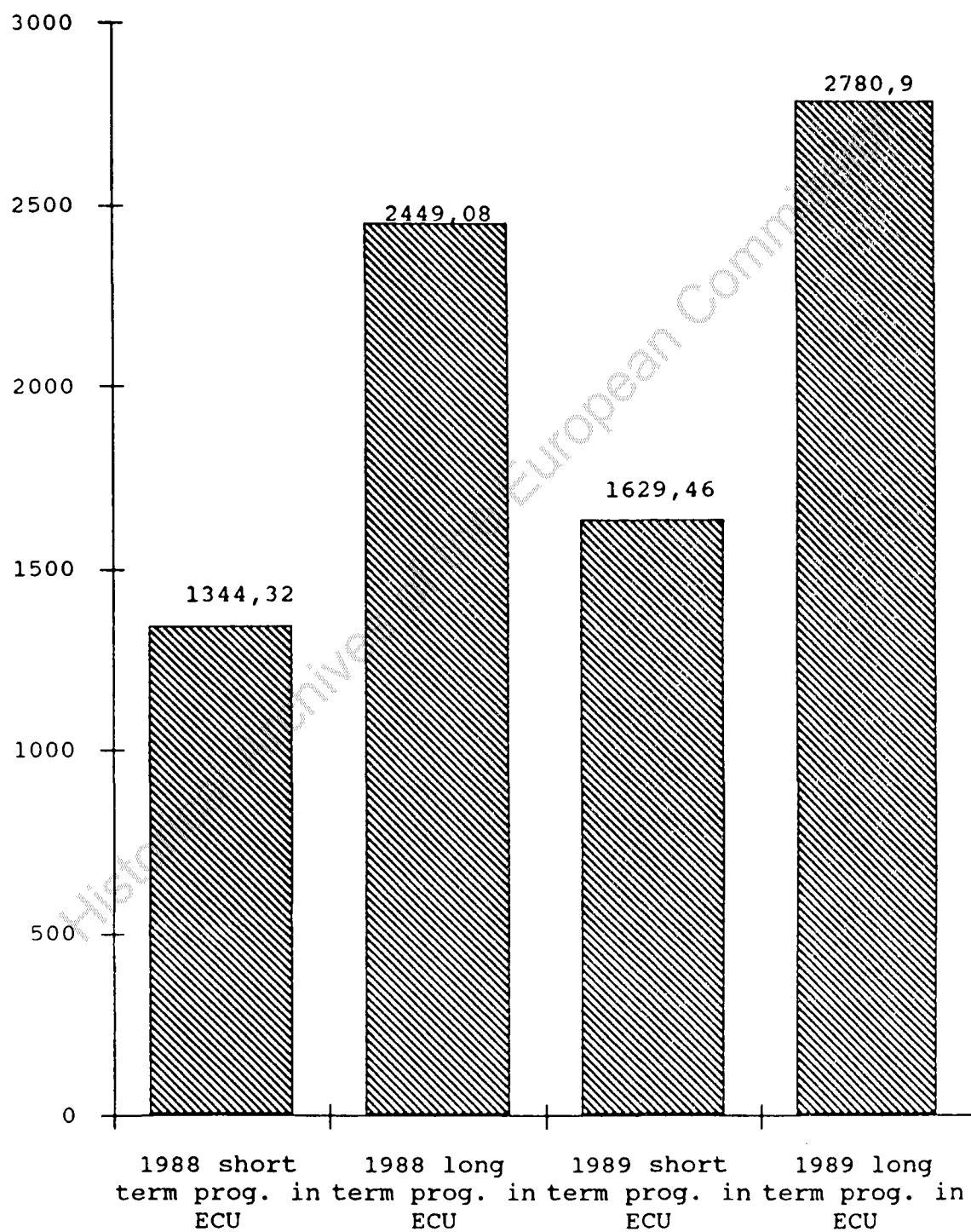


Table 1.5. Average cost per part per week per short/long-term programme in 1988/1989

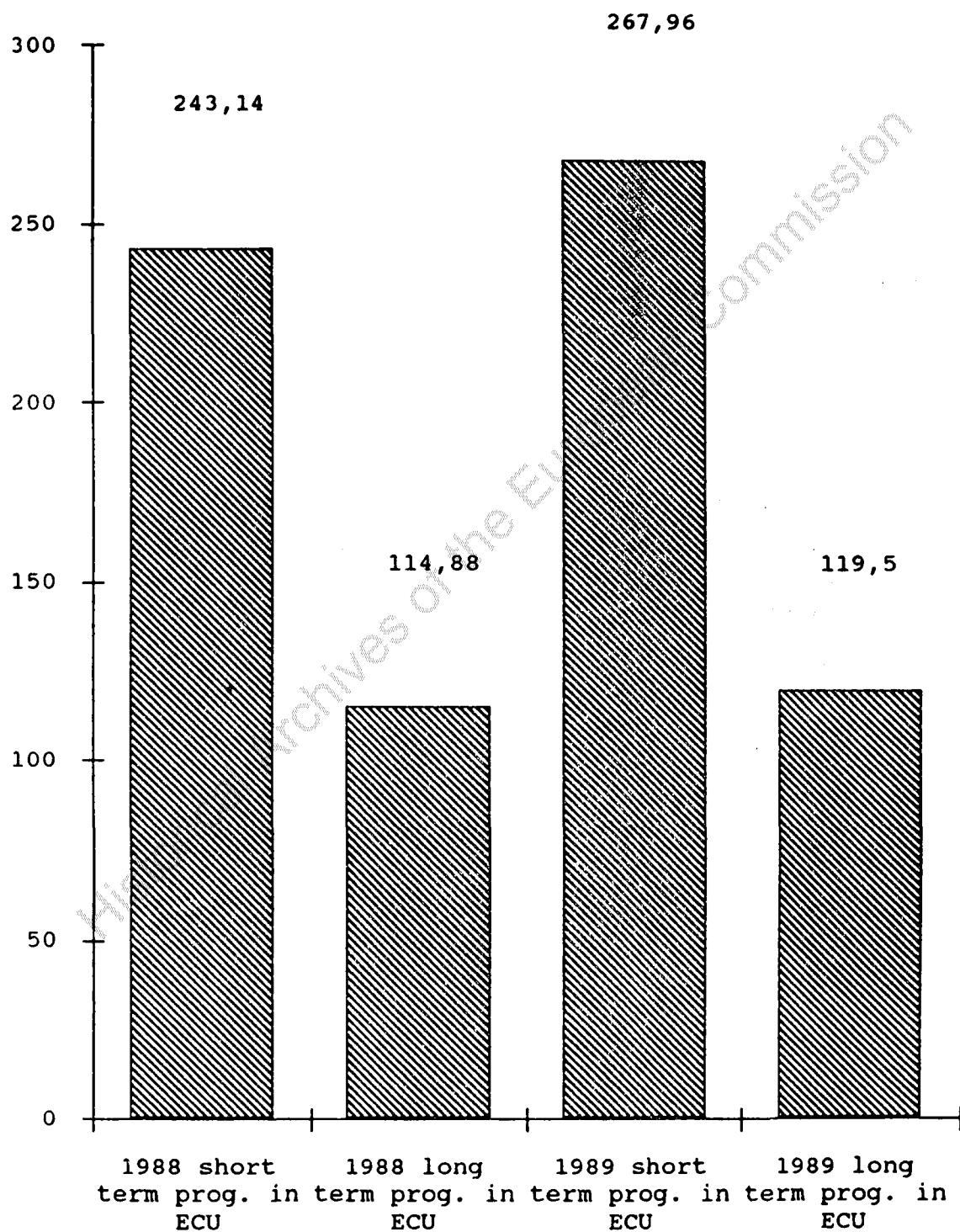


Table 2.1. Short/Long-term projects in 1988

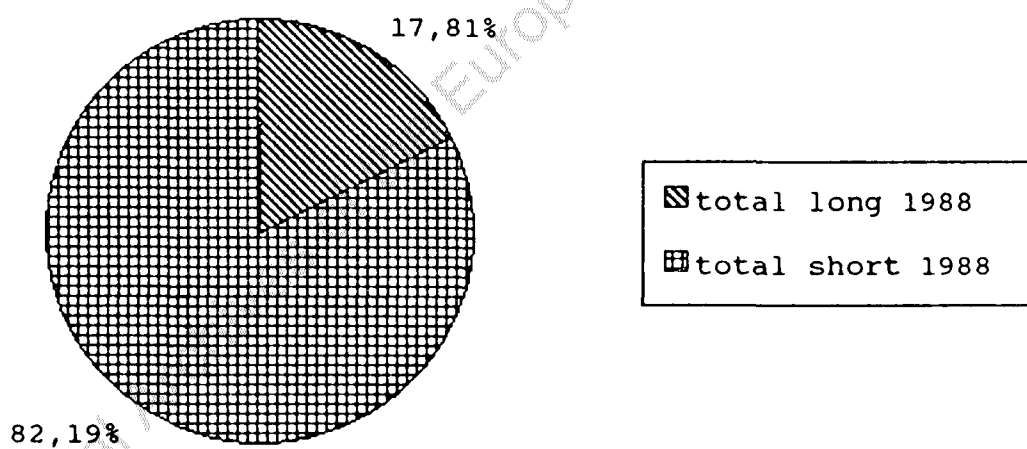


Table 2.2. Short/Long-term projects in 1989

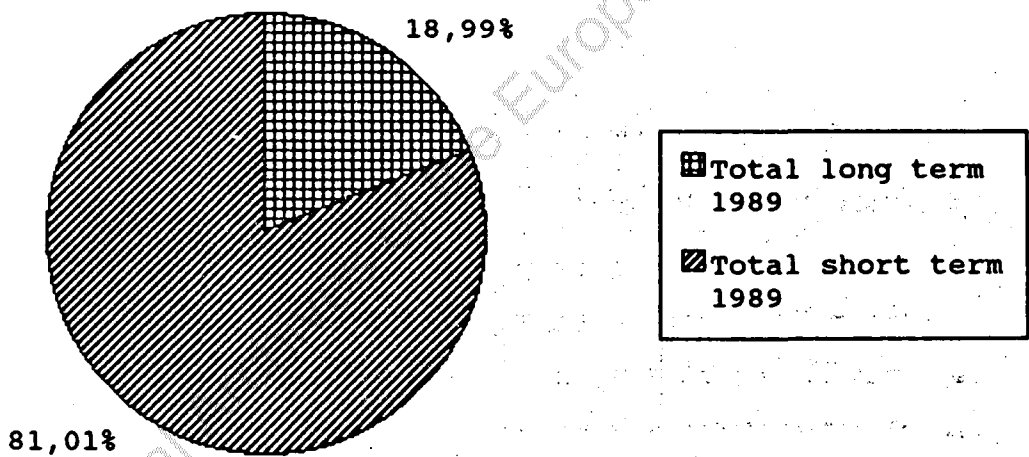


Table 3.1.

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	To L
To NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	To NL
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	To UK
To nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	To nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2,806	Total

Note : The total figure of 2806 participants is based on planned participant numbers of detailed applications and thus do not correspond with the final/actual participant numbers. For this reason there is a variance of 130 participants compared with the final/actual number of 2676 participants.

Table 3.2.

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3,044
From	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3,044

Note : The 1989 figures are based on planned participant numbers of detailed applications and not on the final/actual numbers as many have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

(*) : destination unknown

Table 4.1. Sectoral distribution of projects
 in 1988

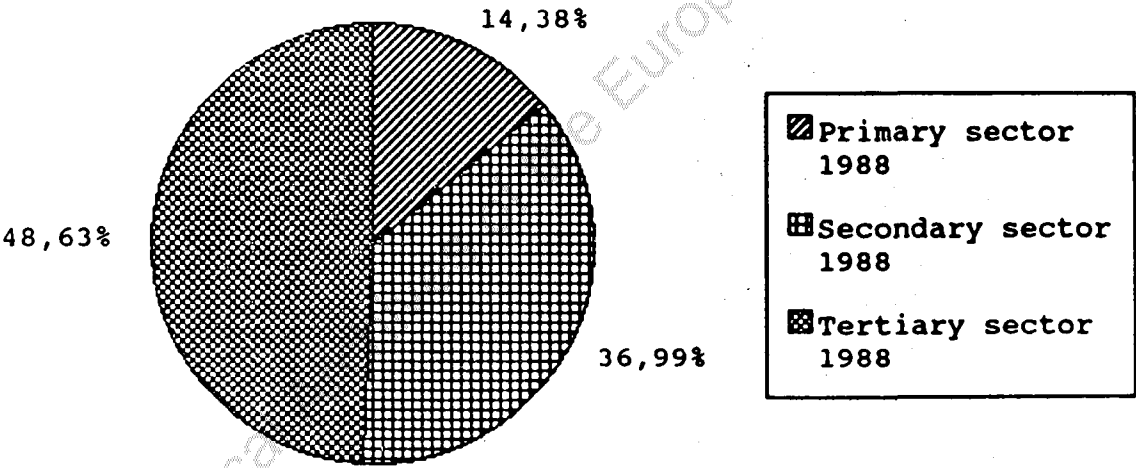


Table 4.2. Sectorial distribution of projects
in 1989

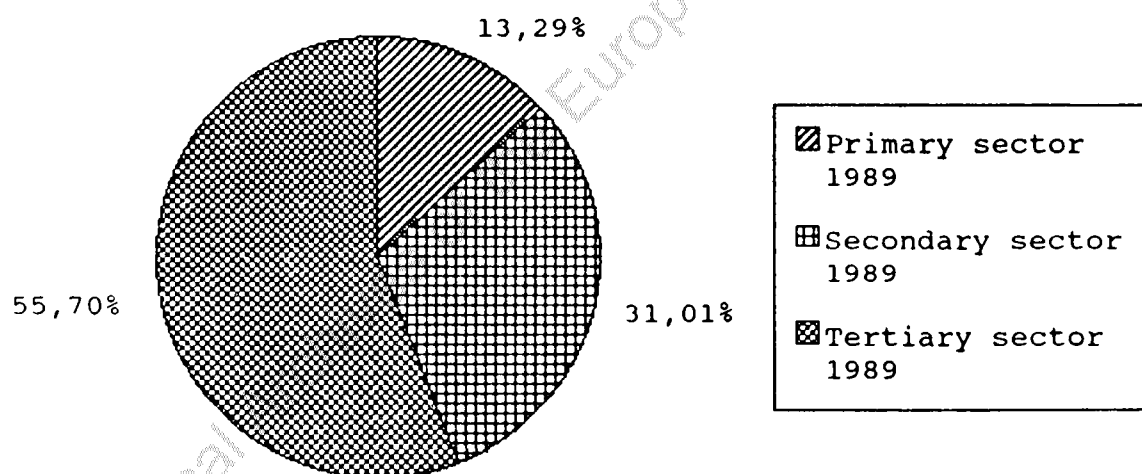
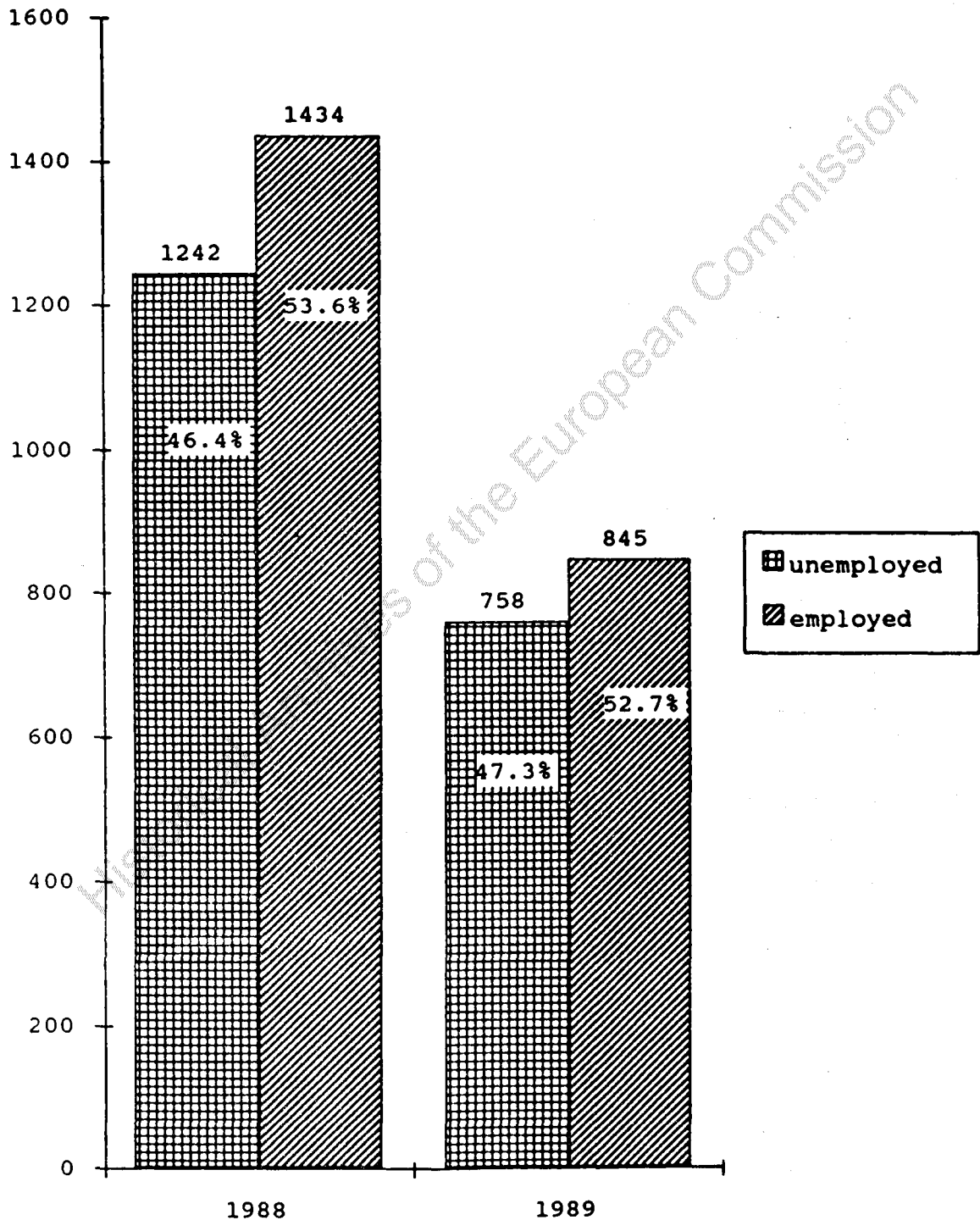
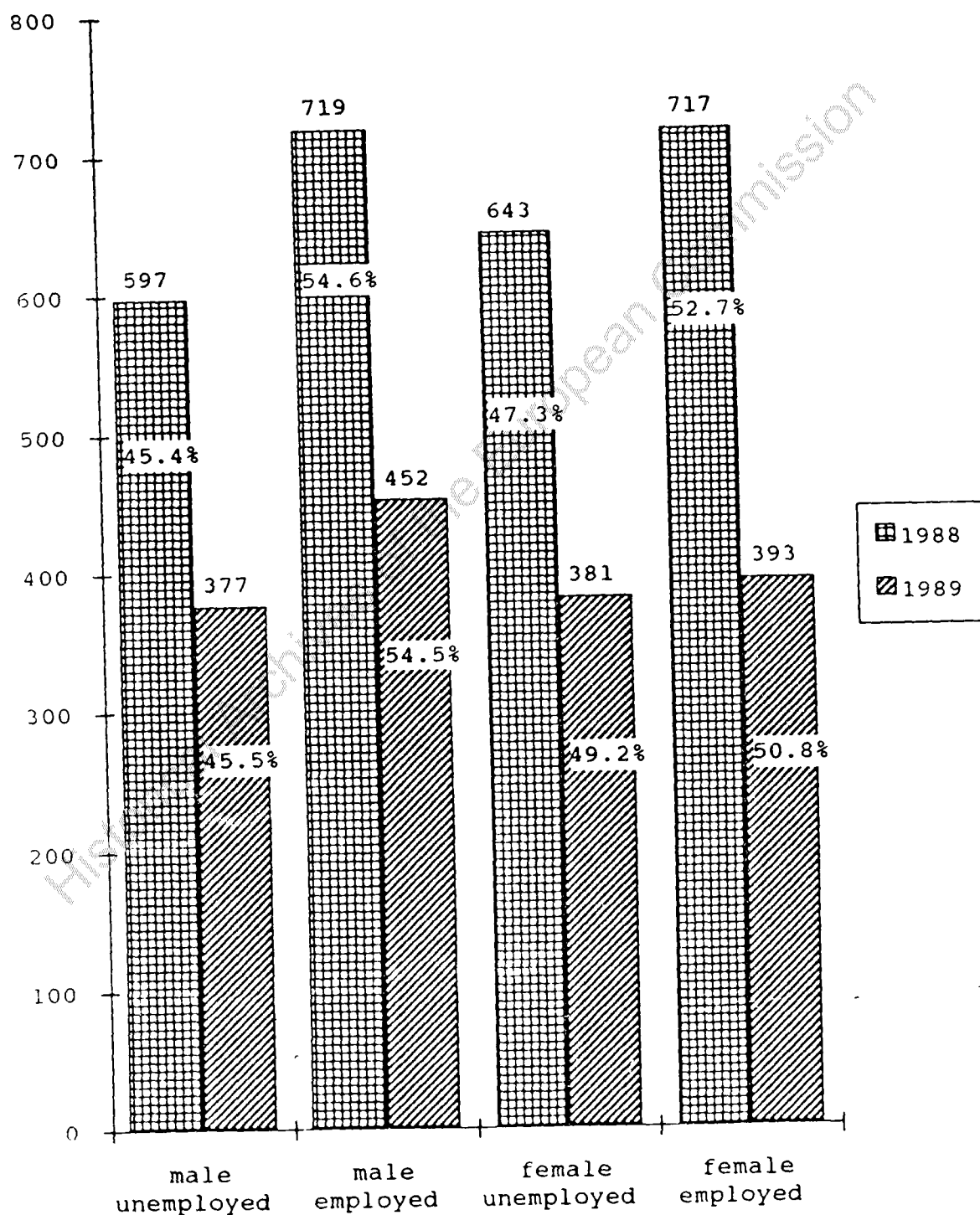


Table 5.1. Unemployed/Employed Young Workers
in 1988/1989



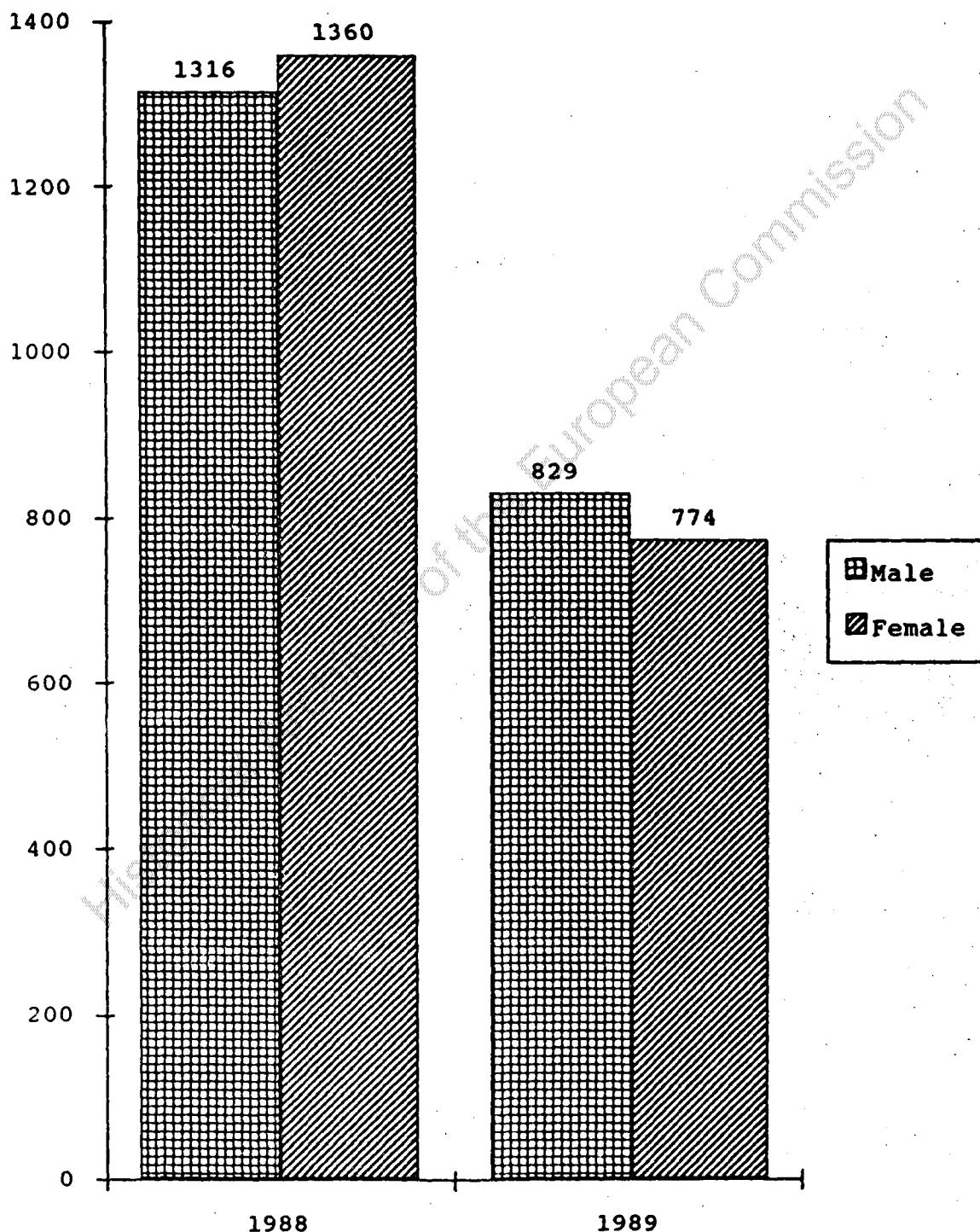
Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 5.2. Unemployed/Employed Male/Female
Young Workers in 1988/1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 6. Male / Female Young Workers in 1988 / 1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

ANNEX 2

Historical Archives of the European Commission

Detailed list of areas in which Young Workers Exchange
projects took place in 1988 and 1989

Agriculture	Hospitals
Agroindustry	Hotel and catering
Archeology	Hunting
Arts	Import/export
Art restoration	Insurance
Audiovisual production	Landscape gardening
Banking	Local employment initiatives
Boat building	Manufacturing industries
Ceramics	Marketing
Chemical industry	Media
Circus	Metal working industry
Commerce	Music
Computers	Nature conservation
Construction	Nursing
Crafts	Public administration
Cultural "animateurs"	Recycling
Disabled workers	Secretariat
Distribution	Sports
Engineering	Technical assistance to agriculture
Environment protection	Telematics
Fisheries	Textiles
Food, drink and tobacco industry	Theatre
Food processing industry	Tourism
Forestry	Transport
Health and social services	Viticulture
Horticulture	Vocational training

TEXTE D

Bruxelles, le 25 juillet 1990

COM(90) 377

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/971/90

Délai: MERCREDI 1er AOÛT 1990 - 12 H.

**Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101**

Objet : Troisième programme commun "Echange de jeunes travailleurs"
- 2ème rapport (1988-1989)

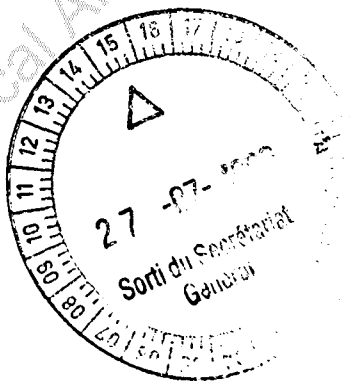
Proposition de Mme PAPANDREOU

Décision proposée :

- approuver le projet de deuxième rapport sur le troisième programme d'échange de jeunes travailleurs;
- à transmettre au Conseil et au Parlement européen ainsi que, pour information, au Comité économique et social;
- à ne pas publier au JOCE.

Commentaire

Ce projet a été établi conformément à l'article 11 de la décision du Conseil du 13 décembre 1984.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. JONES, DEGIMBE, Mme FLESCHE, MM. MINGASSON, DEWOST

p.l. : M. de MOOR

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : TFRHEJ

Services associés
- pour accord -

DG. V

DG. X

DG. XIX

ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

MITTEILUNG VON FRAU PAPANDREOU AN DIE KOMMISSION

Betrifft : Das dritte gemeinsame Programm zur Förderung des Austauschs junger Arbeitskräfte, zweiter Bericht, 1988 - 1989

Das "dritte gemeinsame Programm zur Förderung des Austauschs junger Arbeitskräfte innerhalb der Gemeinschaft" wurde durch Beschluß des Rates vom 13. Dezember 1984 angenommen und erstreckt sich über den Zeitraum 1985-1991.

Bei dem dritten gemeinsamen Programm handelt es sich um die neueste Fassung eines der ältesten Jugendaustauschprogramme der Gemeinschaft, das 1964 gestartet wurde und auf dem Artikel 50 der Römischen Verträge basiert. Seitdem wurden verschiedene andere Jugendaustauschprogramme eingerichtet, vor allem das COMETT-Programm, das ERASMUS-Programm, "Jugend für Europa", das LINGUA-Programm und als letztes das TEMPUS-Programm.

Das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte bietet die Gelegenheit zur Teilnahme an einem Gemeinschaftsprogramm, das Erfahrungen mit Lebens- und Arbeitsbedingungen in anderen Mitgliedstaaten ermöglicht, die für das Erwachsenen- und das Erwerbsleben notwendigen Kenntnisse - einschließlich der Entwicklung beruflicher Kenntnisse und praktischer Fertigkeiten, sowie der Fähigkeiten zu zwischenmenschlicher Kommunikation zwischen Personen mit unterschiedlichem kulturellem Hintergrund - fördert und es den Teilnehmern ermöglicht, gemeinsame Interessen mit jungen Leuten aus anderen Mitgliedstaaten zu entdecken, und vor allen Dingen das Bewußtsein einer gemeinsamen europäischen Identität zu entwickeln.

Laut Artikel 11 des Ratsbeschlusses zur Erstellung dieses Programms hat

"die Kommission dem Rat alle zwei Jahre einen Bericht über den Ablauf des Austauschs mit einer Gesamtbeurteilung der Durchführung zu unterbreiten".

Der zweite Bericht über den Austausch von jungen Arbeitskräften wird daher, gemäß diesem Artikel, der Kommission vorgelegt mit dem Ersuchen, den Bericht anzunehmen, ihn dem Rat vorzulegen sowie zur Information an das Europäische Parlament und an den Wirtschafts- und Sozialausschuß weiterzuleiten.

**ZWEITER BERICHT
ÜBER
DAS DRITTE GEMEINSAME PROGRAMM ZUR FÖRDERUNG
DES AUSTAUSCHS JUNGER ARBEITSKRÄFTE
1988 - 1989**

ZWEITER BERICHT ÜBER
DAS DRITTE GEMEINSAME PROGRAMM ZUR FÖRDERUNG
DES AUSTAUSCHS JUNGER ARBEITSKRÄFTE
1988 - 1989

1. EINLEITUNG

- 1.1. Das "Dritte gemeinsame Programm zur Förderung des Austauschs junger Arbeitskräfte innerhalb der Gemeinschaft" wurde durch Beschluß des Rates vom 13. Dezember 1984 angenommen und erstreckt sich über den Zeitraum 1985-1990.
- 1.2. Bei dem dritten gemeinsamen Programm handelt es sich um die neueste Fassung eines der ältesten Jugendaustauschprogramme der Gemeinschaft, das 1964 gestartet wurde und auf dem Artikel 50 der Römischen Verträge basiert. Seitdem wurden verschiedene andere Jugendaustauschprogramme eingerichtet, vor allem das COMETT-Programm, das ERASMUS-Programm und als letztes das LINGUA-Programm.
- 1.3. Das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte bietet die Gelegenheit zur Teilnahme an einem Gemeinschaftsprogramm, das Erfahrungen mit Lebens- und Arbeitsbedingungen in anderen Mitgliedstaaten ermöglicht, die für das Erwachsenen- und das Erwerbsleben notwendigen Kenntnisse - einschließlich der Entwicklung beruflicher Kenntnisse und praktischer Fertigkeiten, sowie der Fähigkeiten zu zwischenmenschlicher Kommunikation zwischen Individuen mit einem unterschiedlichen kulturellen Hintergrund - fördert und es den Teilnehmern ermöglicht, gemeinsame Interessen mit jungen Leuten aus anderen Mitgliedstaaten zu entdecken, und vor allen Dingen das Bewußtsein einer gemeinsamen europäischen Identität zu entwickeln.

2. VERWALTUNG

- 2.1. Die Kommission legt die Vorschriften und Richtlinien des Projekts fest, die Durchführung der einzelnen Projekte obliegt jedoch in erster Linie den Veranstaltern des Austauschs. Jede Organisation kann sich um Zuschüsse für den Austausch junger Arbeitskräfte bewerben, solange sie sich an Richtlinien hält. In jedem Mitgliedstaat gibt es einen Regierungsvertreter, der als nationaler Koordinator für das Austauschprogramm fungiert. Das Büro für Jugendaustausch der Europäischen Gemeinschaft unterstützt die Kommission bei der Durchführung des Austauschprogramms für junge Arbeitskräfte.

2.2. VERANSTALTER DES AUSTAUSCHS

- 2.2.1 Die Veranstalter des Austauschs sind für die Organisation und die Durchführung der Austauschvorhaben verantwortlich und bleiben darum das wichtigste Element in dem strukturellen Gefüge, das die Kommission eingerichtet hat. Die Beziehung zwischen der Kommission und jedem Veranstalter werden durch Verträge für die einzelnen Austauschprojekte geregelt. In diesen Verträgen werden die Voraussetzungen für die Durchführung des Austauschs, die Verpflichtungen der betreffenden Körperschaft oder der betreffenden Gruppe sowie die finanzielle Verantwortung festgelegt.

2.2.2. Die Mehrzahl der Veranstalter des Austauschs fällt unter zwei Kategorien: diejenigen, die auf europäischer Ebene tätig sind und jene, die hauptsächlich auf nationaler Ebene wirken, jedoch eine Gemeinschaftsdimension erlangt haben. Die Veranstalter befassen sich vor allem mit Austauschprogrammen, Programmen für die berufliche Bildung oder einer Vielzahl von sozialen, kulturellen und Unterrichtsprojekten für Zielgruppen aus bestimmten Berufsgruppen oder Branchen. Sie nutzen ihre Organisation dazu, den Jugendaustausch zu entwickeln. Diese breite Palette von Organisationen hat dazu beigetragen, daß Austauschvorhaben im Rahmen des Programms in einer Vielzahl von Branchen durchgeführt werden.

2.2.3. 1988 erhielten 18 Organisationen Zuschüsse, und 1989 erhielten insgesamt 29 Organisationen Zuschüsse für den Austausch junger Arbeitskräfte.

2.2.4. 1988/89 fanden 3 Tagungen mit am Programm beteiligten Veranstaltern statt:

- 23. März 1988 : eine eintägige Tagung in Brüssel, um den Veranstaltern die bestehenden Verwaltungsverfahren zu erklären.
- 24./27. September 1988: Eine "Brainstorming"-Tagung am Lago Maggiore in Italien mit der Zielsetzung, die Vertreter der Hauptveranstalter und eine Anzahl von außenstehenden Experten zusammenzubringen, um folgendes zu diskutieren:
 - * Möglichkeiten für die langfristige Entwicklung des Programms
 - und
 - * Richtlinien für die beiden verbleibenden Jahre des dritten Programms.
- 26./27. Oktober 1989: eine zweitägige Tagung in Brüssel, um die finanziellen und administrativen Aspekte des Programms für 1990 zu erörtern, um die statistische Auswertung des Programms, die von der Kommission vorgenommen wurde, eingehend zu betrachten und um Standpunkte über den Kontext und den Umfang des vierten Programms auszutauschen.

2.3. NATIONALE KOORDINATOREN

2.3.1 Die Kommission legt großen Wert darauf, daß die Veranstalter Verbindung zu den nationalen Koordinatoren halten, um Pläne für Austauschvorhaben zu erörtern, und sie müssen ein Exemplar jedes Projektvorschlags, der der Kommission vorgelegt wird, auch den entsprechenden nationalen Koordinatoren zukommen lassen.

- 2.3.2. Am 24. Oktober 1988 fand in Brüssel eine Sitzung mit den nationalen Koordinatoren statt, um sie über die Entwicklungen zu informieren und einen Überblick über die Perspektiven für das vierte Programm zu geben.

3. PRAKTISCHE ERGEBNISSE 1988 - 1989

- 3.1 Das Programm steht Jugendlichen im Alter von 18 bis 28 Jahren offen, die entweder eine Stelle haben oder eine Arbeitsstelle suchen und die eine Berufsgrundausbildung abgeschlossen haben oder über entsprechende Berufserfahrung verfügen.
- 3.2. Die kurzen Austauschprogramme dauern zwischen 3 Wochen und 3 Monaten und beinhalten Studienbesuche, Praktika, und einen kurzen Einblick in die Arbeitswelt. Längere Austauschprogrammen dauern 4 bis 16 Monate. Hier handelt es sich vor allem um Arbeitseinsätze, denen ein Sprach- und Einführungskurs vorausgeht.
- 3.3. Von 1986 bis 1988 belief sich das Jahresbudget für das Programm jedesmal auf 4,5 Millionen ECU, 1989 wurde es um 500.000 ECU auf 5 Millionen ECU erhöht. Dennoch ist die Teilnehmerzahl von 2304 im Jahre 1987 auf 2676 im Jahre 1988 und ungefähr 3044 (1) im Jahre 1989 gestiegen, und die Anzahl der bezuschußten Projekte ist von 146 im Jahre 1988 auf 158 im Jahre 1989 angewachsen. Es sollte auch angemerkt werden, daß die Pauschalzuschüsse pro Teilnehmer pro Woche um 10 ECU angehoben wurden und so eine Erhöhung der Zuschüsse pro Teilnehmer pro Woche erlaubten.
- 3.4. Die Durchschnittskosten pro Teilnehmer und Woche beliefen sich 1988 auf 141 ECU, und dieser Betrag ist 1989 auf 168,9 ECU gestiegen. Der durchschnittliche Zuschuß pro Teilnehmer und Woche ist von 117 ECU im Jahre 1988 auf 137,3 ECU im Jahre 1989 gestiegen.
- 3.5. Der leichte Anstieg sowohl der Durchschnittskosten als auch der Zuschüsse zeigt erstens die Fähigkeit der Veranstalter, die Kosten zu reduzieren und zweitens die Fähigkeit einiger Veranstalter - besonders jener, die sich neu am Programm beteiligen - andere Einnahmequellen zu sichern und so den erforderlichen Zuschuß zu reduzieren.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 1, Anlage 1.

- 3.6. Die Projekte werden normalerweise halbjährlich genehmigt, zu Beginn und im Juni eines jeden Jahres. Das hat den Vorteil, daß die Finanzierung zur Jahresmitte noch einmal überprüft werden kann. Die Veranstalter unterrichten die Kommission über jede Nichtverwendung von gewährten Zuschüssen. Überschußbeträge können sofort abgezogen und einem anderen Projekt zugewiesen werden.

- (1) Die Zahl für 1989 basiert auf den geplanten Teilnehmerzahlen der detaillierten Anträge und nicht, wie in den vorangehenden Jahren, auf tatsächlichen, endgültigen Zahlen.

3.7. AUSTAUSCHVORHABEN MIT KÜRZERER UND LÄNGERER LAUFZEIT

3.7.1. Gemäß dem Ratsbeschluß werden Austauschprojekte in Projekte von kürzerer und Projekte von längerer Laufzeit eingeteilt. Beide haben ihre speziellen Zielsetzungen im Rahmen der allgemeinen Leitlinien.

3.7.2. 1988 und 1989 sind die Vorhaben mit längerer Laufzeit zurückgegangen. Dafür gibt es mehrere Gründe:

- Zunehmende Schwierigkeiten, überhaupt einen Arbeitsplatz zu finden, insbesondere als Ausländer in den verschiedenen Mitgliedstaaten.
- Jugendliche, die einen Arbeitsplatz haben, zögern, diesen, sei es auch nur vorübergehend, zu verlassen, um an dem Programm teilzunehmen.
- Zunahme der Austauschprogramme mit mittlerer Laufzeit, im allgemeinen zwischen 13 und 16 Wochen, denen häufig ein sehr kurzer Sprachkurs vorausgeht. Sie kombinieren die Zielsetzungen mit kürzerer und längerer Laufzeit von Projekten, wobei viele der Probleme, die bei längeren Vorhaben auftreten, vermieden werden.

3.7.3. Die Kommission wird natürlich auch künftig beide Programmarten unterstützen und darauf achten, daß das Programm möglichst vielen Jugendlichen offensteht und daß zwischen den Branchen, in denen Austauschprogramme durchgeführt werden, eine relative Ausgewogenheit besteht. Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 2, Anhang 1.

3.8. RÄUMLICHE VERTEILUNG

3.8.1 Es bleibt eine gewisse Über-Konzentration auf das Zentrum der Gemeinschaft, doch die Bemühungen um Ausgewogenheit erweisen sich als erfolgreich. Eine vorrangige Aufgabe des Programms ist es, die Beteiligung von Jugendlichen aus Randgebieten oder benachteiligten Gebieten zu fördern.

3.8.2 Die Kommission ist um eine generelle Ausgewogenheit zwischen der Anzahl junger Arbeitskräfte, die in einem Land aufgenommen werden, und der Zahl derer, die zum Austausch ins Ausland gehen, bemüht. Dieser Grundsatz der Ausgewogenheit, der bei den meisten Programmen funktioniert, soll nach Auffassung der Kommission auch weiterhin dort, wo es machbar ist, die Basisziele des Programms stützen.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 3, Anhang 1.

3.9. AUFTEILUNG NACH SEKTOREN

3.9.1. Obwohl in früheren Jahren des Programms der primäre und der sekundäre Sektor bei den Austauschprojekten dominierten, spiegelt sich heute die Entwicklung des tertiären Sektors in der Wirtschaft der Gemeinschaft in dem Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte wider. Dieser Sektor ist jetzt der größte Sektor des Programms.

3.9.2. 1988 waren der primäre Sektor mit 14,4% (21 Projekte), der sekundäre Sektor mit 37% (54 Projekte) und der tertiäre Sektor mit 48,6% (71 Projekte) vertreten. 1989 sahen die Zahlen so aus: 13,3% (21 Projekte) im primären Sektor, 31% (49 Projekte) im sekundären Sektor und 55,7% (88 Projekte) im tertiären Sektor.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 4, Anhang 1.

3.9.3. Innerhalb der drei Sektoren verteilten sich die Projekte wie folgt:

		<u>1988</u>		<u>1989</u>
<u>Primärer Sektor</u>				
- Landwirtschaft	11,6%	17 Projekte	10,8%	17 Projekte
- Forstwirtschaft & Fischfang	2,7%	4 Projekte	2,5%	4 Projekte
<u>Sekundärer Sektor</u>				
- Metallverarbeit. & mechan. Industrie	4,1%	6 Projekte	1,3%	2 Projekte
- Andere Fertigungs- industrien	19,9%	29 Projekte	12,0%	19 Projekte
- Kunstgewerbe	5,5%	8 Projekte	2,5%	4 Projekte
- Andere	7,5%	11 Projekte	15,2%	24 Projekte
<u>Tertiärer Sektor</u>				
- Fremdenverkehr	1,5%	2 Projekte	2,0%	3 Projekte
- Hotel- und Gast- stättengewerbe	5,5%	8 Projekte	4,4%	7 Projekte
- Gesundheits- und Sozialeinrichtungen	4,8%	7 Projekte	8,2%	13 Projekte
- Kultur- und Frei- zeiteinrichtungen	17,1%	25 Projekte	13,9%	22 Projekte
- Computer/Infor- matik	2,7%	4 Projekte	1,3%	2 Projekte
- Andere	17,1%	25 Projekte	25,9%	41 Projekte
<u>INSGESAMT</u>				
	100%	146 Projekte	100%	158 Projekte

3.9.4. Ein ausführliches Verzeichnis aller Bereiche, in denen 1988 und 1989 Austauschprojekte stattfanden finden Sie im Anhang 2.

3.10. TEILNEHMERPROFIL

3.10.1. Seitdem auch arbeitslose Jugendliche an dem Programm teilnehmen können, ist der Anteil der arbeitslosen Teilnehmer stetig gestiegen, von 46,4% im Jahre 1988 auf 47,3% im Jahre 1989, das bedeutet, daß fast die Hälfte der Programmteilnehmer Arbeitssuchende sind.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 5, Anhang 1.

- 3.10.2. Ein anderes Hauptziel des dritten Programms ist die Schaffung gleicher Chancen für Männer und Frauen. Die Kommission hat besonders darauf geachtet, daß junge Frauen und junge Männer gleichberechtigt vertreten sind und daß die Frauen ermutigt werden, an Austauschprogrammen im Bereich Neue Technologien teilzunehmen. Sowohl 1988 als auch 1989 wurde dieses Ziel erreicht: Das Gleichgewicht war hergestellt und ungefähr 50% der Programmteilnehmer waren junge Frauen.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 6, Anhang 1.

3.11. BERUFSERFAHRUNG

Das dritte gemeinsame Programm soll den betreffenden jungen Teilnehmern keine berufliche Grundausbildung und -erfahrung in einem anderen Mitgliedstaat vermitteln, sondern die Ausbildung und Erfahrung, die sie bereits im eigenen Land erworben haben, ergänzen. Die Kommission hält es immer noch für entscheidend, daß auch die Vorhaben mit kürzerer Laufzeit wirkliche Berufserfahrung vermitteln und daß die in den Projekten mit längerer Laufzeit erworbene Berufserfahrung von so guter Qualität und so hohem Wert sein sollte, daß Arbeitgeber und Arbeitnehmer gleichermaßen zur Teilnahme an dem Programm ermuntert werden.

3.12. FINANZIERUNG DER PROJEKTE

- 3.12.1. In den beiden Jahren 1988 und 1989 mußte die Kommission die Finanzierung einer ganzen Reihe von Austauschprojekten aus Etatgründen ablehnen, da die erforderlichen Haushaltsmittel nicht zur Verfügung standen. Die Finanzierungshilfe der Kommission zum Austauschprogramm waren immer als Anreiz für die Entwicklung von Austauschprogrammen für junge Arbeitskräfte in der Gemeinschaft konzipiert. Damit sollten nie die gesamten Kosten für jedes Austauschprogramm gedeckt werden, obwohl das in der Praxis bei der Mehrzahl von Austauschvorhaben meist der Fall ist. Diese Situation ist offensichtlich unbefriedigend, da dies bedeutet, daß die Anzahl junger Leute, die am Programm teilnehmen können, nicht so hoch ist wie sie andernfalls sein könnte.
- 3.12.2. Wenn das Programm erweitert und von den Gemeinschaftsmitteln weniger abhängig werden soll, ist es für die Veranstalter in Zusammenarbeit mit den nationalen Koordinatoren entscheidend, alle Möglichkeiten zusätzlicher Finanzierung, ob auf Regierungsebene, auf regionaler, lokaler oder privater Ebene, zu sondieren. Nach Meinung der Kommission müssen die Mitgliedstaaten ihre Unterstützung und ihre Maßnahmen auf nationaler Ebene fortsetzen, wenn das Programm auch tatsächlich Auswirkungen auf die jungen Arbeitskräfte überall in der Gemeinschaft haben soll.
- 3.12.3. Die Kommission wird auch weiterhin neue Austauschvorhaben durch andere Beihilfen als die derzeitigen wöchentlichen Pauschalzuschüsse fördern. Diese Praxis ermöglicht es, daß das Ziel der Mitfinanzierung für die Austauschprogramme teilweise erreicht wird, denn das Beihilfesystem verlangt, daß die Veranstalter nach anderen Finanzierungsquellen suchen.

4. AUSWERTUNG DES PROGRAMMS

- 4.1. 1988 wurde eine qualitative Analyse des Inhalts der von den Teilnehmern während des Zeitraums 1985-1987 eingereichten Berichte durchgeführt.
- 4.2. Bei dieser Analyse handelte es sich um eine erste Pilotstudie, die es ermöglichte, bestimmte Tendenzen hinsichtlich der Wirkung des Austauschs auf die Teilnehmer festzustellen.
- 4.3. Im Laufe des Jahres 1989 wurden die langfristigen Auswirkungen, die nach Meinung der jungen Arbeitskräfte Einfluß auf ihre Teilnahme am Programm haben könnten, untersucht.
- 4.4. Vier unterschiedliche Ebenen von Auswirkungen wurden in enger Anlehnung an die Zielsetzungen des Programms untersucht :
 1. Auswirkung auf die Arbeitssituation / Entwicklung des Einzelnen in beruflicher Hinsicht;
 2. Veränderungen auf der Ebene der sozio-kulturellen Umwelt;
 3. Entwicklung eines Bewußtseins für die Probleme der europäischen Politik;
 4. Auswirkungen auf persönliche Zukunftspläne und die persönliche Entwicklung.
- 4.5. Die in dieser Studie untersuchte Gruppe bestand aus Teilnehmern von Austauschprojekten im Jahre 1987, und eine Zufallsstichprobe von 10% wurde zur Erlangung von gültigen Resultaten als ausreichend erachtet. Zusätzlich zu einer schriftlichen Umfrage, die der Studie als Hauptgrundlage diente, wurden 40 Interviews mit ausgewählten Teilnehmern durchgeführt. Die 40 Teilnehmer für das Interview wurden anhand der folgenden Kriterien ausgewählt:
 - alle 12 EG-Mitgliedstaaten mußten berücksichtigt werden;
 - Besonderheiten, die in den Fragebögen erschienen, sollten genauer betrachtet werden, wenn sie für den Forschungsgegenstand bedeutsam waren;
 - den Teilnehmern, die gut fundierte perspektivische Beurteilungen - positive oder negative - abgegeben hatten, sollte Priorität eingeräumt werden;
 - alle Arten von Programmen sollten miteinbezogen werden
 - die quantitative Verteilung der Teilnehmerzahlen pro Land hing dabei von der tatsächlichen Teilnahme am ganzen Austauschprogramm ab;
 - preiswerte Durchführung, d.h. nach Möglichkeit regionale Schwerpunktbildung.
- 4.6. Das Kernstück der Studie bildete ein größtenteils standardisierter Fragebogen, der so aufgebaut war, daß er der logischen Entwicklung der Austauschprojekte folgte.
- 4.7. Die diesjährige Studie enthielt zusätzlich etwa 40 Interviews mit Teilnehmern aus den 12 Mitgliedstaaten, die sich am Austauschprogramm von 1987 beteiligt hatten.

4.8. EINIGE STATISTISCHE ERGEBNISSE

- 4.8.1. Die Aufgliederung der Teilnehmer nach Altersgruppen liefert einen interessanten Hinweis über die Rolle, die die Teilnahme an einem Austausch bei der individuellen Zukunftsplanung spielt. Wenn wir die normale Dauer der Schulausbildung und der beruflichen Grundausbildung berücksichtigen, zeigt sich, daß mehr als ein Viertel der Teilnehmer - 27,5% - direkt nach der Ausbildung am Austausch teilnimmt. Ungefähr 47% besitzt bereits mehrjährige Berufserfahrung, bevor sie an einem Austausch teilnehmen.
- 4.8.2. Das Verhältnis der männlichen/weiblichen Teilnehmer ist mit 49% weiblichen und 51% männlichen Teilnehmern ausgeglichen.

4.9. ERWARTUNGEN, DIE AN DEN AUSTAUSCH GESTELLT WERDEN

- 4.9.1. Mit jeweils 30% der Nennungen stehen der Wunsch, berufliche Kenntnisse zu erweitern, der Wunsch, ein europäisches Nachbarland kennenzulernen, und der Wunsch, eine Fremdsprache zu vervollkommen, im Vordergrund.
- 4.9.2. Nur 15,3% der Teilnehmer an Projekten mit längerer Laufzeit (mehr als drei Monaten) gaben als Hauptmotivator berufliche Gründe an; 32,1% sagten, daß das Kennenlernen eines anderen europäischen Landes der entscheidende Faktor war, und 29,2% gaben die Vervollkommenung ihrer sprachlichen Fähigkeiten als Hauptgrund an.
- 4.9.3. Für die meisten Teilnehmer (46,6%) an den dreiwöchigen Programmen waren berufliche Gründe ausschlaggebend. In derselben Gruppe lag das Kennenlernen eines anderen Landes mit 33,5% an zweiter Stelle. Dies läßt sich in gewisser Weise durch den Charakter dieser kurzen Kurse erklären, die offensichtlich nur eine Einführung bieten können.

4.10. ERFÜLLTEN DIE AUSTAUSCHPROJEKTE DIE ERWARTUNGEN DER TEILNEHMER ?

- 4.10.1. 36,5% aller Teilnehmer erklären, daß ihre Erwartungen voll und ganz erfüllt wurden, und 50% äußern, daß sie im wesentlichen zufrieden sind. Nur 11,5% meinten, ihre Hoffnungen wären im wesentlichen nicht erfüllt worden, und 1,5% äußern, daß sie überhaupt nicht zufrieden sind.
- 4.10.2. Im Vergleich zu 25,2% der Jugendlichen, die an einem Austausch von weniger als einem Monat Dauer teilgenommen hatten, beurteilte ein sehr viel höherer Anteil der Teilnehmer an den Austauschprojekten mit längerer Laufzeit (45% bei allen Programmen mit längerer Laufzeit) ihre Erwartungen als "vollständig erfüllt". Mit den Programmen mit längerer Laufzeit waren nur 7,9% im wesentlichen unzufrieden, im Vergleich dazu ist die Zahl von 18% Negativäußerung für 3-Wochen-Programme signifikant. Dies macht deutlich, daß der Grad, zu dem die Erwartungen erfüllt werden, mit der Länge des Austausches im Zusammenhang steht.
- 4.10.3. Insgesamt geben 87% der Teilnehmer an, daß sie weitgehend zufrieden sind. Die negative Bewertung der 3-Wochen-Programme muß zu einer Neubestimmung des Typs "kurzer Austausch" führen. Betrachtet man es als "erste Einführung" in die verschiedenen Aspekte, einschließlich beruflicher Aspekte, eines anderen Landes, so ist es ein sehr gutes Modell. Es erscheint jedoch als sinnvoll, dieses Modell nicht mehr

in der primären Funktion der Ausbildungsverbesserung einzusetzen - diese Funktion sollten andere, und zwar Modelle von längerer Dauer übernehmen.

4.11. VORBEREITUNG AUF DEN AUSLANDSAUFENTHALT

- 4.11.1. Die Vorbereitung auf einen Auslandsaufenthalt ist von großer Bedeutung für den Erfolg. Kaum ein Viertel aller Teilnehmer kannten ihr Gastland schon vorher. Für 35% der Teilnehmer war der Austausch ihr erster Auslandsaufenthalt.
- 4.11.2. Die Erhebung zeigt, daß viele Teilnehmer sich nach Ende des Aufenthalts nur darüber beklagen, daß sie vorher nicht über das genaue Programm informiert worden waren. Im Gegenteil wurden die meisten Teilnehmer sogar nur mit allgemeinen Informationen über die Branche und die mutmaßlichen Veranstaltungen geworben.
- 4.11.3. Die Mehrheit der Befragten erinnert sich genau an ein unangenehmes Gefühl der Unsicherheit oder Verwirrung.
- 4.11.4. Zusätzlich haben etwa 28% der Teilnehmer von Programmen mit längerer Laufzeit eine unangenehme Erinnerung an die von den Organisationen gebotene Infrastruktur.
- 4.11.5. Nur 16,2% derselben Gruppe - Teilnehmer an Programmen mit längerer Laufzeit - zählen sich zu denen, die eine "sehr angenehme Erinnerung" haben.
Diese Zahl liegt beträchtlich unter dem Durchschnitt von 35,4% aller Teilnehmer, die angeben, "sehr angenehme Erinnerungen" zu haben.
- 4.11.6. In den Interviews hat sich herausgestellt, daß es eine klare Unterscheidung zwischen Sprachkurs und Arbeit gibt :
 - die während der Sprachkurse gebotene Infrastruktur wurde einstimmig als positiv angesehen. Während dieses Zeitraums sind die Veranstalter anwesend, kümmern sich um die Teilnehmer und bieten ein ergänzendes Programm zum (Sprach)kurs an.
 - In den meisten Fällen verändert sich diese Situation sobald die praktische Ausbildung beginnt. Die Teilnehmer fühlen sich dann im Stich gelassen, unter anderem aufgrund der Veränderungen der Umgebung, des veränderten Standorts, usw.
- 4.11.7. Die Frage der Infrastruktur relativiert sich bei allen Austauschprogrammen, bei denen keine größeren Probleme auftauchen (wenn niemand um Hilfe bittet, merkt niemand, daß sie nicht gewährt werden kann).

4.12. BERUFLICHE WEITERBILDUNG IM BETRIEB

- 4.12.1. 68,7% der Teilnehmer an Programmen mit längerer Laufzeit und 61,2% bei den 1-3-monatigen Programmen gaben an, daß die Betriebe auf ihre Ankunft vorbereitet waren.
- 4.12.2. Programme, die auf eine klar definierte Gruppe von Teilnehmern ausgerichtet und darum leichter zu organisieren sind (zum Beispiel Banken, Sparkassen und landwirtschaftliche Betriebe) verlaufen im allgemeinen zufriedenstellender.

4.12.3. In diesem Zusammenhang muß die Studie über die möglichen langfristigen Auswirkungen der Teilnahme an einem Austauschprogramm alle vom Ratsbeschluß für dieses Gemeinschaftsprogramm dargelegten Zielsetzungen berücksichtigen und nicht nur die berufsbezogenen Aspekte.

4.12.4. Die Mobilität der Arbeitnehmer spielt eine bedeutende Rolle im Hinblick auf die wirtschaftlichen und politischen Veränderungen innerhalb der Europäischen Gemeinschaft. Der Binnenmarkt von 1993 kann seine Funktion bezüglich des gemeinsamen Arbeitsmarktes nur erfüllen, wenn der Einzelne bereit ist, seine Arbeits- und Lebensbedingungen zu verändern. Damit dies geschieht, müssen gewisse Voraussetzungen erfüllt werden, wie zum Beispiel eine grundsätzlich positive Einstellung anderen Mitgliedstaaten gegenüber.

4.12.5. Die Frage des beruflichen Nutzens der Teilnahme an Austauschprogrammen ist daher außerordentlich wichtig.

4.12.6. Unmittelbarer beruflicher Nutzen der Teilnahme am Austausch in Relation zur Dauer der Teilnahme

Der Austausch war in beruflicher Hinsicht	Code	Gesamtteilnehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Vorteilhaft	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
Nachteilig	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,7%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
Kein Einfluß	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
INSGESAMT	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Code : 1 = Gesamtzahl
 2 = % der Antworten
 3 = % der Teilnehmer pro Programmart

4.12.7. Diese Zahlen zeigen, daß bei Programmen mit längerer Laufzeit die praktische Berufserfahrung im Ausland deutlich eine positive Auswirkung auf den Arbeitsplatz zuhause hat, und zwar zunehmend entsprechend der Programmdauer :

- 33,8% für Teilnehmer an dreiwöchigen Programmen;
- 49,8% für Teilnehmer an 1-3-monatigen Programmen
- 50,4% für Teilnehmer an längeren Programmen.

4.12.8. Dieses Ergebnis zeigt sich noch deutlicher im Hinblick auf die langfristigen Auswirkungen (nach eineinhalb oder zwei Jahren) :

Beruflicher Einfluß des Austausches	Code	Gesamtteil- nehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Vorteilhaft	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Nachteilig	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Kein Einfluß	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
INSGESAMT	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Code : 1 = Gesamtzahl
 2 = % der Antworten
 3 = % der Teilnehmer pro Programmart

4.12.9. Eine weitere Zielsetzung des Ratsbeschlusses über das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte ist, den Teilnehmern ein wachsendes Interesse für die europäische Politik und ein größeres Bewußtsein der europäischen Dimension dieses Programms zu vermitteln.

4.12.10. In diesem Zusammenhang haben 68,8% aller Teilnehmer erklärt, daß ihr Interesse zugenommen habe. Auch in diesem Punkt unterscheiden sich die Teilnehmer von Programmen mit längerer Laufzeit deutlich von den anderen: 80,7% von ihnen erklärten, ihr Interesse habe zugenommen.

4.13. GESAMTBURTEILUNG

4.13.1. Die Auswertung der Fragen, die den Teilnehmern im Hinblick auf eine Gesamtbeurteilung der Teilnahme an Austauschmaßnahmen gestellt worden sind, führt zu folgenden Ergebnissen :

	Code	Gesamtteil- nehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Dafür	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
Dagegen	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Keine Angabe	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7%	5,0%
INSGESAMT	1	600	224	236	140
	2	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Code : 1 = Gesamtzahl
 2 = % der Antworten
 3 = % der Teilnehmer pro Programmart.

4.13.2. Der Anteil von 96% derer, die heute, einige Zeit nach ihrer Erfahrung, zu einer Teilnahme an einem solchen Austausch raten würden, zeigt wie positiv das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte innerhalb der Europäischen Gemeinschaft von ehemaligen Teilnehmern bewertet wird.

4.13.3. Es besteht eine offensichtliche Verbindung zwischen der Dauer eines Austausches und seiner langfristigen positiven Auswirkungen in beruflicher Hinsicht. Dieses Ergebnis wird durch die Angaben der Teilnehmer bezüglich der gewünschten Dauer eines Austausches verstärkt :

- beinahe 88% der Teilnehmer an Programmen von längerer Laufzeit bewerteten dieses Modell (längere Dauer) als positiv;
- etwa 53% der Teilnehmer an 1-3-monatigen Programmen erklärten, sie würden längere Programme (mindestens 6 Monate) vorziehen;
- hinsichtlich der Teilnehmer an dreiwöchigen Programmen zeigt sich eine deutliche Verschiebung des Meinungsbildes: beinahe 60% sprachen sich für Programme zwischen ein und drei Monaten aus und fast ein Viertel für Programme mit längerer Laufzeit.

5. SCHLUSSFOLGERUNGEN

- 5.1. Wie bereits erwähnt, ist die Teilnehmerzahl in den Jahren 1988 und 1989 ständig gewachsen, obwohl das Budget nur begrenzt erhöht wurde. Die Kommission freut sich ebenfalls, einen konstanten Anstieg der Zahl der Veranstalter feststellen zu können (1989 haben sich 19 neue Organisationen um Zuschüsse beworben, 10 von ihnen haben diese Zuschüsse erhalten).
- 5.2. Die Wirkung des seit 1988 verbreiteten Informationsmaterials wird deutlich spürbar und es sollte auch erwähnt werden, daß die Informationsanfragen sowohl von Einzelpersonen als auch von Organisationen immer noch zunehmen.
- 5.3. Schließlich ist in der Mitteilung der Kommission an den Rat "Allgemeine und berufliche Bildung in der Europäischen Gemeinschaft - mittelfristige Leitlinien: 1989-1992" (COM(89) 236 endg.) zu beachten, daß "die Kommission beabsichtigt zu prüfen, inwieweit die den jungen Leuten durch diese beiden Programme (Jugend für Europa und Austausch junger Arbeitskräfte innerhalb der Europäischen Gemeinschaft) gebotenen Möglichkeiten einfacher dargestellt und ihre Verwaltung effektiver gestaltet werden kann. Deshalb werden die beiden Programme zeitlich aufeinander abgestimmt; künftig dürfte dies der Kommission im Bereich des Jugendaustausches insgesamt ein einheitlicheres Vorgehen ermöglichen."
- 5.4. Die Kommission legte ihren diesbezüglichen Vorschlag (COM(90) 79 endgültige Fassung) rechtzeitig vor, so daß der Rat das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte vor Ende des Jahres 1991 (anstatt 1990) endgültig überprüfen kann. Dieser Vorschlag liegt dem Rat zur Zeit vor.

ANLAGE 1

Schaubild 1.1 Kosten/bezuschufte Projekte 1988/1989

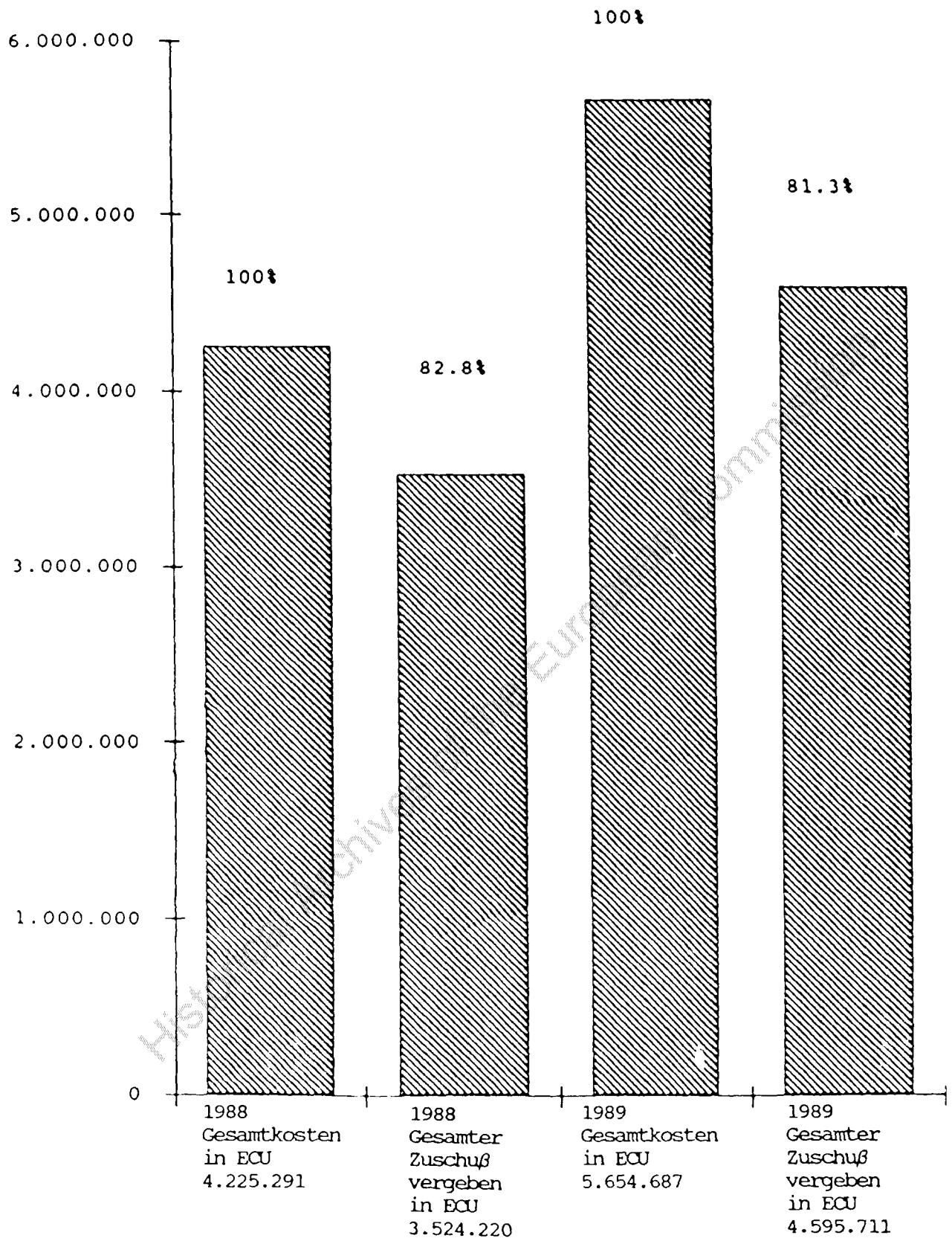


Schaubild 1.2 Durchschnittliche Kosten/Zuschuß pro Teilnehmer
1988/1989

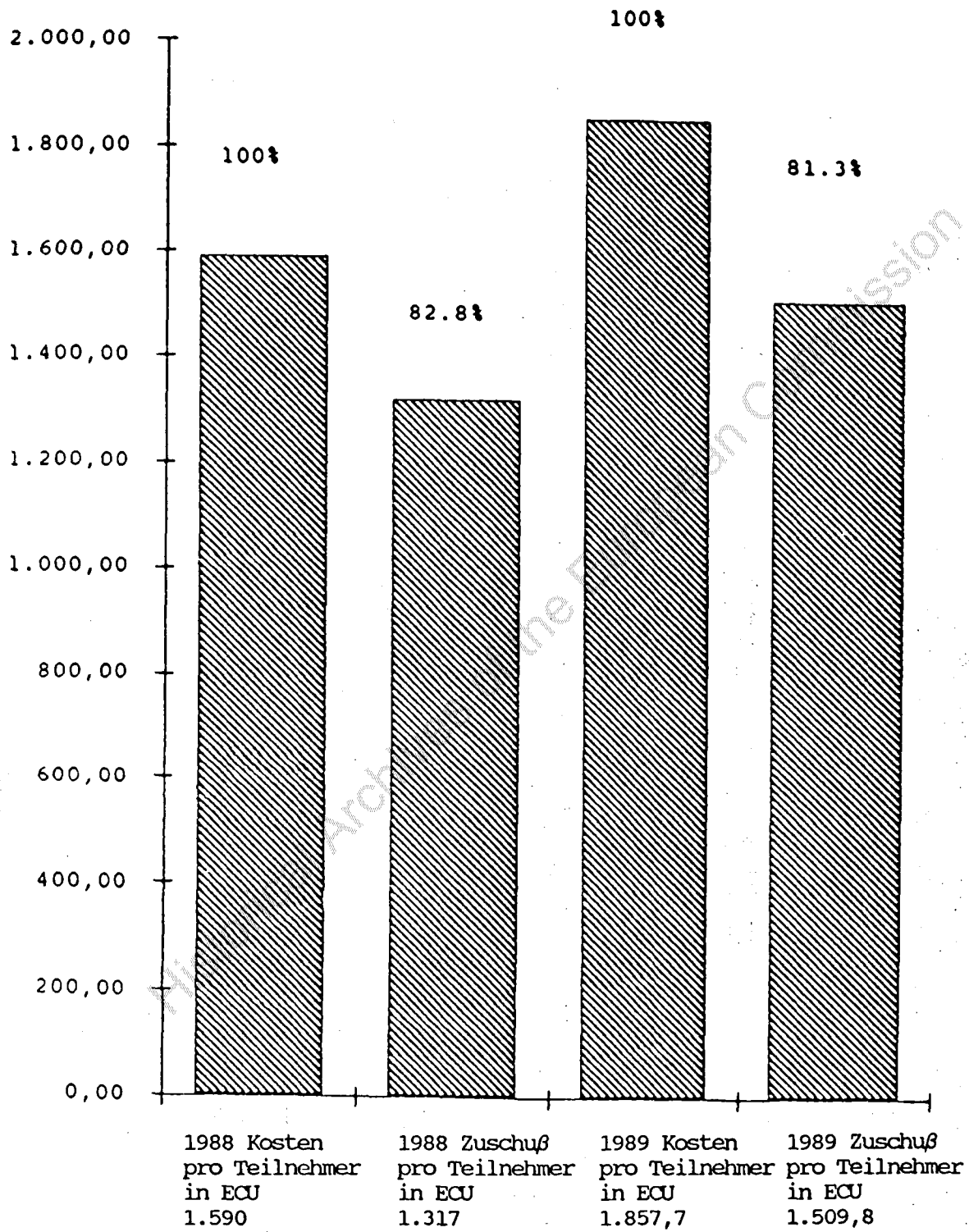


Schaubild 1.3 Durchschnittliche Kosten/Zuschuß
pro Teilnehmer und Woche 1988/1989

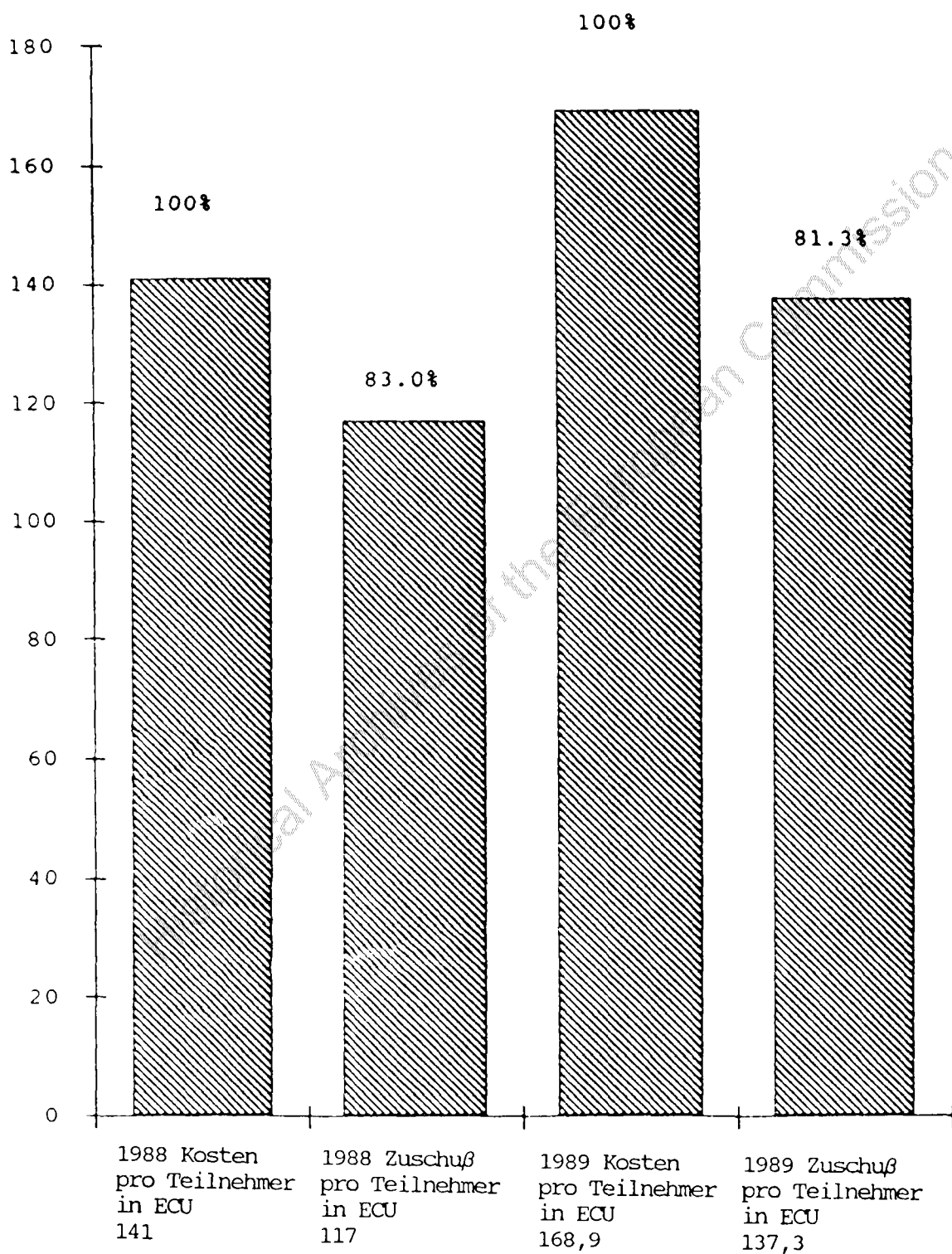


Schaubild 1.4 Durchschnittliche Kosten pro Teilnehmer
und Programm mit kürzerer/längerer
Laufzeit 1988/1989

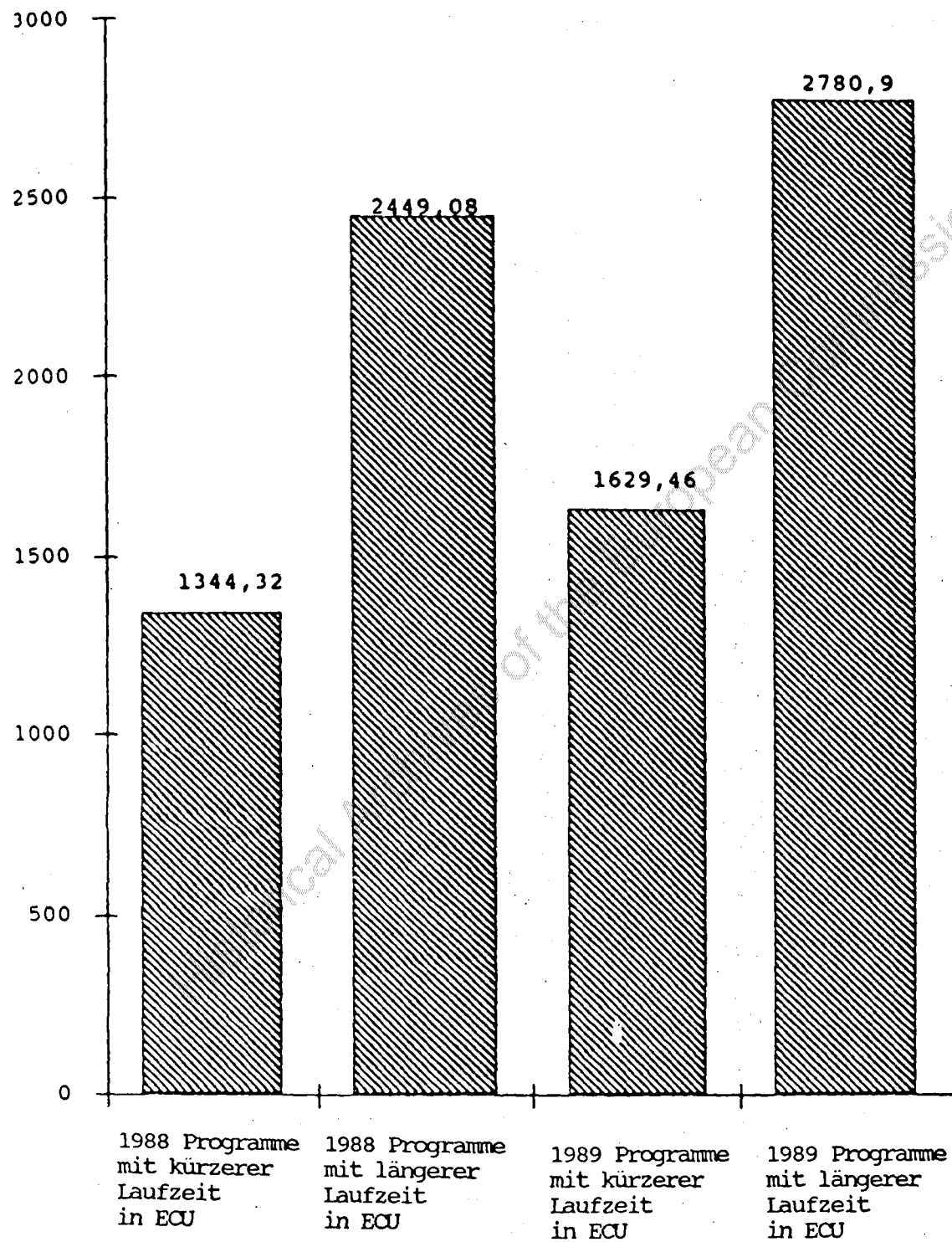


Schaubild 1.5 Durchschnittskosten pro Teilnehmer und Woche und Programme mit kürzerer/längerer Laufzeit 1988/1989

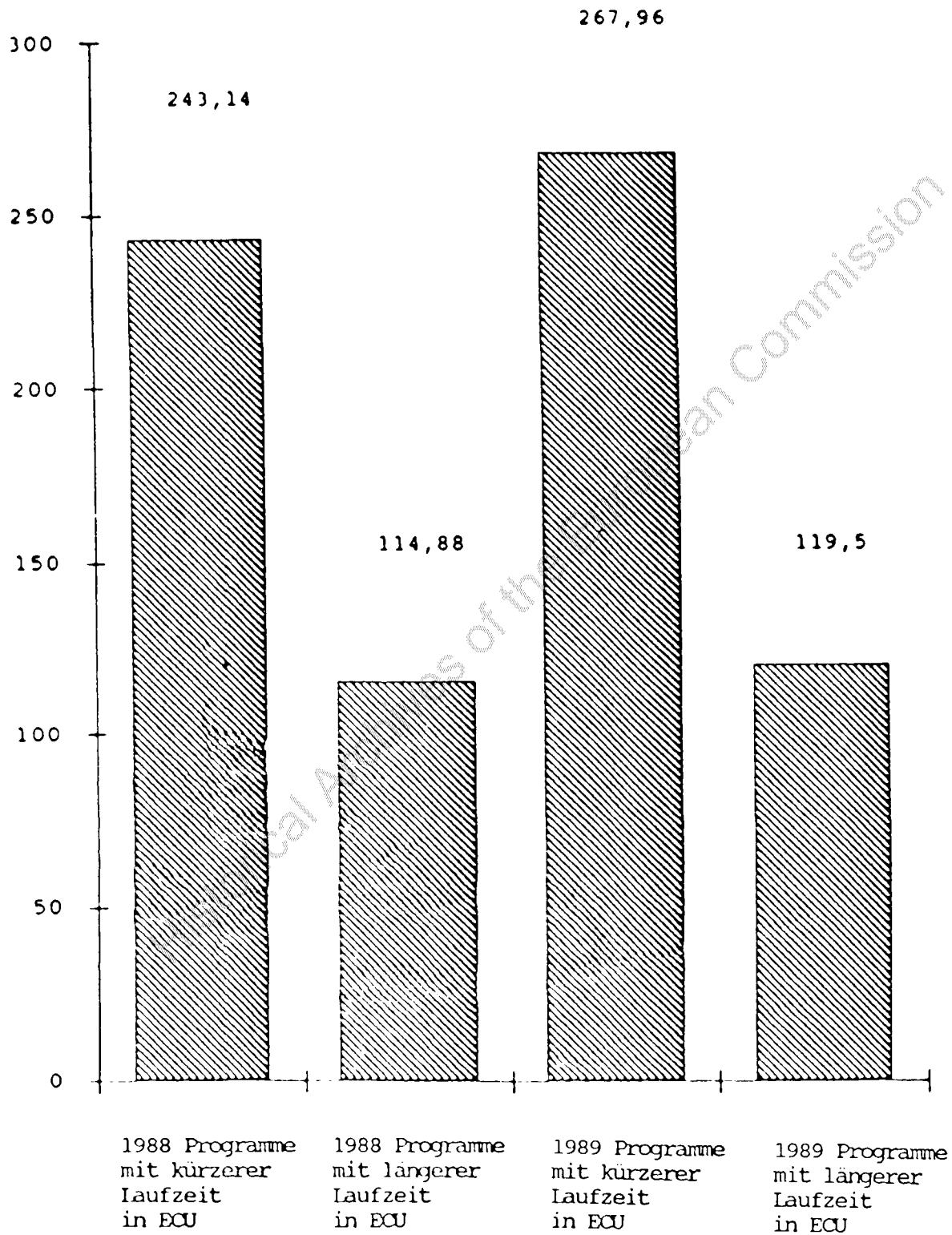
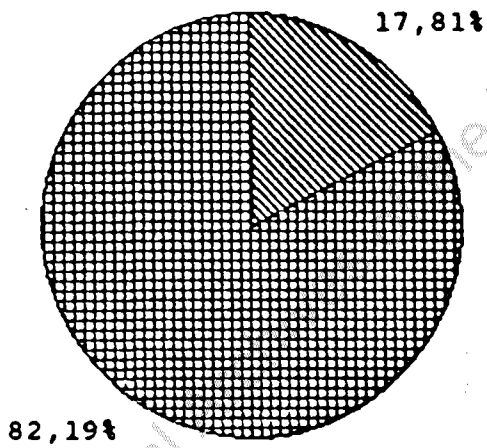
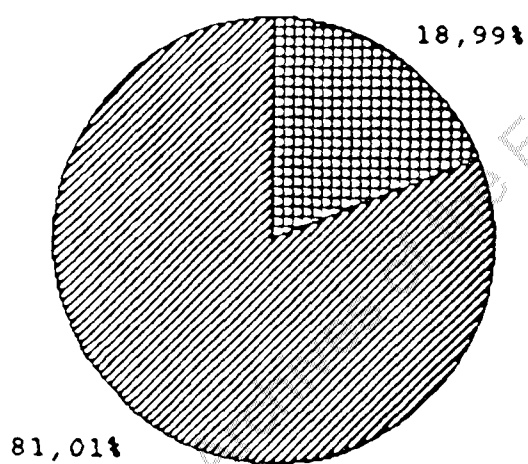


Schaubild 2.1 Projekte mit kürzerer/längerer Laufzeit 1988



- insg. mit längerer Laufzeit 1988
- insg. mit kürzerer Laufzeit 1988

Schaubild 2.2 Projekte mit kürzerer/längerer
Dauer 1989



- insg. mit längerer Laufzeit 1989
- insg. mit kürzerer Laufzeit 1989

Schaubild 3.1

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	ML	P	UK	TOTAL
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51 To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276 To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	7	27	4	45	176 To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114 To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158 To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528 To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214 To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478 To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3 To L
To ML	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191 To ML
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183 To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394 To UK
To nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40 To nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2.806 Total

Hinweis : Die Gesamtzahl von 2806 Teilnehmern basiert auf den geplanten Teilnehmerzahlen gemäß ausführlichen Bewerbungen und stimmen daher nicht mit den endgültigen/tatsächlichen Teilnehmerzahlen überein. Aus diesem Grund gibt es eine Abweichung von 130 Teilnehmern gegenüber der endgültigen/tatsächlichen Zahl von 2676 Teilnehmern.

Schaubild 3.2

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	ML	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
from	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3.044

Hinweis : Die Zahlen für 1989 basieren auf den geplanten Teilnehmerzahlen gemäß ausführlichen Bewerbungen und stimmen daher nicht mit den endgültigen/tatsächlichen Zahlen überein, da viele Austauschprogramme noch nicht beendet sind und spezielle Teilnehmerinformationen nur in Abschlußberichten erhältlich sind.

(*) : Ziel unbekannt

Schaubild 4.1 Aufteilung der Projekte
nach Sektoren 1988

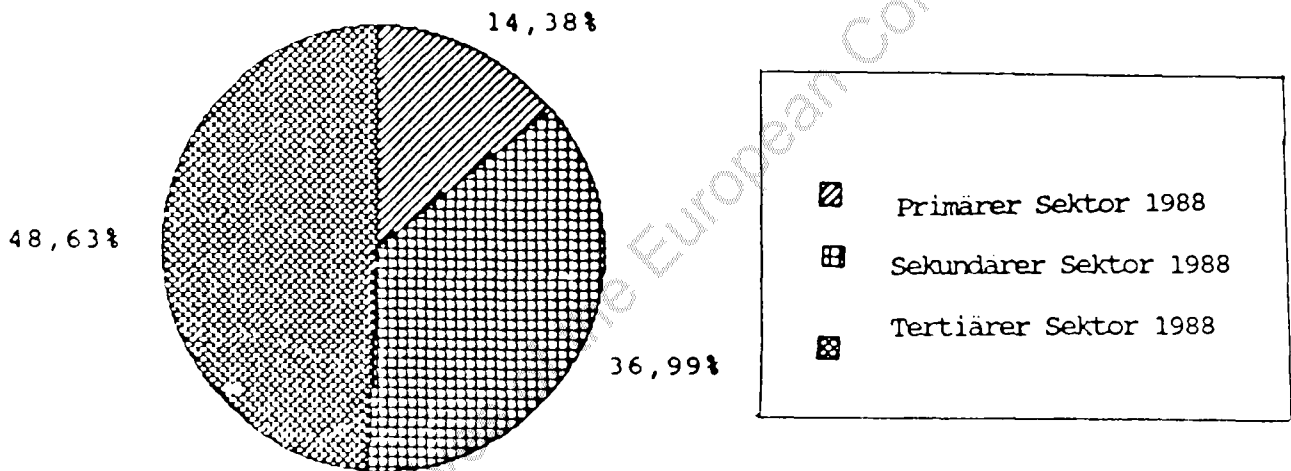


Schaubild 4.2 Aufteilung der Projekte
nach Sektoren 1989

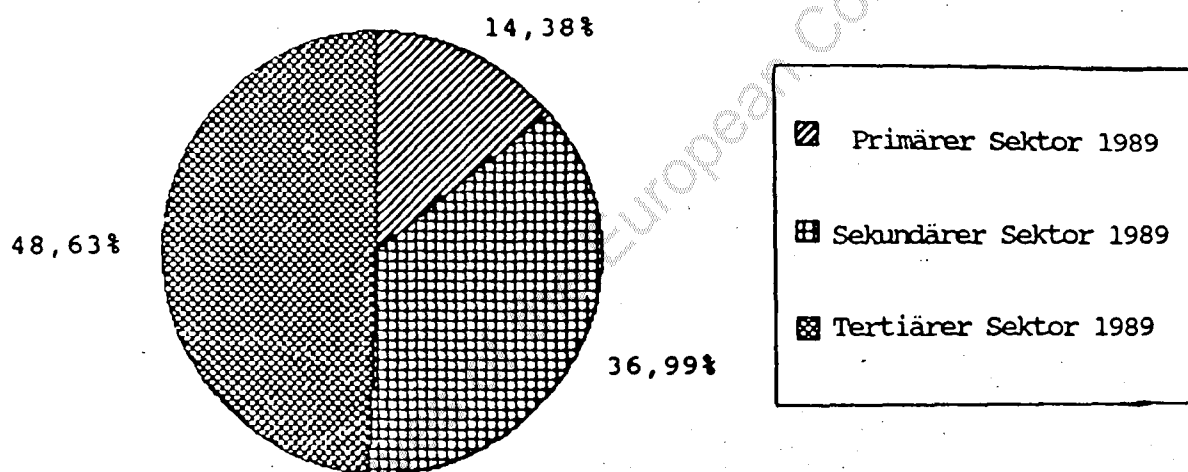
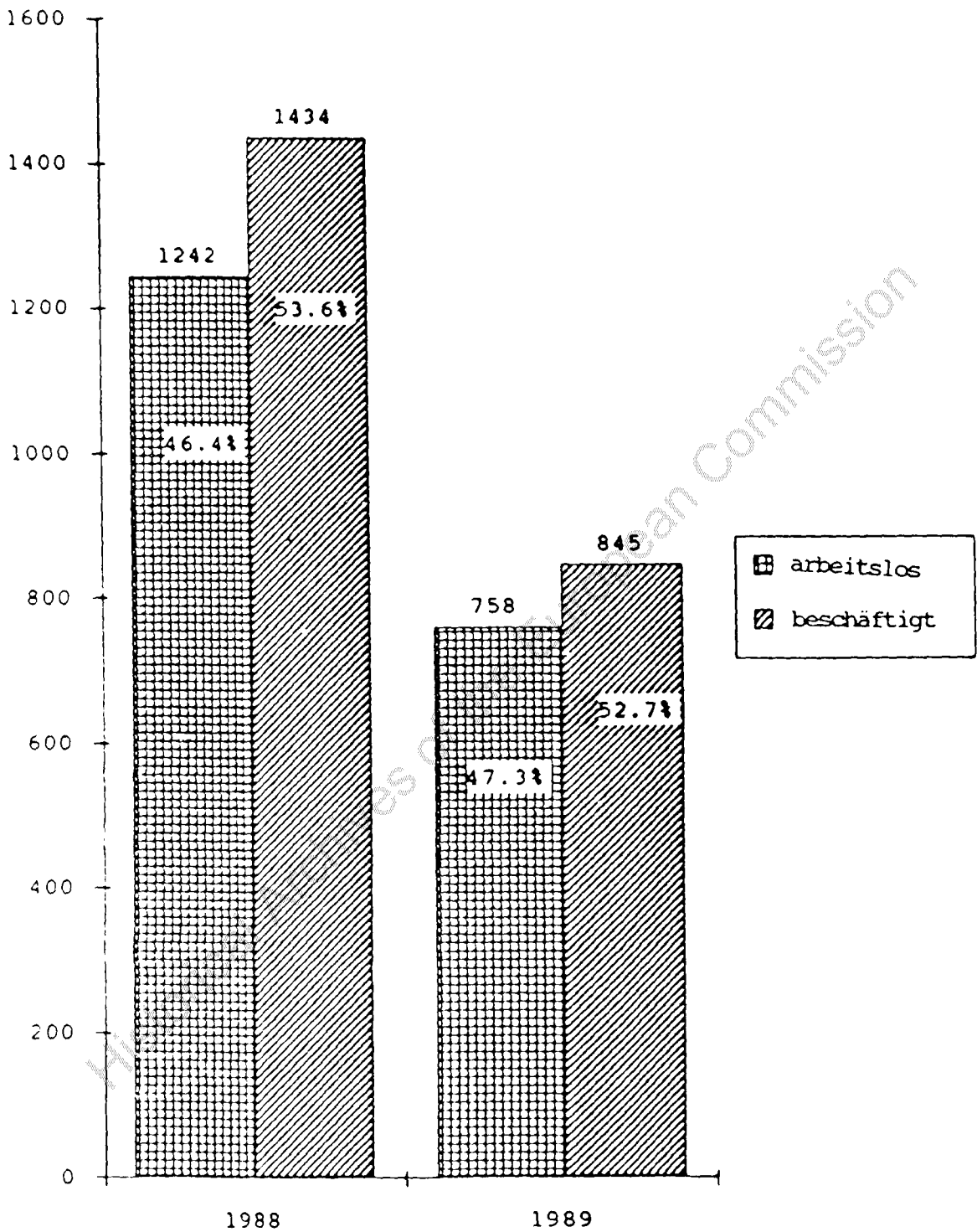
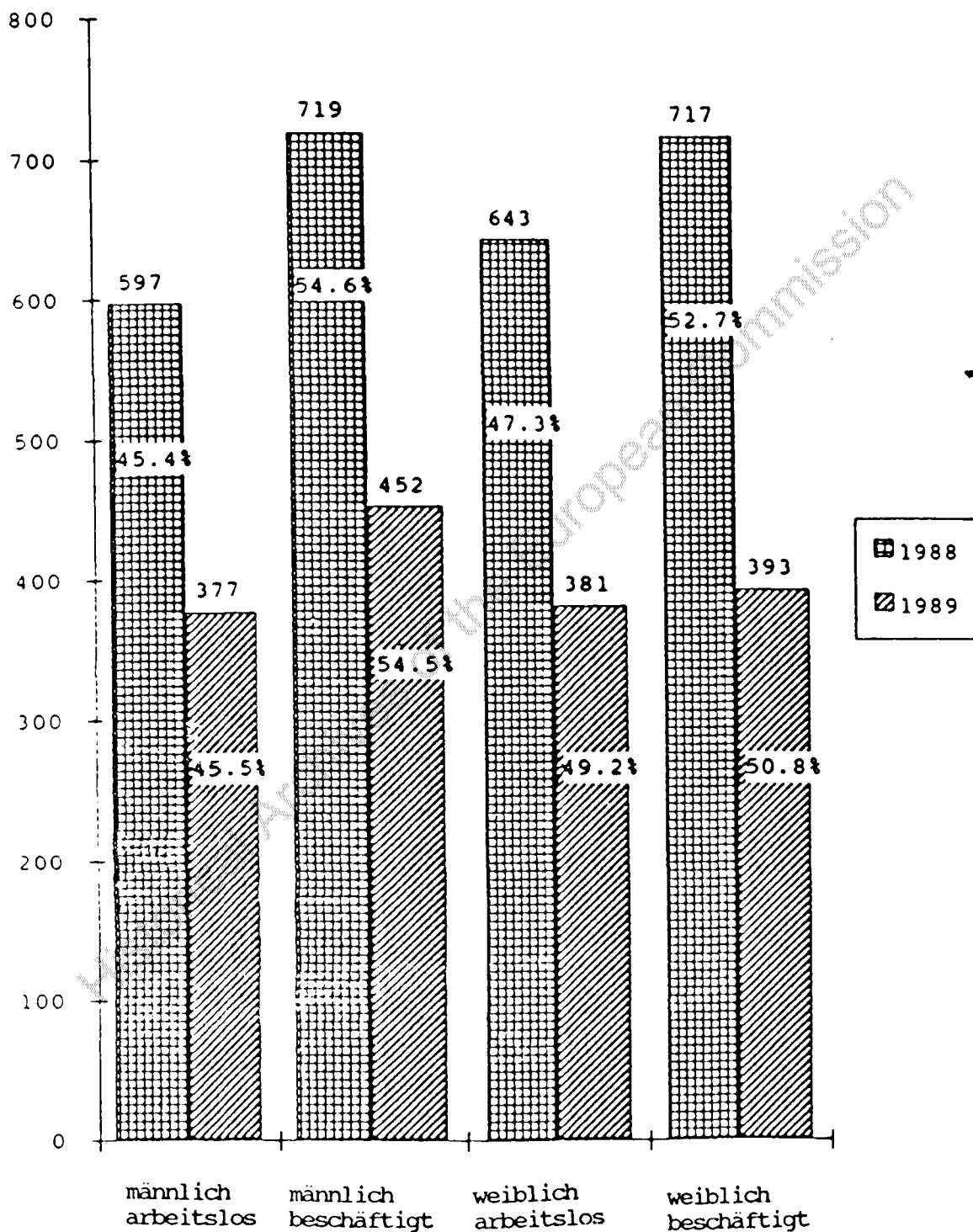


Schaubild 5.1 Arbeitslose/beschäftigte Jugendliche
1988/1989



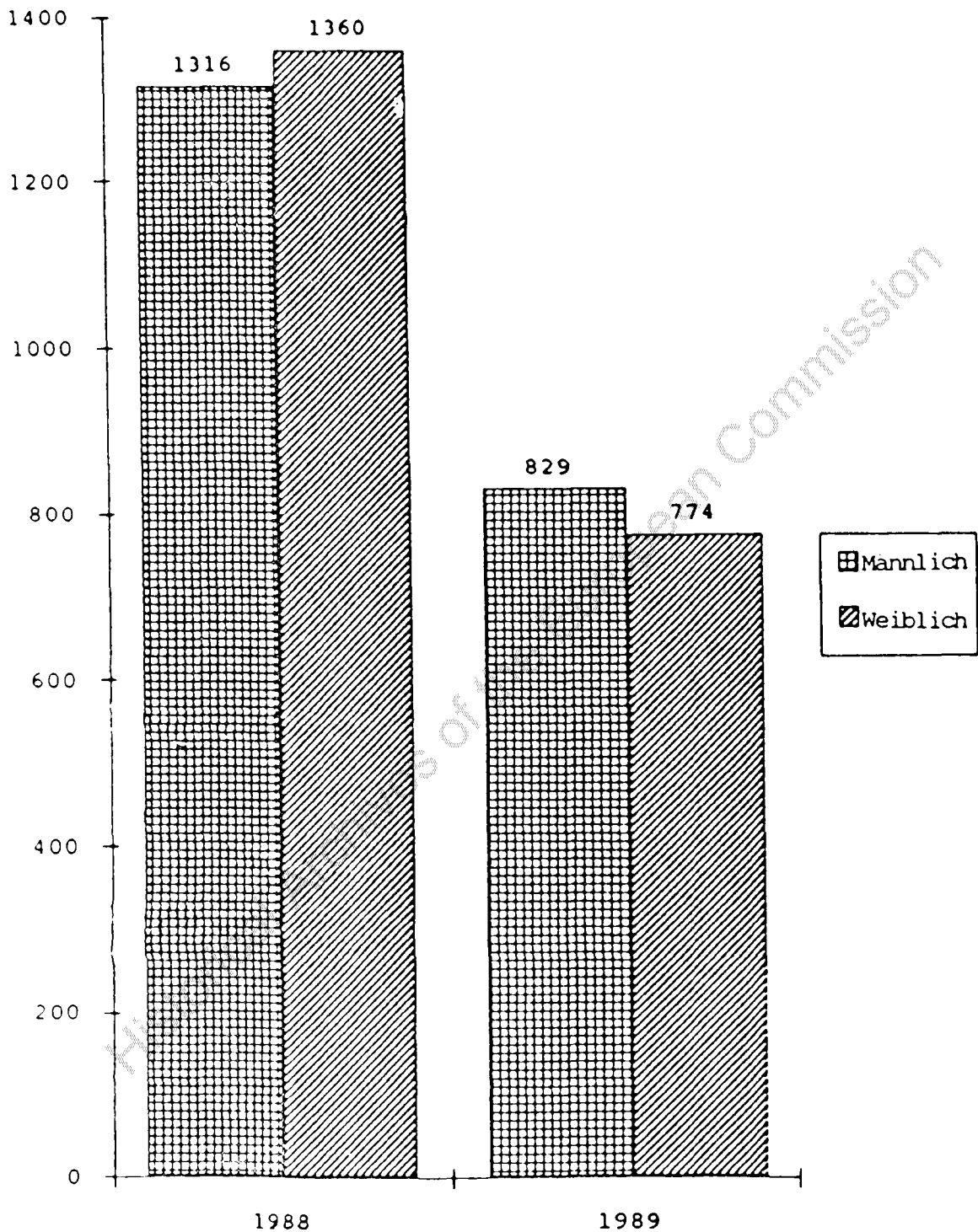
Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

Schaubild 5.2 Arbeitslose/beschäftigte
männliche/weibliche
Jugendliche 1988/1989



Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

Schaubild 6. Männliche/weibliche junge
Arbeitskräfte 1988/1989



Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

ANLAGE 2

Historical Archives of the European Commission

Anlage 2

Verzeichnis der Bereiche, in denen in den Jahren 1988 und 1989 Austauschprojekte für junge Arbeitskräfte stattgefunden haben

Landwirtschaft	Krankenhäuser
AgroIndustrie	Hotel- und Gaststättengewerbe
Archäologie	Jagd
Künstlerische Berufe	Import/Export
Restaurierung von Kunstwerken	Versicherung
Audiovisuelle Produktion	Landschaftsbau
Banken	Örtliche Beschäftigungsinitiativen
Bootsbau	Fertigungsindustrien
Keramik	Marketing
Chemische Industrie	Medien
Zirkus	Metallverarbeitende Industrie
Handel	Musik
Informatik	Naturschutz
Baugewerbe	Krankenpflege
Handwerk	Öffentliche Verwaltung
Sozio-kulturelle Animation	Recycling
Behinderte Arbeitnehmer	Sekretariate
Vertrieb	Sport
Ingenieurwesen	Technische Beratung für die Landwirtschaft
Umweltschutz	Telenatik
Fischerei	Textil
Nahrungs- und Genussmittelindustrie	Theater
Nahrungsmittelverarbeitende Industrie	Fremdenverkehr
Forstwirtschaft	Transportwesen
Gesundheits- und Sozialeinrichtungen	Weinbau
Gartenbau	Berufsausbildung

COM(90) 377

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/971/90

Délai: MERCREDI 1er AOÛT 1990 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Troisième programme commun "Echange de jeunes travailleurs"
- 2ème rapport (1988-1989)

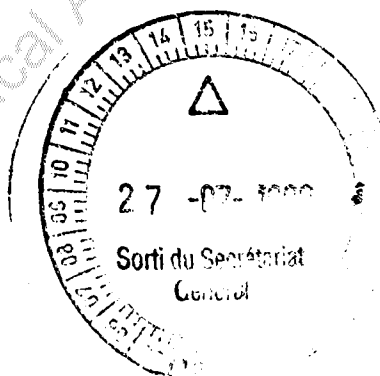
Proposition de Mme PAPANDREOU

Décision proposée :

- approuver le projet de deuxième rapport sur le troisième programme d'échange de jeunes travailleurs;
- à transmettre au Conseil et au Parlement européen ainsi que, pour information, au Comité économique et social;
- à ne pas publier au JOCE.

Commentaire

Ce projet a été établi conformément à l'article 11 de la décision du Conseil du 13 décembre 1984.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. JONES, DEGIMBE, Mme FLESCH, MM. MINGASSON, DEWOST

p.l. : M. de MOOR

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : TFRHEJ

Services associés
- pour accord -

:

DG. V

DG. X

DG. XIX

ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Communication from Mrs Papandreou
to the Commission

Subject : Third Joint Programme aimed at promoting the exchange of young workers, second report, 1988-1989.

•

The "Third Joint Programme to Encourage the Exchange of Young Workers within the Community" was adopted by the Council in its decision of 13 December 1984 and covers the period 1985-1991.

The Third Joint Programme is the latest version of the oldest Community youth mobility programme, launched in 1964 according to Article 50 of the Treaty of Rome. Various other youth mobility programmes have been established since, in particular COMETT, ERASMUS, "Youth for Europe", LINGUA, and more recently, TEMPUS.

The programme of exchanges for young workers provides an opportunity for participation in a Community scheme offering experience of living and working conditions in other Member States, fostering the skills, necessary for adult and working life - including the development of vocational knowledge and practical skills as well as the skills of interpersonal communication between individuals from different cultural backgrounds - and enabling participants to find interests in common with young people from other Member States and, above all, to develop their awareness of a shared European identity.

Article 11 of the Council decision adopting this programme stipulates that:

"The Commission shall submit to the Council, every two years, a report on the progress of the exchanges, including an overall assessment of their implementation."

In accordance with this article, the second report on the third programme for the exchange of young workers is submitted to the Commission with the request that it should be adopted by the Commission and sent to the Council as well as to the European Parliament and the Economic and Social Committee for information.

SECOND REPORT

ON

THE THIRD JOINT PROGRAMME FOR

THE EXCHANGE OF YOUNG WORKERS

1988 - 1989

SECOND REPORT ON THE THIRD JOINT PROGRAMME FOR
THE EXCHANGE OF YOUNG WORKERS

1988 - 1989

1. INTRODUCTION

- 1.1. The "Third Joint Programme to Encourage the Exchange of Young Workers within the Community" was adopted by the Council in its decision of 13 December 1984 and covers the period 1985-1990.
- 1.2. The Third Joint Programme is the latest version of the oldest Community youth mobility programme, launched in 1964 and based on Article 50 of the Treaty of Rome. Various other youth mobility programmes have been established since, in particular COMETT, ERASMUS, and most recently, LINGUA.
- 1.3. The programme of exchanges for young workers provides an opportunity for participation in a Community scheme offering experience of living and working conditions in other Member States, fostering the skills, necessary for adult and working life - including the development of vocational knowledge and practical skills as well as the skills of interpersonal communication between individuals from different cultural backgrounds - and enabling participants to find interests in common with young people from other Member States and, above all, to develop their awareness of a shared European identity.

2. ADMINISTRATION

- 2.1. The Commission sets the rules and guidelines of the scheme, but the running of individual projects is mainly the responsibility of the exchange organisers. Any organisation can apply for grants for Young Worker Exchanges so long as these comply with the guidelines. In each Member State there is a government representative who acts as a national coordinator for the exchange programme. The European Community Youth Exchange Bureau (ECYEB) is the technical unit which assists the Commission in the implementation of the Young Workers' Exchange Programme.

2.2. EXCHANGE ORGANISERS

- 2.2.1. Exchange organisers have the responsibility of organising and implementing the exchanges, and so remain the most important element in the structural framework supported by the Commission. The relationship between the Commission and each organiser is governed by contracts covering the individual exchange projects. These contracts define the conditions for implementing the exchanges, the obligations of the body or group involved and the financial responsibilities.
- 2.2.2. The majority of exchange organisers fall into two categories - those operating at European level and those operating primarily at national level but which have acquired a Community dimension. The organisers are principally involved in exchange programmes, vocational training programmes or a variety of social, cultural and educational projects aimed at target groups from particular professional or industrial sectors which have been networking for the purpose of developing exchanges of young people. This wide range of organisations has greatly contributed to the variety of sectors in which exchanges have been run within the programme.
- 2.2.3. In 1988 18 organisations received grants and in 1989 a total of 29 organisations received grants for Young Workers' Exchanges.
- 2.2.4. In 1988/89, there were three meetings with exchange organisers involved in the programme :
- 23 March 1988 : a one day meeting in Brussels to clarify the existing administrative procedures with exchange organisers.
 - 24/27 September 1988 : a "brainstorming meeting" at Lago Maggiore, Italy, with the purpose of gathering together both representatives of the main organisers and a number of outside experts to discuss :
 - * options for the long-term development of the programme and
 - * guidelines for the two remaining years of the Third Programme.
 - 26/27 October 1989 : a two-day meeting in Brussels to discuss the administrative and financial aspects of the programme for 1990, to consider the statistical evaluation of the programme carried out by the Commission and to exchange points of view on the context and scope of the Fourth Programme.

2.3. NATIONAL COORDINATORS

- 2.3.1. The Commission is particularly anxious that exchange organisers liaise with the national coordinators to discuss exchange plans, and they are required to send a copy of each project submitted to the Commission to the national coordinators concerned.
- 2.3.2. A meeting was held with the national coordinators in Brussels on 24 October 1988 to inform them of developments and to outline the perspectives of the Fourth Programme.

3. PRACTICAL RESULTS 1988 - 1989

- 3.1. The programme is open to young people between 18 and 28 years of age, who are either employed or available for employment, and who have completed basic vocational training or have similar work experience.
- 3.2. The exchanges range from the short-term, lasting 3 weeks to 3 months and which include study visits, work placements and a brief experience of the working environment, to the longer term, lasting 4 to 16 months and which are mainly work placements preceded by a language and orientation course.
- 3.3. From 1986 to 1988 the annual budget for the programme remained at 4.5 mio ECUs and in 1989 there was an increase of 500.000 ECUs to 5 mio ECUs. Despite this situation, the number of participants has increased from 2304 in 1987 to 2676 in 1988 and approximately 3044 (1) in 1989 and the number of granted projects has increased from 146 in 1988 to 158 in 1989. It should also be noted that, in 1989, the flat-rate contributions per participant per week were increased by 10 ECUs allowing for an increase in the grant per participant per week.
- 3.4. The average cost per participant per week in 1988 amounted to 141 ECUs and in 1989 this amount has increased to 168.9 ECUs, while the average grant per participant per week increased from 117 ECUs in 1988, to 137.3 ECUs in 1989.
- 3.5. The slight increase in both average cost and grant reflects, on the one hand, the ability of organisers to reduce costs and, on the other, the ability of some organisers - essentially those new to the programme - to secure other sources of income and thus reduce the grant required.

See Table 1, Annex 1, for detailed statistical analysis.

- (1) The 1989 figure is based on planned participant numbers of detailed applications and not, as for the preceding years on the actual, final, numbers.

- 3.6. Projects are, in principle, approved on a biannual basis - at the beginning of and in June of each year. This system has the advantage of allowing for a mid-year funding review. Organisers inform the Commission of any under-utilization of grants allocated; excess funds can therefore be recuperated immediately and allocated to other projects.

3.7. SHORT-TERM AND LONG-TERM EXCHANGES

- 3.7.1. As the Council Decision stipulates, exchanges are divided into short-term and long-term projects, each having its own particular objectives within the overall guidelines.

- 3.7.2. In 1988 and 1989 there was a decline in long-term exchanges. This is a result of several factors :

- Increasing difficulty in finding work placements in general, and particularly for foreign nationals in the different Member States.
- Reluctance of young people who are employed to leave jobs, albeit temporarily, to participate in the Programme.
- An increase of "medium-term" exchanges, usually of 13-16 weeks' duration and often preceded by a very short language course. These combine the objectives of short-term and long-term exchanges, while many of the difficulties involved in the long-term programmes are eliminated.

- 3.7.3. The Commission will, of course, continue to promote both types of exchange while ensuring that the programme is open to the maximum number of young people possible, and that a relative balance is maintained between the economic sectors in which exchanges take place.

See Table 2, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.8. GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

- 3.8.1. There is still a degree of over-concentration at the centre of the Community; however, efforts to redress this imbalance are proving successful, and one of the priorities of the programme is to encourage the participation of young people from peripheral or disadvantaged regions.

- 3.8.2. The Commission endeavours to ensure a general balance between the number of young workers received and those sent abroad on exchanges from each Member State. This principle of balance operates for the majority of exchanges and the Commission is anxious that it continues to underpin the basic aims of the programme wherever feasible.

See Table 3, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.9. SECTORAL DISTRIBUTION

3.9.1. Although in earlier years of the programme, the primary and secondary sectors dominated exchanges, the development of the tertiary sector of the Community's economy is reflected in the Young Worker Exchange Programme, and this sector is now the largest in the programme.

3.9.2. In 1988, the primary sector represented 14.4% (21 projects), the secondary sector 37% (54 projects) and the tertiary sector 48.6% (71 projects). In 1989 the figures were 13.3% (21 projects) in the primary sector, 31% (49 projects) in the secondary sector and 55.7% (88 projects) in the tertiary sector.

See Table 4, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.9.3. Within each of the three sectors projects were distributed as follows :

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Primary sector</u>				
- Agriculture	11.6%	17 projects	10.8%	17 projects
- Forestry & fishing	2.7%	4 projects	2.5%	4 projects
<u>Secondary sector</u>				
- Metal & mechan. indust.	4.1%	6 projects	1.3%	2 projects
- Other manufact. indust.	19.9%	29 projects	12.0%	19 projects
- Arts & crafts	5.5%	8 projects	2.5%	4 projects
- Various	7.5%	11 projects	15.2%	24 projects
<u>Tertiary sector</u>				
- Tourism services	1.5%	2 projects	2.0%	3 projects
- Hotel & catering	5.5%	8 projects	4.4%	7 projects
- Health & social serv.	4.8%	7 projects	8.2%	13 projects
- Cultural & recreation. services	17.1%	25 projects	13.9%	22 projects
- Computers/informatics	2.7%	4 projects	1.3%	2 projects
- Various	17.1%	25 projects	25.9%	41 projects
<u>TOTAL</u>	100%	146 projects	100%	158 projects

3.9.4. A detailed list of all the areas in which exchange projects took place in 1988 and 1989 is attached as Annex 2.

3.10. PROFILE OF PARTICIPANTS

3.10.1. Since unemployed young people were made eligible to participate in the programme, the proportion of unemployed participants has increased steadily from 46.4% in 1988 to 47.3% in 1989, i.e. almost half of the participants in the programme are job-seekers.

See Table 5, Annex 1, for detailed statistical analysis.

- 3.10.2. Another priority of the Third Programme is to offer equal opportunities to men and women. The Commission has endeavoured to ensure that young men and women are equally represented and that women are encouraged to participate in exchanges in new technology areas. In both 1988 and 1989, this aim was achieved, i.e. equality was complete and young women represented approximately 50% of all participants in the programme.

See Table 6, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.11. WORK EXPERIENCE

The Third Joint Programme is not intended to offer the young person concerned basic vocational training and experience in another Member State but rather provides a complement to the training and experience already acquired in his/her own country. The Commission continues to believe it is crucial that even short-term exchanges should have a genuine work experience content and that the work experience provided during long-term projects should be of sufficiently high quality and value to encourage employers and workers alike to participate in the scheme.

3.12. FUNDING OF PROJECTS

- 3.12.1. Both in 1988 and 1989, the Commission had to refuse funding for a large number of exchange projects for budgetary reasons. The Commission's financial support of the exchange programme was always intended as an incentive to the development of young workers' exchanges within the Community. It was never intended to cover the entire costs of each exchange project, although this is in fact nearly the case in the majority of the exchanges. This situation obviously leaves much to be desired as it ultimately means that the number of young people who can participate in the programme is not as high as it might otherwise be.
- 3.12.2. If the programme is to be extended and to be made less dependent on Community funds it is vital for exchange organisers, in cooperation with national coordinators, to explore all possible sources of complementary funding, be they governmental, regional, local or private. The Commission considers that the Member States should continue their support at national level and their action, if the programme is to have a real impact on young workers throughout the Community.
- 3.12.3. The Commission will continue to encourage new exchange initiatives via subsidies other than the existing flat-rate weekly contribution. This practice will make it possible to partially achieve the aim of co-financing exchanges, since the subsidy system requires that the organisers seek other sources of funding.

4. EVALUATION OF PROGRAMME

- 4.1. In 1988, a qualitative analysis of the contents of the reports submitted by the participants during the period 1985-1987 was carried out.
- 4.2. This analysis was a first pilot study which allowed certain tendencies as regards the effects of the exchanges on the participants to be identified.
- 4.3. During the course of 1989, the long-term repercussions which, in the opinion of the young workers, could have an influence on their participation in the exchange programme, were examined.
- 4.4. Four different levels of effects have been examined, closely following the objectives of the programme :
 1. Impact on the work situation / development of the individual in professional terms;
 2. Changes in the level of socio-cultural environment;
 3. Development of awareness of problems in terms of European policy;
 4. Effects on personal future plans, and on personal development.
- 4.5. The group examined in the study consisted of participants who took part in an exchange in 1987, and a random sample of 10% was considered to be sufficient to guarantee valid results. The main basis of the study was a written poll in addition to which interviews were carried out with 40 selected participants. The selection of the 40 persons to be interviewed was done along the line of the following criteria :
 - all twelve EC Member States were to be considered;
 - peculiarities appearing in the questionnaire were to be given a closer look if they were relevant to the research matter;
 - participants who had provided well-founded assessments - positive or negative ones - with regard to perspective were to be given priority;
 - all programme types were to be included - quantitative distribution of the number of participants per country depending on the absolute participation in the whole exchange programme;
 - low-cost realization, i.e. creation of regional centres if possible.
- 4.6. The core of the study was a mainly standardised questionnaire which was structured to follow the logical development of the exchange projects.
- 4.7. This year's study also included some 40 interviews with participants from the 12 Member States who took part in the 1987 exchange programme.

4.8. SOME STATISTICAL RESULTS

4.8.1. The breakdown by age group of the participants gives an interesting indication of the role which exchange participation plays in individual future planning. If we take into account the normal length of schooling, and basic vocational training, we find that a quarter of the participants take part in the exchange immediately after training - 27.5%. Approximately 47% have already worked for a few years before taking part in the exchange.

4.8.2. The male/female participation ratio is balanced, with 49% female and 51% male.

4.9. EXPECTATIONS FROM THE EXCHANGE

4.9.1. The desire to develop professional knowledge, and to get to know a neighbouring European country get the highest votes, with about 30% each, as does the wish to perfect a foreign language.

4.9.2. Only 15.3% of long term participants gave professional reasons as their primary motivation; 32.1% said that getting to know another European country was the decisive factor, and 29.2% gave perfection of their linguistic skills as the main reason.

4.9.3. The majority (46.6%) of those on three week programmes gave professional reasons as their principal ones. In the same group, getting to know other countries came second with 33.5%. This can in some way be explained by the nature of these short courses, which can obviously only give an introduction.

4.10. ARE PARTICIPANTS' EXPECTATIONS FROM THE EXCHANGE FULFILLED ?

4.10.1. 36.5% of all participants state that their aspirations are met completely, and 50.5% express themselves as being essentially satisfied. Only 11.5% think that their aspirations were not essentially satisfied, and 1.5% express themselves as not being satisfied at all.

4.10.2. Those taking part in the long-term exchanges consider that their aspirations were "completely satisfied" to a much higher degree (45% of the total on long-term programmes) than those participating in an exchange of less than a month (25.2%). For the long-term programmes, we can see that 7.9% were essentially not satisfied, which is an extremely low negative result, compared with that for the three week programmes of 18%. This shows that the degree of satisfaction of expectations goes in tandem with the length of the exchange.

- 4.10.3. Overall, 87% of participants state that they are largely satisfied, but the negative comments are concentrated on the three week programmes, and we think this latter type should change its role. It is a perfectly good model if used as a "first introduction" to various aspects, including professional aspects, of another country. However, it would seem to be a good idea to abandon the use of this model in a primary role for training improvement - this role seems better suited to other, longer, models.

4.11. PREPARING FOR THE STAY ABROAD

- 4.11.1. Preparing for a stay abroad is of great importance for the success of that visit. Barely a quarter of all participants already knew their host country. For 35% of the participants, the exchange was their first stay abroad.
- 4.11.2. The survey shows that many participants only complain after the exchange is over that before the exchange they were not informed of a precise programme. On the contrary, many participants were recruited with only general information on the sector, and the probable activities.
- 4.11.3. The majority of those interviewed had a clear memory of a disagreeable feeling of insecurity or confusion.
- 4.11.4. In addition, approximately 28% of participants on the long programmes have an unpleasant memory of the infrastructure provided by the organisations.
- 4.11.5. Only 16.2% of the same group - participants in the long programmes - classify themselves under the heading of having a "very pleasant memory". This is considerably below the, barely tolerable, average of 35.4% of all participants who classify themselves as having a "very pleasant memory".
- 4.11.6. The interviews showed that a very clear distinction existed between the language courses and work :
- the infrastructure provided during the language courses was, unanimously, seen as positive. During this period, the organisers are present, they take care of the participants, and offer a programme which complements the (language) course.
 - In most cases, this situation changes once the practical training begins. Participants then feel abandoned, amongst other reasons, because of the change of surroundings, location, etc.
- 4.11.7. The question of infrastructure becomes somewhat academic in all exchanges where major problems do not arise (when one does not require help, its absence passes unremarked).

4.12. ON-THE-JOB VOCATIONAL TRAINING

- 4.12.1. 68.7% of the participants in the long programmes, and 61.2% of those in the 1-3 month programmes found that the companies were prepared for them when they arrived.
- 4.12.2. Those programmes aimed at a clearly defined group of participants, and which are thus easier to organise (for example banks, savings banks, and farming) generally work in a more satisfactory way.
- 4.12.3. In this context, the study of the eventual long term effects which could derive from participation in an exchange programme must take into consideration all the objectives set out in the Council Decision on this Community programme, and not only the professional aspects.
- 4.12.4. The mobility of employees has an important role to play in terms of the economic and political changes within the European Community. The Single Market of 1993 can only fulfill its function in terms of a single labour market if individuals are prepared to change both their working and living conditions. In order for this to happen certain prerequisites must be met, such as a fundamentally positive approach towards other Member States.
- 4.12.5. The question of professional benefit from participation in exchanges is therefore most important.
- 4.12.6. Immediate Benefit in Professional terms from Participation in Exchanges in function of the Length of the Exchange

In professional terms, the exchange was	Key	Total number of participants	Less than one month	One to three months	More than 3 months
Beneficial	1	262	74	118	70
	2	44.0%	28.2%	45.0%	26.7%
	3		33.8%	49.8%	50.4%
Detrimental	1	44	18	14	12
	2	7.4%	40.9%	31.8%	27.3%
	3		8.2%	5.9%	8.6%
No impact	1	289	127	105	57
	2	48.6%	43.9%	36.3%	19.7%
	3		58.0%	44.3%	41.0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100.0%	36.8%	39.8%	23.4%

Key : 1 = Total figure
 2 = % response
 3 = % of participants per type of programme.

4.12.7. These figures show that, in the long term programmes, the practical professional experience abroad generally has a positive impact on-the-job at home, and progressively according to the length of the programme :

- 33.8% for participants in three week programmes;
- 49.8% for participants in 1-3 month programmes;
- 50.4% for participants in longer programmes.

4.12.8. This result is shown even more clearly in terms of the long term effects (after one or two years) :

Professional impact of the	Key	Total n° of participants	Less than one month	One to 3 months	More than 3 months
Beneficial	1	378	117	160	101
	2	63.7%	31.0%	42.3%	26.7%
	3		52.7%	69.0%	72.7%
Detrimental	1	9	4	3	2
	2	1.5%	44.4%	33.3%	22.2%
	3		1.8%	1.3%	1.4%
No impact	1	206	101	69	36
	2	34.7%	49.0%	33.5%	17.5
	3		45.5%	29.7%	25.9%
TOTAL	1	593	222	232	139
	3	100.0%	37.4%	39.1%	23.4%

Key : 1 = Total figure
 2 = % response
 3 = % of participants per type of programme.

4.12.9. One of the other objectives of the Council Decision concerning the Young Workers' Exchange Programme is to see a growing interest in European policies and a greater awareness of the European Dimension of this programme among participants.

4.12.10. In this context, 68.8% of all participants declared that their interest had increased. Here too the participants in the long-term programmes differ significantly from the others, 80.7% of them having declared that their interest has increased.

4.13. AN OVERALL APPRECIATION

4.13.1. An overall appreciation of participation in exchanges yields the following results :

	Key	Total n° of participants	Less than one month	One to 3 months	More than 3 months
For	1	576	212	232	132
	2	96.0%	36.8%	40.3%	22.9%
	3		94.6%	98.3%	94.3%
Against	1	6	5		1
	2	1.0%	83.3%		16.7%
	3		2.2%		0.7%
No advice	1	18	7	4	7
	2	3.0%	38.9%	22.2%	38.9
	3		3.1%	1.7%	5.0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100.0%	37.3%	39.3%	23.3%
Key : 1 = Total figure					
2 = % response					
3 = % of participants per type of programme.					

4.13.2. The figure of 96% for those who would, today, some time after their experience, advise participation in such an exchange, shows the high value attributed to the European Community Young Workers' Exchange Programme by former participants.

4.13.3. There is an obvious connection between the duration of an exchange and its long-term positive repercussions in professional terms. This finding is reinforced by the indications which participants have given in terms of the desirable length of an exchange :

- almost 88% of participants in long term exchange programmes declared themselves to be in favour of this model (long term);
- approximately 53% of participants who had participated in a one to three month programme, declared a preference for longer programmes, for a minimum of six months;
- in terms of participants in the three week programmes there is also a clear shift in opinions, almost 60% of them argued for programmes of between one and three months, and almost a quarter for long term programmes.

5. CONCLUDING REMARKS

- 5.1. As mentioned earlier, there has been a progressive increase in the number of participants in 1988 and 1989, even though there has only been a limited increase in the budget. The Commission is also happy to note the constant increase in the number of new exchange organisers (in 1989 19 new organisations applied for a grant, of which 10 received grants).
- 5.2. The impact of the information materials disseminated since 1988 is becoming evident, and it should be noted that the number of requests for information from individuals, as well as from organisations, is still increasing.
- 5.3. Finally, it will have been noted from the Commission's Communication to the Council, "Education and Training within the European Community - Guidelines for the medium-term : 1989-1992" (COM(89) 236 final), that "the Commission intends to examine the scope of simplifying the presentation of the opportunities available to the youth public by these two programmes (Young Workers' Exchange programme and Youth for Europe), and also to streamline their administration. For this reason, the phasing of the two schemes will be synchronized to permit a more coordinated approach in future by the Commission to youth exchanges of all kinds".
- 5.4. The Commission duly presented its proposal in this regard (COM(90) 79 final) providing for the Council finally to review the Young Workers' Exchange Programme before the end of 1991 (rather than 1990). This proposal is currently before the Council.
-

ANNEX 1

Historical Archives of the European Commission

Table 1.1. Cost /Grant Projects in 1988/1989

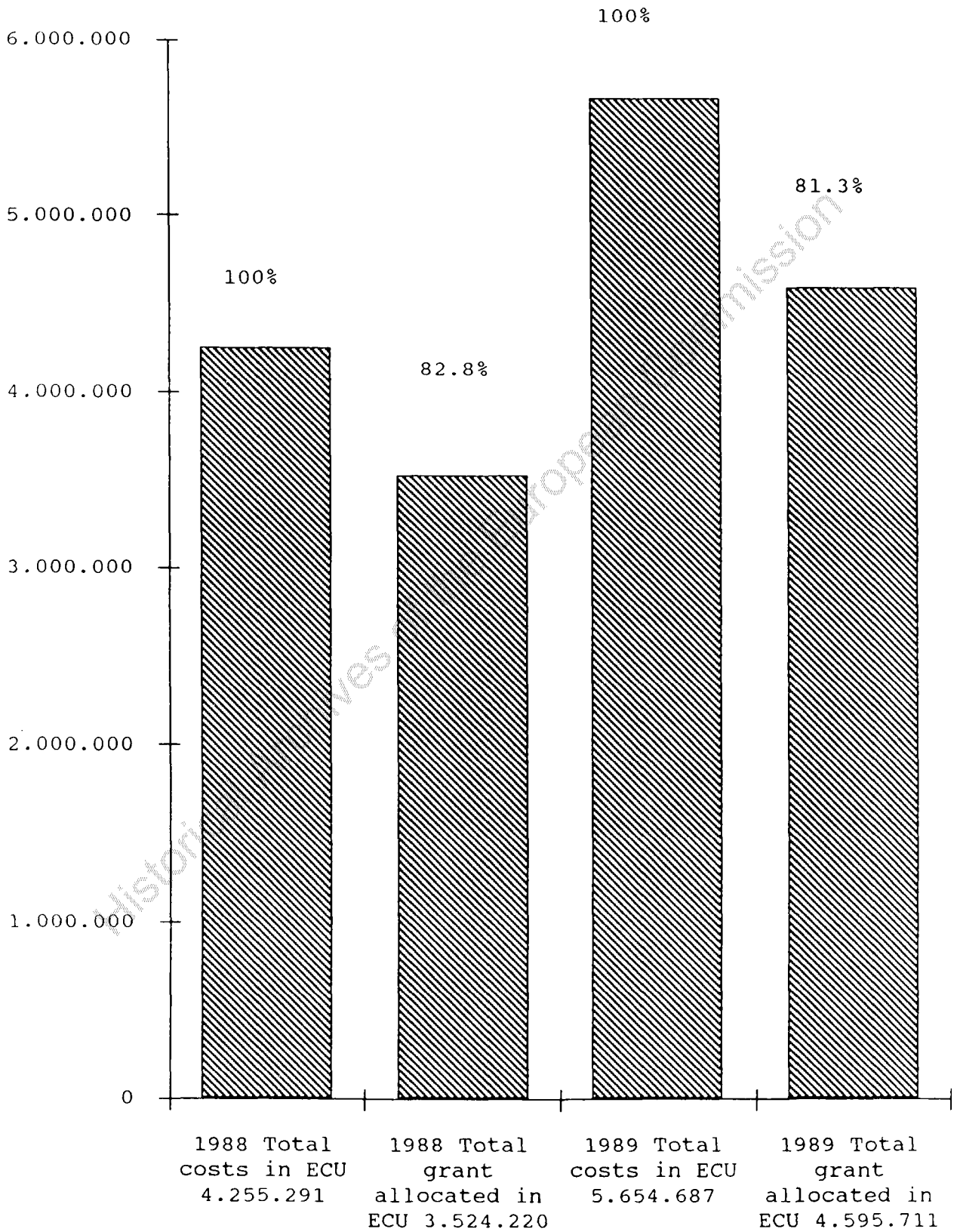


Table 1.2. Average cost / grant per participant
in 1988 / 1989

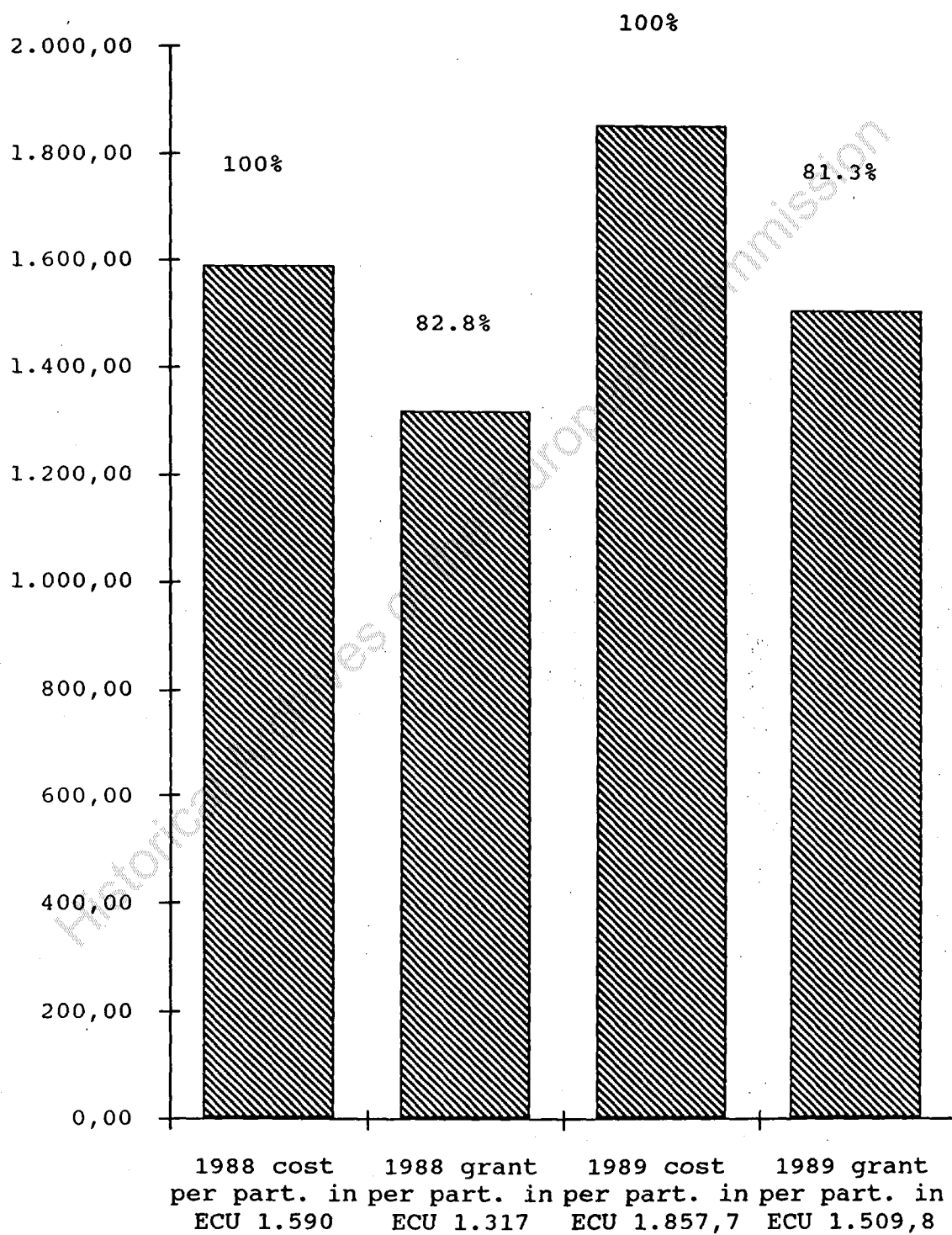


Table 1.3. Average cost/grant per participant per week in 1988/1989

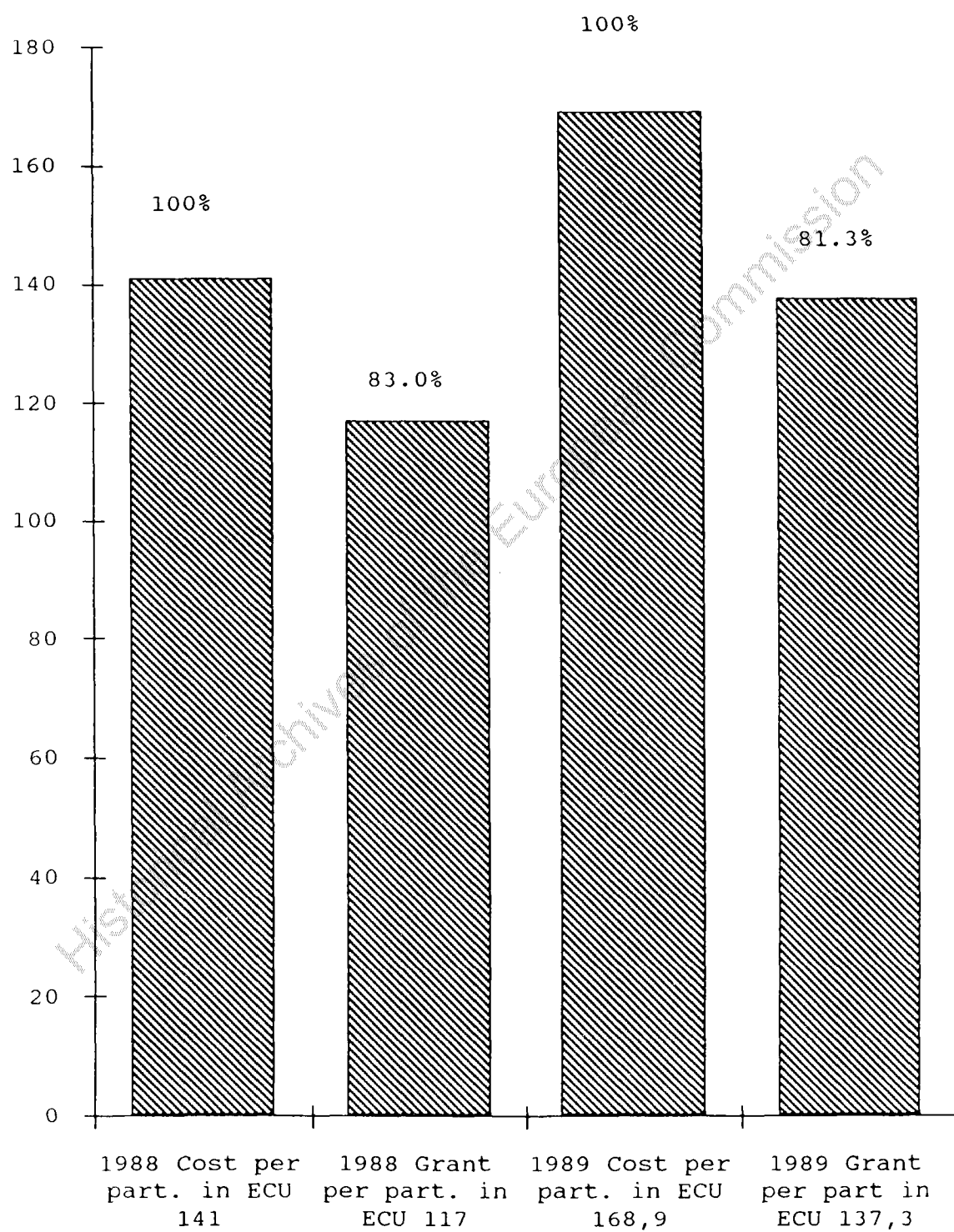


Table 1.4. Average cost per participant per short/long-term programme in 1988/1989

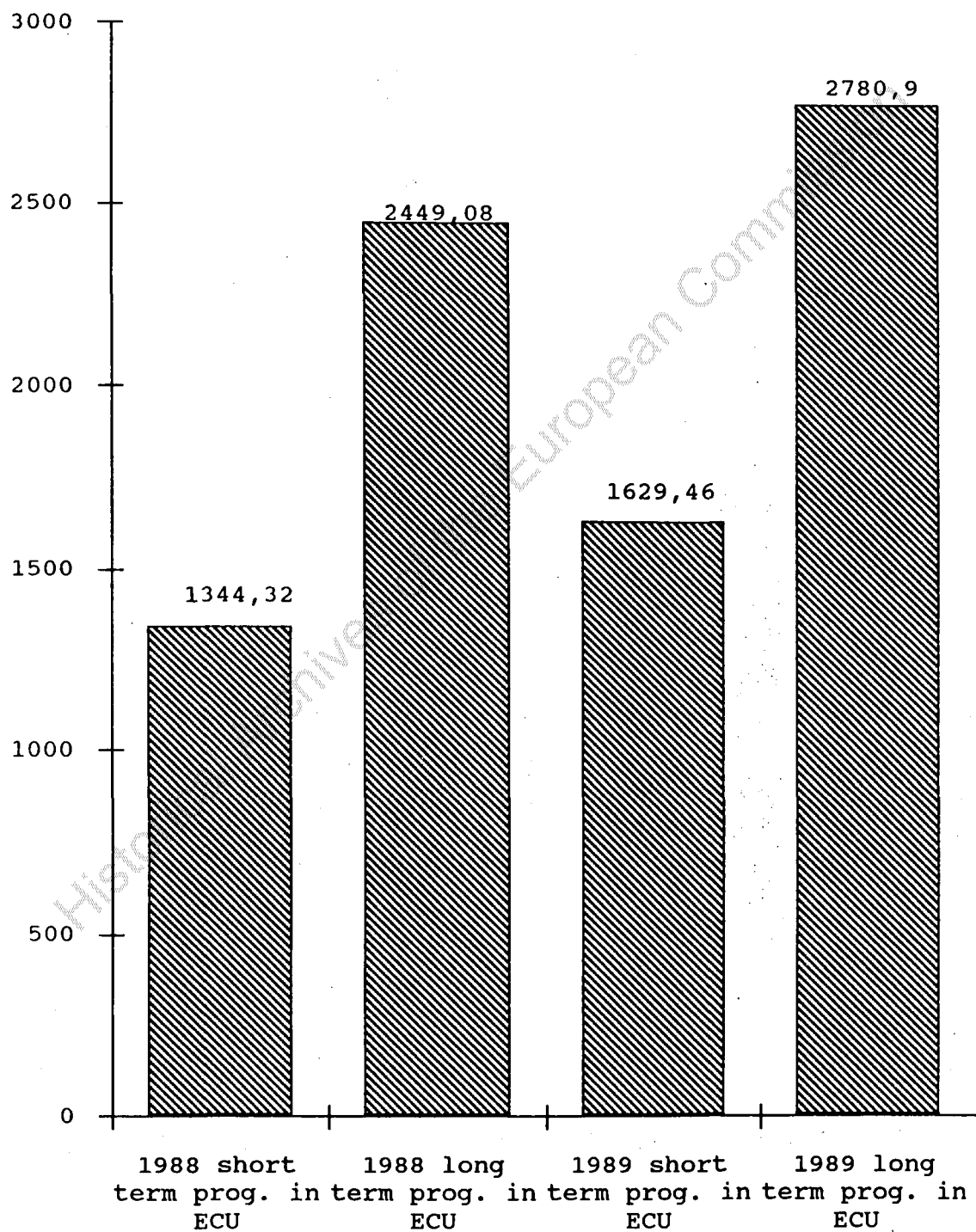


Table 1.5. Average cost per part per week per short/long-term programme in 1988/1989

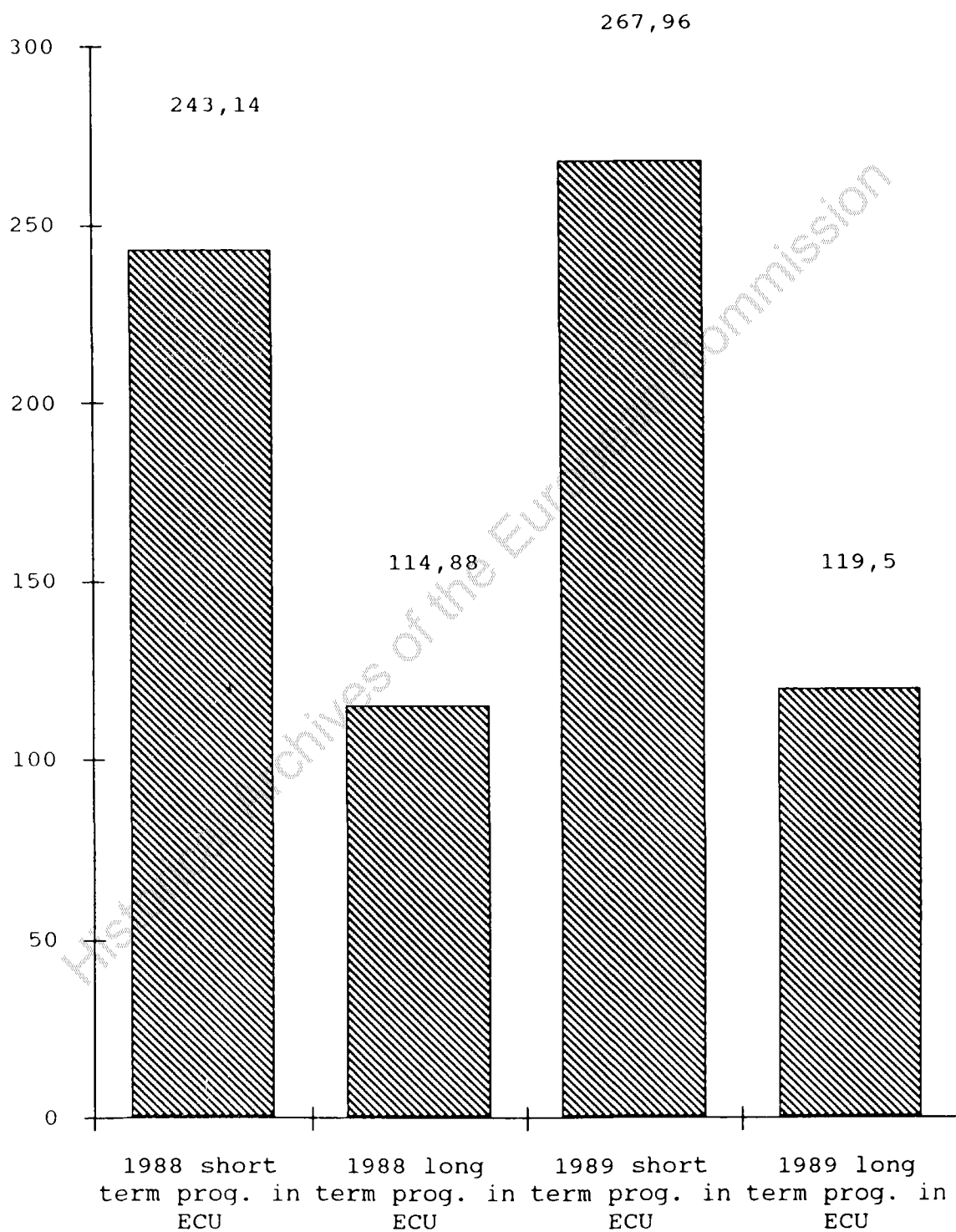


Table 2.1. Short/Long-term projects in 1988

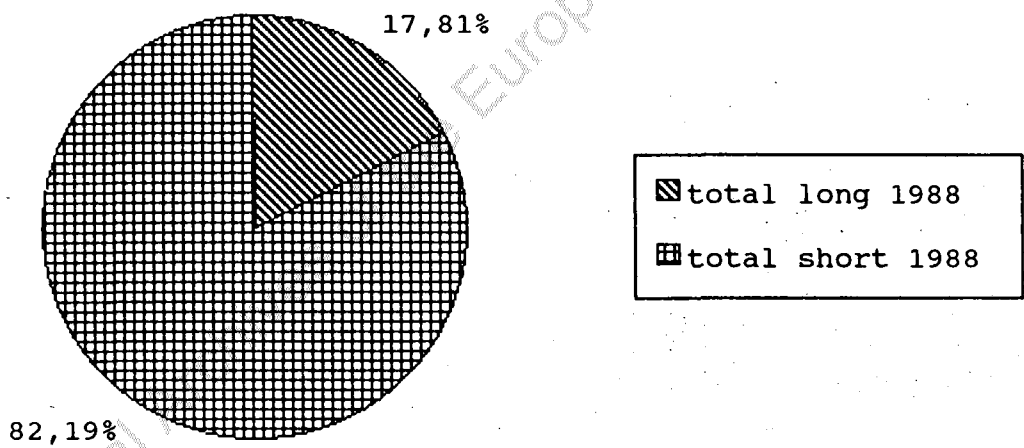


Table 2.2. Short/Long-term projects in 1989

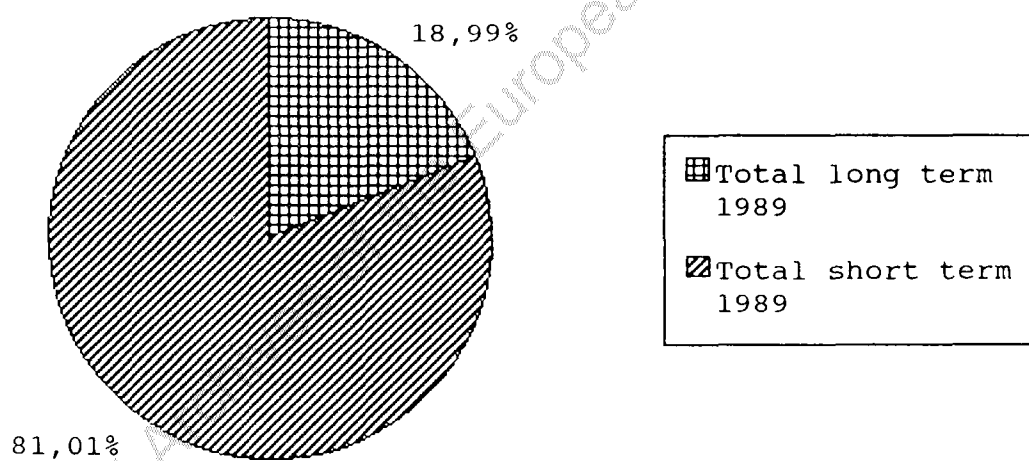


Table 3.1.

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	To L
To NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	To NL
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	To UK
To nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	To nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2,806	Total

Note : The total figure of 2806 participants is based on planned participant numbers of detailed applications and thus do not correspond with the final/actual participant numbers. For this reason there is a variance of 130 participants compared with the final/actual number of 2676 participants.

Table 3.2.

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3,044
From	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3,044

Note : The 1989 figures are based on planned participant numbers of detailed applications and not on the final/actual numbers as many have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

(*) : destination unknown

Table 4.1. Sectoral distribution of projects
 in 1988

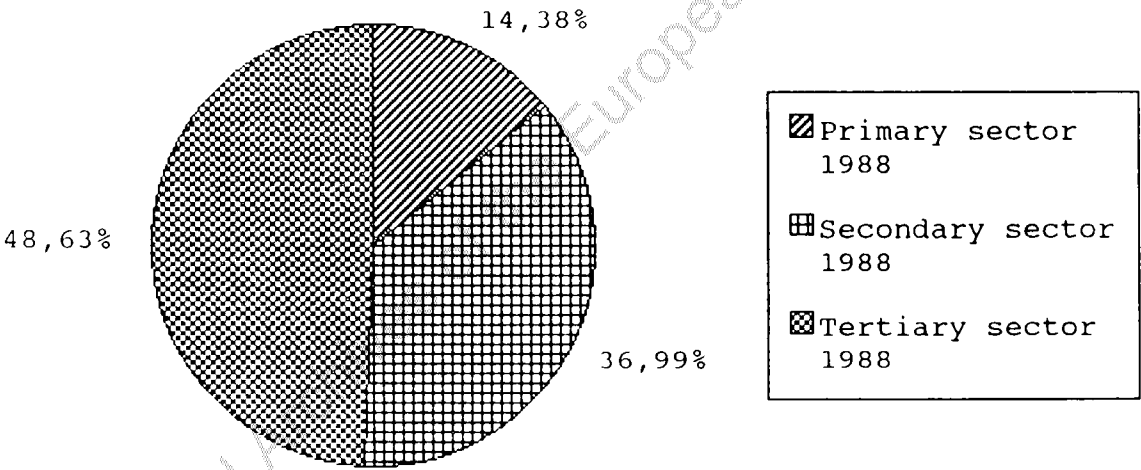


Table 4.2. Sectorial distribution of projects
in 1989

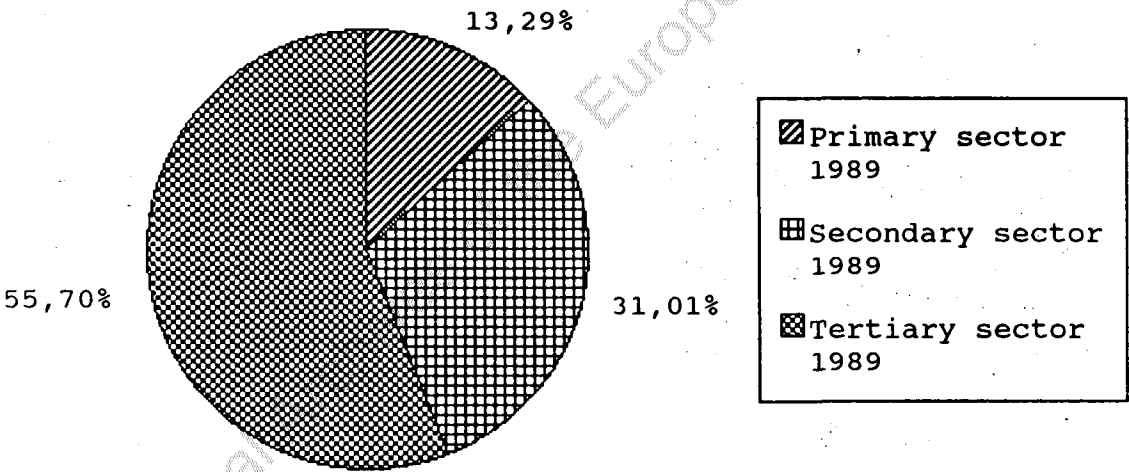
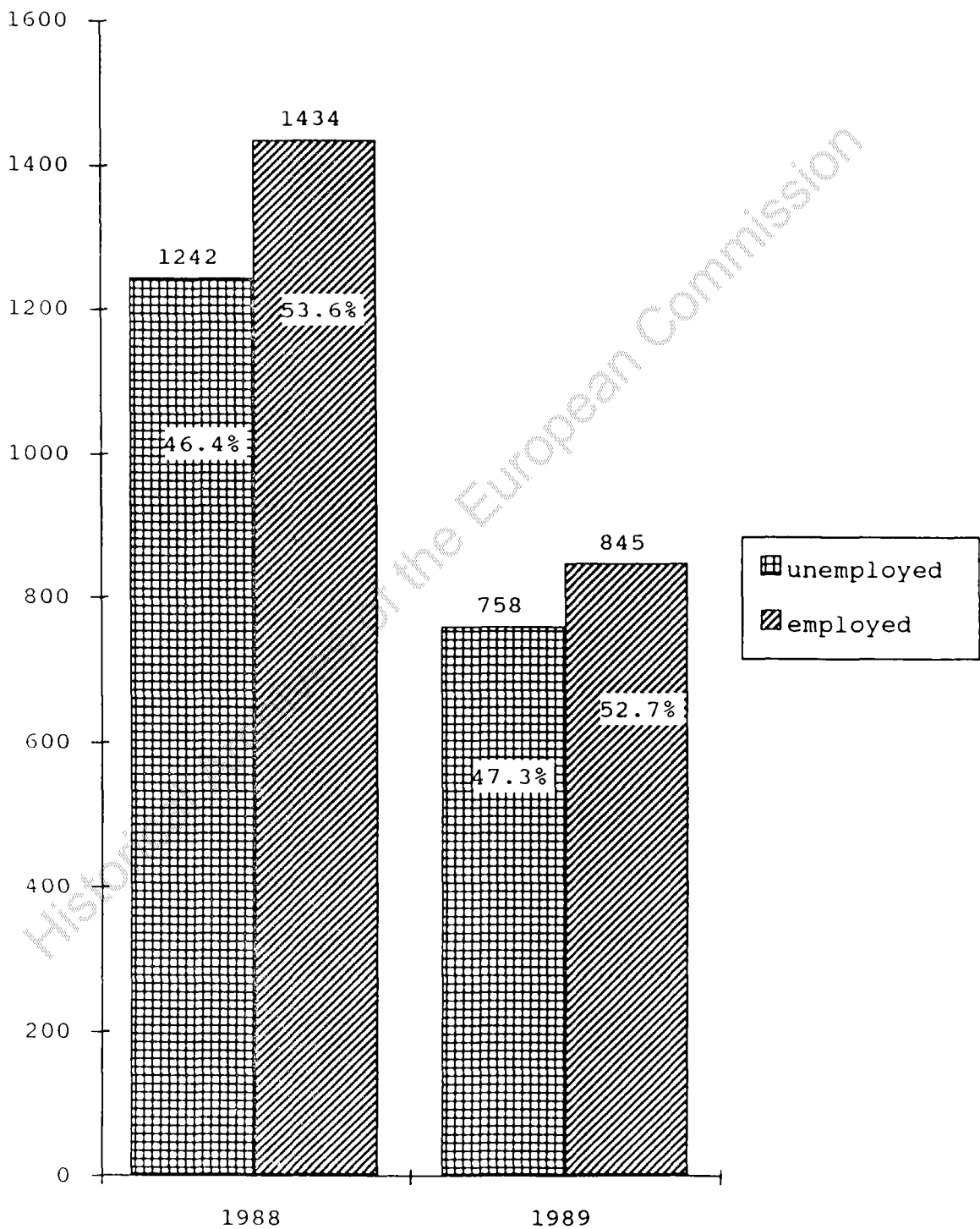
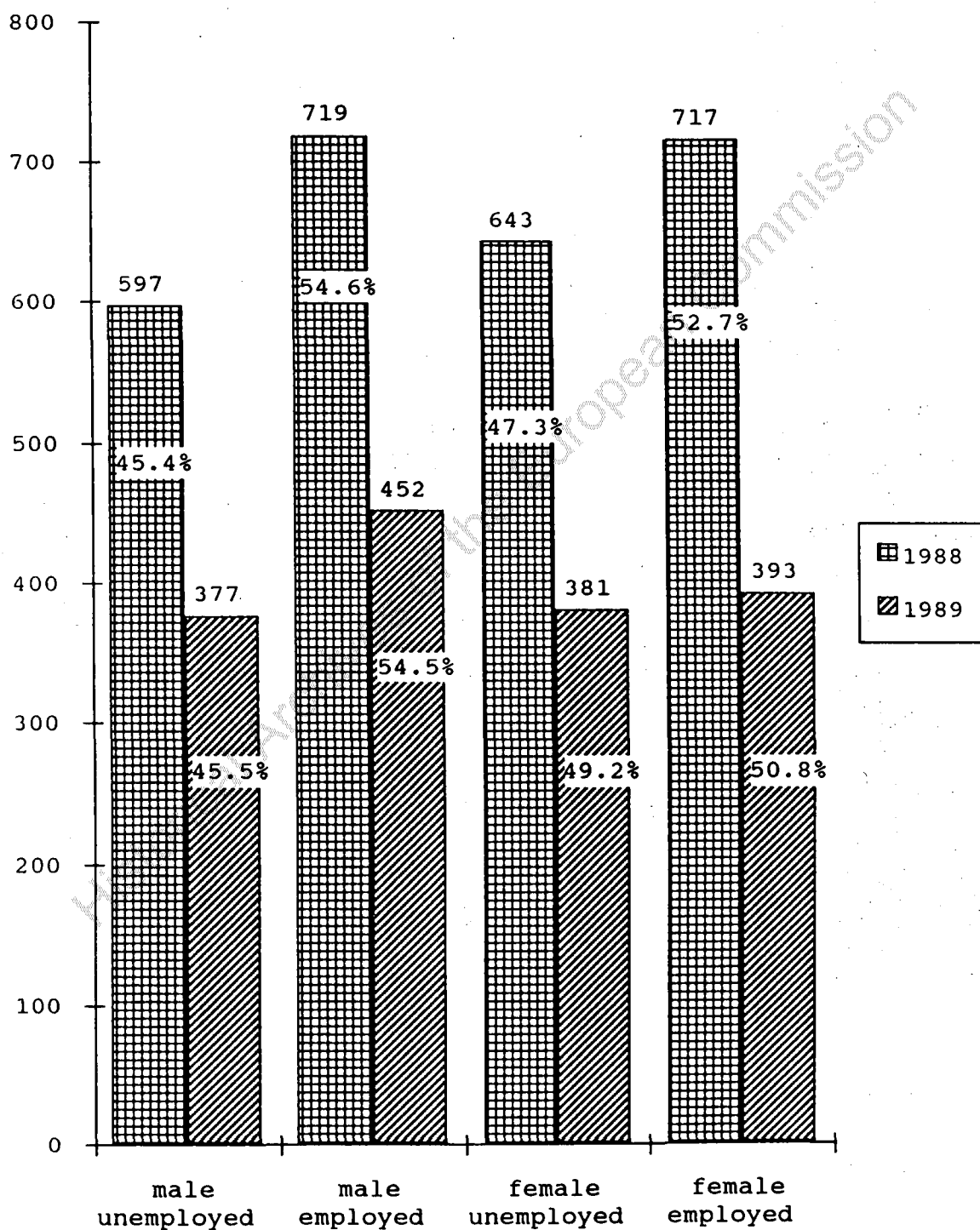


Table 5.1. Unemployed/Employed Young Workers
in 1988/1989



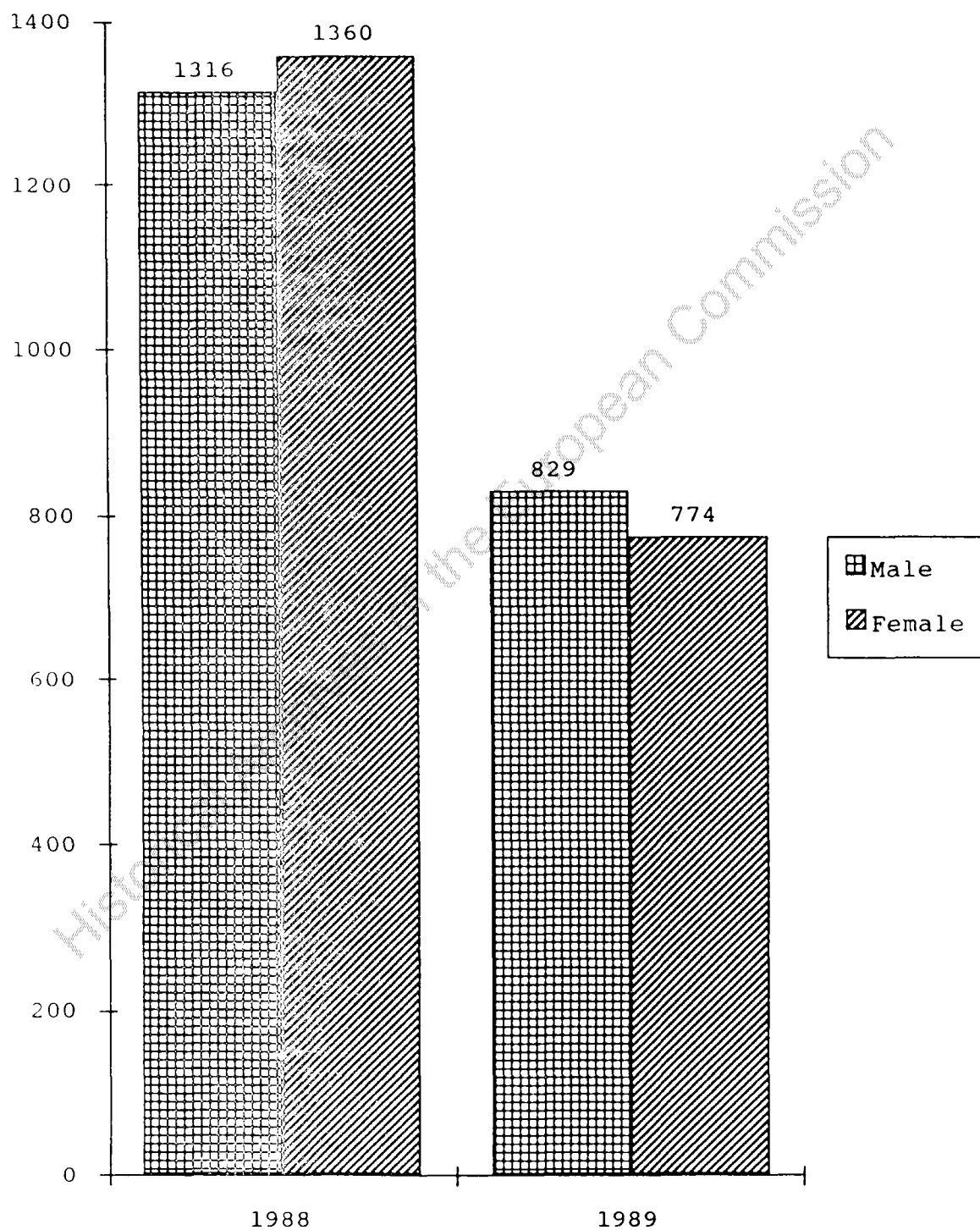
Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 5.2. Unemployed/Employed Male/Female
Young Workers in 1988/1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 6. Male / Female Young Workers in 1988 / 1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

ANNEX 2

Historical Archives of the European Commission

Detailed list of areas in which Young Workers Exchange
projects took place in 1988 and 1989

Agriculture	Hospitals
Agroindustry	Hotel and catering
Archeology	Hunting
Arts	Import/export
Art restoration	Insurance
Audiovisual production	Landscape gardening
Banking	Local employment initiatives
Boat building	Manufacturing industries
Ceramics	Marketing
Chemical industry	Media
Circus	Metal working industry
Commerce	Music
Computers	Nature conservation
Construction	Nursing
Crafts	Public administration
Cultural "animateurs"	Recycling
Disabled workers	Secretariat
Distribution	Sports
Engineering	Technical assistance to agriculture
Environment protection	Telematics
Fisheries	Textiles
Food, drink and tobacco industry	Theatre
Food processing industry	Tourism
Forestry	Transport
Health and social services	Viticulture
Horticulture	Vocational training

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(90) 377 final

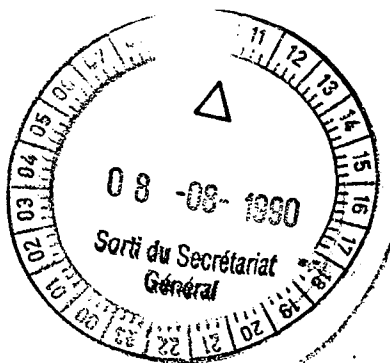
Bruxelles, le 1 août 1990

TROISIEME PROGRAMME COMMUN D'ECHANGE DE JEUNES TRAVAILLEURS

DEUXIEME RAPPORT

1988 - 1989

(présenté par la Commission)



TROISIEME PROGRAMME COMMUN D'ECHANGE DE JEUNES TRAVAILLEURS

DEUXIEME RAPPORT

1988 - 1989

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le "Troisième Programme Commun visant à favoriser les échanges de jeunes travailleurs" a été adopté par la décision du Conseil du 13 décembre 1984 et couvre la période 1985-1990.
- 1.2. Le Troisième Programme Commun est la dernière version du plus ancien programme de mobilité des jeunes, lancé en 1964 sur base de l'Article 50 du Traité de Rome. Depuis lors, plusieurs autres programmes de mobilité ont été mis sur pied tels que notamment COMETT, ERASMUS et plus récemment, LINGUA.
- 1.3. Le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs offre aux jeunes travailleurs l'occasion de participer à un projet communautaire qui leur permettra d'expérimenter les conditions de vie et de travail d'autres Etats membres, de développer les aptitudes nécessaires à la vie adulte et à la vie professionnelle (à savoir non seulement le développement de connaissances professionnelles et pratiques, mais également celui de la communication entre personnes de milieux culturels différents), de se découvrir des intérêts communs avec des jeunes d'autres Etats membres et surtout, de prendre conscience d'une identité européenne commune à tous.

2. ADMINISTRATION

- 2.1. La Commission édicte les règles et les lignes directrices du Programme, mais ce sont les organisateurs des échanges qui assurent la gestion des projets individuels. Toute organisation peut demander une subvention pour des Echanges de Jeunes Travailleurs, pour autant que ceux-ci soient conformes aux directives. Il y a, au sein de chaque Etat membre, un représentant du gouvernement qui joue le rôle de coordinateur national du Programme d'Echange. Le Bureau d'Echange de Jeunes de la Communauté Européenne assiste la Commission des Communautés Européennes dans la mise en oeuvre du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

2.2. LES ORGANISATEURS DES ECHANGES

- 2.2.1. Les organisateurs des échanges sont responsables de l'organisation et de la mise en vigueur des échanges et sont donc l'élément le plus important du cadre structurel mis en place par la Commission des Communautés Européennes. Les relations entre la Commission et les divers organisateurs sont régies par des contrats qui couvrent les divers projets d'échange individuels. Ces contrats définissent les conditions de mise en oeuvre des échanges, les obligations de l'organisme ou du groupe impliqués et les responsabilités financières.
- 2.2.2. La majorité des organisateurs d'échanges se répartissent en deux catégories : ceux qui opèrent au niveau européen et ceux qui opèrent surtout au niveau national mais ont acquis une dimension communautaire. Les organisateurs s'occupent essentiellement de programmes d'échange, de programmes de formation professionnelle ou de divers projets sociaux, culturels et pédagogiques destinés à des groupes cibles provenant de secteurs professionnels ou industriels spécifiques travaillant au développement des échanges de jeunes. Ce large éventail d'organisations a permis de multiplier les secteurs dans lesquels des échanges ont été organisés dans le cadre du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.
- 2.2.3. En 1988, 18 organisations ont reçu une subvention et en 1989, un total de 29 organisations ont été subventionnées en vertu du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.
- 2.2.4. En 1988/1989, les organisateurs d'échanges du Programme se sont réunis trois fois :
- le 23 mars 1988 : réunion d'un jour à Bruxelles afin d'expliquer aux organisateurs d'échanges les procédures administratives en vigueur.
 - 24/27 septembre 1988 : réunion de "brainstorming" au Lac Majeur (Italie) dans le but de réunir les représentants des principaux organisateurs et des experts venus de l'extérieur, afin de discuter :
 - des options pour le développement à long terme du Programme, et
 - des orientations relatives aux deux dernières années du Troisième Programme.

- 26/27 octobre 1989 : réunion de deux jours à Bruxelles afin de discuter des aspects administratifs et financiers du Programme pour 1990, d'examiner l'évaluation statistique du Programme réalisée par la Commission et de procéder à un échange de vues sur le contexte et la portée du Quatrième Programme.

2.3. LES COORDINATEURS NATIONAUX

- 2.3.1. La Commission veille tout spécialement à ce que les organisateurs des échanges rencontrent les coordinateurs nationaux afin qu'ils discutent avec eux de leurs projets d'échange. Les organisateurs doivent également faire parvenir une copie de chaque projet soumis à la Commission au coordinateur national concerné.
- 2.3.2. Une réunion a été organisée à Bruxelles le 24 octobre 1988 à l'intention des coordinateurs nationaux afin de les informer de l'évolution du Programme et de leur présenter les perspectives du Quatrième Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

3. RESULTATS PRATIQUES 1988-1989

- 3.1. Le Programme est accessible aux jeunes de 18 à 28 ans qui travaillent ou sont à la recherche d'un emploi et qui ont suivi une formation professionnelle de base ou jouissent d'une expérience professionnelle similaire.
- 3.2. Les échanges à court terme durent de 3 semaines à 3 mois et comprennent des visites d'étude, des stages en entreprise et une brève expérience du milieu de travail. Quant aux échanges à plus long terme, ils durent de 4 à 16 mois et il s'agit surtout de stages en entreprise précédés d'un cours de langue et d'orientation.
- 3.3. De 1986 à 1988, le budget annuel du Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs s'élevait à 4,5 millions d'ECU et est passé, en 1989, à 5 millions d'ECU, soit une augmentation de 500.000 ECU. Le nombre des participants a pourtant augmenté de 2.304 en 1987 à 2.676 en 1988 et à environ 3044⁽¹⁾ en 1989 et le nombre de projets subventionnés est passé de 146 en 1988 à 158 en 1989. Il convient également de faire remarquer qu'en 1989, la contribution forfaitaire attribuée à chaque participant par semaine a augmenté de 10 ECU en 1989, entraînant ainsi une augmentation de la subvention hebdomadaire octroyée aux participants.

(1) Le chiffre de 1989 est basé sur l'estimation du nombre des participants fournie par les demandes détaillées et non, comme les années précédentes, sur les chiffres finaux réels.

- 3.4. En 1988, le coût moyen par participant, par semaine, s'élevait à 141 ECU et en 1989, ce montant est passé à 168,9 ECU alors que la subvention moyenne par participant par semaine est passée de 117 ECU en 1988 à 137,3 ECU en 1989.
- 3.5. Cette faible augmentation des coûts moyens et de la subvention indique d'une part, que les organisateurs sont capables de réduire les coûts et de l'autre, que certains organisateurs - essentiellement les plus nouveaux - parviennent à trouver d'autres sources de revenus et donc à diminuer le montant de la subvention requise. Voir tableau 1, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.
- 3.6. En principe, les projets sont approuvés deux fois par an - au début et au mois de juin de chaque année. Ce système offre l'avantage de permettre de faire un bilan semestriel. Les organisateurs informent la Commission lorsque les subventions octroyées ne sont pas utilisées dans leur totalité. Les sommes excédentaires peuvent alors être immédiatement récupérées et affectées à d'autres projets.
- 3.7. ECHANGES DE COURTE ET DE LONGUE DUREE
- 3.7.1. Comme stipulé dans la Décision du Conseil, les échanges se répartissent en projets de courte durée et projets de longue durée, chaque catégorie ayant ses objectifs propres dans le cadre des orientations générales.
- 3.7.2. En 1988 et 1989, le nombre des échanges de longue durée a diminué. Cette diminution est due à plusieurs facteurs :
- La difficulté croissante à trouver des stages en entreprise et plus particulièrement pour les ressortissants étrangers dans les divers Etats membres.
 - L'hésitation des jeunes travailleurs à quitter leur emploi, même temporairement, pour participer au Programme.
 - L'accroissement des échanges de "durée moyenne", qui durent généralement de 13 à 16 semaines et qui sont souvent précédés d'un cours de langue de très courte durée. Ils combinent les objectifs des échanges de courte et de longue durée tout en éliminant bon nombre des difficultés propres aux projets de longue durée.
- 3.7.3. La Commission continuera bien entendu à encourager ces deux types d'échanges tout en veillant à ce que le Programme reste accessible à un nombre maximal de jeunes et à ce qu'un équilibre relatif soit maintenu entre les divers secteurs économiques où s'effectuent les échanges. Voir tableau 2, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.

3.8. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

- 3.8.1. Les échanges sont encore géographiquement trop concentrés au centre de la Communauté européenne. Cependant, les efforts visant à corriger ce déséquilibre semblent être fructueux et l'une des priorités du Programme est d'encourager la participation des jeunes venant des régions périphériques ou défavorisées.
- 3.8.2. La Commission s'efforce de maintenir l'équilibre entre le nombre de jeunes travailleurs de chaque Etat membre accueillis et ceux envoyés à l'étranger dans le cadre des échanges. Ce principe de réciprocité fonctionne pour la majeure partie des échanges et la Commission veille à ce qu'il continue, partout où cela s'avère possible, à étayer les objectifs fondamentaux du Programme. Voir tableau 3, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.

3.9. REPARTITION SECTORIELLE

- 3.9.1. Si au cours des premières années de mise en vigueur du Programme, les Echanges de Jeunes Travailleurs concernaient surtout les secteurs primaires et secondaires, le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs reflète aujourd'hui le développement du secteur tertiaire, qui, à l'heure actuelle, en est le secteur le plus important.
- 3.9.2. En 1988, le secteur primaire représentait 14,4% (21 projets), le secteur secondaire 37% (54 projets) et le secteur tertiaire 48,6% (71 projets). En 1989, ces chiffres s'élevaient respectivement à 13,3% (21 projets) pour le secteur primaire, 31% (49 projets) pour le secteur secondaire et 55,7% (88 projets) pour le secteur tertiaire. Voir tableau 4, Annexe 1, pour analyse statistique détaillée.

- 3.9.3. Les projets dans ces trois secteurs se répartissaient comme suit :

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Secteur primaire</u>				
- Agriculture	11,6%	17 projets	10,8%	17 projets
- Sylviculture/pêche	2,7%	4 projets	2,5%	4 projets
<u>Secteur secondaire</u>				
- Industries métal. et mécan.	4,1%	6 projets	1,3%	2 projets
- Autres ind. manufact.	19,9%	29 projets	12,0%	19 projets
- Arts et artisanat	5,5%	8 projets	2,5%	4 projets
- Divers	7,5%	11 projets	15,2%	24 projets
<u>Secteur tertiaire</u>				
- Services tourisme	1,5%	2 projets	2,0%	3 projets
- Hôtels et restauration	5,5%	8 projets	4,4%	7 projets
- Services santé et sociaux	4,8%	7 projets	8,2%	13 projets
- Services culture et divertis.	17,1%	25 projets	13,9%	22 projets
- Informatique/Electron.	2,7%	4 projets	1,3%	2 projets
- Divers	17,1%	25 projets	25,9%	41 projets
<u>TOTAL</u>	100%	146 projets	100%	158 projets

- 3.9.4. Une liste détaillée de tous les secteurs dans lesquels des échanges ont eu lieu en 1988 et 1989 se trouve à l'annexe 2.

3.10. PROFIL DES PARTICIPANTS

- 3.10.1. Depuis que les jeunes chômeurs peuvent participer au Programme, la proportion de jeunes participants sans emploi a augmenté de manière constante : elle est passée de 46,4% en 1988 à 47,3% en 1989, ce qui signifie que près de la moitié des participants au Programme sont des demandeurs d'emploi. Pour analyse statistique détaillée, voir tableau 5, Annexe 1.
- 3.10.2. L'une des autres priorités du Troisième Programme est d'offrir des chances égales aux hommes et aux femmes. La Commission s'est efforcée de veiller à ce que les jeunes garçons et les jeunes filles soient représentés de manière égale et que les jeunes filles soient encouragées à participer aux échanges dans le secteur des nouvelles technologies. En 1988 et en 1989, cet objectif était atteint, à savoir que l'égalité était parfaite et que les jeunes filles représentaient approximativement 50% de l'ensemble des participants au Programme. Pour analyse statistique détaillée, voir tableau 6, Annexe 1.

3.11. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

La Troisième Programme Commun n'a pas pour objectif d'offrir aux jeunes concernés une formation professionnelle de base dans un autre Etat membre mais plutôt de leur fournir un complément à la formation et à l'expérience qu'ils ont déjà acquises dans leur propre pays. La Commission estime toujours qu'il est essentiel que même les échanges à court terme aient un véritable contenu d'expérience professionnelle et que l'expérience acquise au cours des projets de longue durée ait une qualité et une valeur suffisantes que pour inciter aussi bien les employeurs que les travailleurs à participer au Programme.

3.12. FINANCEMENT DES PROJETS

- 3.12.1. En 1988 et en 1989, la Commission a dû refuser de financer de nombreux projets d'échange en raison de restrictions budgétaires. Le soutien financier que la Commission apporte au Programme d'Echange a toujours eu pour objectif d'encourager le développement des échanges de jeunes travailleurs au sein de la Communauté européenne. Son intention n'a jamais été de couvrir la totalité des frais de chaque projet d'échange, bien que cela ait été le cas pour la quasi majorité des échanges. Cette situation laisse évidemment beaucoup à désirer car en dernière instance, elle signifie que le nombre de jeunes participants au Programme est inférieur à ce qu'il aurait dû être.

3.12.2. Si l'on veut étendre le programme et le rendre moins dépendant des subsides communautaires, il est essentiel que les organisateurs des échanges, en collaboration avec les promoteurs nationaux, explorent toutes les sources de financement complémentaires possibles, qu'elles soient gouvernementales, régionales, locales ou privées. La Commission estime que les Etats membres doivent poursuivre leur aide et leur action au niveau national si le programme doit avoir une influence réelle sur les jeunes travailleurs dans l'ensemble de la Communauté.

3.12.3. La Commission continuera à encourager les nouvelles initiatives dans le secteur des échanges par l'octroi de subventions autres que la contribution hebdomadaire forfaitaire existante. Cette pratique permettra d'atteindre partiellement l'objectif de co-financement des échanges puisque le système de subvention exige que les organisateurs recherchent d'autres sources de financement.

4. EVALUATION DU PROGRAMME

4.1. En 1988, une analyse qualitative du contenu des rapports rédigés par les participants au cours de la période 1985/1987 a été effectuée.

4.2. Cette analyse revêtait le caractère d'une première étude-pilote, qui a réellement permis de dégager certaines tendances quant à l'effet que l'échange avait produit sur les participants.

4.3. Au cours de l'année 1989, les répercussions à long terme qui, de l'avis des jeunes travailleuses et travailleurs, peuvent être le résultat de leur participation au programme d'échange, ont été examinées.

4.4. Quatre différents niveaux d'effets ont été examinés, conformément aux objectifs du Programme :

1. Répercussions sur la situation de l'emploi / l'évolution des participant(e)s sur le plan professionnel.
2. Changements au niveau de l'environnement socio-culturel.
3. Prise de conscience des problèmes dans le contexte de la politique européenne.
4. Conséquences sur les projets d'avenir personnels, sur le développement personnel.

4.5. Le groupe retenu pour cette étude se composait de jeunes ayant participé à un échange au cours de l'année 1987, partant du principe qu'un échantillon de 10% de participants pris au hasard suffirait à garantir la validité des résultats.

L'étude s'est surtout basée sur un sondage par écrit auquel se sont ajoutés des interviews d'un échantillon de 40 participants. La sélection de ces 40 personnes s'est faite selon les critères suivants :

- Les douze Etats membres de la Communauté européenne devaient être pris en considération.
- Les singularités apparaissant dans les réponses devaient être étudiées de plus près dans la mesure où elles concernaient l'étude.
- La priorité devait être accordée aux participants qui avaient fourni des appréciations fondées - positives ou négatives- concernant l'avenir du Programme.
- Tous les types de projets devaient être pris en considération.
- La répartition du nombre de participants par pays devait se faire selon le taux absolu de participation au Programme dans son ensemble.
- Le coût de la réalisation devait être limité en procédant, dans la mesure du possible, à une concentration par région.

4.6. L'étude reposait essentiellement sur un questionnaire largement standardisé, dont la structure correspondait au déroulement logique des projets d'échange.

4.7. L'étude de cette année comprenait donc également la réalisation de 40 interviews de participant(e)s provenant des douze Etats membres et ayant participé à des échanges en 1987.

4.8. QUELQUES RESULTATS STATISTIQUES

4.8.1. La répartition par tranche d'âge des participants donne des indications intéressantes sur le rôle que joue la participation à l'échange par rapport aux projets d'avenir personnels : si l'on prend comme référence la durée classique de la scolarité et celle de la formation professionnelle de base, on constate que plus d'un quart participe à un échange immédiatement après la formation : 27,5%. Environ 47% possèdent déjà quelques années d'expérience professionnelle en commençant l'échange.

4.8.2. Le rapport entre la participation des hommes et des femmes aux échanges est équilibré : 49% de femmes pour 51% d'hommes.

4.9. ATTENTES DES PARTICIPANTS PAR RAPPORT A L'ECHANGE

4.9.1. L'espoir de pouvoir élargir les connaissances professionnelles et découvrir un pays européen voisin recueille les plus nombreux suffrages, avec environ 30% chacun, de même que le désir d'améliorer ses connaissances linguistiques.

4.9.2. Seulement 15,3% du total des participants aux programmes longue durée (plus de trois mois) citent comme attente principale des motifs professionnels; 32,1% déclarent en revanche que c'est l'intérêt de découvrir un autre pays européen qui a été déterminant, et 29,2% citent comme raison principale le perfectionnement de leurs connaissances linguistiques.

4.9.3. Chez les participants aux projets de courte durée (trois semaines), la majorité (46,6%) met au premier rang les attentes professionnelles. Dans le même groupe, le désir de découvrir d'autres pays n'occupe que la deuxième place avec 33,5%. Cela peut en partie s'expliquer par le caractère de ces programmes courts qui, c'est évident, ne peuvent servir qu'à donner une première orientation.

4.10. LES ATTENTES DES PARTICIPANTS ONT-ELLES ETE SATISFAITES ?

4.10.1. 36,5% du total des participants déclarent que leurs attentes sont totalement satisfaites et 50,5%, plutôt satisfaites. Seuls 11,5% considèrent que ces attentes n'ont plutôt pas été satisfaites et 1,5%, pas du tout satisfaites.

4.10.2. Les participants aux échanges de longue durée considèrent que leurs attentes ont été "totalement satisfaites" dans une mesure beaucoup plus large (45% du total des programmes de longue durée) que ceux qui ont participé à des échanges de moins d'un mois (25,2%). Pour les programmes de longue durée, on note 7,9% de "plutôt pas satisfait(e)s", alors que pour les programmes de trois semaines, le chiffre de 18% d'avis négatifs est significatif. Ceci démontre que l'accroissement de la durée de l'échange va de pair avec l'accroissement du degré de satisfaction des attentes.

4.10.3. Dans l'ensemble, 87% de tous les participants se déclarent plutôt satisfaits après l'échange. Les appréciations négatives des programmes de trois semaines doivent mener à une réorientation de la formule "échange de courte durée". Il s'agit d'une formule adéquate en tant qu'activité permettant d'obtenir une "première impression" d'un autre pays, y compris au niveau professionnel. Cependant, il conviendrait de renoncer à recourir à cette formule en vue d'un perfectionnement professionnel, ce rôle convenant mieux aux échanges de plus longue durée.

4.11. PREPARATION DU SEJOUR A L'ETRANGER

4.11.1 La préparation du séjour à l'étranger revêt une grande importance par rapport à sa réussite. A peine un quart de tous les participants connaissaient déjà le pays d'accueil. Pour 35% des participants, il s'agissait du tout premier séjour à l'étranger.

- 4.11.2. L'enquête démontre que de nombreux participants ne se plaignent qu'après l'échange du fait que l'organisateur ne leur ait pas communiqué le programme exact avant l'échange et qu'au contraire, on recrutait les participants en leur donnant uniquement des renseignements généraux au sujet du secteur et des activités probables.
- 4.11.3. La majorité des personnes interviewées avait le net souvenir d'avoir eu au départ un désagréable sentiment d'incertitude quant au stage de travail.
- 4.11.4. En outre, 28% environ des participants aux programmes de longue durée ont un mauvais souvenir de l'encadrement assuré par les organisateurs.
- 4.11.5. Dans la rubrique "souvenir très agréable", ces mêmes participants aux programmes longs ne représentent que 16,2% (nettement moins que la moyenne) du total de 35,4% des participants qui déclarent avoir un "souvenir très agréable".
- 4.11.6. Dans les interviews, il s'est avéré qu'il y avait une nette différenciation entre le cours de langue et le travail :
- L'encadrement pendant le cours de langue est jugé positif de façon unanime. Dans cette phase, les organisateurs responsables s'occupent du participant et proposent un programme qui vient compléter le cours.
 - Le plus souvent, lorsque le stage pratique commence, les participants se sentent délaissés, entre autres à cause des changements de locaux, de lieux, etc.
- 4.11.7. La question de l'encadrement devient relative dans tous les échanges qui ne posent pas de problèmes importants (quand on n'a pas besoin d'aide, on n'en ressent pas le manque).

4.12. LE STAGE PROFESSIONNEL A PROPREMENT PARLER

- 4.12.1. 68,7% des participants aux échanges de longue durée et 61,2% des participants aux projet de 1 à 3 mois estiment que les entreprises étaient préparées à leur arrivée.
- 4.12.2. Les programmes qui s'adressent à un groupe de participants bien défini et qui donc sont plus faciles à organiser (par exemple les banques, et les caisses d'épargne, l'agriculture) se déroulent en règle générale de façon plus satisfaisante.
- 4.12.3. Dans ce contexte, l'étude des éventuels effets à long terme liés à la participation à un programme d'échange se doit de considérer l'ensemble des intentions formulées dans la Décision du Conseil relative à ce programme communautaire, et pas seulement les aspects professionnels.

4.12.4. La mobilité des salarié(e)s joue un rôle important face aux changements politiques et économiques dans la Communauté européenne : le marché unique de 1993 ne peut remplir sa fonction de marché commun du travail que si les individus sont prêts à modifier leurs conditions de vie et de travail et font preuve d'une attitude positive vis-à-vis des autres Etats membres.

4.12.5. La question du bénéfice qu'apporte la participation à un échange du point de vue professionnel est donc d'une extrême importance :

4.12.6. Estimation du bénéfice immédiat du point de vue professionnel de la participation à l'échange en fonction de la durée de cet échange

Au point de vue professionnel, l'échange a été	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois + 3 mois	
bénéfique	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
nuisible	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,3%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
ni l'un ni l'autre	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Légende : 1 = chiffre absolu

2 = % de réponses

3 = % de participants par type de programme

4.12.7. Ces chiffres montrent que, dans les programmes de longue durée, l'expérience professionnelle pratique à l'étranger se répercute largement de manière positive sur le poste de travail dans le pays d'origine, et ceci de manière progressive selon la durée du programme :

- 33,8% pour les participants aux programmes de 3 semaines;
- 49,8% pour les participants aux programmes de 1 à 3 mois;
- 50,4% pour les participants aux programmes longs.

4.12.8. Ce résultat apparaît encore plus clairement sous l'aspect des effets professionnels à long terme (avec 1 an 1/2 à 2 ans de recul) :

Effets au niv. professionnel	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois	+ 3 mois
positifs	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
négatifs	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
ni l'un ni l'autre	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5
	3		45,5%	29,7%	25,9%
TOTAL	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Légende : 1 = chiffre absolu
 2 = % de réponses
 3 = % de participants par type de programme

4.12.9. L'un des autres objectifs de la Décision du Conseil concernant le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs est de voir s'accroître l'intérêt vis-à-vis des politiques communautaires et la prise de conscience de la dimension européenne de ce programme d'échange.

4.12.10. A cet égard, 68,8% de tous les participants déclarent que leur intérêt a augmenté. Ici aussi, le groupe des participants aux programmes de longue durée se distingue de manière significative des autres : 80,7% d'entre eux déclarent que leur intérêt a augmenté.

4.13. APPRECIATION GENERALE

Les questions posées aux participants sur l'appréciation globale qu'ils font de l'échange donnent les résultats suivants :

	Légende	Tous les participants	- 1 mois	1/3 mois	+ 3 mois
pour	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
contre	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
pas de conseil	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9
	3		3,1%	1,7%	5,0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Légende : 1 = chiffre absolu

2 = % de réponses

3 = % de participants par type de programme

4.13.2. Le chiffre de 96% correspondant à ceux qui conseilleraient un tel échange montre que les anciens participants accordent, avec du recul, une grande valeur à leur participation au Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs.

4.13.3. L'indication d'un lien évident entre la durée d'un programme et ses répercussions positives à long terme sur le plan professionnel se trouve consolidée par l'avis donné par les participants quant à la durée souhaitable d'un échange de manière générale :

- près de 88% des participants aux programmes de longue durée se prononcent en faveur de ce type de programmes;
- environ 53% des participants à un programme de un à trois mois se prononcent en faveur d'une période plus longue, c'est-à-dire au moins six mois;
- les participants aux programmes de trois semaines plaident à près de 60% pour des programmes de un à trois mois, et presque un quart souhaite des programmes de longue durée.

5. CONCLUSIONS

- 5.1. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le nombre de participants au Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs a progressivement augmenté en 1988 et en 1989, en dépit d'un accroissement relativement faible du budget. La Commission se réjouit également de l'augmentation constante du nombre des nouveaux organisateurs d'échanges (en 1989, 19 nouvelles organisations ont introduit une demande de subvention, parmi lesquelles 10 en ont obtenu une).
- 5.2. L'impact de la diffusion d'informations depuis 1988 commence à se faire sentir et le nombre de demandes d'informations, qu'elles émanent de personnes individuelles ou d'organisations, ne cesse d'augmenter.
- 5.3. Enfin, il convient de noter que la Communication de la Commission au Conseil "Education et Formation dans la Communauté européenne-Lignes directrices pour le moyen-terme: 1989-1992" (COM(89) 236 final), spécifie que "La Commission examinera la possibilité de simplifier la présentation des possibilités offertes aux jeunes, par ces deux programmes, et d'en rationaliser la gestion. A cet effet, les étapes des deux programmes vont être synchronisées progressivement de manière à mieux coordonner la conception globale des échanges de jeunes de tous types."

La Commission a présenté une proposition à cet égard (COM(90) 79 final) prévoyant que le Conseil reverra finalement le Programme d'Echange de Jeunes Travailleurs avant la fin 1991 (au lieu de 1990). Cette proposition est actuellement devant le Conseil.

15.

ANNEX 1

Historical Archives of the European Commission

Table 1.1. Cost /Grant Projects in 1988/1989

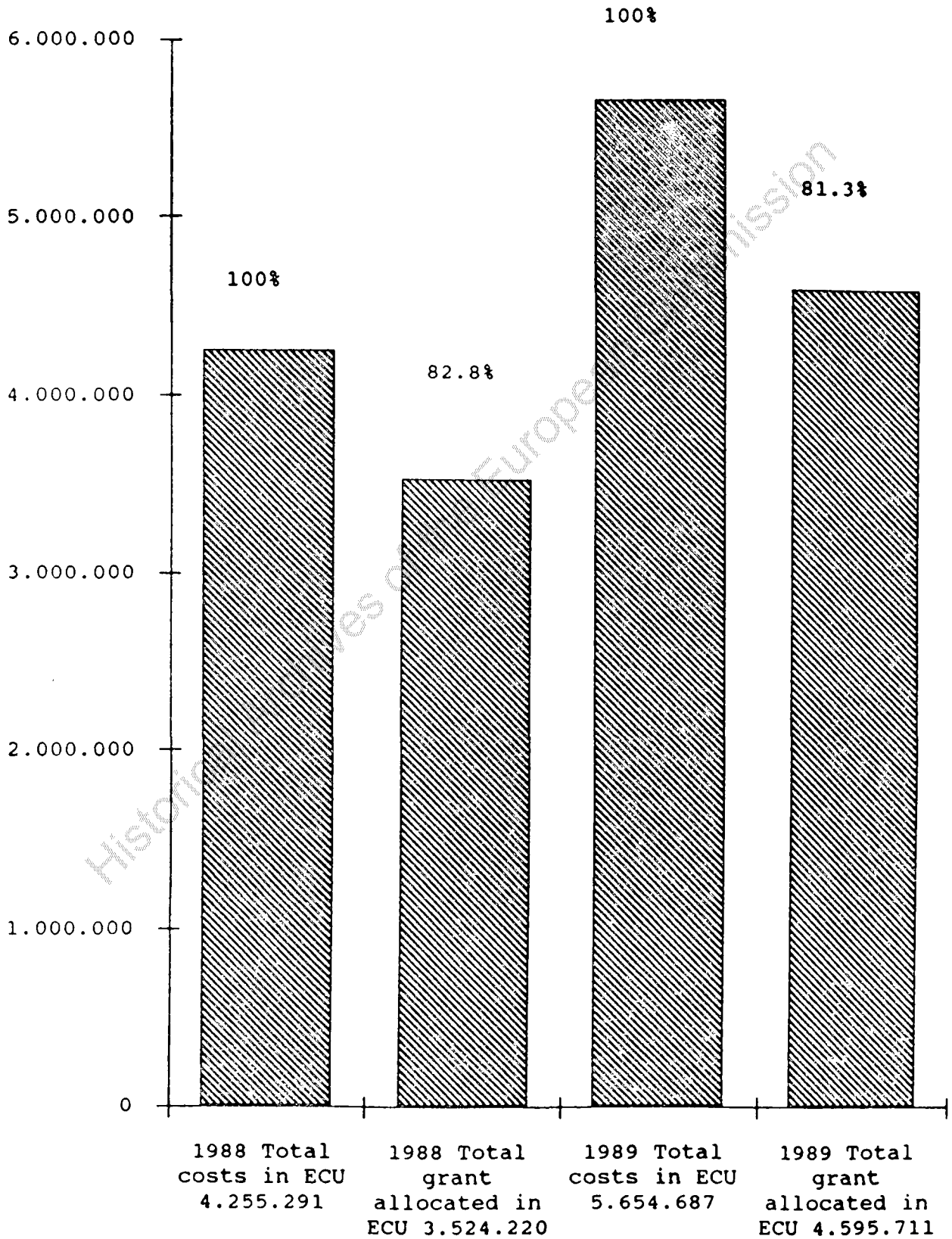


Table 1.2. Average cost / grant per participant
in 1988 / 1989

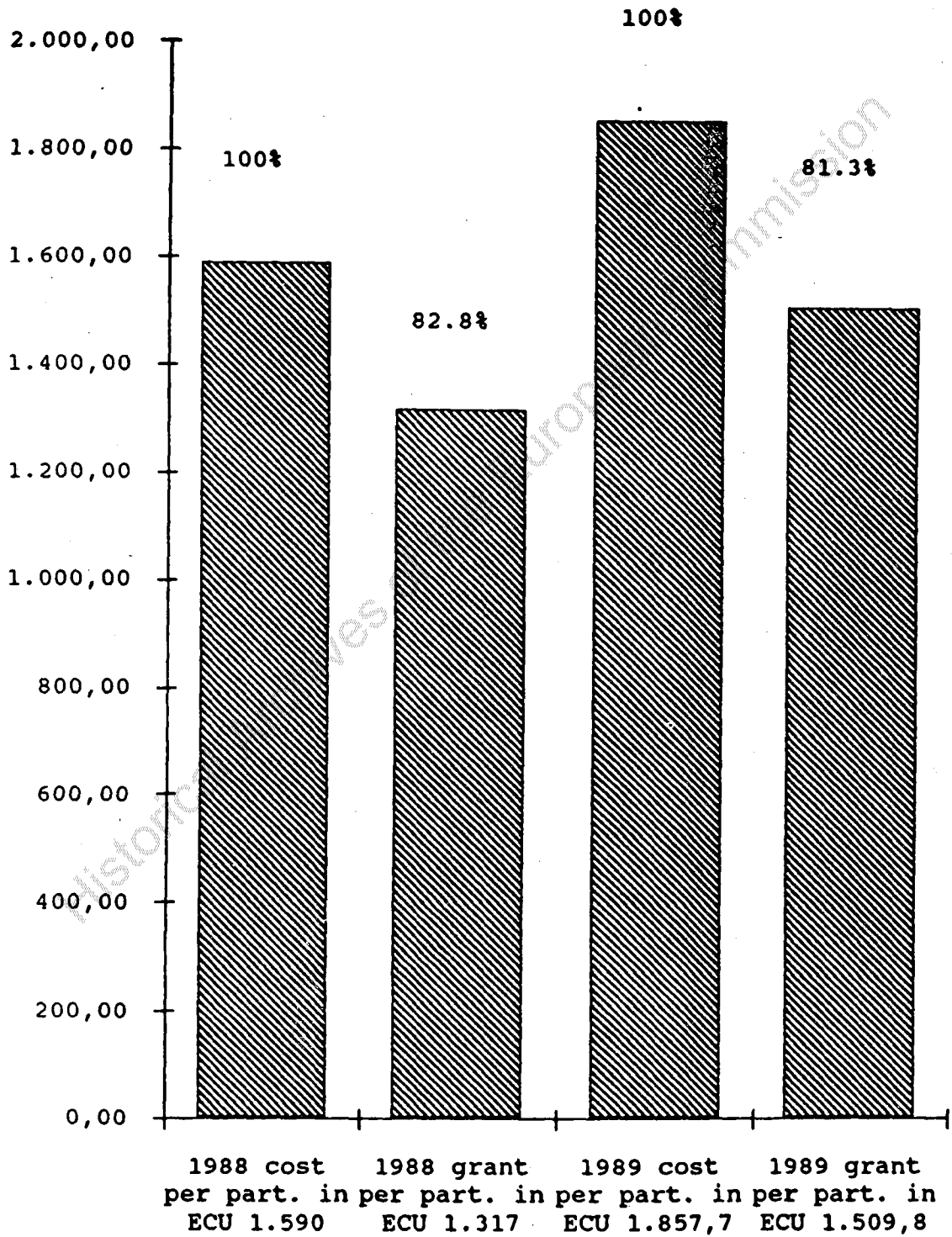


Table 1.3. Average cost/grant per participant per week in 1988/1989

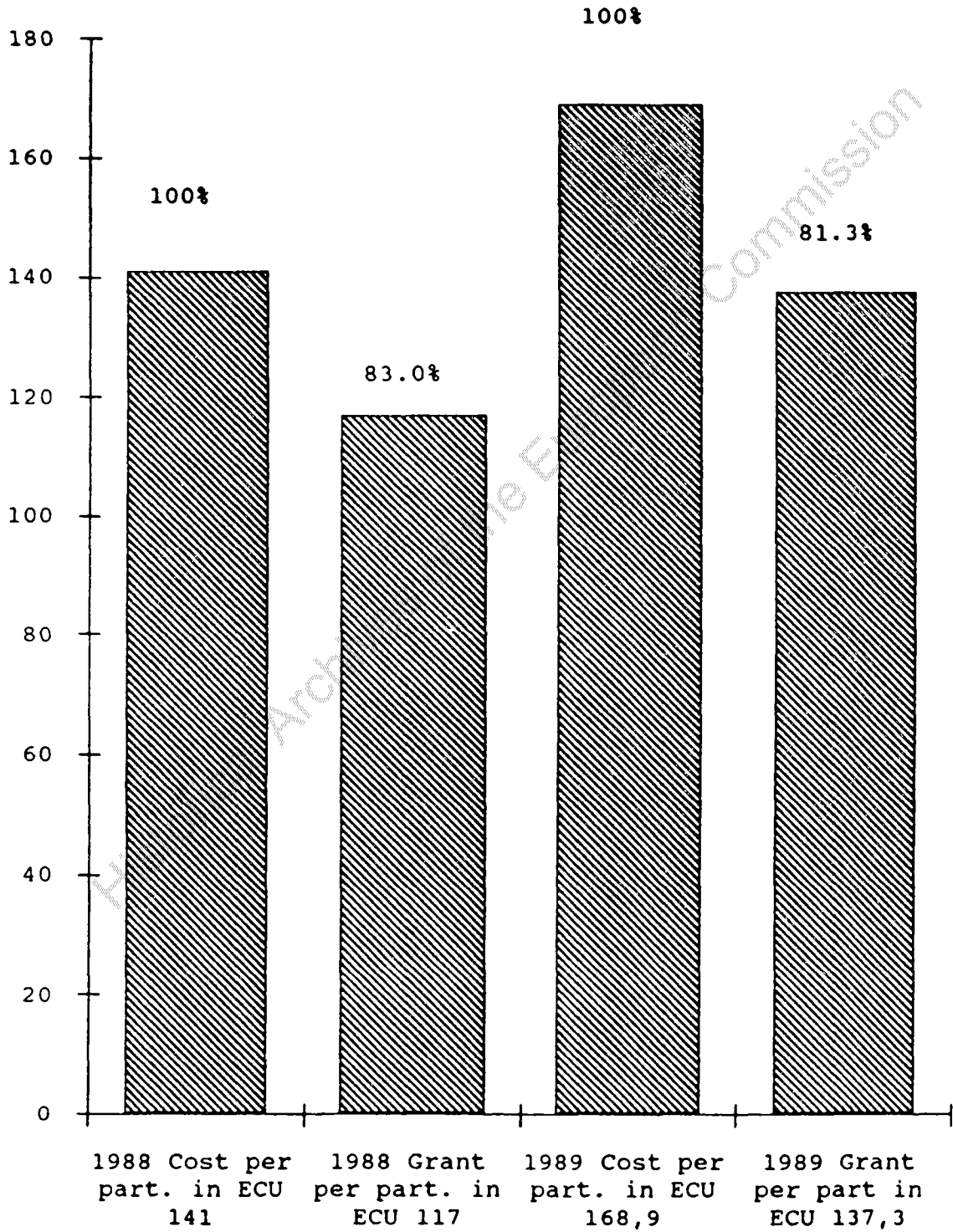


Table 1.4. Average cost per participant per short/long-term programme in 1988/1989

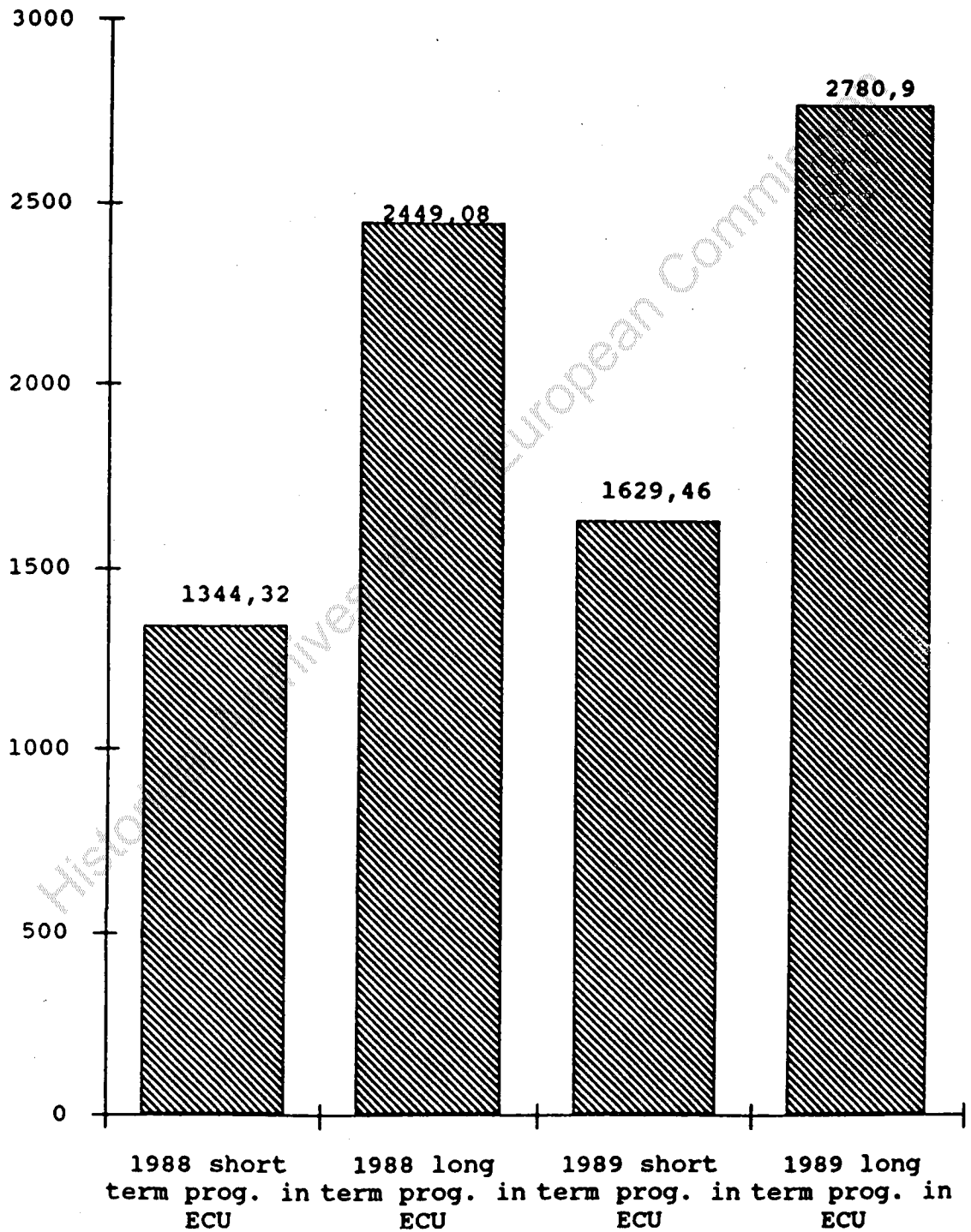


Table 1.5. Average cost per part per week per short/long-term programme in 1988/1989

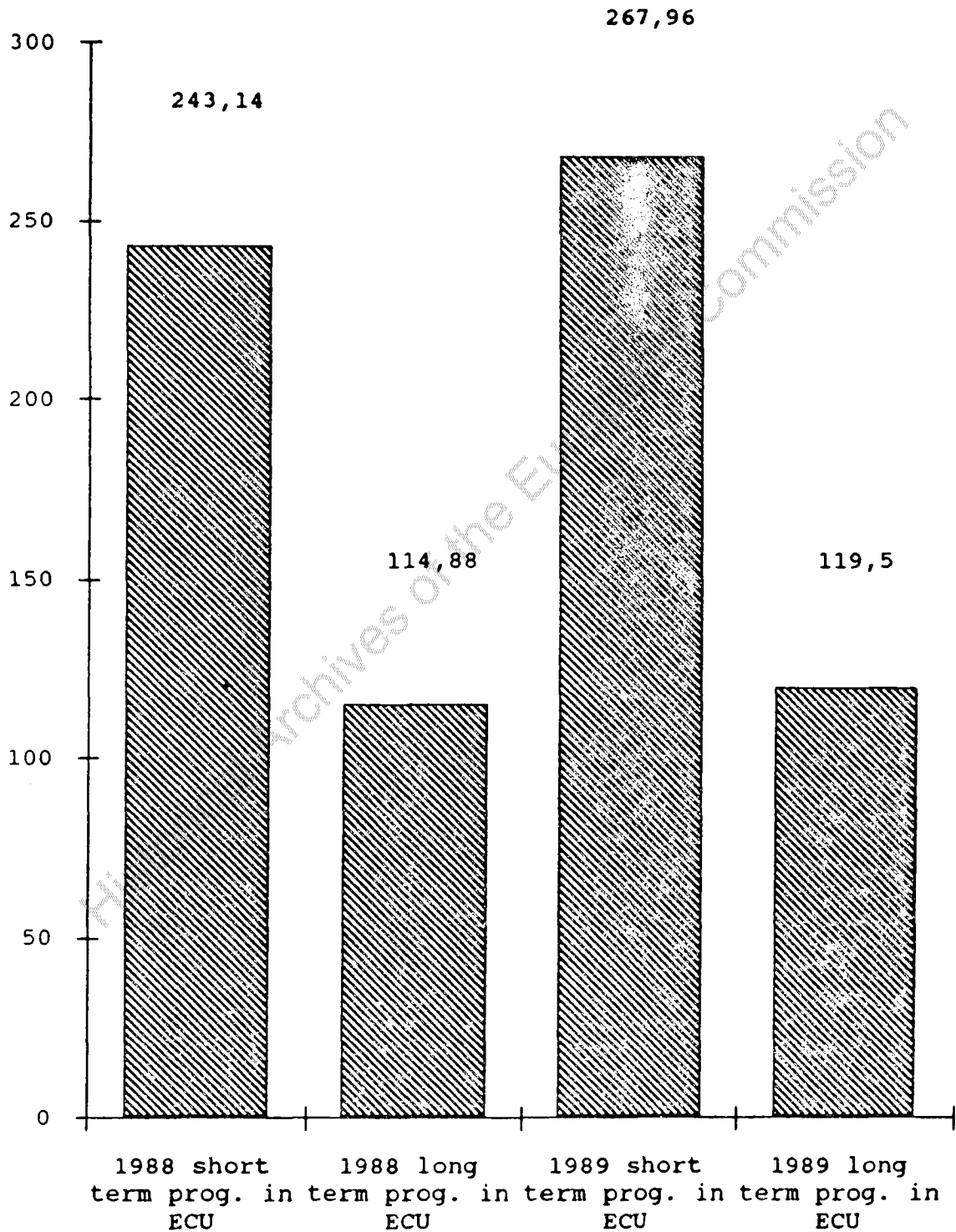


Table 2.1. Short/Long-term projects in 1988

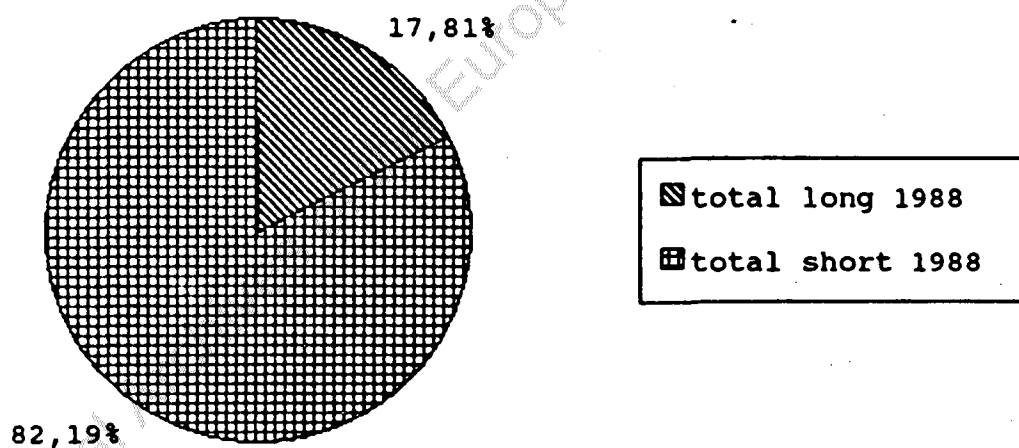


Table 2.2. Short/Long-term projects in 1989

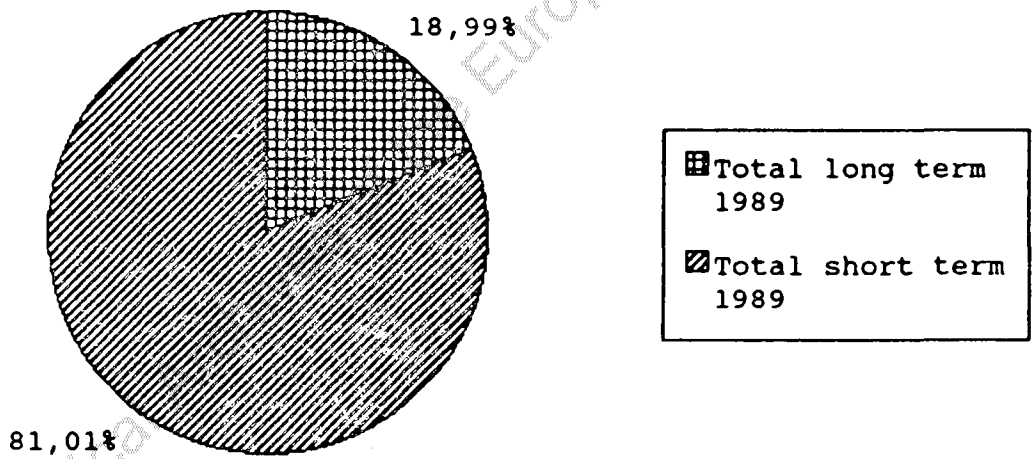


Table 3.1.

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51 To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276 To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176 To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114 To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158 To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528 To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214 To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478 To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3 To L
To NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191 To NL
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183 To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394 To UK
To nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40 To nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2,806 Total

Note : The total figure of 2806 participants is based on planned participant numbers of detailed applications and thus do not correspond with the final/actual participant numbers. For this reason there is a variance of 130 participants compared with the final/actual number of 2676 participants.

Table 3.2.

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3,044
From	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3,044

Note : The 1989 figures are based on planned participant numbers of detailed applications and not on the final/actual numbers as many have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

(*) : destination unknown

Table 4.1. Sectoral distribution of projects
in 1988

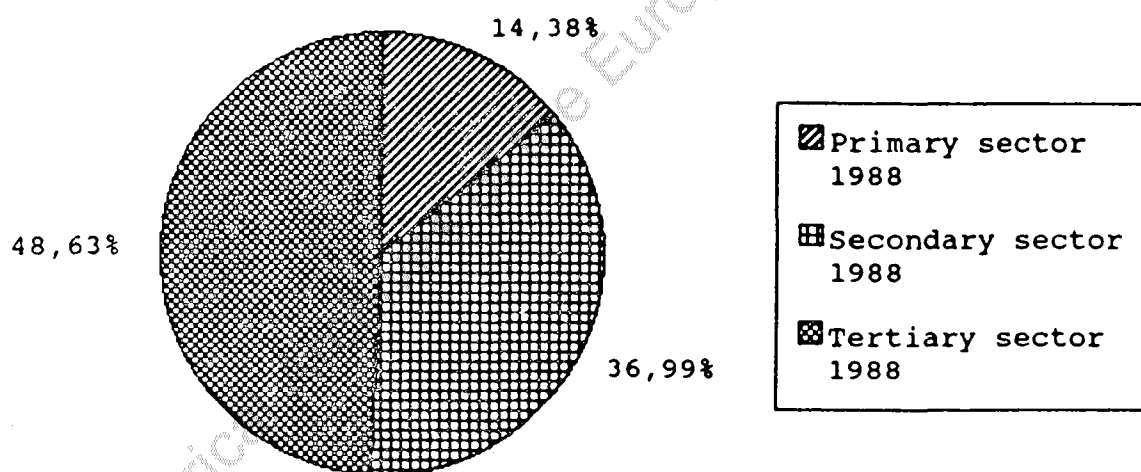


Table 4.2. Sectorial distribution of projects in 1989

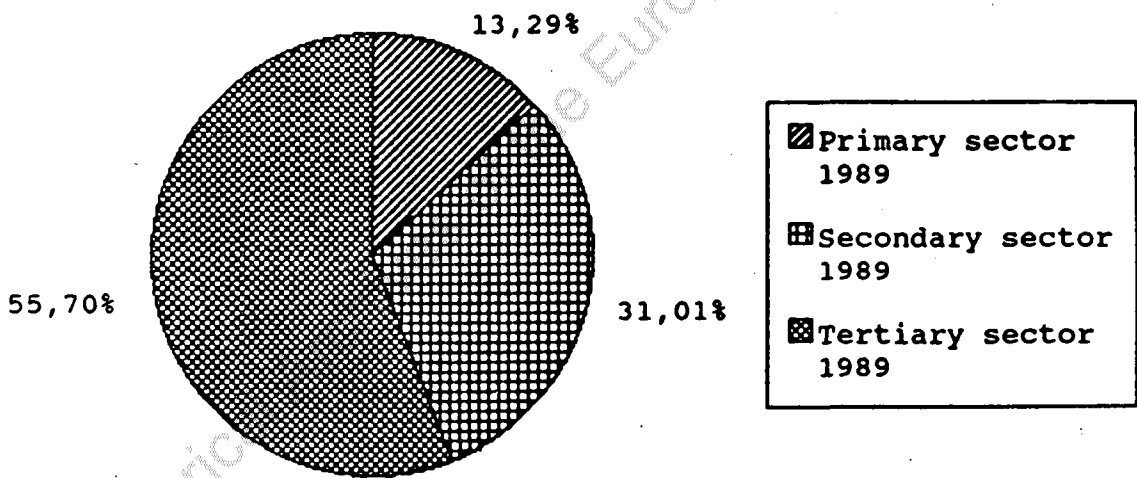
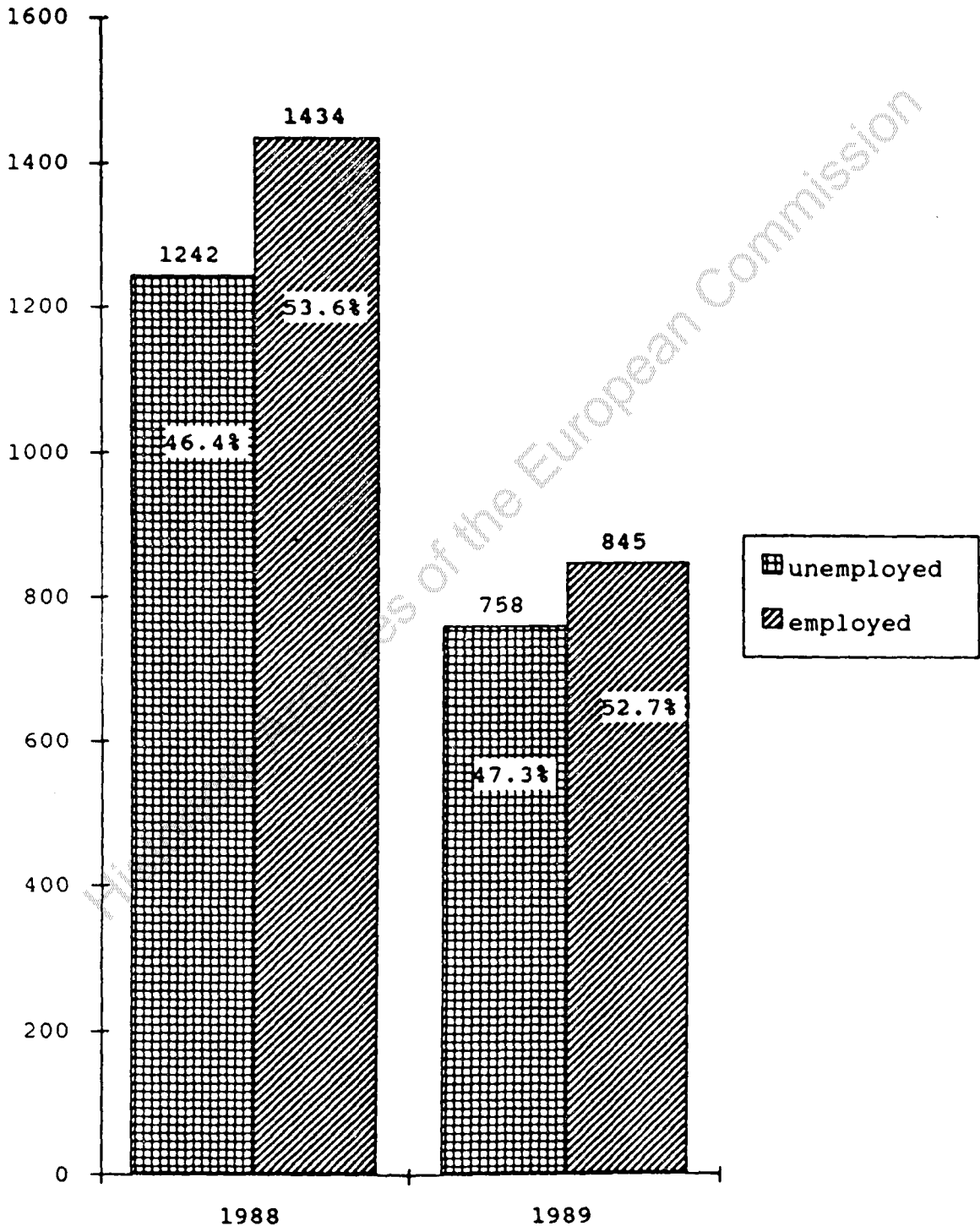
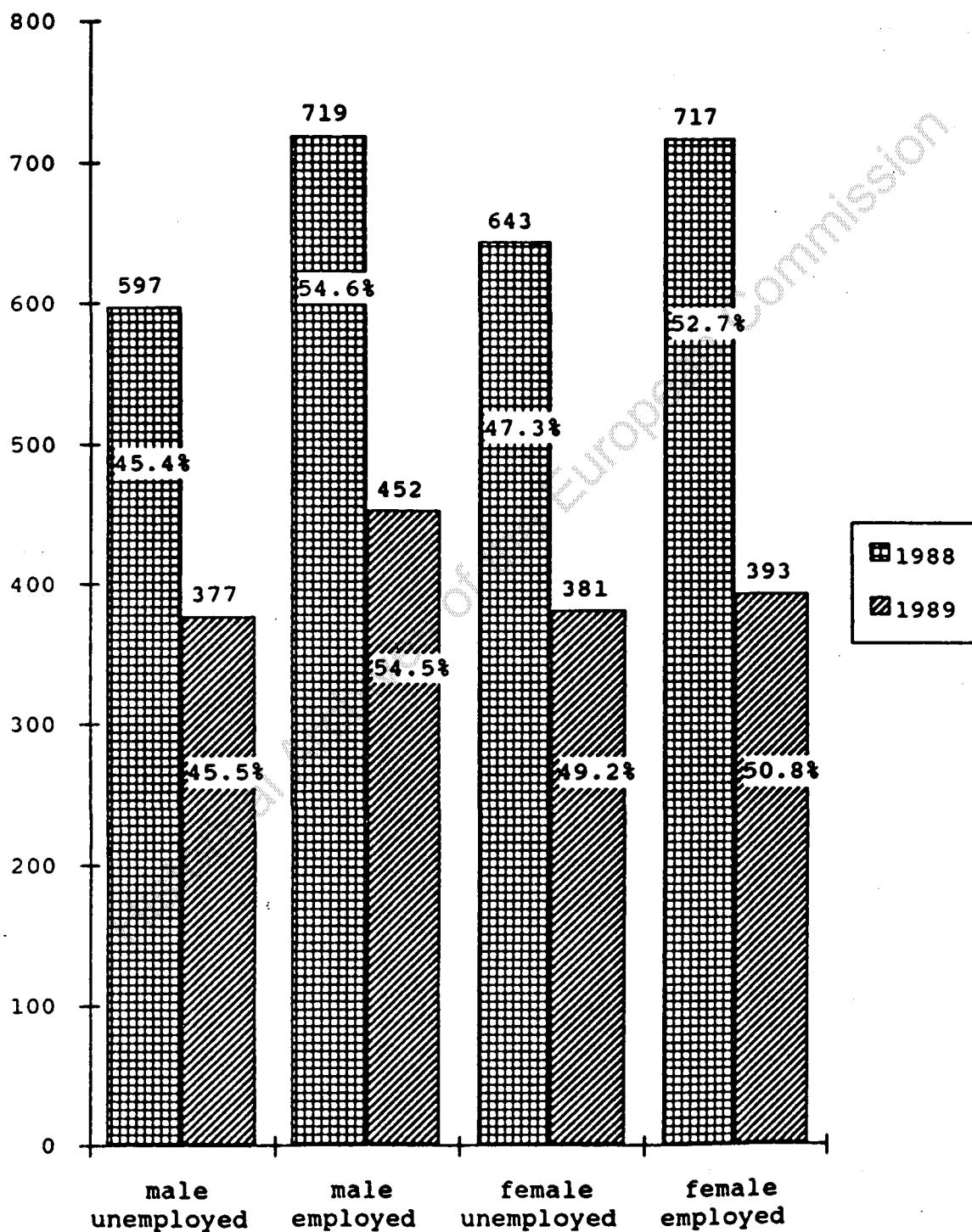


Table 5.1. Unemployed/Employed Young Workers
in 1988/1989



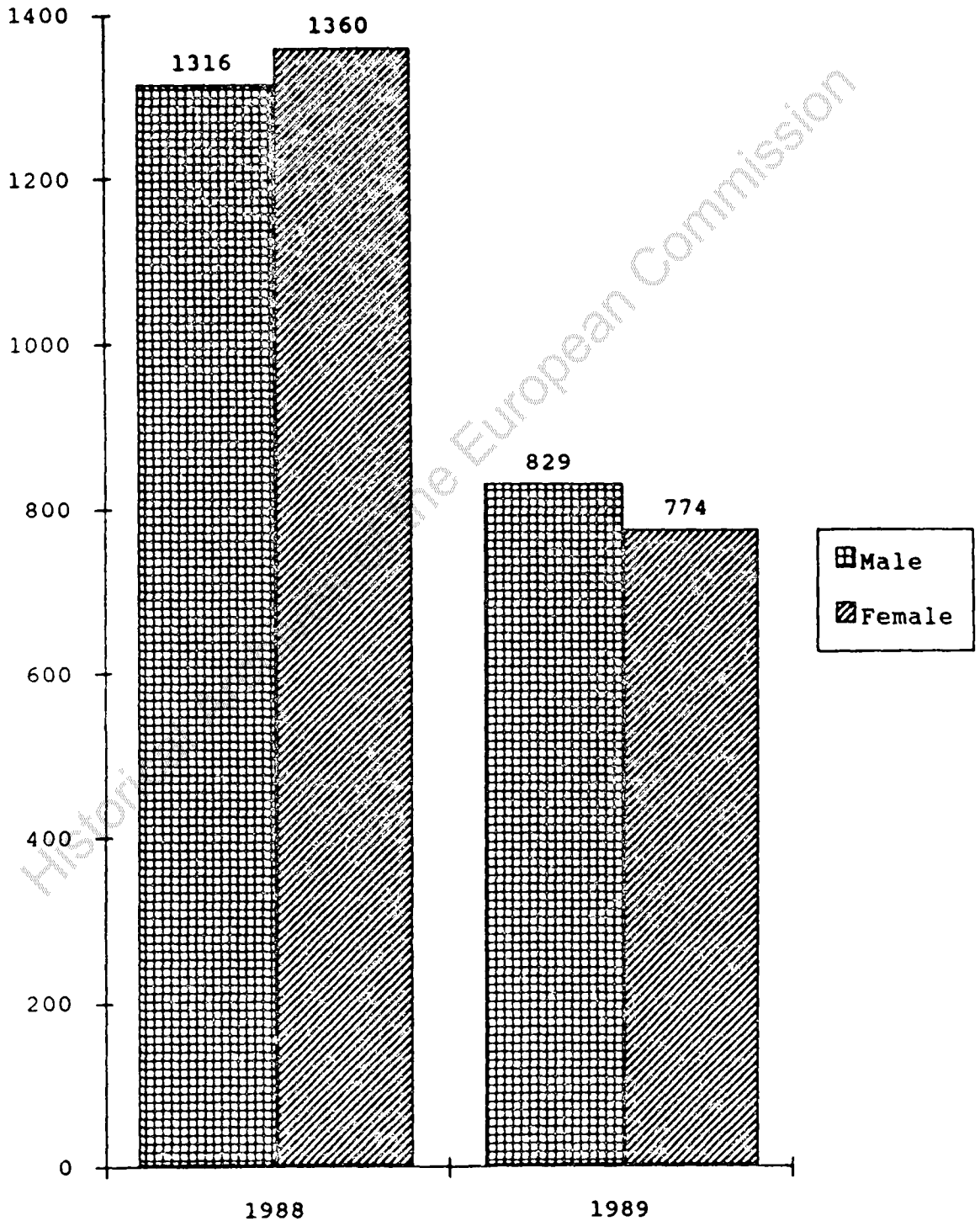
Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 5.2. Unemployed/Employed Male/Female
Young Workers in 1988/1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 6. Male / Female Young Workers in 1988 / 1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

ANNEX 2

Historical Archives of the European Commission

Detailed list of areas in which Young Workers Exchange
projects took place in 1988 and 1989

Agriculture	Hospitals
Agroindustry	Hotel and catering
Archeology	Hunting
Arts	Import/export
Art restoration	Insurance
Audiovisual production	Landscape gardening
Banking	Local employment initiatives
Boat building	Manufacturing industries
Ceramics	Marketing
Chemical industry	Media
Circus	Metal working industry
Commerce	Music
Computers	Nature conservation
Construction	Nursing
Crafts	Public administration
Cultural "animateurs"	Recycling
Disabled workers	Secretariat
Distribution	Sports
Engineering	Technical assistance to agriculture
Environment protection	Telematics
Fisheries	Textiles
Food, drink and tobacco industry	Theatre
Food processing industry	Tourism
Forestry	Transport
Health and social services	Viticulture
Horticulture	Vocational training

ISSN 0254-1491

COM(90) 377 final

DOCUMENTS

FR

05

N° de catalogue : CB-CO-90-397-FR-C

ISBN 92-77-63156-2

PRIX DE VENTE	jusqu'à 30 pages: 3,50 ECU	chaque 10 pages en plus: 1,25 ECU
---------------	----------------------------	-----------------------------------

Office des publications officielles des Communautés européennes

L-2985 Luxembourg

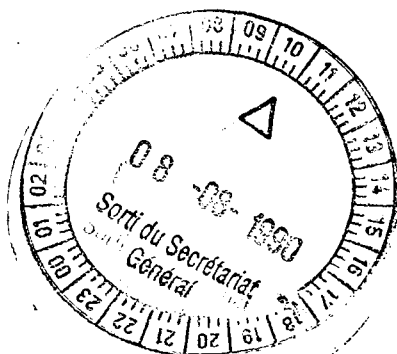
KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(90)377 endg.

Brüssel, den 1. August 1990

ZWEITER BERICHT ÜBER DAS DRITTE GEMEINSAME PROGRAMM ZUR FÖRDERUNG DES AUSTAUSCHS JUNGER ARBEITSKRÄFTE 1988 - 1989

(von der Kommission vorgelegt)



**ZWEITER BERICHT ÜBER
DAS DRITTE GEMEINSAME PROGRAMM ZUR FÖRDERUNG
DES AUSTAUSCHS JUNGER ARBEITSKRÄFTE
1988 - 1989**

1. EINLEITUNG

- 1.1. Das "Dritte gemeinsame Programm zur Förderung des Austauschs junger Arbeitskräfte innerhalb der Gemeinschaft" wurde durch Beschluß des Rates vom 13. Dezember 1984 angenommen und erstreckt sich über den Zeitraum 1985-1990.
- 1.2. Bei dem dritten gemeinsamen Programm handelt es sich um die neueste Fassung eines der ältesten Jugendaustauschprogramme der Gemeinschaft, das 1964 gestartet wurde und auf dem Artikel 50 der Römischen Verträge basiert. Seitdem wurden verschiedene andere Jugendaustauschprogramme eingerichtet, vor allem das COMETT-Programm, das ERASMUS-Programm und als letztes das LINGUA-Programm.
- 1.3. Das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte bietet die Gelegenheit zur Teilnahme an einem Gemeinschaftsprogramm, das Erfahrungen mit Lebens- und Arbeitsbedingungen in anderen Mitgliedstaaten ermöglicht, die für das Erwachsenen- und das Erwerbsleben notwendigen Kenntnisse - einschließlich der Entwicklung beruflicher Kenntnisse und praktischer Fertigkeiten, sowie der Fähigkeiten zu zwischenmenschlicher Kommunikation zwischen Individuen mit einem unterschiedlichen kulturellen Hintergrund - fördert und es den Teilnehmern ermöglicht, gemeinsame Interessen mit jungen Leuten aus anderen Mitgliedstaaten zu entdecken, und vor allen Dingen das Bewußtsein einer gemeinsamen europäischen Identität zu entwickeln.

2. VERWALTUNG

- 2.1. Die Kommission legt die Vorschriften und Richtlinien des Projekts fest, die Durchführung der einzelnen Projekte obliegt jedoch in erster Linie den Veranstaltern des Austauschs. Jede Organisation kann sich um Zuschüsse für den Austausch junger Arbeitskräfte bewerben, solange sie sich an Richtlinien hält. In jedem Mitgliedstaat gibt es einen Regierungsvertreter, der als nationaler Koordinator für das Austauschprogramm fungiert. Das Büro für Jugendaustausch der Europäischen Gemeinschaft unterstützt die Kommission bei der Durchführung des Austauschprogramms für junge Arbeitskräfte.
- 2.2. VERANSTALTER DES AUSTAUSCHS
 - 2.2.1 Die Veranstalter des Austauschs sind für die Organisation und die Durchführung der Austauschvorhaben verantwortlich und bleiben darum das wichtigste Element in dem strukturellen Gefüge, das die Kommission eingerichtet hat. Die Beziehung zwischen der Kommission und jedem Veranstalter werden durch Verträge für die einzelnen Austauschprojekte geregelt. In diesen Verträgen werden die Voraussetzungen für die Durchführung des Austauschs, die Verpflichtungen der betreffenden Körperschaft oder der betreffenden Gruppe sowie die finanzielle Verantwortung festgelegt.

2.2.2. Die Mehrzahl der Veranstalter des Austauschs fällt unter zwei Kategorien: diejenigen, die auf europäischer Ebene tätig sind und jene, die hauptsächlich auf nationaler Ebene wirken, jedoch eine Gemeinschaftsdimension erlangt haben. Die Veranstalter befassen sich vor allem mit Austauschprogrammen, Programmen für die berufliche Bildung oder einer Vielzahl von sozialen, kulturellen und Unterrichtsprojekten für Zielgruppen aus bestimmten Berufsgruppen oder Branchen. Sie nutzen ihre Organisation dazu, den Jugendaustausch zu entwickeln. Diese breite Palette von Organisationen hat dazu beigetragen, daß Austauschvorhaben im Rahmen des Programms in einer Vielzahl von Branchen durchgeführt werden.

2.2.3. 1988 erhielten 18 Organisationen Zuschüsse, und 1989 erhielten insgesamt 29 Organisationen Zuschüsse für den Austausch junger Arbeitskräfte.

2.2.4. 1988/89 fanden 3 Tagungen mit am Programm beteiligten Veranstaltern statt:

- 23. März 1988 : eine eintägige Tagung in Brüssel, um den Veranstaltern die bestehenden Verwaltungsverfahren zu erklären.
- 24./27. September 1988: Eine "Brainstorming"-Tagung am Lago Maggiore in Italien mit der Zielsetzung, die Vertreter der Hauptveranstalter und eine Anzahl von außenstehenden Experten zusammenzubringen, um folgendes zu diskutieren:
 * Möglichkeiten für die langfristige Entwicklung des Programms

 und

 * Richtlinien für die beiden verbleibenden Jahre des dritten Programms.
- 26./27. Oktober 1989: eine zweitägige Tagung in Brüssel, um die finanziellen und administrativen Aspekte des Programms für 1990 zu erörtern, um die statistische Auswertung des Programms, die von der Kommission vorgenommen wurde, eingehend zu betrachten und um Standpunkte über den Kontext und den Umfang des vierten Programms auszutauschen.

2.3. NATIONALE KOORDINATOREN

2.3.1 Die Kommission legt großen Wert darauf, daß die Veranstalter Verbindung zu den nationalen Koordinatoren halten, um Pläne für Austauschvorhaben zu erörtern, und sie müssen ein Exemplar jedes Projektvorschlags, der der Kommission vorgelegt wird, auch den entsprechenden nationalen Koordinatoren zukommen lassen.

- 2.3.2. Am 24. Oktober 1988 fand in Brüssel eine Sitzung mit den nationalen Koordinatoren statt, um sie über die Entwicklungen zu informieren und einen Überblick über die Perspektiven für das vierte Programm zu geben.

3. PRAKTISCHE ERGEBNISSE 1988 - 1989

- 3.1 Das Programm steht Jugendlichen im Alter von 18 bis 28 Jahren offen, die entweder eine Stelle haben oder eine Arbeitsstelle suchen und die eine Berufsgrundausbildung abgeschlossen haben oder über entsprechende Berufserfahrung verfügen.
- 3.2. Die kurzen Austauschprogramme dauern zwischen 3 Wochen und 3 Monaten und beinhalten Studienbesuche, Praktika, und einen kurzen Einblick in die Arbeitswelt. Längere Austauschprogrammen dauern 4 bis 16 Monate. Hier handelt es sich vor allem um Arbeitseinsätze, denen ein Sprach- und Einführungskurs vorausgeht.
- 3.3. Von 1986 bis 1988 belief sich das Jahresbudget für das Programm jedesmal auf 4,5 Millionen ECU, 1989 wurde es um 500.000 ECU auf 5 Millionen ECU erhöht. Dennoch ist die Teilnehmerzahl von 2304 im Jahre 1987 auf 2676 im Jahre 1988 und ungefähr 3044 (1) im Jahre 1989 gestiegen, und die Anzahl der bezuschußten Projekte ist von 146 im Jahre 1988 auf 158 im Jahre 1989 angewachsen. Es sollte auch angemerkt werden, daß die Pauschalzuschüsse pro Teilnehmer pro Woche um 10 ECU angehoben wurden und so eine Erhöhung der Zuschüsse pro Teilnehmer pro Woche erlaubten.
- 3.4. Die Durchschnittskosten pro Teilnehmer und Woche beliefen sich 1988 auf 141 ECU, und dieser Betrag ist 1989 auf 168,9 ECU gestiegen. Der durchschnittliche Zuschuß pro Teilnehmer und Woche ist von 117 ECU im Jahre 1988 auf 137,3 ECU im Jahre 1989 gestiegen.
- 3.5. Der leichte Anstieg sowohl der Durchschnittskosten als auch der Zuschüsse zeigt erstens die Fähigkeit der Veranstalter, die Kosten zu reduzieren und zweitens die Fähigkeit einiger Veranstalter - besonders jener, die sich neu am Programm beteiligen - andere Einnahmequellen zu sichern und so den erforderlichen Zuschuß zu reduzieren.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 1, Anlage 1.

- 3.6. Die Projekte werden normalerweise halbjährlich genehmigt, zu Beginn und im Juni eines jeden Jahres. Das hat den Vorteil, daß die Finanzierung zur Jahresmitte noch einmal überprüft werden kann. Die Veranstalter unterrichten die Kommission über jede Nichtverwendung von gewährten Zuschüssen. Überschüßbeträge können sofort abgezogen und einem anderen Projekt zugewiesen werden.
- (1) Die Zahl für 1989 basiert auf den geplanten Teilnehmerzahlen der detaillierten Anträge und nicht, wie in den vorangehenden Jahren, auf tatsächlichen, endgültigen Zahlen.

3.7. AUSTAUSCHVORHABEN MIT KÜRZERER UND LÄNGERER LAUFZEIT

- 3.7.1. Gemäß dem Ratsbeschluß werden Austauschprojekte in Projekte von kürzerer und Projekte von längerer Laufzeit eingeteilt. Beide haben ihre speziellen Zielsetzungen im Rahmen der allgemeinen Leitlinien.
- 3.7.2. 1988 und 1989 sind die Vorhaben mit längerer Laufzeit zurückgegangen. Dafür gibt es mehrere Gründe:
- Zunehmende Schwierigkeiten, überhaupt einen Arbeitsplatz zu finden, insbesondere als Ausländer in den verschiedenen Mitgliedstaaten.
 - Jugendliche, die einen Arbeitsplatz haben, zögern, diesen, sei es auch nur vorübergehend, zu verlassen, um an dem Programm teilzunehmen.
 - Zunahme der Austauschprogramme mit mittlerer Laufzeit, im allgemeinen zwischen 13 und 16 Wochen, denen häufig ein sehr kurzer Sprachkurs vorausgeht. Sie kombinieren die Zielsetzungen mit kürzerer und längerer Laufzeit von Projekten, wobei viele der Probleme, die bei längeren Vorhaben auftreten, vermieden werden.
- 3.7.3. Die Kommission wird natürlich auch künftig beide Programmarten unterstützen und darauf achten, daß das Programm möglichst vielen Jugendlichen offensteht und daß zwischen den Branchen, in denen Austauschprogramme durchgeführt werden, eine relative Ausgewogenheit besteht. Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 2, Anhang 1.

3.8. RÄUMLICHE VERTEILUNG

- 3.8.1 Es bleibt eine gewisse Über-Konzentration auf das Zentrum der Gemeinschaft, doch die Bemühungen um Ausgewogenheit erweisen sich als erfolgreich. Eine vorrangige Aufgabe des Programms ist es, die Beteiligung von Jugendlichen aus Randgebieten oder benachteiligten Gebieten zu fördern.
- 3.8.2 Die Kommission ist um eine generelle Ausgewogenheit zwischen der Anzahl junger Arbeitskräfte, die in einem Land aufgenommen werden, und der Zahl derer, die zum Austausch ins Ausland gehen, bemüht. Dieser Grundsatz der Ausgewogenheit, der bei den meisten Programmen funktioniert, soll nach Auffassung der Kommission auch weiterhin dort, wo es machbar ist, die Basisziele des Programms stützen.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 3, Anhang 1.

3.9. AUFTEILUNG NACH SEKTOREN

- 3.9.1. Obwohl in früheren Jahren des Programms der primäre und der sekundäre Sektor bei den Austauschprojekten dominierten, spiegelt sich heute die Entwicklung des tertiären Sektors in der Wirtschaft der Gemeinschaft in dem Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte wider. Dieser Sektor ist jetzt der größte Sektor des Programms.

3.9.2. 1988 waren der primäre Sektor mit 14,4% (21 Projekte), der sekundäre Sektor mit 37% (54 Projekte) und der tertiäre Sektor mit 48,6% (71 Projekte) vertreten. 1989 sahen die Zahlen so aus: 13,3% (21 Projekte) im primären Sektor, 31% (49 Projekte) im sekundären Sektor und 55,7% (88 Projekte) im tertiären Sektor.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 4, Anhang 1.

3.9.3. Innerhalb der drei Sektoren verteilten sich die Projekte wie folgt:

		1988		1989
Primärer Sektor				
- Landwirtschaft	11,6%	17 Projekte	10,8%	17 Projekte
- Forstwirtschaft & Fischfang	2,7%	4 Projekte	2,5%	4 Projekte
Sekundärer Sektor				
- Metallverarbeit. & mechan. Industrie	4,1%	6 Projekte	1,3%	2 Projekte
- Andere Fertigungsindustrien	19,9%	29 Projekte	12,0%	19 Projekte
- Kunstgewerbe	5,5%	8 Projekte	2,5%	4 Projekte
- Andere	7,5%	11 Projekte	15,2%	24 Projekte
Tertiärer Sektor				
- Fremdenverkehr	1,5%	2 Projekte	2,0%	3 Projekte
- Hotel- und Gaststättengewerbe	5,5%	8 Projekte	4,4%	7 Projekte
- Gesundheits- und Sozialeinrichtungen	4,8%	7 Projekte	8,2%	13 Projekte
- Kultur- und Freizeiteinrichtungen	17,1%	25 Projekte	13,9%	22 Projekte
- Computer/Informatik	2,7%	4 Projekte	1,3%	2 Projekte
- Andere	17,1%	25 Projekte	25,9%	41 Projekte
INSGESAMT				
	100%	146 Projekte	100%	158 Projekte

3.9.4. Ein ausführliches Verzeichnis aller Bereiche, in denen 1988 und 1989 Austauschprojekte stattfanden finden Sie im Anhang 2.

3.10. TEILNEHMERPROFIL

3.10.1. Seitdem auch arbeitslose Jugendliche an dem Programm teilnehmen können, ist der Anteil der arbeitslosen Teilnehmer stetig gestiegen, von 46,4% im Jahre 1988 auf 47,3% im Jahre 1989, das bedeutet, daß fast die Hälfte der Programtteilnehmer Arbeitssuchende sind.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 5, Anhang 1.

- 3.10.2. Ein anderes Hauptziel des dritten Programms ist die Schaffung gleicher Chancen für Männer und Frauen. Die Kommission hat besonders darauf geachtet, daß junge Frauen und junge Männer gleichberechtigt vertreten sind und daß die Frauen ermutigt werden, an Austauschprogrammen im Bereich Neue Technologien teilzunehmen. Sowohl 1988 als auch 1989 wurde dieses Ziel erreicht: Das Gleichgewicht war hergestellt und ungefähr 50% der Programmteilnehmer waren junge Frauen.

Eine genaue statistische Analyse finden Sie im Schaubild 6, Anhang 1.

3.11. BERUFSERFAHRUNG

Das dritte gemeinsame Programm soll den betreffenden jungen Teilnehmern keine berufliche Grundausbildung und -erfahrung in einem anderen Mitgliedstaat vermitteln, sondern die Ausbildung und Erfahrung, die sie bereits im eigenen Land erworben haben, ergänzen. Die Kommission hält es immer noch für entscheidend, daß auch die Vorhaben mit kürzerer Laufzeit wirkliche Berufserfahrung vermitteln und daß die in den Projekten mit längerer Laufzeit erworbene Berufserfahrung von so guter Qualität und so hohem Wert sein sollte, daß Arbeitgeber und Arbeitnehmer gleichermaßen zur Teilnahme an dem Programm ermuntert werden.

3.12. FINANZIERUNG DER PROJEKTE

- 3.12.1. In den beiden Jahren 1988 und 1989 mußte die Kommission die Finanzierung einer ganzen Reihe von Austauschprojekten aus Etatgründen ablehnen, da die erforderlichen Haushaltsmittel nicht zur Verfügung standen. Die Finanzierungshilfe der Kommission zum Austauschprogramm waren immer als Anreiz für die Entwicklung von Austauschprogrammen für junge Arbeitskräfte in der Gemeinschaft konzipiert. Damit sollten nie die gesamten Kosten für jedes Austauschprogramm gedeckt werden, obwohl das in der Praxis bei der Mehrzahl von Austauschvorhaben meist der Fall ist. Diese Situation ist offensichtlich unbefriedigend, da dies bedeutet, daß die Anzahl junger Leute, die am Programm teilnehmen können, nicht so hoch ist wie sie andernfalls sein könnte.
- 3.12.2. Wenn das Programm erweitert und von den Gemeinschaftsmitteln weniger abhängig werden soll, ist es für die Veranstalter in Zusammenarbeit mit den nationalen Koordinatoren entscheidend, alle Möglichkeiten zusätzlicher Finanzierung, ob auf Regierungsebene, auf regionaler, lokaler oder privater Ebene, zu sondieren. Nach Meinung der Kommission müssen die Mitgliedstaaten ihre Unterstützung und ihre Maßnahmen auf nationaler Ebene fortsetzen, wenn das Programm auch tatsächlich Auswirkungen auf die jungen Arbeitskräfte überall in der Gemeinschaft haben soll.
- 3.12.3. Die Kommission wird auch weiterhin neue Austauschvorhaben durch andere Beihilfen als die derzeitigen wöchentlichen Pauschalzuschüsse fördern. Diese Praxis ermöglicht es, daß das Ziel der Mitfinanzierung für die Austauschprogramme teilweise erreicht wird, denn das Beihilfesystem verlangt, daß die Veranstalter nach anderen Finanzierungsquellen suchen.

4. AUSWERTUNG DES PROGRAMMS

- 4.1. 1988 wurde eine qualitative Analyse des Inhalts der von den Teilnehmern während des Zeitraums 1985-1987 eingereichten Berichte durchgeführt.
- 4.2. Bei dieser Analyse handelte es sich um eine erste Pilotstudie, die es ermöglichte, bestimmte Tendenzen hinsichtlich der Wirkung des Austauschs auf die Teilnehmer festzustellen.
- 4.3. Im Laufe des Jahres 1989 wurden die langfristigen Auswirkungen, die nach Meinung der jungen Arbeitskräfte Einfluß auf ihre Teilnahme am Programm haben könnten, untersucht.
- 4.4. Vier unterschiedliche Ebenen von Auswirkungen wurden in enger Anlehnung an die Zielsetzungen des Programms untersucht :
 1. Auswirkung auf die Arbeitssituation / Entwicklung des Einzelnen in beruflicher Hinsicht;
 2. Veränderungen auf der Ebene der sozio-kulturellen Umwelt;
 3. Entwicklung eines Bewußtseins für die Probleme der europäischen Politik;
 4. Auswirkungen auf persönliche Zukunftspläne und die persönliche Entwicklung.
- 4.5. Die in dieser Studie untersuchte Gruppe bestand aus Teilnehmern von Austauschprojekten im Jahre 1987, und eine Zufallsstichprobe von 10% wurde zur Erlangung von gültigen Resultaten als ausreichend erachtet. Zusätzlich zu einer schriftlichen Umfrage, die der Studie als Hauptgrundlage diente, wurden 40 Interviews mit ausgewählten Teilnehmern durchgeführt. Die 40 Teilnehmer für das Interview wurden anhand der folgenden Kriterien ausgewählt:
 - alle 12 EG-Mitgliedstaaten mußten berücksichtigt werden;
 - Besonderheiten, die in den Fragebögen erschienen, sollten genauer betrachtet werden, wenn sie für den Forschungsgegenstand bedeutsam waren;
 - den Teilnehmern, die gut fundierte perspektivische Beurteilungen - positive oder negative - abgegeben hatten, sollte Priorität eingeräumt werden;
 - alle Arten von Programmen sollten miteinbezogen werden
 - die quantitative Verteilung der Teilnehmerzahlen pro Land hing dabei von der tatsächlichen Teilnahme am ganzen Austauschprogramm ab;
 - preiswerte Durchführung, d.h. nach Möglichkeit regionale Schwerpunktbildung.
- 4.6. Das Kernstück der Studie bildete ein größtenteils standardisierter Fragebogen, der so aufgebaut war, daß er der logischen Entwicklung der Austauschprojekte folgte.
- 4.7. Die diesjährige Studie enthielt zusätzlich etwa 40 Interviews mit Teilnehmern aus den 12 Mitgliedstaaten, die sich am Austauschprogramm von 1987 beteiligt hatten.

4.8. EINIGE STATISTISCHE ERGEBNISSE

- 4.8.1. Die Aufgliederung der Teilnehmer nach Altersgruppen liefert einen interessanten Hinweis über die Rolle, die die Teilnahme an einem Austausch bei der individuellen Zukunftsplanung spielt. Wenn wir die normale Dauer der Schulausbildung und der beruflichen Grundausbildung berücksichtigen, zeigt sich, daß mehr als ein Viertel der Teilnehmer - 27,5% - direkt nach der Ausbildung am Austausch teilnimmt. Ungefähr 47% besitzt bereits mehrjährige Berufserfahrung, bevor sie an einem Austausch teilnehmen.
- 4.8.2. Das Verhältnis der männlichen/weiblichen Teilnehmer ist mit 49% weiblichen und 51% männlichen Teilnehmern ausgeglichen.

4.9. ERWARTUNGEN, DIE AN DEN AUSTAUSCH GESTELLT WERDEN

- 4.9.1. Mit jeweils 30% der Nennungen stehen der Wunsch, berufliche Kenntnisse zu erweitern, der Wunsch, ein europäisches Nachbarland kennenzulernen, und der Wunsch, eine Fremdsprache zu vervollkommen, im Vordergrund.
- 4.9.2. Nur 15,3% der Teilnehmer an Projekten mit längerer Laufzeit (mehr als drei Monaten) gaben als Hauptmotivator berufliche Gründe an; 32,1% sagten, daß das Kennenlernen eines anderen europäischen Landes der entscheidende Faktor war, und 29,2% gaben die Vervollkommenung ihrer sprachlichen Fähigkeiten als Hauptgrund an.
- 4.9.3. Für die meisten Teilnehmer (46,6%) an den dreiwöchigen Programmen waren berufliche Gründe ausschlaggebend. In derselben Gruppe lag das Kennenlernen eines anderen Landes mit 33,5% an zweiter Stelle. Dies läßt sich in gewisser Weise durch den Charakter dieser kurzen Kurse erklären, die offensichtlich nur eine Einführung bieten können.

4.10. ERFÜLLTEN DIE AUSTAUSCHPROJEKTE DIE ERWARTUNGEN DER TEILNEHMER ?

- 4.10.1. 36,5% aller Teilnehmer erklären, daß ihre Erwartungen voll und ganz erfüllt wurden, und 50% äußern, daß sie im wesentlichen zufrieden sind. Nur 11,5% meinten, ihre Hoffnungen wären im wesentlichen nicht erfüllt worden, und 1,5% äußern, daß sie überhaupt nicht zufrieden sind.
- 4.10.2. Im Vergleich zu 25,2% der Jugendlichen, die an einem Austausch von weniger als einem Monat Dauer teilgenommen hatten, beurteilte ein sehr viel höherer Anteil der Teilnehmer an den Austauschprojekten mit längerer Laufzeit (45% bei allen Programmen mit längerer Laufzeit) ihre Erwartungen als "vollständig erfüllt". Mit den Programmen mit längerer Laufzeit waren nur 7,9% im wesentlichen unzufrieden, im Vergleich dazu ist die Zahl von 18% Negativäußerung für 3-Wochen-Programme signifikant. Dies macht deutlich, daß der Grad, zu dem die Erwartungen erfüllt werden, mit der Länge des Austausches im Zusammenhang steht.
- 4.10.3. Insgesamt geben 87% der Teilnehmer an, daß sie weitgehend zufrieden sind. Die negative Bewertung der 3-Wochen-Programme muß zu einer Neubestimmung des Typs "kurzer Austausch" führen. Betrachtet man es als "erste Einführung" in die verschiedenen Aspekte, einschließlich beruflicher Aspekte, eines anderen Landes, so ist es ein sehr gutes Modell. Es erscheint jedoch als sinnvoll, dieses Modell nicht mehr

in der primären Funktion der Ausbildungsverbesserung einzusetzen - diese Funktion sollten andere, und zwar Modelle von längerer Dauer übernehmen.

4.11. VORBEREITUNG AUF DEN AUSLANDSAUFENTHALT

- 4.11.1. Die Vorbereitung auf einen Auslandsaufenthalt ist von großer Bedeutung für den Erfolg. Kaum ein Viertel aller Teilnehmer kannten ihr Gastland schon vorher. Für 35% der Teilnehmer war der Austausch ihr erster Auslandsaufenthalt.
- 4.11.2. Die Erhebung zeigt, daß viele Teilnehmer sich nach Ende des Aufenthalts nur darüber beklagen, daß sie vorher nicht über das genaue Programm informiert worden waren. Im Gegenteil wurden die meisten Teilnehmer sogar nur mit allgemeinen Informationen über die Branche und die mutmaßlichen Veranstaltungen geworben.
- 4.11.3. Die Mehrheit der Befragten erinnert sich genau an ein unangenehmes Gefühl der Unsicherheit oder Verwirrung.
- 4.11.4. Zusätzlich haben etwa 28% der Teilnehmer von Programmen mit längerer Laufzeit eine unangenehme Erinnerung an die von den Organisationen gebotene Infrastruktur.
- 4.11.5. Nur 16,2% derselben Gruppe - Teilnehmer an Programmen mit längerer Laufzeit - zählen sich zu denen, die eine "sehr angenehme Erinnerung" haben.
Diese Zahl liegt beträchtlich unter dem Durchschnitt von 35,4% aller Teilnehmer, die angeben, "sehr angenehme Erinnerungen" zu haben.
- 4.11.6. In den Interviews hat sich herausgestellt, daß es eine klare Unterscheidung zwischen Sprachkurs und Arbeit gibt :
 - die während der Sprachkurse gebotene Infrastruktur wurde einstimmig als positiv angesehen. Während dieses Zeitraums sind die Veranstalter anwesend, kümmern sich um die Teilnehmer und bieten ein ergänzendes Programm zum (Sprach)kurs an.
 - In den meisten Fällen verändert sich diese Situation sobald die praktische Ausbildung beginnt. Die Teilnehmer fühlen sich dann im Stich gelassen, unter anderem aufgrund der Veränderungen der Umgebung, des veränderten Standorts, usw.
- 4.11.7. Die Frage der Infrastruktur relativiert sich bei allen Austauschprogrammen, bei denen keine größeren Probleme auftauchen (wenn niemand um Hilfe bittet, merkt niemand, daß sie nicht gewährt werden kann).

4.12. BERUFLICHE WEITERBILDUNG IM BETRIEB

- 4.12.1. 68,7% der Teilnehmer an Programmen mit längerer Laufzeit und 61,2% bei den 1-3-monatigen Programmen gaben an, daß die Betriebe auf ihre Ankunft vorbereitet waren.
- 4.12.2. Programme, die auf eine klar definierte Gruppe von Teilnehmern ausgerichtet und darum leichter zu organisieren sind (zum Beispiel Banken, Sparkassen und landwirtschaftliche Betriebe) verlaufen im allgemeinen zufriedenstellender.

4.12.3. In diesem Zusammenhang muß die Studie über die möglichen langfristigen Auswirkungen der Teilnahme an einem Austauschprogramm alle vom Ratsbeschluß für dieses Gemeinschaftsprogramm dargelegten Zielsetzungen berücksichtigen und nicht nur die berufsbezogenen Aspekte.

4.12.4. Die Mobilität der Arbeitnehmer spielt eine bedeutende Rolle im Hinblick auf die wirtschaftlichen und politischen Veränderungen innerhalb der Europäischen Gemeinschaft. Der Binnenmarkt von 1993 kann seine Funktion bezüglich des gemeinsamen Arbeitsmarktes nur erfüllen, wenn der Einzelne bereit ist, seine Arbeits- und Lebensbedingungen zu verändern. Damit dies geschieht, müssen gewisse Voraussetzungen erfüllt werden, wie zum Beispiel eine grundsätzlich positive Einstellung anderen Mitgliedstaaten gegenüber.

4.12.5. Die Frage des beruflichen Nutzens der Teilnahme an Austauschprogrammen ist daher außerordentlich wichtig.

4.12.6. Unmittelbarer beruflicher Nutzen der Teilnahme am Austausch in Relation zur Dauer der Teilnahme

Der Austausch war in beruflicher Hinsicht	Code	Gesamtteilnehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Vorteilhaft	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
Nachteilig	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,7%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
Kein Einfluß	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
INSGESAMT	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Code : 1 = Gesamtzahl
 2 = % der Antworten
 3 = % der Teilnehmer pro Programmart

4.12.7. Diese Zahlen zeigen, daß bei Programmen mit längerer Laufzeit die praktische Berufserfahrung im Ausland deutlich eine positive Auswirkung auf den Arbeitsplatz zuhause hat, und zwar zunehmend entsprechend der Programmdauer :

- 33,8% für Teilnehmer an dreiwöchigen Programmen;
- 49,8% für Teilnehmer an 1-3-monatigen Programmen
- 50,4% für Teilnehmer an längeren Programmen.

4.12.8. Dieses Ergebnis zeigt sich noch deutlicher im Hinblick auf die langfristigen Auswirkungen (nach eineinhalb oder zwei Jahren) :

Beruflicher Einfluß des Austausches	Code	Gesamtteil- nehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Vorteilhaft	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Nachteilig	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Kein Einfluß	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
INSGESAMT	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Code : 1 = Gesamtzahl
 2 = % der Antworten
 3 = % der Teilnehmer pro Programmart

4.12.9. Eine weitere Zielsetzung des Ratsbeschlusses über das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte ist, den Teilnehmern ein wachsendes Interesse für die europäische Politik und ein größeres Bewußtsein der europäischen Dimension dieses Programms zu vermitteln.

4.12.10. In diesem Zusammenhang haben 68,8% aller Teilnehmer erklärt, daß ihr Interesse zugenommen habe. Auch in diesem Punkt unterscheiden sich die Teilnehmer von Programmen mit längerer Laufzeit deutlich von den anderen: 80,7% von ihnen erklärten, ihr Interesse habe zugenommen.

4.13. GESAMTBEURTEILUNG

4.13.1. Die Auswertung der Fragen, die den Teilnehmern im Hinblick auf eine Gesamtbeurteilung der Teilnahme an Austauschmaßnahmen gestellt worden sind, führt zu folgenden Ergebnissen :

	Code	Gesamtteil- nehmerzahl	Weniger als 1 Monat	1-3 Mon.	Mehr als 3 Mon.
Dafür	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
Dagegen	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Keine Angabe	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7%	5,0%
INSGESAMT	1	600	224	236	140
	2	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Code : 1 = Gesamtzahl
2 = % der Antworten
3 = % der Teilnehmer pro Programmart.

4.13.2. Der Anteil von 96% derer, die heute, einige Zeit nach ihrer Erfahrung, zu einer Teilnahme an einem solchen Austausch raten würden, zeigt wie positiv das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte innerhalb der Europäischen Gemeinschaft von ehemaligen Teilnehmern bewertet wird.

4.13.3. Es besteht eine offensichtliche Verbindung zwischen der Dauer eines Austausches und seiner langfristigen positiven Auswirkungen in beruflicher Hinsicht. Dieses Ergebnis wird durch die Angaben der Teilnehmer bezüglich der gewünschten Dauer eines Austausches verstärkt :

- beinahe 88% der Teilnehmer an Programmen von längerer Laufzeit bewerteten dieses Modell (längere Dauer) als positiv;
- etwa 53% der Teilnehmer an 1-3-monatigen Programmen erklärten, sie würden längere Programme (mindestens 6 Monate) vorziehen;
- hinsichtlich der Teilnehmer an dreiwöchigen Programmen zeigt sich eine deutliche Verschiebung des Meinungsbildes: beinahe 60% sprachen sich für Programme zwischen ein und drei Monaten aus und fast ein Viertel für Programme mit längerer Laufzeit.

5. SCHLUSSFOLGERUNGEN

- 5.1. Wie bereits erwähnt, ist die Teilnehmerzahl in den Jahren 1988 und 1989 ständig gewachsen, obwohl das Budget nur begrenzt erhöht wurde. Die Kommission freut sich ebenfalls, einen konstanten Anstieg der Zahl der Veranstalter feststellen zu können (1989 haben sich 19 neue Organisationen um Zuschüsse beworben, 10 von ihnen haben diese Zuschüsse erhalten).
- 5.2. Die Wirkung des seit 1988 verbreiteten Informationsmaterials wird deutlich spürbar und es sollte auch erwähnt werden, daß die Informationsanfragen sowohl von Einzelpersonen als auch von Organisationen immer noch zunehmen.
- 5.3. Schließlich ist in der Mitteilung der Kommission an den Rat "Allgemeine und berufliche Bildung in der Europäischen Gemeinschaft - mittelfristige Leitlinien: 1989-1992" (COM(89) 236 endg.) zu beachten, daß "die Kommission beabsichtigt zu prüfen, inwieweit die den jungen Leuten durch diese beiden Programme (Jugend für Europa und Austausch junger Arbeitskräfte innerhalb der Europäischen Gemeinschaft) gebotenen Möglichkeiten einfacher dargestellt und ihre Verwaltung effektiver gestaltet werden kann. Deshalb werden die beiden Programme zeitlich aufeinander abgestimmt; künftig dürfte dies der Kommission im Bereich des Jugendaustausches insgesamt ein einheitlicheres Vorgehen ermöglichen."
- 5.4. Die Kommission legte ihren diesbezüglichen Vorschlag (COM(90) 79 endgültige Fassung) rechtzeitig vor, so daß der Rat das Austauschprogramm für junge Arbeitskräfte vor Ende des Jahres 1991 (anstatt 1990) endgültig überprüfen kann. Dieser Vorschlag liegt dem Rat zur Zeit vor.

- 15 -

ANLAGE 1

-16-

Schaubild 1.1 Kosten/bezuschufte Projekte 1988/1989

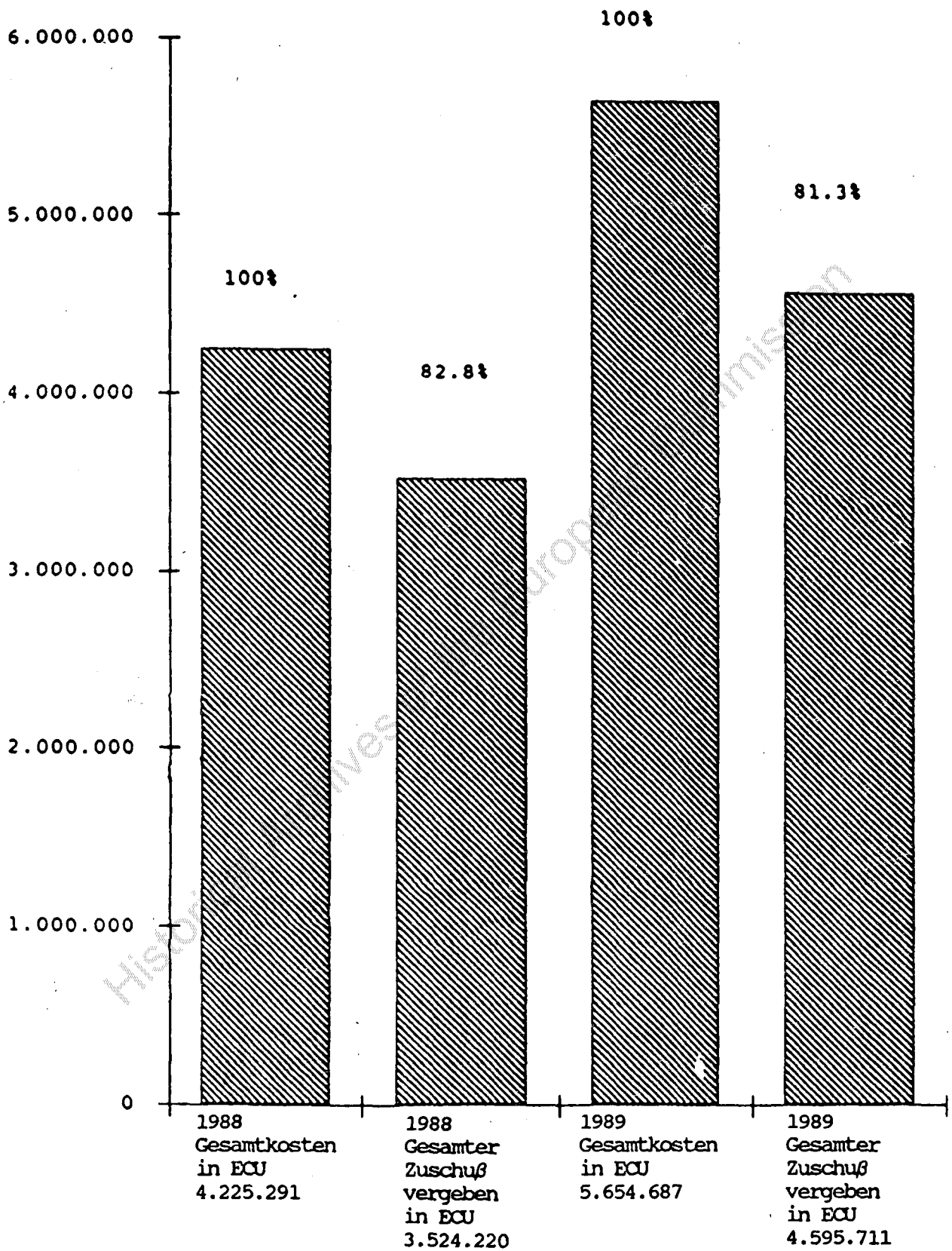


Schaubild 1.2 Durchschnittliche Kosten/Zuschuß pro Teilnehmer
1988/1989

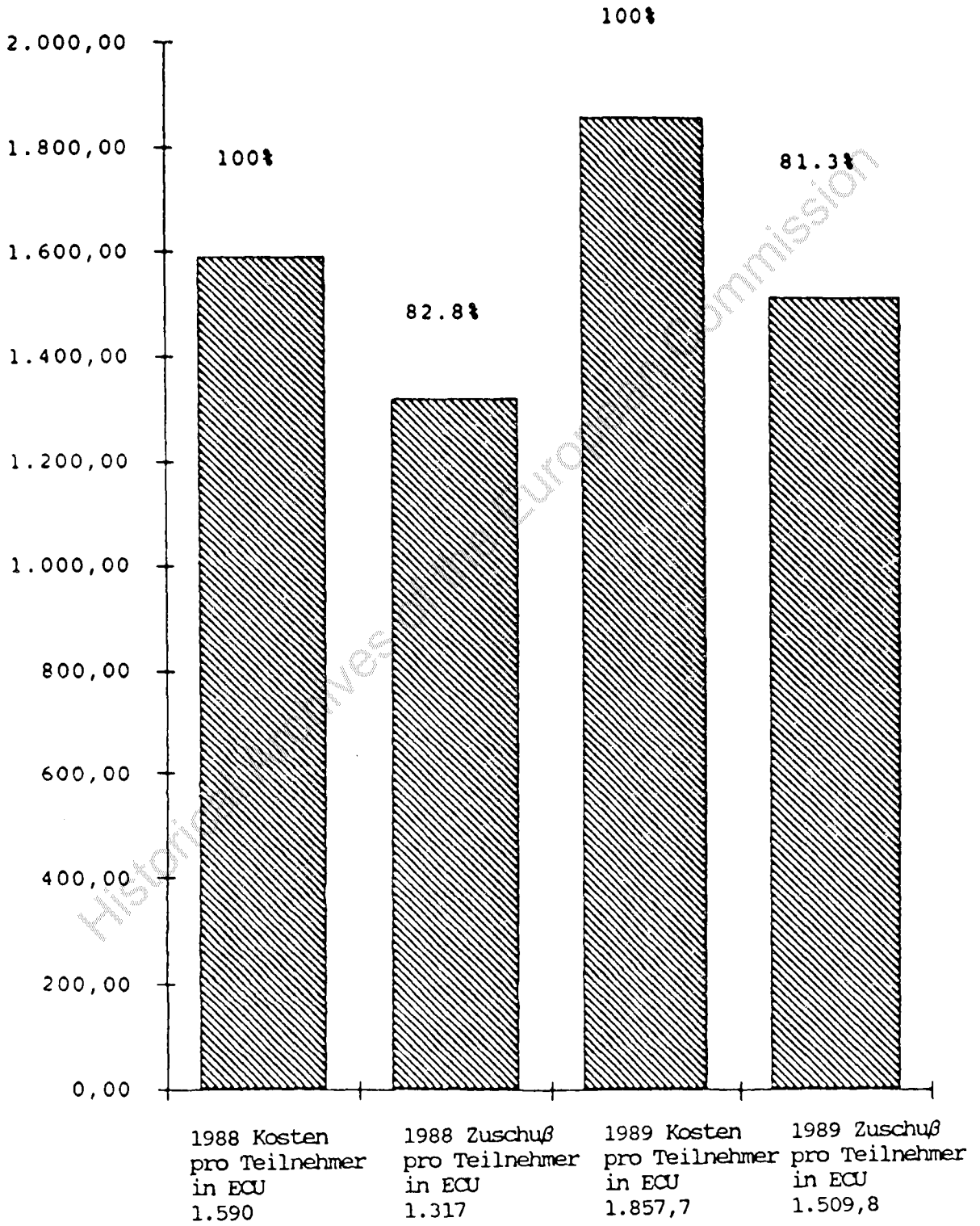


Schaubild 1.3 Durchschnittliche Kosten/Zuschuß
pro Teilnehmer und Woche 1988/1989

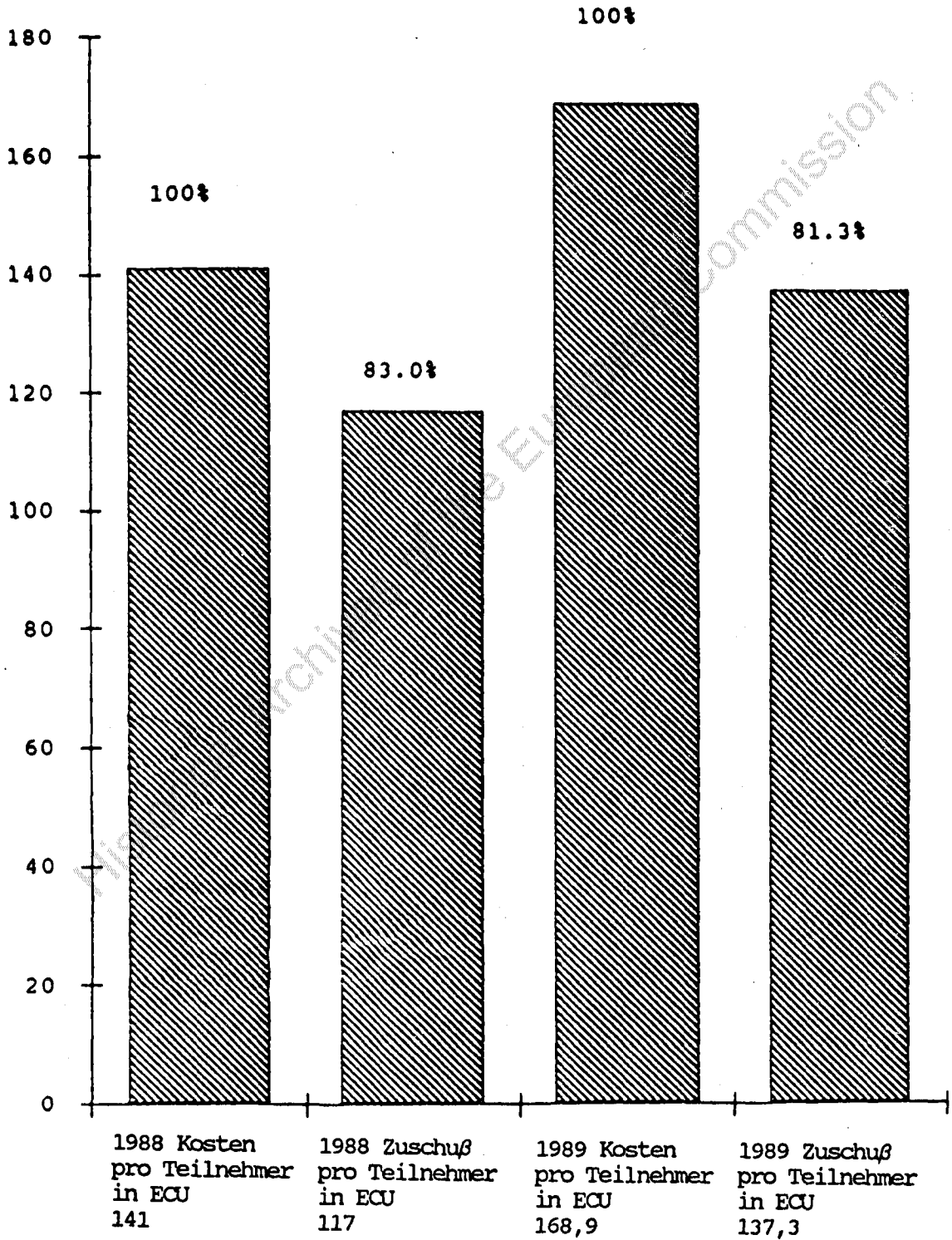


Schaubild 1.4 Durchschnittliche Kosten pro Teilnehmer und Programm mit kürzerer/längerer Laufzeit 1988/1989

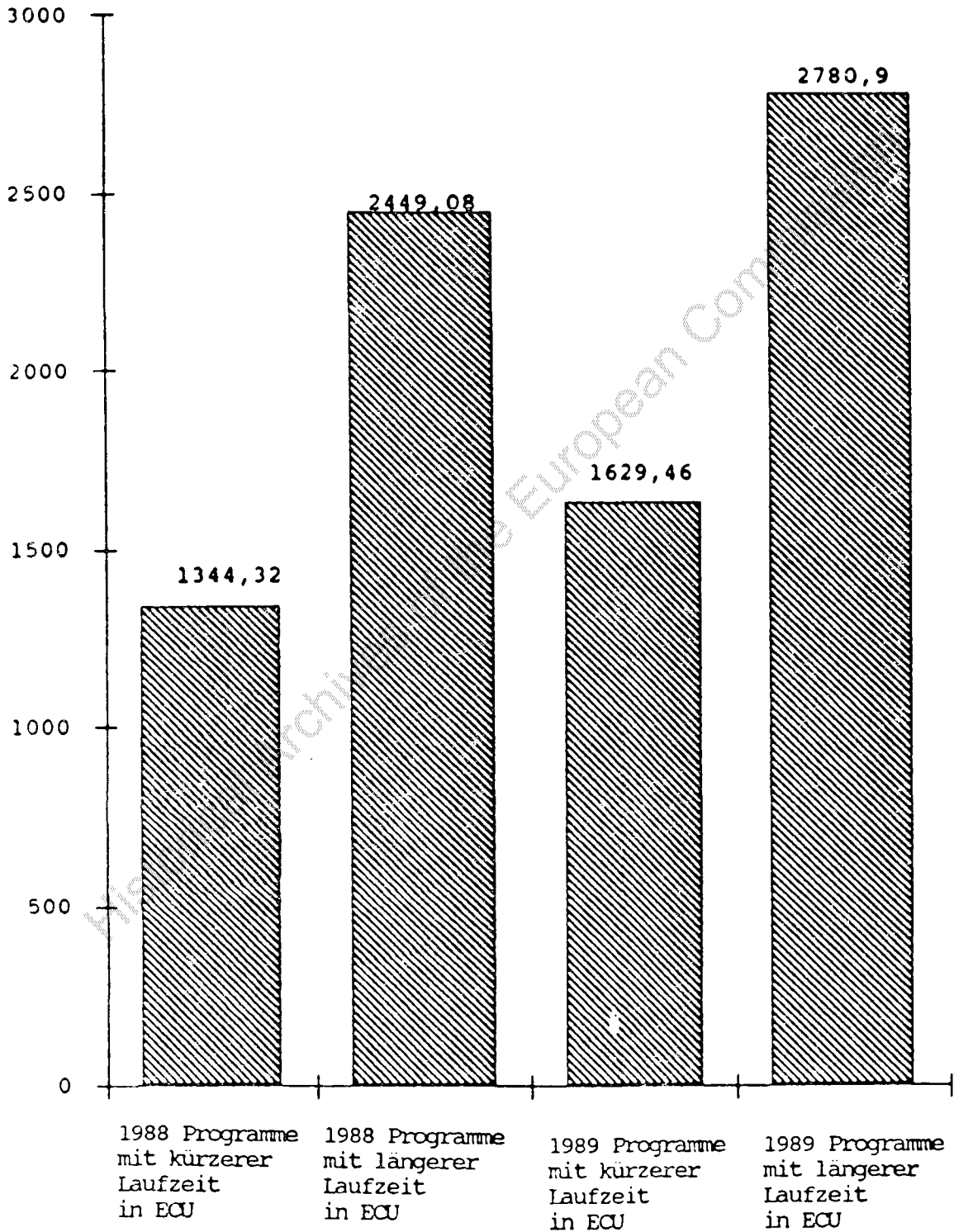


Schaubild 1.5 Durchschnittskosten pro Teilnehmer und Woche und Programm mit kürzerer/längerer Laufzeit 1988/1989

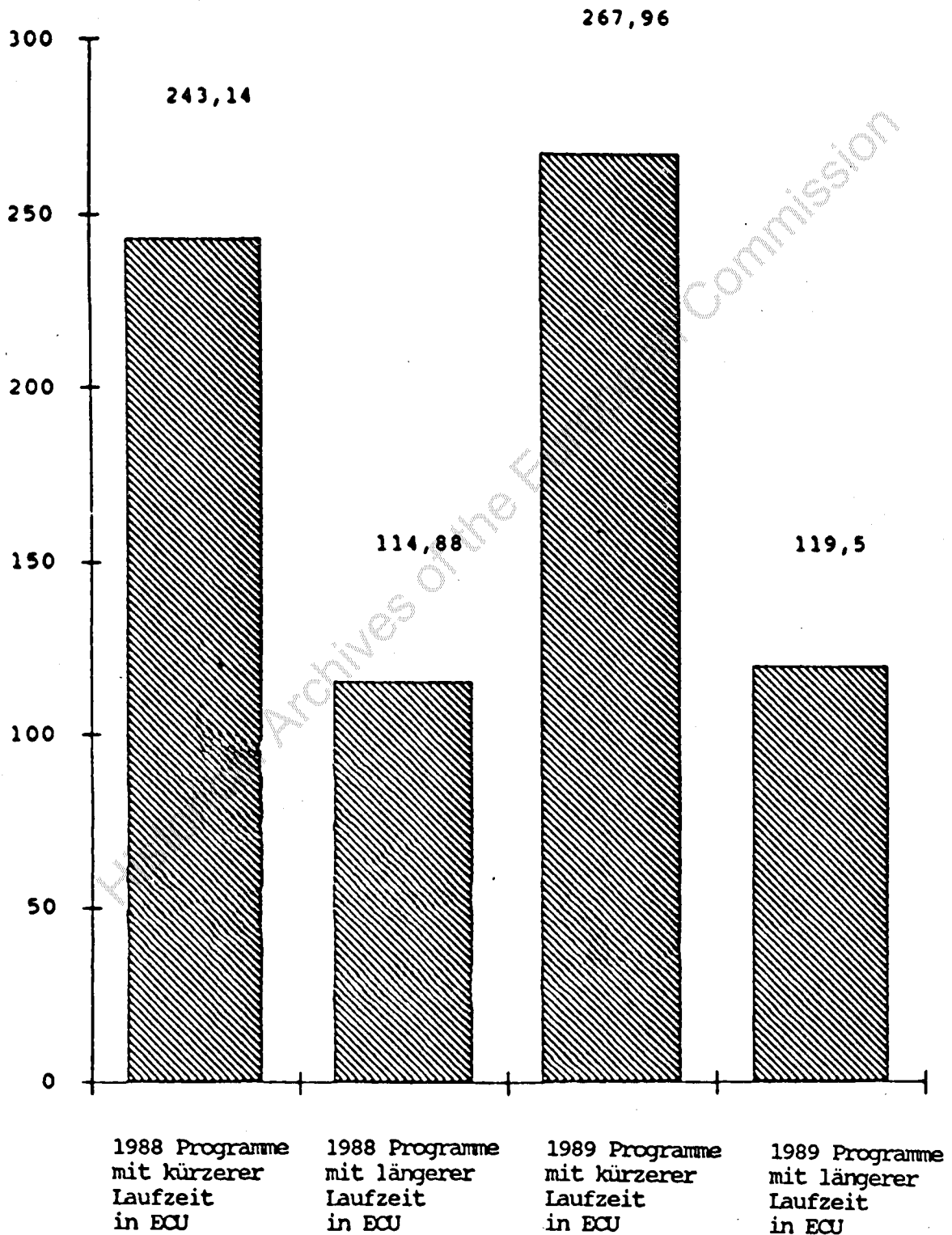


Schaubild 2.1 Projekte mit kürzerer/längerer Laufzeit 1988

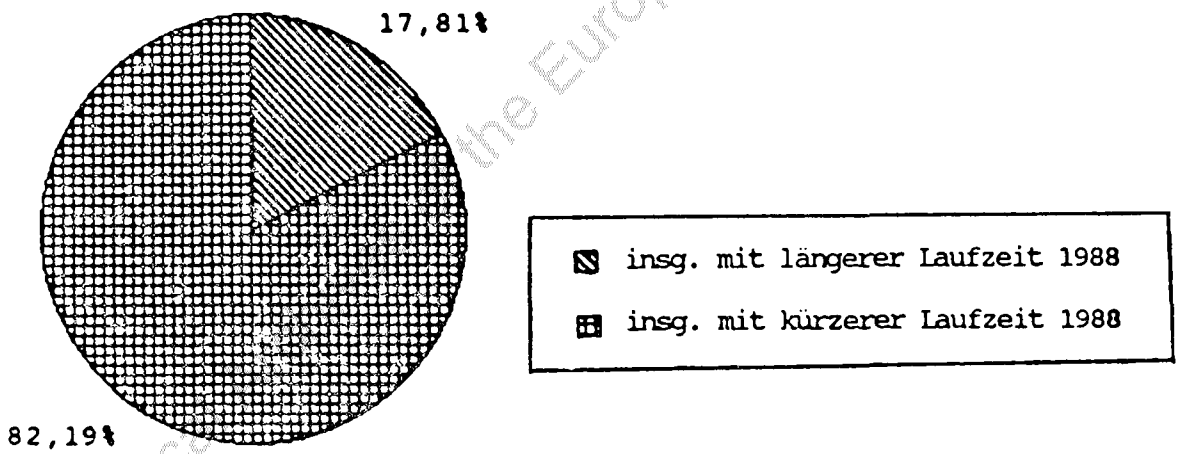


Schaubild 2.2 Projekte mit kürzerer/längerer
Dauer 1989

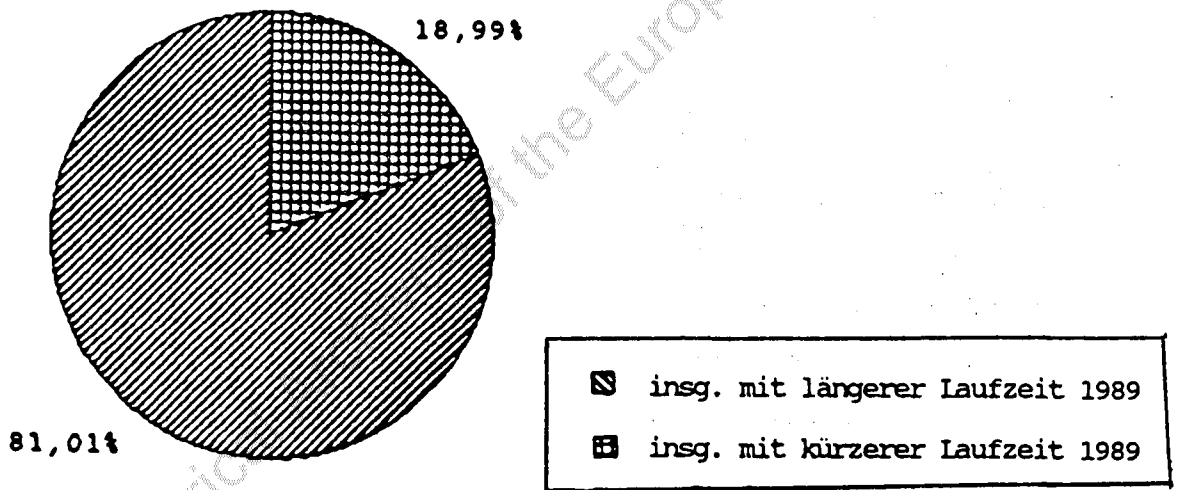


Schaubild 3.1

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	To L
To NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	To NL
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	To UK
To non (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	To non
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2.806	Total

Hinweis : Die Gesamtzahl von 2806 Teilnehmern basiert auf den geplanten Teilnehmerzahlen gemäß ausführlichen Bewerbungen und stimmen daher nicht mit den endgültigen/tatsächlichen Teilnehmerzahlen überein. Aus diesem Grund gibt es eine Abweichung von 130 Teilnehmern gegenüber der endgültigen/tatsächlichen Zahl von 2676 Teilnehmern.

Schaubild 3.2

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
from	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3.044

Hinweis : Die Zahlen für 1989 basieren auf den geplanten Teilnehmerzahlen gemäß ausführlichen Bewerbungen und stimmen daher nicht mit den endgültigen/tatsächlichen Zahlen überein, da viele Austauschprogramme noch nicht beendet sind und spezielle Teilnehmerinformationen nur in Abschlußberichten erhältlich sind.

(*) : Ziel unbekannt

Schaubild 4.1 Aufteilung der Projekte
nach Sektoren 1988

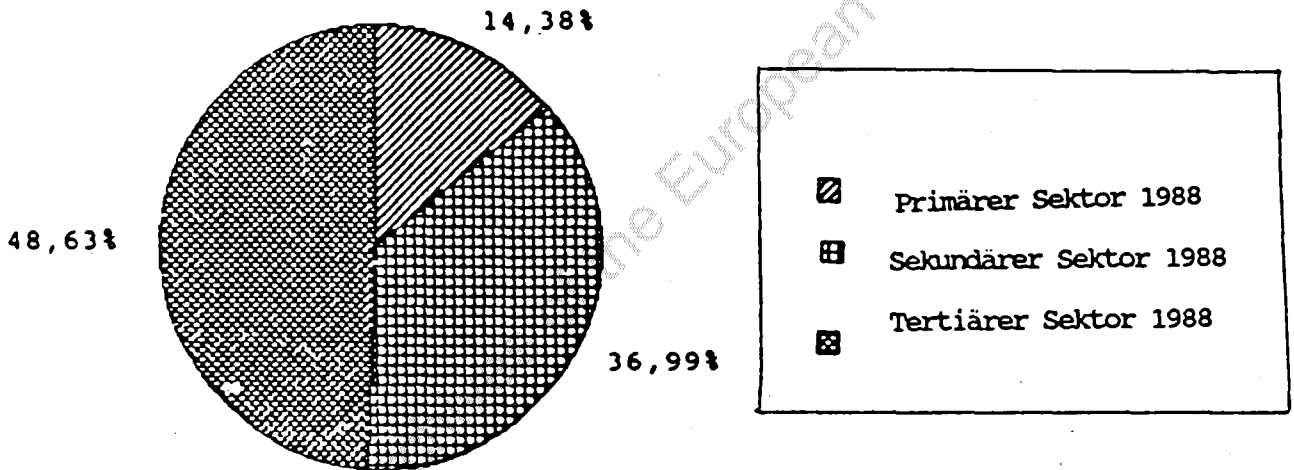


Schaubild 4.2 Aufteilung der Projekte
nach Sektoren 1989

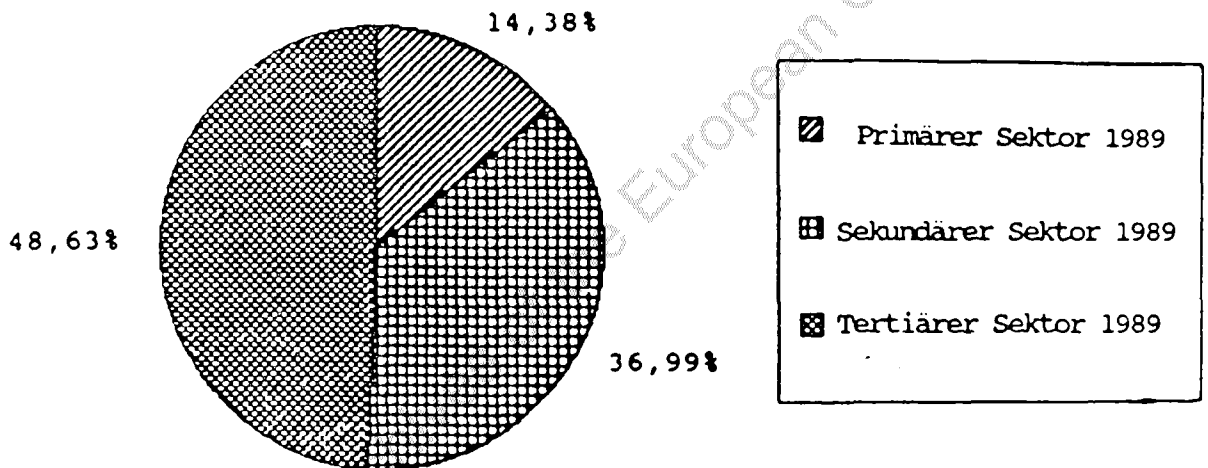
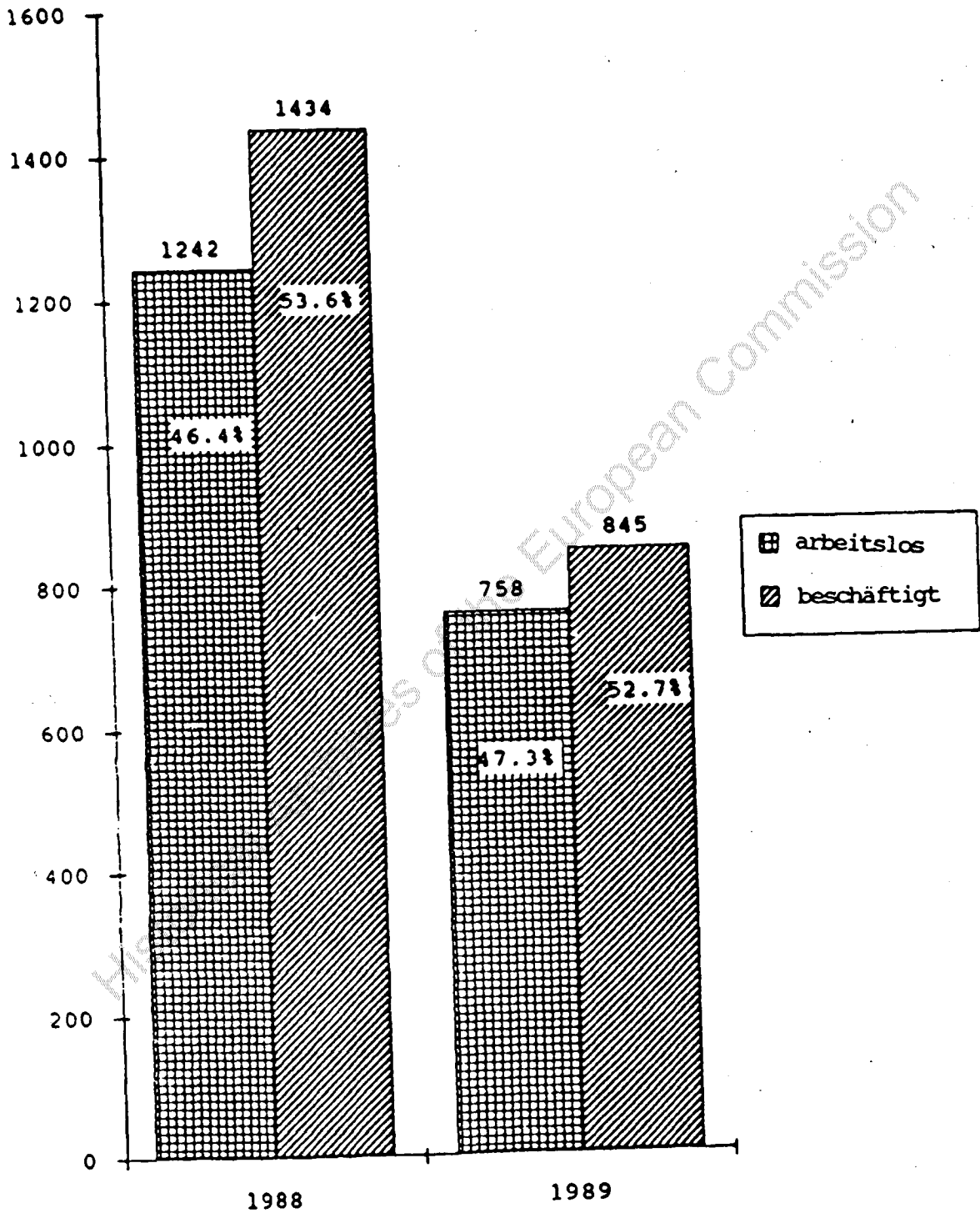
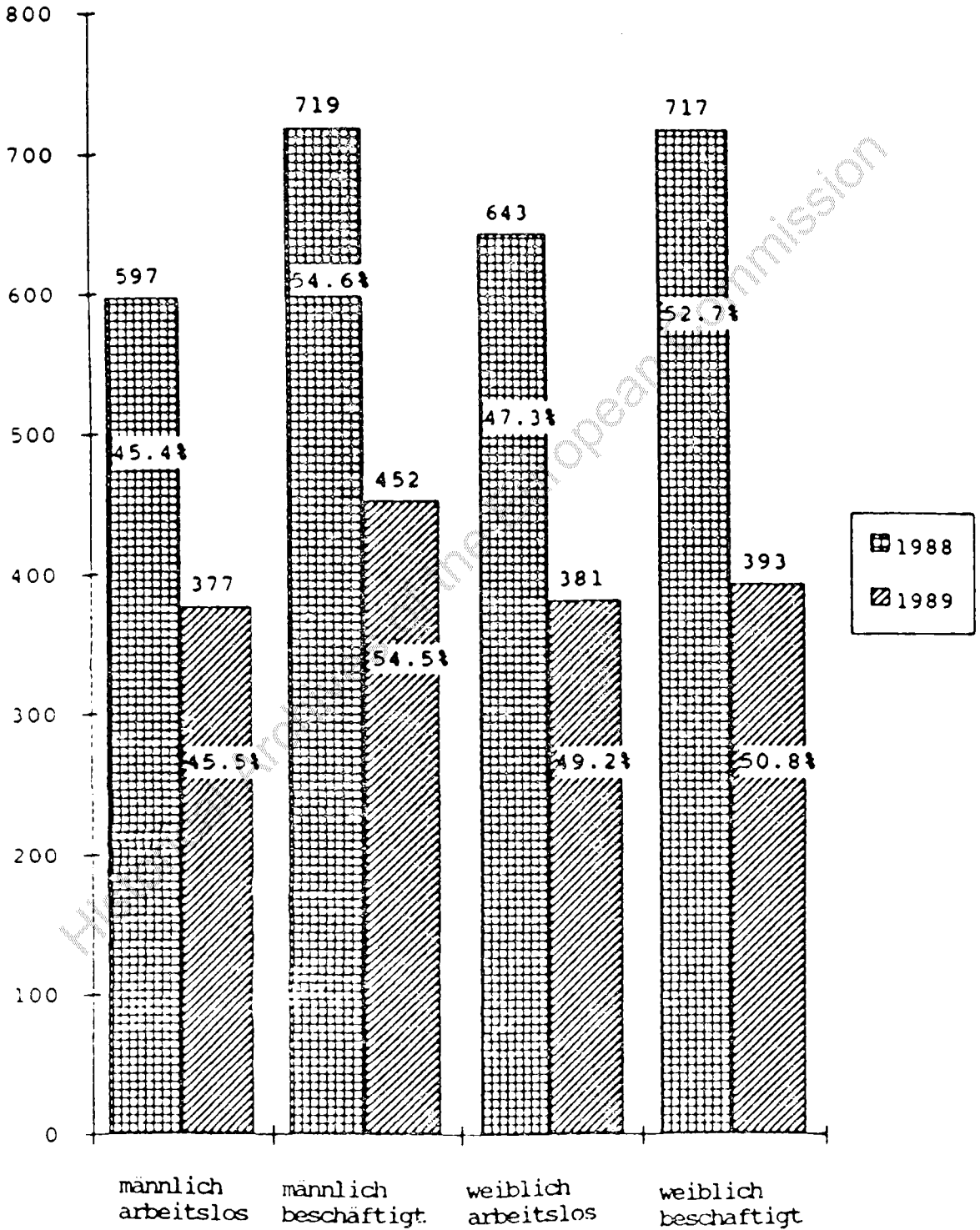


Schaubild 5.1 Arbeitslose/beschäftigte Jugendliche
1988/1989



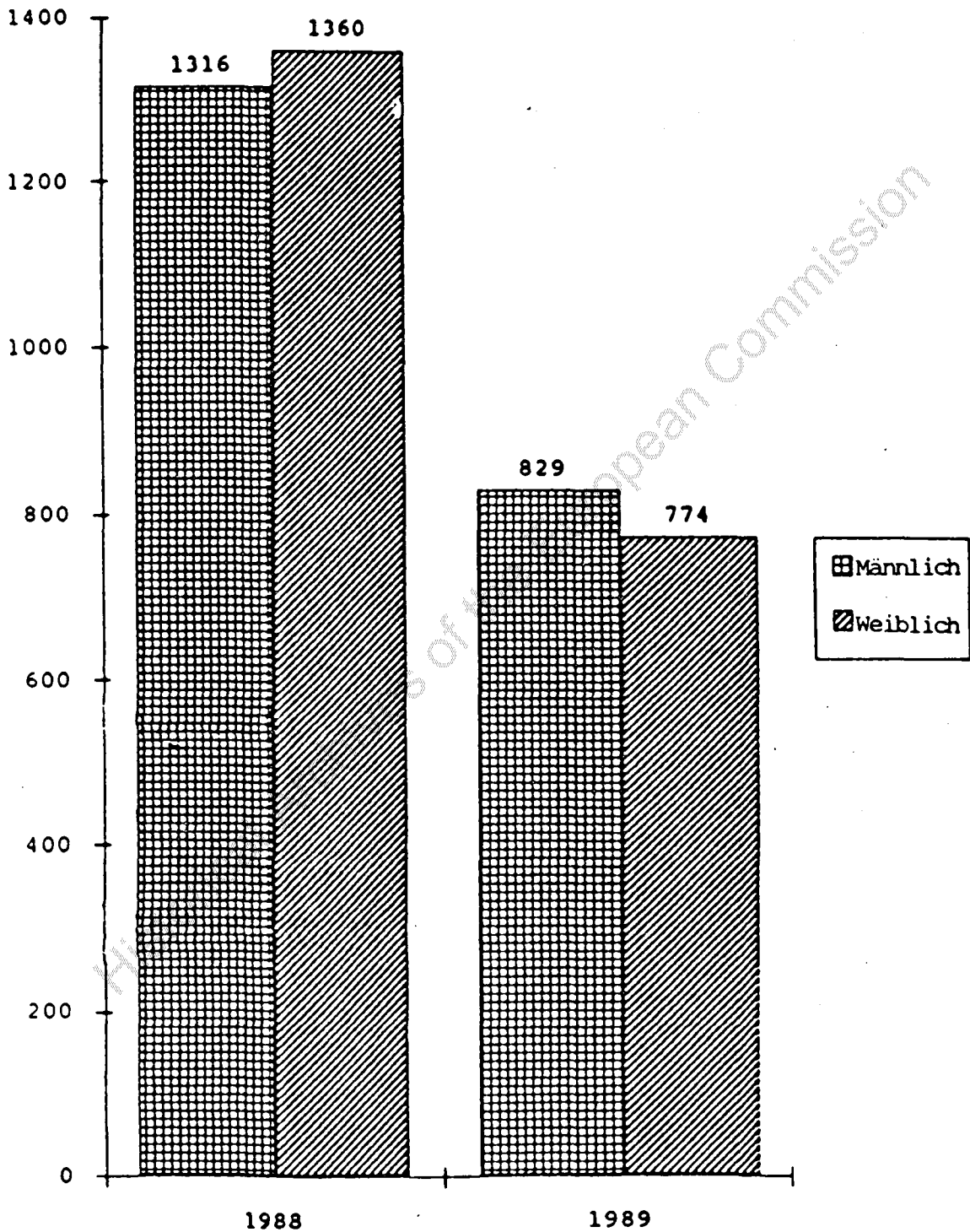
Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

Schaubild 5.2 Arbeitslose/beschäftigte
männliche/weibliche
Jugendliche 1988/1989



Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

Schaubild 6. Männliche/weibliche junge
Arbeitskräfte 1988/1989



Hinweis : Die Informationen für 1989 sind unvollständig,
da viele Projekte noch nicht abgeschlossen sind
und spezielle Teilnehmerinformationen nur in
Form von Abschlußberichten erhältlich sind.

ANLAGE 2

Historical Archives of the European Commission

Anlage 2

Verzeichnis der Bereiche, in denen in den Jahren 1988 und 1989 Austauschprojekte für junge Arbeitskräfte stattgefunden haben

Landwirtschaft	Krankenhäuser
AgroIndustrie	Hotel- und Gaststättengewerbe
Archäologie	Jagd
Künstlerische Berufe	Import/Export
Restaurierung von Kunstwerken	Versicherung
Audiovisuelle Produktion	Landschaftsbau
Banken	Örtliche Beschäftigungsinitiativen
Bootsbau	Fertigungsindustrien
Keramik	Marketing
Chemische Industrie	Medien
Zirkus	Metallverarbeitende Industrie
Handel	Musik
Informatik	Naturschutz
Baugewerbe	Krankenpflege
Handwerk	Öffentliche Verwaltung
Sozio-kulturelle Animation	Recycling
Behinderte Arbeitnehmer	Sekretariate
Vertrieb	Sport
Ingenieurwesen	Technische Beratung für die Landwirtschaft
Umweltschutz	Telenatik
Fischerei	Textil
Nahrungs- und Genussmittelindustrie	Theater
Nahrungsmittelverarbeitende Industrie	Fremdenverkehr
Forstwirtschaft	Transportwesen
Gesundheits- und Sozialeinrichtungen	Weinbau
Gartenbau	Berufsausbildung

ISSN 0254-1467

KOM(90) 377 endg.

DOKUMENTE

DE

05

Katalognummer : CB-CO-90-397-DE-C
ISBN 92-77-63153-8

VERKAUFSPREIS	bis 30 Seiten: 3,50 ECU	pro 10 weitere Seiten: 1,25 ECU
---------------	-------------------------	---------------------------------

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften
L-2985 Luxemburg

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

COM(90) 377 def.

Bruxelles, 1 agosto 1990

SECONDA RELAZIONE

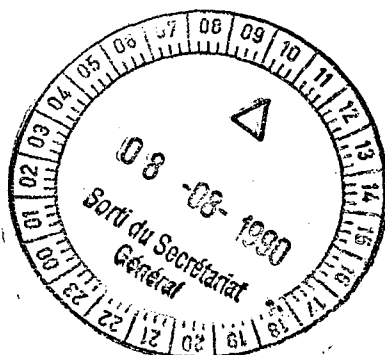
SUL

TERZO PROGRAMMA COMUNE PER

LO SCAMBIO DI GIOVANI LAVORATORI

1988 - 1989

(presentato dalla Commissione)



SECONDA RELAZIONE SUL TERZO PROGRAMMA COMUNE PER

LO SCAMBIO DI GIOVANI LAVORATORI

1988 - 1989

1. INTRODUZIONE

- 1.1. Il "Terzo programma comune destinato a incoraggiare lo scambio di giovani lavoratori all'interno della Comunità europea" è stato adottato dal Consiglio con decisione del 13 dicembre 1984 e si riferisce al periodo 1985-1990.
- 1.2. Il Terzo programma comune costituisce l'ultima versione del vecchio programma sulla mobilità dei giovani nella Comunità, varato nel 1964 e basato sull'articolo 50 del Trattato di Roma. Nel frattempo sono stati varati numerosi programmi sulla mobilità dei giovani, in particolare COMETT, ERASMUS e più recentemente LINGUA.
- 1.3. Il programma di scambi per giovani lavoratori mira ad offrire la possibilità di partecipare, in un contesto comunitario, ad un'esperienza sulle condizioni di lavoro e di vita negli altri Stati membri, migliorando le competenze necessarie alla vita adulta e lavorativa - compreso lo sviluppo delle conoscenze professionali e delle capacità pratiche, nonché la capacità di comunicazione interpersonale tra individui provenienti da contesti culturali diversi - consentendo ai partecipanti di scoprire interessi comuni con giovani di altri Stati membri e, soprattutto, di sviluppare la consapevolezza di un'identità europea comune.

2. AMMINISTRAZIONE

- 2.1. La Commissione definisce le regole e gli orientamenti del programma, ma l'attuazione dei singoli progetti compete soprattutto agli organizzatori degli scambi. Qualsiasi organizzazione può presentare domanda di sovvenzione per scambi di giovani lavoratori, purché tali scambi siano conformi ai suddetti orientamenti. In ciascuno Stato membro esiste un rappresentante governativo che funge da coordinatore nazionale per il programma di scambi. L'Ufficio comunitario per gli scambi di giovani lavoratori (European Community Youth Exchange Bureau - ECYEB) è l'unità tecnica che collabora con la Commissione all'applicazione del programma di scambi.

2.2. GLI ORGANIZZATORI DEGLI SCAMBI

- 2.2.1. Con l'incarico di organizzare e attuare gli scambi, gli organizzatori restano l'elemento più importante del quadro strutturale sostenuto dalla Commissione. Il rapporto tra la Commissione e ciascun organizzatore è retto da contratti inerenti ai singoli progetti di scambio. Questi contratti definiscono le condizioni di attuazione degli scambi, gli obblighi dell'organismo o gruppo in questione e gli impegni finanziari.
- 2.2.2. La maggior parte degli organizzatori di scambi rientra in due categorie: quelli operanti a livello europeo e quelli operanti principalmente a livello nazionale, ma che hanno acquisito una dimensione comunitaria. Gli organizzatori si occupano principalmente di programmi di scambi, programmi di formazione professionale o vari progetti a carattere sociale, culturale ed educativo destinati a gruppi appartenenti a particolari settori professionali o industriali, entrati in comunicazione allo scopo di sviluppare scambi di giovani. Questa vasta gamma di organizzazioni ha dato un grande contributo alla varietà di settori in cui avvengono gli scambi svolti nell'ambito del programma.
- 2.2.3. Nel 1988 18 organizzazioni hanno ricevuto sovvenzioni e nel 1989 29 organizzazioni in totale hanno ricevuto sovvenzioni nell'ambito del programma di scambi.
- 2.2.4. Nel 1988/89 vi sono state tre riunioni con gli organizzatori di scambio operanti nel programma:
- 23 marzo 1988 : riunione di una giornata, svoltasi a Bruxelles, con lo scopo di elucidare le procedure amministrative con gli organizzatori di scambi.
 - 24/27 settembre 1988 : "riunione di brainstorming", sul Lago Maggiore, in Italia, con lo scopo di riunire i rappresentanti dei principali organizzatori e vari esperti esterni per discutere:
 - * le scelte per lo sviluppo a lungo termine del programma e
 - * gli orientamenti per i due anni restanti del Terzo programma.
 - 26/27 ottobre 1989 : riunione di due giornate, svoltasi a Bruxelles, per discutere gli aspetti amministrativi e finanziari del programma per il 1990, per considerare la valutazione statistica del programma effettuata dalla Commissione e per uno scambio di punti di vista sul contesto e la portata del Quarto programma.

2.3. COORDINATORI NAZIONALI

- 2.3.1. La Commissione ritiene di particolare importanza che gli organizzatori di scambi siano in contatto con i coordinatori per discutere i piani di scambi e che una copia di ciascun progetto presentato alla Commissione venga inviata al coordinatore nazionale interessato.
- 2.3.2. Il 24 ottobre 1988 si è svolta a Bruxelles una riunione dei coordinatori nazionali destinata ad informarli sugli sviluppi e per delineare le prospettive del Quarto programma.

3. RISULTATI PRATICI PER IL PERIODO 1988 - 1989

- 3.1. Il programma è aperto ai giovani di età compresa fra i 18 e i 28 anni, occupati o disponibili ad esserlo, che abbiano terminato la formazione professionale di base o siano in possesso di un'equivalente esperienza lavorativa.
- 3.2. Gli scambi possono essere di breve durata, da 3 settimane a 3 mesi, comprendenti visite di studio, collocamento e una breve esperienza dell'ambiente lavorativo, o di lunga durata, da 4 a 16 mesi, consistenti principalmente in un collocamento preceduto da un corso di lingua e di orientamento.
- 3.3. Dal 1986 al 1988 il finanziamento annuo del programma è rimasto di 4,5 milioni di ECU mentre nel 1989, con un aumento di 500.000 ECU si è arrivati a 5 milioni di ECU. Nel contempo, tuttavia, il numero di partecipanti è passato dai 2.304 del 1987 ai 2.676 del 1988 e ai circa 3.044 (1) del 1989; il numero di progetti sovvenzionati è passato da 146 nel 1988 a 158 nel 1989. Va inoltre notato che nel 1989 la quota fissa settimanale per partecipante è stata aumentata di 10 ECU, consentendo un aumento del sussidio settimanale per partecipante.
- 3.4. Nel 1988 il costo medio settimanale per partecipante è ammontato a 141 ECU e nel 1989 l'importo è salito a 168,9 ECU, mentre il sussidio settimanale per partecipante è passato dai 117 ECU del 1988 ai 137,3 ECU nel 1989.
- 3.5. Il leggero aumento del costo medio e del sussidio medio riflette da un lato la capacità degli organizzatori nel ridurre i costi e, dall'altro lato, la capacità di alcuni organizzatori - in pratica quelli nuovi - di procurarsi altre fonti d'introito, riducendo così il sussidio richiesto.

Vedasi tabella 1, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

- (1) I dati relativi al 1989 sono basati sul numero di domande previste e non, come negli anni precedenti, sui dati definitivi.

3.6. In linea di massima i progetti vengono approvati su base biennale - ogni anno all'inizio dell'anno e in giugno. Questo sistema presenta il vantaggio di consentire un riesame delle disponibilità finanziarie a metà anno. Gli organizzatori informano la Commissione circa un'eventuale sottoutilizzazione delle sovvenzioni assegnate; in tal modo finanziamenti in eccedenza possono essere recuperati immediatamente e destinati ad altri progetti.

3.7. SCAMBI DI BREVE DURATA E SCAMBI DI LUNGA DURATA

3.7.1. Come disposto dalla decisione del Consiglio, gli scambi sono suddivisi in programmi di breve durata e programmi di lunga durata, ciascuno con i suoi particolari obiettivi nell'ambito degli orientamenti complessivi.

3.7.2. Nel 1988 e 1989 si è avuto un declino degli scambi di lunga durata. Ciò risulta da diversi fattori :

- la crescente difficoltà nel trovare posti di lavoro in generale ed in particolare per i cittadini stranieri nei vari Stati membri;
- la riluttanza dei giovani a lasciare il posto di lavoro, anche temporaneamente, per partecipare al programma;
- l'aumento degli "scambi di media durata", generalmente di 13-16 settimane, spesso preceduti da un brevissimo corso di lingua. Questi ultimi fondono gli obiettivi degli scambi di breve durata e gli obiettivi di quelli di lunga durata, mentre molte delle difficoltà connesse ai secondi vengono evitate.

3.7.3. La Commissione, ovviamente, continuerà a promuovere entrambi i tipi di scambio, facendo in modo che il programma sia aperto al massimo numero di giovani e che venga mantenuto un certo equilibrio tra i settori economici interessati dagli scambi.

Vedasi tabella 2, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

3.8. DISTRIBUZIONE GEOGRAFICA

3.8.1. Persiste un'eccessiva concentrazione degli scambi al centro della Comunità; tuttavia gli sforzi per correggere questo squilibrio si stanno dimostrando efficaci e una delle priorità del programma è quella di incoraggiare la partecipazione dei giovani delle regioni periferiche o svantaggiate.

3.8.2. Negli scambi di ciascuno Stato membro la Commissione tenta di raggiungere un equilibrio generale tra il numero di giovani lavoratori ricevuti e il numero di quelli inviati all'estero. Questo principio dell'equilibrio vige per la maggior parte degli scambi e la Commissione auspica che nella misura del possibile esso continui a rafforzare gli obiettivi fondamentali del programma.

Vedasi tabella 3, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

3.9. DISTRIBUZIONE SETTORIALE

3.9.1. Sebbene nei primi anni del programma dominassero il settore primario e secondario, lo sviluppo del settore terziario dell'economia comunitaria si riflette sul programma di scambi di giovani lavoratori ed esso è ora il più ampio del programma.

3.9.2. Nel 1988, il settore primario rappresentava il 14,4% (21 progetti), il settore secondario il 37% (54 progetti) e il settore terziario il 48,6% (71 progetti). Nel 1989 i dati erano rispettivamente del 13,3% (21 progetti) per il settore primario, 31% (49 progetti) per il settore secondario e 55,7% (88 progetti) per il settore terziario.

Vedasi tabella 4, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

3.9.3 All'interno dei tre settori i progetti erano suddivisi come segue:

	<u>1988</u>			<u>1989</u>	
<u>Settore primario</u>					
- Agricoltura	11,6%	17 progetti		10,8%	17 progetti
- Silvicoltura e pesca	2,7%	4 progetti		2,5%	4 progetti
<u>Settore secondario</u>					
- Industria met. e meccanica	4,1%	6 progetti		1,3%	2 progetti
- Altre industrie manifatturiere	19,9%	29 progetti		12,0%	19 progetti
- Arti e mestieri	5,5%	8 progetti		2,5%	4 progetti
- Varie	7,5%	11 progetti		15,2%	24 progetti
<u>Settore terziario</u>					
- Servizi turistici	1,5%	2 progetti		2,0%	3 progetti
- Servizi alberghieri e ristorazione	5,5%	8 progetti		4,4%	7 progetti
- Servizi sanitari e sociali	4,8%	7 progetti		8,2%	13 progetti
- Servizi culturali e ricreativi	17,1%	25 progetti		13,9%	22 progetti
- Informatica	2,7%	4 progetti		1,3%	2 progetti
- Varie	17,1%	25 progetti		25,9%	41 progetti
<u>TOTALE</u>	100%	146 progetti		100%	158 progetti

3.9.4. Nell'allegato 2 figura un elenco dettagliato di tutti i settori nei quali sono avvenuti gli scambi nel 1988 e nel 1989.

3.10. PROFILO DEI PARTECIPANTI

3.10.1. Da quando i giovani disoccupati sono stati ammessi a partecipare al programma la proporzione di partecipanti disoccupati è aumentata uniformemente dal 46,4% nel 1988 al 47,3% nel 1989, ossia circa la metà dei partecipanti sono in cerca di occupazione.

Vedasi tabella 5, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

- 3.10.2. Un'altra priorità del Terzo programma è quella di offrire pari possibilità agli uomini e alle donne. La Commissione si è sforzata di fare in modo che i giovani e le giovani siano equamente rappresentati e che le donne siano incoraggiate a partecipare agli scambi nell'area delle nuove tecnologie. Sia nel 1988 che nel 1989 questo obiettivo è stato raggiunto, ossia vi è stata piena parità, per cui le donne rappresentavano circa il 50% del totale dei partecipanti.

Vedasi tabella 6, allegato 1, per un'analisi statistica dettagliata.

3.11. CONTENUTO FORMATIVO DEI PROGETTI

Il Terzo programma comune non è destinato ad offrire ai giovani una formazione ed un'esperienza professionale fondamentale in un altro Stato membro, bensì a fornire un complemento alla formazione e all'esperienza già acquisite nel paese d'origine. La Commissione continua a ritenere fondamentale il fatto che anche gli scambi di breve durata costituiscano un'autentica esperienza lavorativa e che l'esperienza lavorativa fornita durante i progetti a lungo termine sia di sufficiente qualità e valore da incoraggiare sia i datori di lavoro che i lavoratori a partecipare al programma.

3.12. FINANZIAMENTO DEL PROGRAMMA

- 3.12.1. Nel 1988 e nel 1989, per ragioni di bilancio, la Commissione ha dovuto rifiutare di finanziare un gran numero di progetti di scambi. Il sostegno finanziario della Commissione al programma di scambi ha sempre avuto il fine di fungere da incentivo allo sviluppo degli scambi di giovani lavoratori nell'ambito comunitario. Esso non è stato previsto per coprire l'integralità dei costi connessi a ciascun progetto di scambi, benché di fatto ciò sia avvenuto nella maggioranza dei casi. La situazione, naturalmente, lascia alquanto a desiderare, poiché in ultima analisi risulta che il numero di giovani che possono partecipare al programma non è così elevato come potrebbe essere.
- 3.12.2. Se si vuole ampliare il programma e renderlo meno dipendente dai fondi comunitari, è fondamentale che gli organizzatori di scambi, in collaborazione con i coordinatori nazionali, sondino tutte le possibili forme di cofinanziamento, sia esso di origine statale, regionale, locale o privata. La Commissione considera che gli Stati membri debbano continuare il loro sostegno a livello nazionale e la loro azione se si vuole che il programma abbia un autentico impatto sui giovani lavoratori in tutta la Comunità.
- 3.12.3. La Commissione continuerà a favorire le nuove iniziative di scambio tramite sovvenzioni diverse dall'attuale contributo settimanale fisso. Questa pratica consentirà di raggiungere in parte l'obiettivo del cofinanziamento degli scambi, poiché il sistema di sovvenzionamento richiede che gli organizzatori ricerchino altre forme di finanziamento.

4. VALUTAZIONE DEL PROGRAMMA

- 4.1. Nel 1988 è stata eseguita un'analisi qualitativa del contenuto delle relazioni presentate dai partecipanti nel corso del periodo 1985-1987.
- 4.2. Quest'analisi è stata il primo studio pilota che ha permesso di identificare determinate tendenze per quanto riguarda le conseguenze degli scambi sui partecipanti.
- 4.3. Durante il 1989 sono state esaminate le ripercussioni a lungo termine che, secondo l'opinione dei giovani lavoratori, avrebbero influito sulla loro partecipazione al programma di scambio.
- 4.4. Sono stati esaminati quattro livelli diversi di conseguenze, attenendosi strettamente agli obiettivi del programma:
1. Impatto sulla situazione lavorativa/sviluppo dell'individuo in termini professionali;
 2. Cambiamenti a livello dell'ambiente socioculturale;
 3. Sviluppo della consapevolezza per quanto riguarda problemi a livello di politica europea;
 4. Conseguenze sulla pianificazione personale del futuro e sullo sviluppo personale.
- 4.5. Il gruppo esaminato nello studio era composto da partecipanti a scambi avvenuti nel 1987; un campione scelto a caso pari al 10% è stato ritenuto sufficiente a garantire risultati validi. La base principale dello studio è stata un'indagine scritta completata da colloqui con 40 partecipanti selezionati. La selezione dei 40 partecipanti da intervistare è stata basata sui seguenti criteri:
- sono stati presi in considerazione i dodici Stati membri;
 - gli aspetti particolari del questionario sono stati esaminati più attentamente qualora attinenti all'argomento della ricerca;
 - è stata data priorità a partecipanti che avessero fornito valutazioni ben documentate sia negative che positive;
 - sono stati compresi tutti i tipi di programma ed è stata stabilita una distribuzione quantitativa del numero di partecipanti per paese in base alla partecipazione generale al programma di scambi;
 - realizzazione a basso costo, ad esempio creazione di centri regionali ove possibile.
- 4.6. Alla base dello studio c'era un questionario perlopiù standardizzato strutturato in modo da seguire lo sviluppo logico dei progetti di scambio.
- 4.7. L'analisi relativa a quest'anno comprende anch'essa circa 40 colloqui con partecipanti provenienti dai dodici Stati membri che hanno partecipato al programma del 1987.

4.8. RISULTATI STATISTICI

- 4.8.1. Suddividendo i partecipanti per gruppi d'età otteniamo un'indicazione interessante sulla funzione che la partecipazione agli scambi svolge nella pianificazione individuale del futuro. Se prendiamo in considerazione la durata normale della scolarità e la formazione professionale di base, ci accorgiamo che un quarto dei partecipanti partecipa allo scambio subito dopo la formazione - 27,5%. Circa il 47% ha già svolto un'attività lavorativa per alcuni anni prima di partecipare allo scambio.
- 4.8.2 Il rapporto uomini/donne fra i partecipanti è equilibrato con una partecipazione del 49% per le donne e del 51% per gli uomini.

4.9. ASPETTATIVE DAGLI SCAMBI

- 4.9.1. Il desiderio di sviluppare le conoscenze professionali e la possibilità di conoscere un paese europeo vicino sono le aspettative che raccolgono il maggior numero di voti, con circa il 30% delle preferenze ciascuna. Lo stesso vale per il desiderio di perfezionare una lingua straniera.
- 4.9.2. Soltanto il 15,3% dei partecipanti a scambi di lunga durata ha posto le ragioni professionali al primo posto delle motivazioni; il 32,1% ha indicato che il fattore decisivo era la possibilità di conoscere un altro paese europeo e il 29,2% ha indicato il perfezionamento linguistico come motivo principale.
- 4.9.3. La maggioranza (46,6%) dei partecipanti ai programmi di tre settimane ha indicato ragioni professionali come motivo principale. Nello stesso gruppo in seconda posizione si classifica la possibilità di conoscere altri paesi. Questi risultati possono essere parzialmente spiegati vista la natura di questi corsi brevi che ovviamente forniscono soltanto un'introduzione.

4.10. REALIZZAZIONE DELLE ASPETTATIVE DEI PARTECIPANTI

- 4.10.1. Il 36,5% dei partecipanti dichiara che le loro aspirazioni si realizzano totalmente e il 50,5% si dichiara perlopiù soddisfatto. Soltanto l'11,5% ritiene che le loro aspirazioni non siano state in realtà soddisfatte. L'1,5% ritiene di non essere assolutamente soddisfatto.
- 4.10.2. Una percentuale molto maggiore dei partecipanti agli scambi di lunga durata ritiene che le loro aspirazioni siano state "completamente realizzate" di quanto non avvenga per i partecipanti a scambi di durata inferiore ad un mese (45% del totale sui programmi a lunga durata rispetto al 25,2%). Per quanto riguarda i programmi di lunga durata, il 7,9% risultava perlopiù non soddisfatto, il che costituisce un risultato negativo estremamente contenuto, paragonato al 18% che si riferisce ai programmi della durata di 3 settimane. Ciò dimostra che il grado di soddisfazione è strettamente proporzionale alla durata dello scambio.

4.10.3. In tutto l'87% dei partecipanti si dichiara soddisfatto, ma i commenti negativi riguardano soprattutto i programmi di tre settimane, pertanto riteniamo che quest'ultimo tipo di scambio debba subire delle modifiche nella sua funzione. Si tratta di un modello del tutto accettabile se utilizzato come "prima introduzione" a vari aspetti, ivi compresi gli aspetti professionali, di un altro paese. Tuttavia si ritiene preferibile tralasciare l'utilizzazione di questo modello con una funzione primaria per il perfezionamento della formazione, ruolo che è più adatto a modelli di scambi diversi, di durata più lunga.

4.11. PREPARAZIONE AL SOGGIORNO ALL'ESTERO

4.11.1. Prepararsi al soggiorno all'estero è di cruciale importanza per il successo della visita. Circa un quarto dei partecipanti conosce già il paese ospite, mentre il 35% dei partecipanti soggiorna all'estero per la prima volta.

4.11.2. Dall'indagine risulta che molti partecipanti si lamentano soltanto alla fine dello scambio di non essere stati informati di un programma preciso prima dell'inizio. Viceversa molti partecipanti vengono assunti dopo che sono state fornite soltanto informazioni di tipo generale sul settore e sulle attività probabili.

4.11.3. La maggior parte dei partecipanti interrogati dichiara di ricordare chiaramente un'impressione sgradevole di insicurezza o confusione.

4.11.4. Inoltre, circa il 28% dei partecipanti ai programmi di lunga durata conserva un cattivo ricordo dell'infrastruttura fornita dalle organizzazioni.

4.11.5. Soltanto il 16,2% dello stesso gruppo - cioè partecipanti ai programmi di lunga durata - dichiara di avere "un ricordo molto piacevole. Questo risultato si classifica molto al di sotto della media, appena tollerabile, del 34% dei partecipanti che dichiarano di avere "un piacevole ricordo".

4.11.6. Durante le interviste è stata osservata una netta distinzione fra corsi di lingua e attività lavorative :

- l'infrastruttura fornita durante i corsi di lingua è stata giudicata positiva all'unanimità. Durante questo periodo gli organizzatori sono presenti, si occupano dei partecipanti ed offrono un programma che completa il corso di lingua.

Nella maggior parte dei casi la situazione è diversa quando comincia la formazione pratica. I partecipanti si sentono allora abbandonati, fra l'altro, a causa del cambiamento di ambiente circostante, ubicazione, ecc.

4.11.7. La questione dell'infrastruttura diventa alquanto accademica per quanto riguarda gli scambi che non presentano notevoli problemi (quando non c'è bisogno di aiuto, il fatto che non ve ne sia passa inosservato).

4.12. FORMAZIONE PROFESSIONALE SUL LAVORO

- 4.12.1. Il 68,7% dei partecipanti ai programmi di lunga durata e il 61,2% dei partecipanti ai programmi di 1-3 mesi dichiarano che le aziende erano preparate al loro arrivo.
- 4.12.2. I programmi destinati ad un gruppo di partecipanti ben definito, e che quindi sono più facili da organizzare (ad esempio banche, istituti di credito e aziende agricole) in genere funzionano in modo più soddisfacente.
- 4.12.3. In questo contesto, lo studio di eventuali effetti a lungo termine derivanti dalla partecipazione a un programma di scambio deve prendere in considerazione tutti gli obiettivi definiti nella decisione del Consiglio sul programma comunitario e non solo gli aspetti professionali.
- 4.12.4. La mobilità degli impiegati svolge una funzione importante in termini di evoluzione economica e politica all'interno della Comunità europea. Il Mercato unico del 1993 può realizzarsi pienamente, in termini di mercato unico del lavoro, se gli individui sono pronti a cambiare le loro condizioni di vita e le loro condizioni di lavoro. Per giungere a questo risultato bisogna fissarsi degli obiettivi, quali un approccio essenzialmente positivo nei confronti degli altri Stati membri.
- 4.12.5. La questione del vantaggio professionale dalla partecipazione agli scambi è quindi cruciale.
- 4.12.6. Vantaggi immediati in termini professionali derivati dalla partecipazione agli scambi in funzione della durata degli stessi

In termini professionali, lo scambio è stato giudicato	Chiave	Numero totale del partecipanti	Meno di un mese	Da uno a tre mesi	Più di 3 mesi
Vantaggioso	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
Pregiudizievole	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,5%	27,3%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
Nessun impatto	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
TOTALE	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Chiave : 1 - Totale
 2 - % risposte
 3 - % dei partecipanti per tipo di programma.

4.12.7. Questi dati dimostrano che per quanto riguarda i programmi di lunga durata, l'esperienza professionale pratica all'estero ha in genere delle conseguenze positive sullo svolgimento dell'attività lavorativa in patria e cresce progressivamente a seconda della lunghezza del programma :

- 33,8% per i partecipanti ai programmi di 3 settimane;
- 49,8% per i partecipanti ai programmi di 1-3 mesi;
- 50,4% per i partecipanti a programmi di lunga durata.

4.12.8. Questi risultati figurano ancora più chiaramente per quanto riguarda gli effetti a lungo termine (dopo 1 o 2 anni) :

Conseguenze professionali	Chiave	Numero totale del partecipanti	Meno di un mese	Da uno a tre mesi	Più di 3 mesi
Vantaggiose	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Pregiudizievoli	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Nessun risultato	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
TOTALE	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Chiave : 1 = Totale
2 = % risposte
3 = % partecipanti per tipo di programma.

4.12.9. Uno degli altri obiettivi della decisione del Consiglio sul programma comune destinato a incoraggiare lo scambio di giovani lavoratori consiste nell'incrementare l'interesse per le politiche europee e la consapevolezza della dimensione europea del programma fra i partecipanti.

4.12.10. In questo contesto, il 68,8% dei partecipanti ha dichiarato che il loro interesse era aumentato. Anche in questo caso i partecipanti ai programmi di lunga durata si differenziano notevolmente dagli altri, poiché l'80,7% dichiara che il proprio interesse è aumentato.

4.13. VALUTAZIONE GLOBALE

4.13.1. Da una valutazione globale della partecipazione agli scambi emergono i seguenti risultati:

	Chiave	Numero totale del partecipanti	Meno di un mese	Da uno a tre mesi	Più di 3 mesi
Favorevoli	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
Contrari	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Nessun parere	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7%	5,0%
TOTALE	1	600	224	236	140
	3	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%
Chiave	: 1 = Totale 2 = % risposte 3 = % del partecipanti per tipo di programma.				

4.13.2. Il dato corrispondente al 96% per coloro che oggi, diverso tempo dopo la loro esperienza, consiglierebbero la partecipazione agli scambi, indica l'alto livello di validità attribuito al programma di scambi di giovani lavoratori nella Comunità europea da parte dei partecipanti.

4.13.3. Vi è una correlazione evidente fra la durata dello scambio e le ripercussioni positive a lungo termine a livello professionale. Questo dato viene ulteriormente sottolineato dalle indicazioni fornite dai partecipanti per quanto riguarda la durata auspicabile dello scambio:

- circa l'88% dei partecipanti a programmi di scambio di lunga durata si è dichiarato a favore di questo tipo di scambio (lunga durata);
- circa il 53% dei partecipanti a programmi della durata da 1 a 3 mesi ha dichiarato la propria preferenza per programmi più lunghi, per un minimo di 6 mesi;
- fra i partecipanti ai programmi di tre settimane vi è una chiara differenza di opinioni, poiché circa il 60% auspicerebbe programmi di durata da 1 a 3 mesi, mentre il 25% circa si pronuncia a favore di programmi di lunga durata.

5. CONCLUSIONI

- 5.1. Come si è visto, vi è stato un progressivo incremento del numero di partecipanti nel 1988 e 1989, mentre si è avuto solo un incremento limitato del finanziamento. La Commissione è inoltre lieta di rilevare il costante aumento del numero di nuovi organizzatori di scambi (nel 1989 19 nuove organizzazioni hanno presentato domanda di sovvenzione, 10 delle quali l'hanno ottenuta).
- 5.2. L'impatto del materiale informativo divulgato dal 1988 sta diventando evidente e va inoltre notato che le richieste di informazioni da parte dei singoli, oltre che da organizzazioni, sono ancora in aumento.
- 5.3. Infine, dal testo della comunicazione della Commissione al Consiglio "Istruzione e formazione nella Comunità europea - Orientamenti per il medio termine : 1989-1992" (COM(89) 236 def.), si evince che "la Commissione intende esaminare la possibilità di snellire la presentazione delle opportunità che si offrono ai giovani e inoltre sveltirne la gestione. E' per questa ragione che lo svolgimento dei due programmi verrà sincronizzato in modo da consentire in futuro alla Commissione di affrontare con maggiore coordinamento ogni tipo di scambio".
- 5.4. La Commissione ha presentato una proposta in materia (COM(90) 79 def.) affinché il Consiglio riesami il programma di scambi di giovani lavoratori entro la fine del 1991 (anziché del 1990). La proposta viene attualmente esaminata dal Consiglio.
-

-14-

Allegato 1

Historical Archives of the European Commission

Tabella 1.1.

Costo / Progetti sovvenzionati nel 1988 / 1989

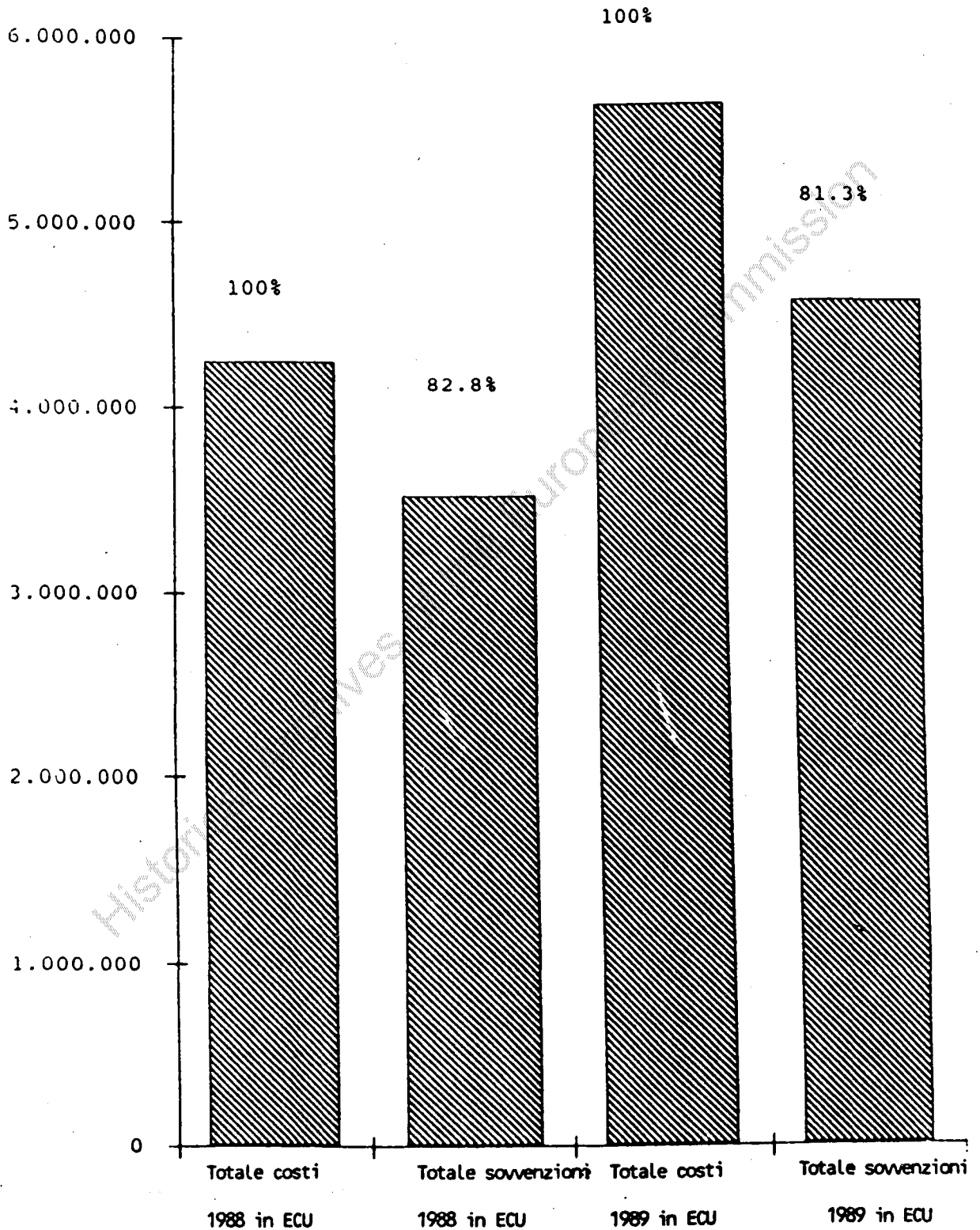


Tabella 1.2.

Media costo / sovvenzioni per partecipare 1988/89

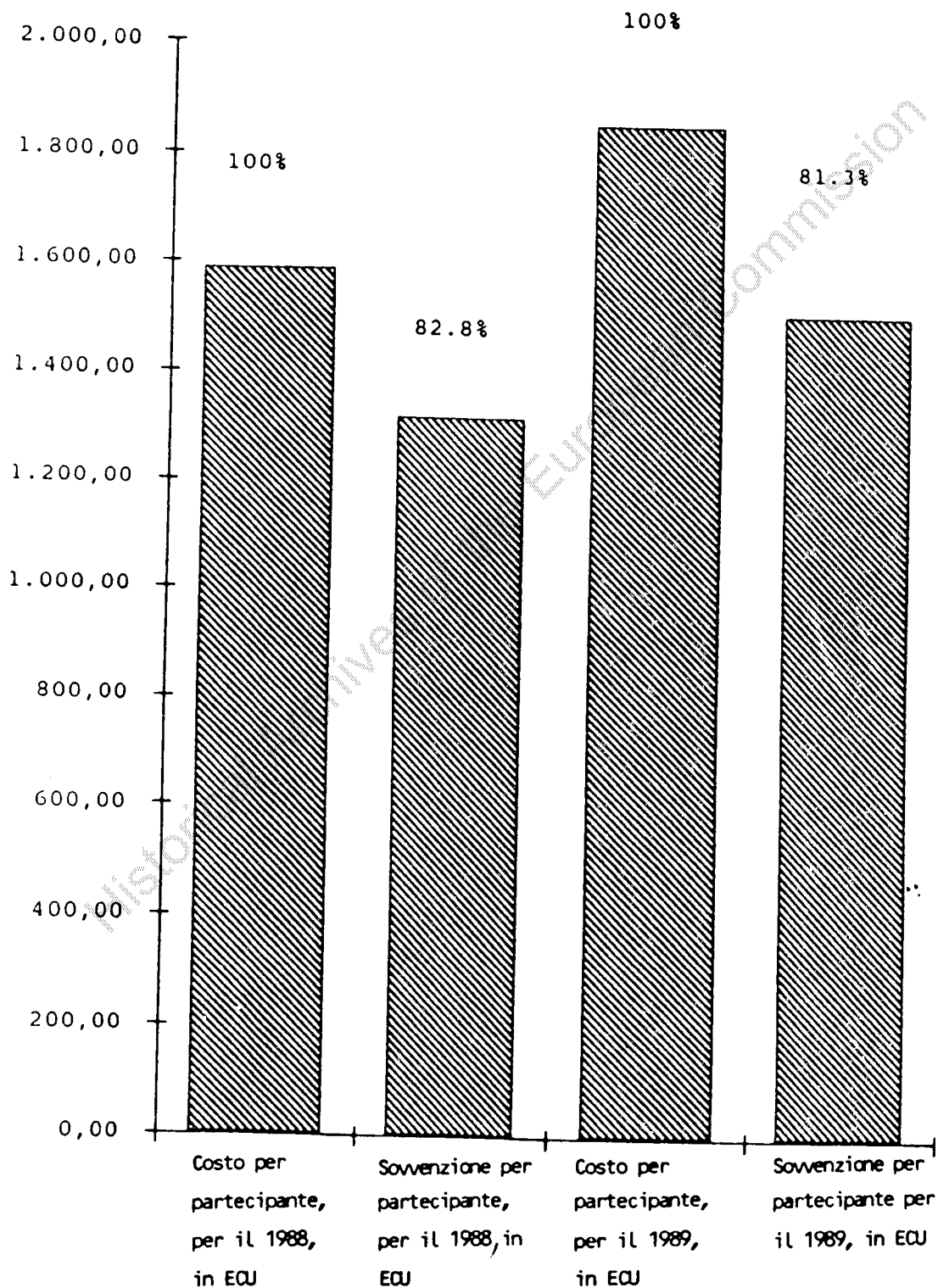


Tabella 1.3.

Media costo / Sovvenzione per partecipante, per settimana,
1988 / 1989

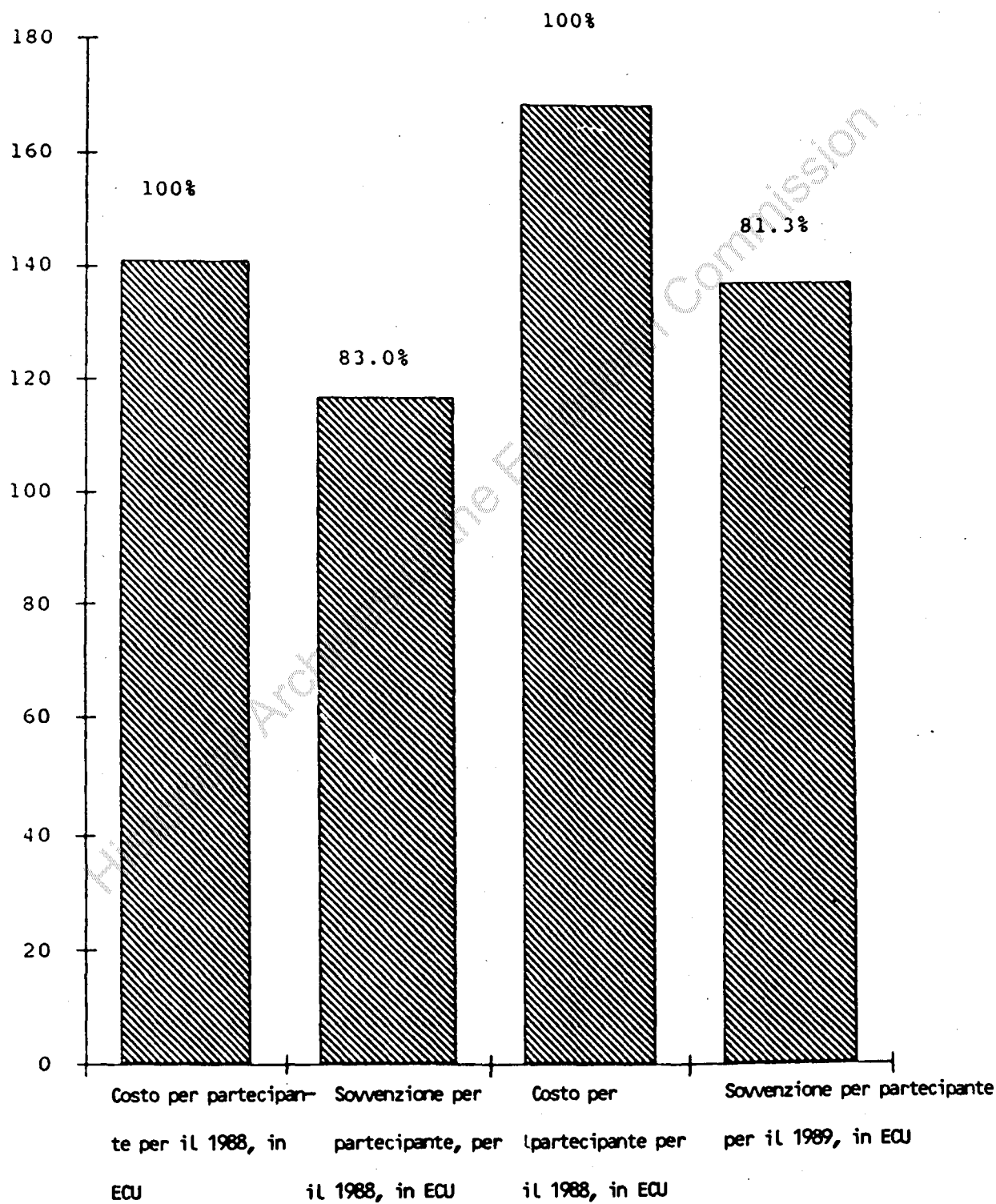


Tabella 1.4.

Costo medio per partecipante per programmi di breve / lunga
durata, 1988 / 1989.

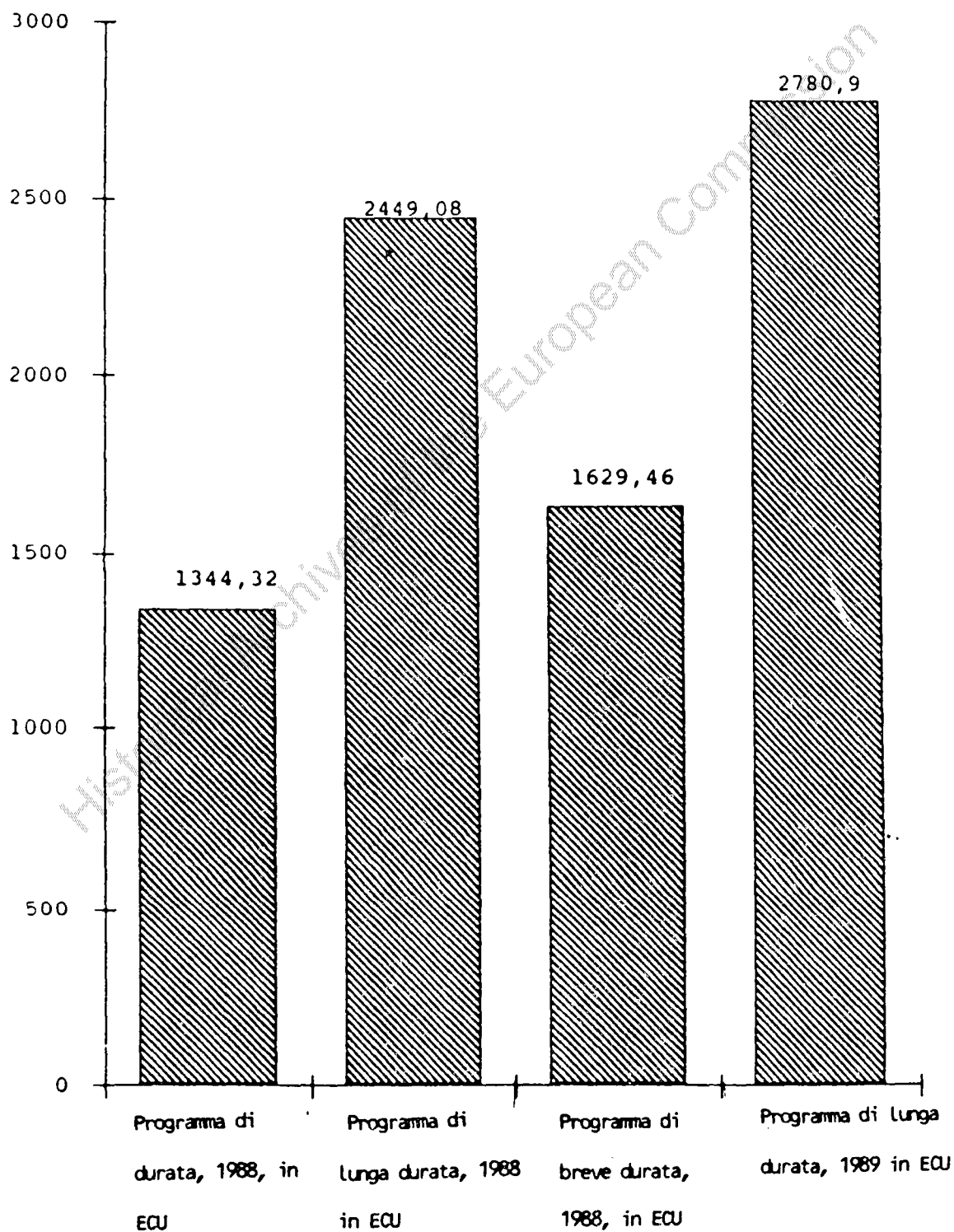


Tabella 1.5.

Media del costo per partecipante, per settimana,
dei programmi di breve / lunga durata 1988 / 1989.

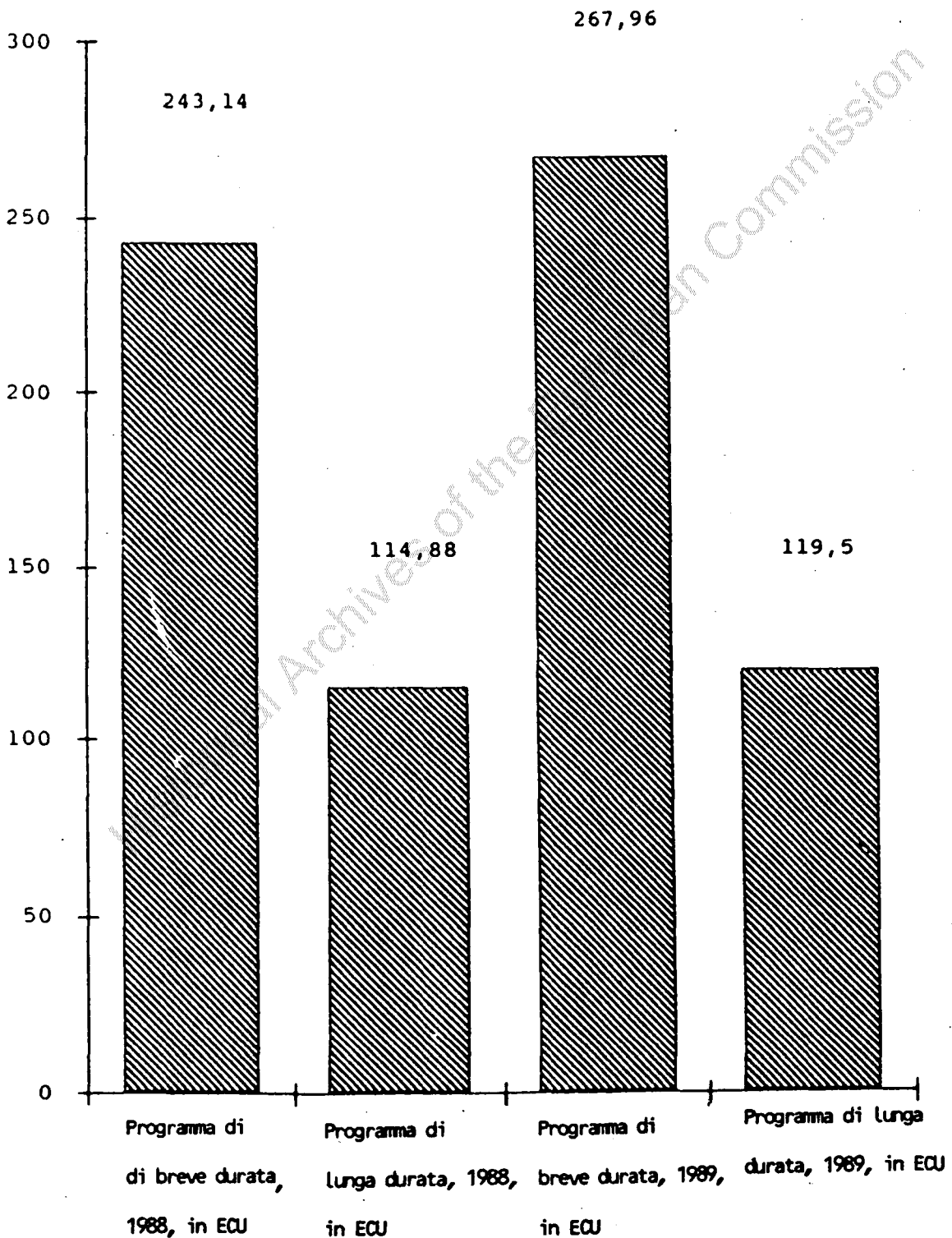


Tabella 2.1.

Progetti di breve / lunga durata per il 1989

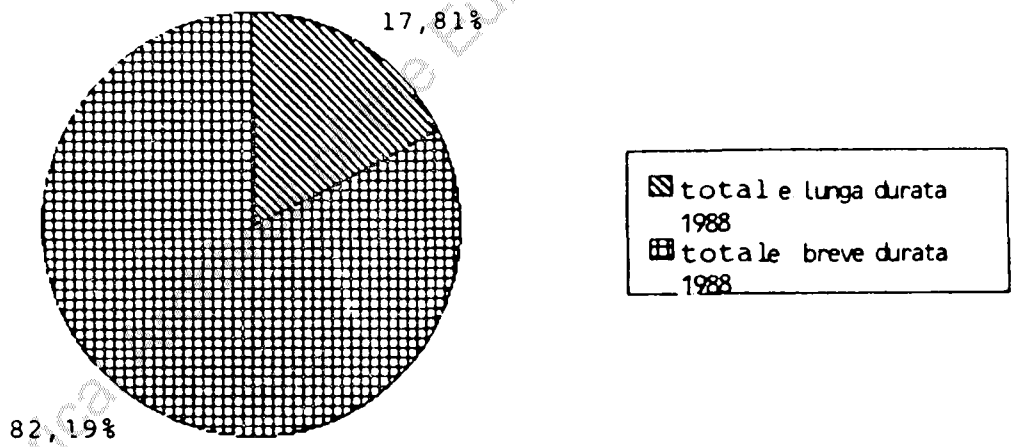


Tabella 2.2.

Progetti di breve / lunga durata per il 1989

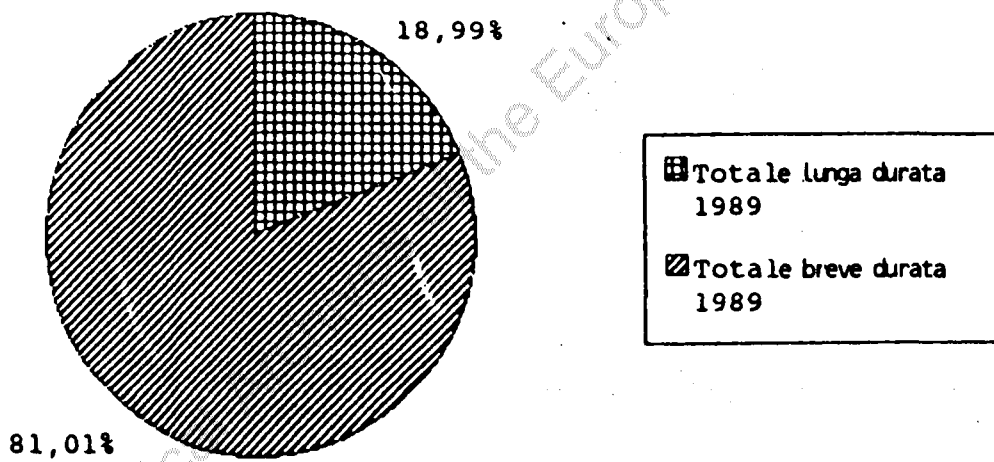


Tabella 3.1.

Movimento partecipanti nel 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTALE	
Verso B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	Verso B
" D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	72	37	276	" D
" DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	" DK
" EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	" EL
" E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	" E
" F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	" F
" IPI	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	" IRL
" I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	" I
" L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	" L
" NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	" NL
" P	4	18	3	75	10	35	3	53	0	6	10	16	183	" P
" UK	9	59	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	" UK
" (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	" nnn
Totale	77	295	135	183	206	499	230	392	7	283	202	391	2.806	Totale

Nota : Il numero totale di partecipanti (2.806) è basato sul numero previsto in base alle domande di partecipazione presentate e pertanto non corrisponde al numero definitivo, che presenta uno scarto di 130 unità ed è quindi pari a 2.676 partecipanti.

Tabella 3.2.

Movimento partecipanti nel 1989

N. partec.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTALE
Verso	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
Da	89	374	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3.044

Nota : I dati relativi al 1989 sono basati sul numero previsto di partecipanti in base alle domande introdotte e pertanto non corrispondono ai dati definitivi. Molti partecipanti non hanno ancora completato il soggiorno e dati più specifici si possono ricavare soltanto dalle relazioni finali.

(*) : destinazione sconosciuta

Tabella 4.1. Distribuzione settoriale dei progetti
nel 1988

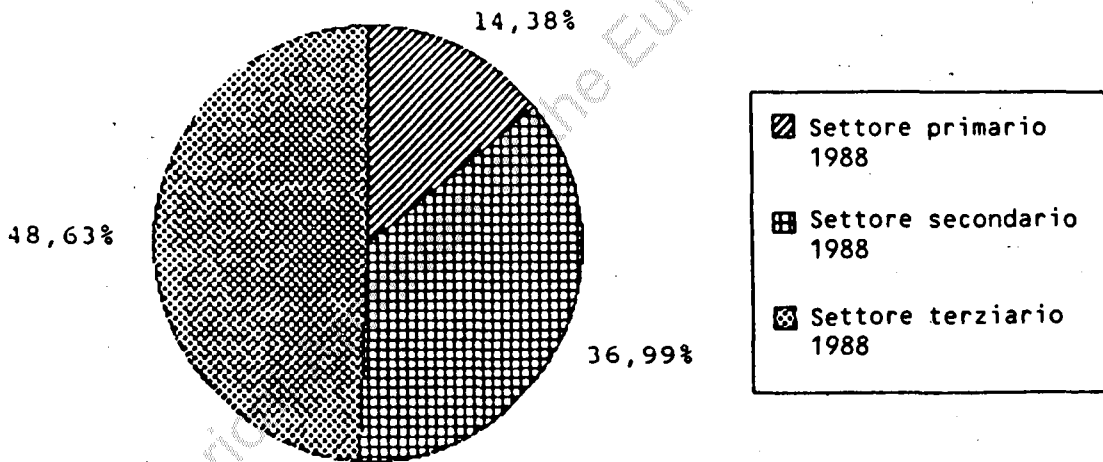


Tabella 4.2. Distribuzione settoriale dei progetti nel 1989

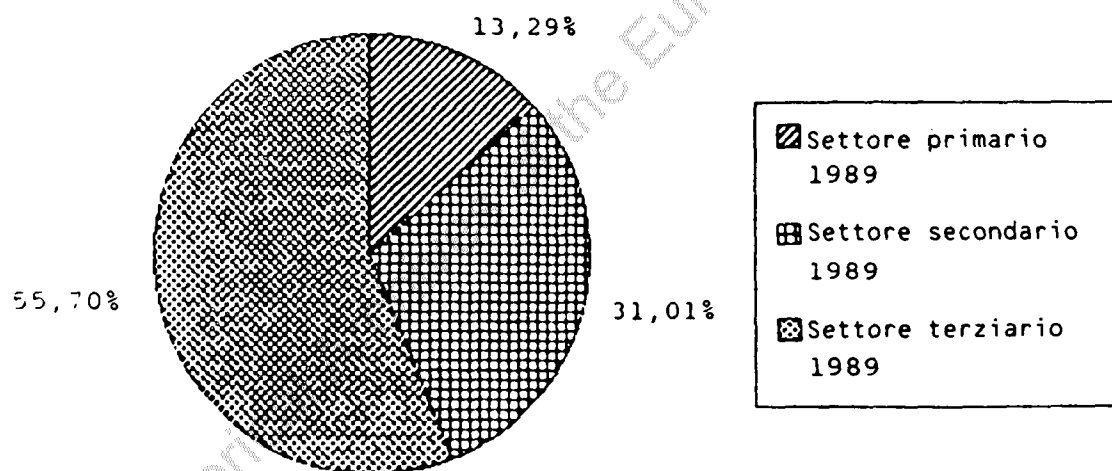
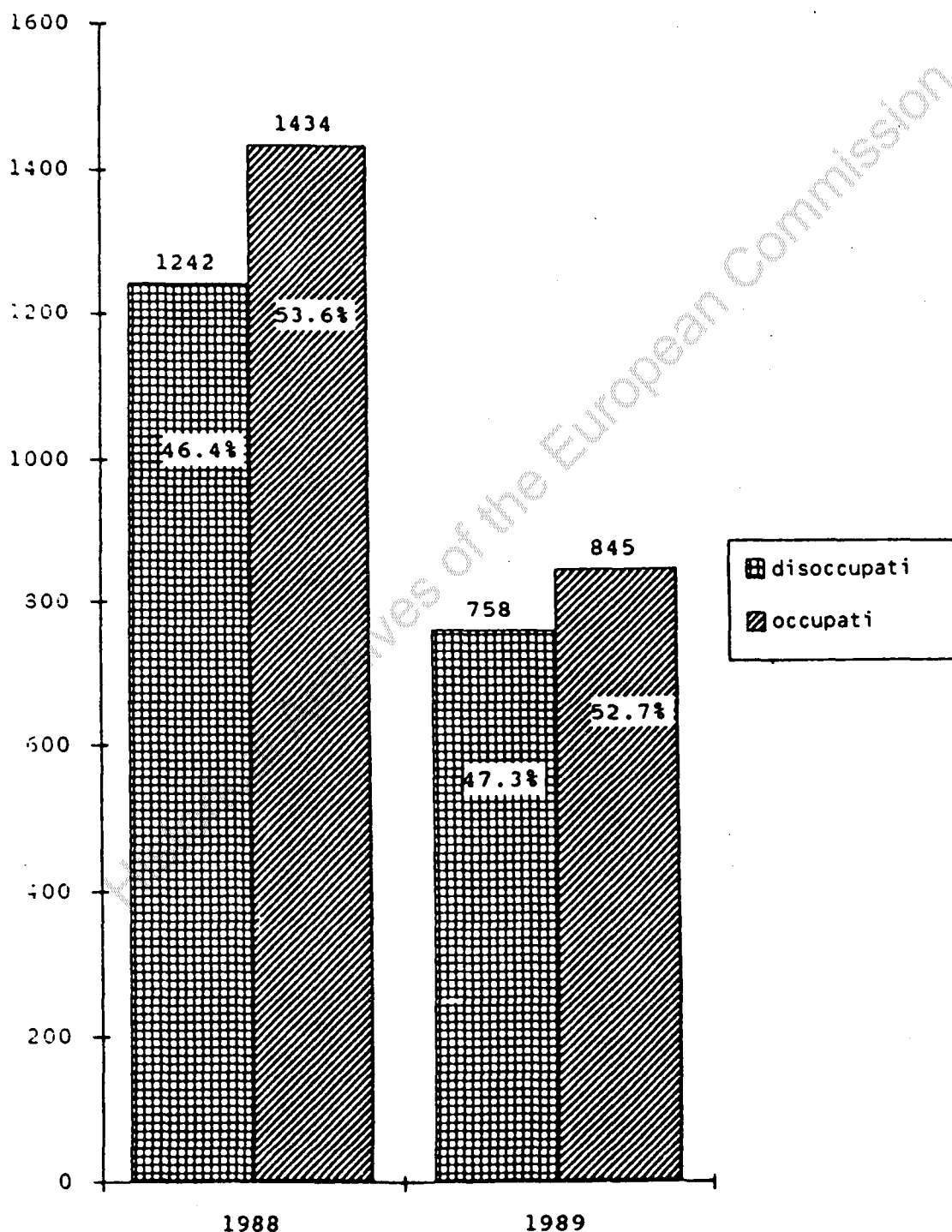


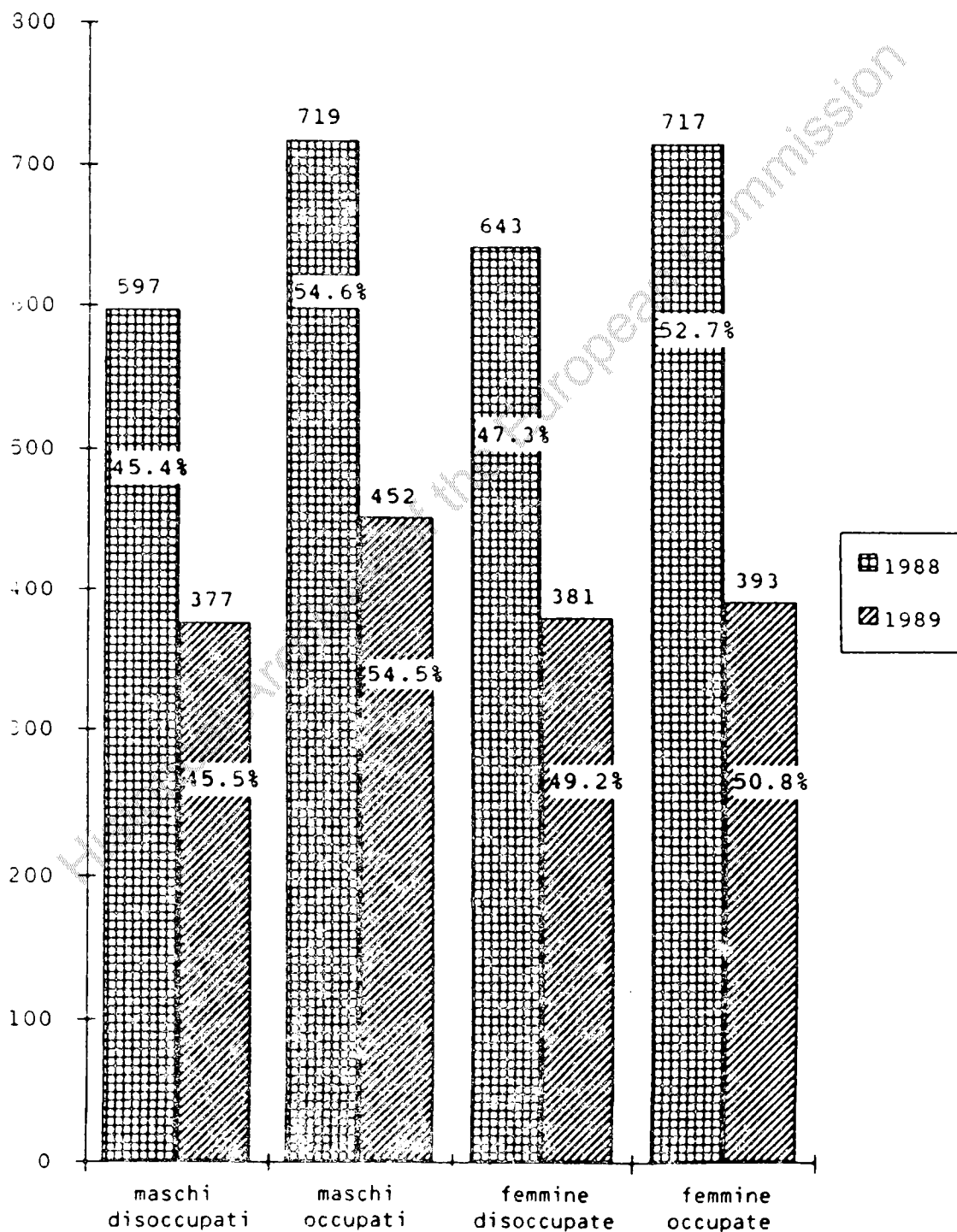
Tabella 5.1. Giovani lavoratori occupati/disoccupati nel 1988/1989



Nota : I dati relativi al 1989 non sono completi, poiché molti progetti sono ancora in corso e dati specifici saranno disponibili solo nelle relazioni finali.

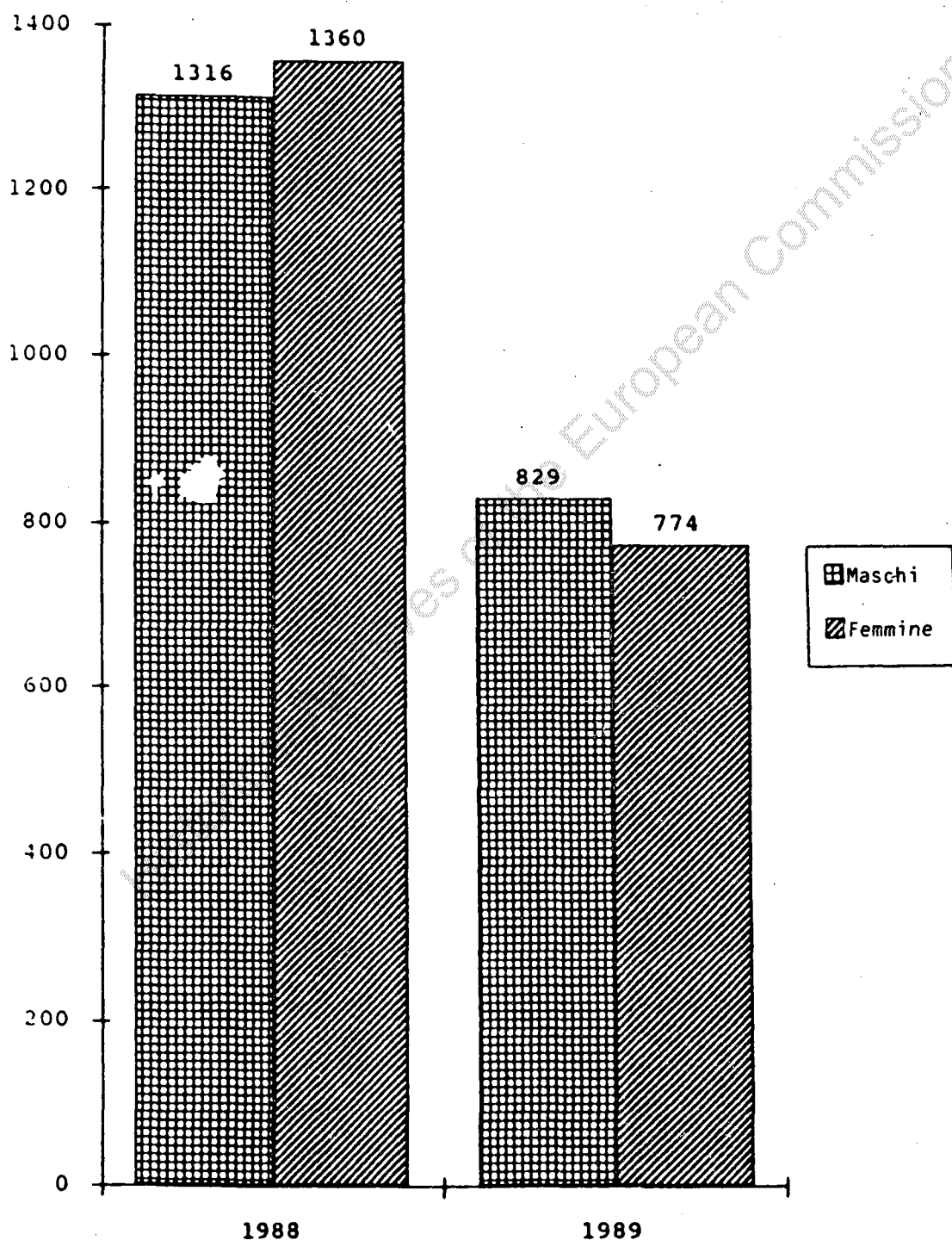
Tabella 5.2.

Giovani lavoratori Occupati/Disoccupati
Maschi/Femmine 1988/1989



Nota : I dati relativi al 1989 non sono completi, poiché molti progetti sono ancora in corso e dati specifici saranno disponibili solo nelle relazioni finali.

Tabella 6. Giovani lavoratori maschi/femmine
1988/1989



Nota : I dati relativi al 1989 non sono completi, poiché molti progetti sono ancora in corso e dati specifici saranno disponibili solo nelle relazioni finali.

ALLEGATO 2

Historical Archives of the European Commission

Allegato 2

Elenco dettagliato dei settori nei quali vi sono stati scambi di
giovani lavoratori nel 1988 e nel 1989

Agricoltura	Ospedali
Industria agricola	Settore alberghiero
Archeologia	Caccia
Arte	Import/export
Restauro del patrimonio artistico	Assicurazioni
Produzione audiovisiva	Sistemazione paesaggistica
Settore bancario	Iniziative per occupazione locale
Cantieri navali	Industria manifatturiera
Ceramica	Marketing
Industria chimica	Mezzi d'informazione
Circo	Industria della lavorazione dei metalli
Commercio	Musica
Elaboratori	Protezione della natura
Costruzione	Settore infermieristico
Artigianato	Amministrazione pubblica
Animatori "culturali"	Riciclaggio
Lavoratori handicappati	Segretariato
Distribuzione	Sport
Ingegneria	Assistenza tecnica all'agricoltura
Tutela dell'ambiente	Telematica
Industria della pesca	Industria tessile
Industria alimentare	Teatro
Industria della lavorazione dei prodotti alimentari	Turismo
Silvicoltura	Trasporti
Servizi sanitari e sociali	Viticoltura
Orticoltura	Formazione professionale

ISSN 0254-1505

COM(90) 377 def.

DOCUMENTI

IT

05

N. di catalogo : CB-CO-90-397-IT-C

ISBN 92-77-63157-0

PREZZO DI VENDITA	fino a 30 pagine: 3,50 ECU	ogni 10 pagine in più: 1,25 ECU
-------------------	----------------------------	---------------------------------

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee

L-2985 Lussemburgo

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(90) 377 def.

Brussel, 1 augustus 1990

TWEEDE RAPPORT

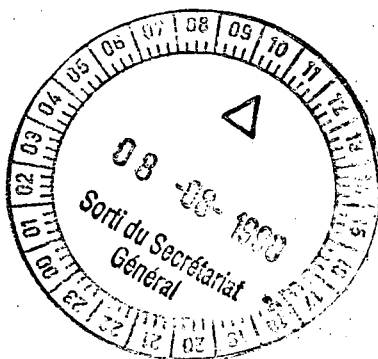
OVER

HET DERDE GEZAMENLIJKE PROGRAMMA VOOR

DE UITWISSELING VAN JONGE WERKNEMERS

1988 - 1989

(door de Commissie ingediend)



TWEDE RAPPORT OVER HET DERDE GEZAMENLIJKE PROGRAMMA VOOR
DE UITWISSELING VAN JONGE WERKNEMERS

1988 - 1989

1. INLEIDING

- 1.1. Het "Derde gezamenlijke programma ter bevordering van de uitwisseling van jonge werknemers binnen de Gemeenschap" is door de Raad goedgekeurd bij besluit van 13 december 1984 en heeft betrekking op de periode 1985-1990.
- 1.2. Het derde gezamenlijke programma is de jongste versie van het oudste gemeenschaps-uitwisselingsprogramma, dat in 1964 ten doop is gehouden en gebaseerd is op artikel 50 van het Verdrag van Rome. Sindsdien zijn verscheidene andere uitwisselingsprogramma's voor jongeren opgesteld, met name COMETT, ERASMUS en, nog maar heel kort geleden, LINGUA.
- 1.3. Het uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers heeft ten doel, jongeren een kans te bieden om deel te nemen aan een project van de Gemeenschap dat hun de mogelijkheid biedt ervaring op te doen met de levensomstandigheden en arbeidsvoorwaarden in andere Lid-Staten, dat de voor hun latere beroepsleven als volwassene noodzakelijke vaardigheden cultiveert - inclusief de ontwikkeling van beroeps- en praktische kennis alsmede hun vaardigheid om met mensen van een andere culturele achtergrond om te gaan - en dat de deelnemers in staat stelt samen met jongeren van andere Lid-Staten gemeenschappelijke interessen te ontdekken en vooral zich bewust te worden van hun gemeenschappelijke Europese identiteit.

2. ADMINISTRATIE

- 2.1. De Commissie stelt de regels en richtsnoeren van het project op, maar de leiding van de afzonderlijke projecten valt voornamelijk onder de verantwoording van de organisatoren van de uitwisseling. Iedere organisatie kan een aanvraag indienen voor subsidie voor uitwisseling van jonge werknemers zolang deze voldoen aan de richtsnoeren. In iedere Lid-Staat treedt een vertegenwoordiger van de regering op als nationale coördinator voor het uitwisselingsprogramma. Het Bureau voor de uitwisseling van jonge werknemers in de Europese Gemeenschap (ECYEB) is de technische afdeling die de Commissie bijstaat bij de tenuitvoerlegging van het uitwisselingsprogramma van jonge werknemers.

2.2. ORGANISATOREN VAN DE UITWISSELING

- 2.2.1. De organisatoren van de uitwisseling zijn verantwoordelijk voor het organiseren en ten uitvoer brengen van de uitwisselingen en blijven op die manier het belangrijkste element in het door de Commissie gesteunde structurele kader. De relatie tussen de Commissie en iedere organisator is vastgelegd in contracten welke betrekking hebben op de individuele uitwisselingsprojecten. Deze contracten leggen de voorwaarden voor de tenuitvoerlegging van de uitwisselingen, alsmede de verplichtingen van de betrokken lichamen of groepen en de financiële verantwoordelijkheden vast.
- 2.2.2. De meeste organisatoren van uitwisselingen vallen onder twee categorieën - degenen die op Europees niveau werken en degenen die in eerste instantie op nationaal niveau werken maar een communautaire dimensie hebben gekregen. De organisatoren zijn in principe betrokken bij uitwisselingsprogramma's, beroepsopleidingen of diverse sociale, culturele en onderwijsprojecten die zich richten tot doelgroepen uit specifieke beroeps- of bedrijfssectoren welke netwerken hebben opgezet ter bevordering van de uitwisseling van jonge mensen. Al deze verschillende instellingen hebben in grote mate bijgedragen tot de verscheidenheid van sectoren waarin uitwisseling in het kader van het programma heeft plaatsgevonden.
- 2.2.3. In 1988 hebben 18 organisaties subsidie ontvangen voor uitwisseling van jonge werknemers en in 1989 29.
- 2.2.4. In 1988/89 zijn drie vergaderingen gehouden met de bij het programma betrokken organisatoren:
- 23 maart 1988: een vergadering van één dag met de uitwisselingsorganisatoren in Brussel om de bestaande administratieve procedures te belichten.
 - 24/27 september 1988: "brainstorming" aan het Lago Maggiore in Italië met de bedoeling zowel vertegenwoordigers van de voornaamste organisatoren als een aantal deskundigen van buitenaf met elkaar in contact te brengen ter bespreking van:
 - * opties voor de ontwikkeling op lange termijn van het programma en
 - * richtsnoeren voor de twee laatste jaren van het Derde programma.
 - 26/27 oktober 1989: een vergadering van twee dagen in Brussel om de administratieve en financiële aspecten van het programma voor 1990 te bespreken, de statistische evaluatie van het door de Commissie uitgevoerde programma door te nemen en van gedachten te wisselen over de context en het bestek van het Vierde programma.

2.3. NATIONALE COÖRDINATOREN

- 2.3.1. De Commissie dringt er sterk op aan dat uitwisselingsorganisatoren overleg plegen met de nationale coördinatoren ter bespreking van uitwisselingsplannen, en dat zij een kopie van ieder aan de Commissie voorgelegd project aan de betrokken nationale coördinatoren toezenden.
- 2.3.2. Op 24 oktober 1988 is een vergadering gehouden met de nationale coördinatoren in Brussel om hen in te lichten over de ontwikkelingen en in grote lijnen de perspectieven van het Vierde programma te schetsen.

3. PRAKTISCHE RESULTATEN 1988 - 1989

- 3.1. Het programma staat open voor jongeren tussen 18 en 28 jaar die al werken of werk zoeken en die een basisberoepsopleiding of soortgelijke werkervaring hebben.
- 3.2. De uitwisselingen kunnen van korte duur zijn, van 3 weken tot 3 maanden duren en studiebezoeken, werkstages en een korte werkervaring omvatten, maar ook langer duren, van 4 tot 16 maanden en voornamelijk bestaan uit werkstages voorafgegaan door een taal- en oriëntatiecursus.
- 3.3. Van 1986 tot en met 1988 heeft de jaarlijkse begroting voor het programma 4,5 miljoen ECU bedragen; in 1989 is deze met 500.000 ECU verhoogd tot 5 miljoen ECU. Ondanks deze situatie is gestegen het aantal deelnemers van 2304 in 1987 gestegen tot 2676 in 1988 en ongeveer 3044 (1) in 1989. Het aantal goedgekeurde projecten is van 146 in 1988 tot 158 in 1989 gestegen. Ook moet worden vermeld dat in 1989 de vaste bijdragen per deelnemer per week met 10 ECU verhoogd zijn, zodat een verhoging van de toelage per deelnemer per week mogelijk werd.
- 3.4. In 1988 bedroegen de gemiddelde kosten per deelnemer per week 141 ECU. In 1989 is dit bedrag verhoogd tot 168,9 ECU, terwijl de gemiddelde toelage per deelnemer per week van 117 ECU in 1988 tot 137,3 ECU in 1989 is gestegen.
- 3.5. De geringe stijging van de gemiddelde kosten en toelagen weerspiegelt enerzijds het vermogen van de organisatoren om de kosten te drukken en anderzijds het vermogen van enkele organisatoren - voornamelijk degenen die nieuw bij het programma betrokken zijn - om voor andere bronnen van inkomsten te zorgen en zodoende de verlangde toelage te reduceren.

Zie tabel 1, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

(1) Het cijfer voor 1989 is gebaseerd op verwachte aantallen deelnemers van gedetailleerde aanvragen en niet zoals voor de voorafgaande jaren op de reële, definitieve aantallen.

- 3.6. In principe worden de projecten op halfjaarlijkse basis goedgekeurd - aan het begin en in juni van ieder jaar. Dit systeem biedt het voordeel dat middenin het jaar de financiering herzien kan worden. De organisatoren lichten de Commissie in omtrent iedere onderbenutting van toegekende toelagen; een te veel aan gelden kan dus onmiddellijk gerecupereerd en aan andere projecten toegewezen worden.

3.7. UITWISSEINGEN VAN KORTE EN LANGE DUUR

- 3.7.1. Zoals het besluit van de Raad stipuleert, zijn de uitwisselingen verdeeld in projecten van korte en lange duur, ieder met zijn eigen speciale doelstellingen binnen het kader van de algemene richtsnoeren.
- 3.7.2. In 1988 en 1989 is een daling opgetreden in de uitwisselingen van lange duur. Dit is het gevolg voor verscheidene factoren:
- Steeds grotere moeilijkheden bij het vinden van werkstages in het algemeen en speciaal voor buitenlanders in de verschillende Lid-Staten.
 - Terughoudendheid van jonge werknemers die werk hebben om dit, zelfs tijdelijk, te verlaten om deel te nemen aan het programma.
 - Een toename van uitwisselingen "van middellange duur", gewoonlijk 13 tot 16 weken en vaak voorafgegaan door een zeer korte talencursus. Deze uitwisselingen combineren de doelstellingen van kort- en langdurende uitwisselingen terwijl vele aan de langdurende programma's aanklevende problemen uit de weg geruimd worden.
- 3.7.3. De Commissie zal natuurlijk doorgaan met de bevordering van beide soorten uitwisseling, terwijl zij ervoor zal zorgen dat het programma openstaat voor een zo groot mogelijk aantal jongeren en dat een relatief evenwicht in stand wordt gehouden tussen de economische sectoren waarin uitwisseling plaatsvindt.

Zie tabel 2, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

3.8. GEOGRAFISCHE SPREIDING

- 3.8.1. Er blijkt nog steeds een zekere mate van overconcentratie in het centrum van de Gemeenschap te bestaan; toch blijken pogingen om dit gebrek aan evenwicht te verhelpen, succes te hebben en één van de prioriteiten van het programma is, de deelname van jongeren uit perifere of benadeelde streken aan te moedigen.
- 3.8.2. De Commissie is voornemens te zorgen voor een algemeen evenwicht tussen het opgenomen aantal jonge werknemers en het aantal dat door iedere Lid-Staat naar het buitenland wordt uitgezonden. Dit principe van evenwicht geldt voor de meeste uitwisselingen en de Commissie dringt erop aan dat dit principe in de toekomst, waar mogelijk, de doelstellingen van het programma zal schragen.

Zie tabel 3, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

3.9. SECTORIELE SPREIDING

3.9.1 Hoewel in de beginjaren van het programma de uitwisselingen vooral plaatsvonden in de primaire en secundaire sectoren, wordt de ontwikkeling van de tertiaire sector van de Gemeenschapseconomie weerspiegeld in het uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers en deze sector is nu de grootste van het programma.

3.9.2. In 1988 vielen onder de primaire sector 14,4% (21 projecten), onder de secundaire sector 37% (54 projecten) en onder de tertiaire sector 48,6% (71 projecten) van de uitwisselingen. In 1989 waren de cijfers 13,3% (21 projecten) in de primaire sector, 31% (49 projecten) in de secundaire sector en 55,7% (88 projecten) in de tertiaire sector.

Zie tabel 4, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

3.9.3. De projecten zijn als volgt over de drie sectoren verdeeld:

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Primaire sector</u>				
- Landbouw	11,6%	17 projecten	10,8%	17 projecten
- Bosbouw & visserij	2,7%	4 projecten	2,5%	4 projecten
<u>Secundaire sector</u>				
- Metaal en mech. industr.	4,1%	6 projecten	1,3%	2 projecten
- Andere industrieën	19,9%	29 projecten	12,0%	19 projecten
- Kunst en ambacht	5,5%	8 projecten	2,5%	4 projecten
- Diversen	7,5%	11 projecten	15,2%	24 projecten
<u>Tertiaire sector</u>				
- Toerisme	1,5%	2 projecten	2,0%	3 projecten
- Hotel & catering	5,5%	8 projecten	4,4%	7 projecten
- Gezondheid en sociale diensten	4,8%	7 projecten	8,2%	13 projecten
- Culturele en recreatieve diensten	17,1%	25 projecten	13,9%	22 projecten
- Computer/informatica	2,7%	4 projecten	1,3	2 projecten
- Diversen	17,1%	25 projecten	25,9%	41 projecten
<u>TOTAAL</u>	100%	146 projecten	100%	158 projecten

3.9.4. Een gedetailleerde lijst van alle gebieden waarop in 1988 en 1989 uitwisselingen plaatsgevonden hebben, is als bijlage 2 bijgevoegd.

3.10. PROFIEL VAN DE DEELNEMERS

3.10.1. Nu ook jeugdige werklozen aan het programma kunnen deelnemen, is het aandeel van de werkloze jongeren gestaag toegenomen van 46,4% in 1988 tot 47,3% in 1989, d.w.z. bijna de helft van de deelnemers aan het programma zijn werkzoekenden.

zie tabel 5, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

- 3.10.2. Een andere prioriteit van het Derde programma is het bieden van gelijke kansen aan mannen en vrouwen. De Commissie heeft ernaar gestreefd te zorgen dat jonge mannen en vrouwen gelijkkelijk vertegenwoordigd zijn en dat vrouwen worden aangemoedigd om deel te nemen aan uitwisselingen op nieuwe technologische gebieden. Zowel in 1988 als in 1989 is dit doel bereikt, d.w.z. er bestond volledige gelijkheid en jonge vrouwen vertegenwoordigden ongeveer 50% van alle deelnemers aan het programma.

zie tabel 6, bijlage 1, voor gedetailleerde statistische analyse.

3.11. WERKERVARING

Het is niet de bedoeling van het Derde gemeenschappelijke programma om de jongere een basis-beroepsopleiding en ervaring in een andere Lid-Staat te bieden maar het zorgt eerder voor een aanvulling op de opleiding en de reeds opgedane ervaring in zijn/haar eigen land. De Commissie blijft erin geloven dat het van bijzonder groot belang is dat zelfs uitwisseling van korte duur een echte werkervaring omvat en dat de werkervaring gedurende de projecten van lange duur zodanig van kwaliteit en waarde moet zijn dat zowel de werkgevers als de werknemers aangemoedigd worden om aan het project deel te nemen.

3.12. FINANCIERING VAN PROJECTEN

- 3.12.1 Zowel in 1988 als in 1989 heeft de Commissie om begrotingsredenen een groot aantal uitwisselingsprojecten niet kunnen financieren. De financiële steun van de Commissie aan het uitwisselingsprogramma is steeds bedoeld geweest als een stimulans voor de ontwikkeling van uitwisseling van jonge werknemers binnen de Gemeenschap. Het is nooit de bedoeling geweest om alle kosten van ieder uitwisselingsproject te dekken, hoewel dit bij de meeste uitwisselingen in feite vrijwel het geval is in de meeste uitwisselingen. Deze situatie laat natuurlijk veel te wensen over daar het uiteindelijk betekent dat het aantal jonge mensen dat aan het programma kan deelnemen, niet zo groot is als het anders zou kunnen zijn.
- 3.12.2 Indien het programma uitgebreid en minder afhankelijk van communautaire gelden moet worden, is het van vitaal belang voor de uitwisselingsorganisatoren om in samenwerking met de nationale coördinatoren alle mogelijke bronnen van aanvullende financiering te onderzoeken, of dit nu overheids-, regionale, lokale of privéfondsen zijn. De Commissie is van oordeel dat de Lid-Staten hun steun op nationaal niveau en hun actie moeten voortzetten, wil het programma werkelijk overal in de Gemeenschap op jonge werknemers invloed hebben.
- 3.12.3. De Commissie zal voortgaan met het aanmoedigen van nieuwe uitwisselingsinitiatieven via andere subsidies dan de bestaande vaste wekelijkse bijdrage. Op die manier zal het mogelijk worden gedeeltelijk het doel van uitwisselingen op basis van medefinanciering te bereiken aangezien de subsidieregeling de verplichting inhoudt dat de organisatoren andere bronnen van financiering zoeken.

4. EVALUATIE VAN HET PROGRAMMA

- 4.1. In 1988 is een kwantitatieve analyse gemaakt van de inhoud van de rapporten welke door de deelnemers uit de periode 1985-1987 waren ingediend.
- 4.2. Deze analyse is een eerste vooronderzoek waaruit bepaalde tendensen wat betreft de uitwerkingen van de uitwisselingen op de deelnemers konden worden vastgesteld.
- 4.3. In de loop van 1989 zijn de repercussies op lange termijn onderzocht, welke volgens de jonge werknemers invloed zouden kunnen hebben op hun deelname aan het uitwisselingsprogramma.
- 4.4. In nauw verband met de doelstellingen van het programma zijn vier verschillende niveaus van uitwerkingen onderzocht:
1. Invloed op de werksituatie / ontwikkeling van het individu in beroepstermen;
 2. Verschillen in het niveau van sociaal-culturele omgeving;
 3. Ontwikkeling van het bewustzijn van problemen in termen van Europese politiek;
 4. Uitwerkingen op persoonlijke toekomstplannen en op persoonlijke ontwikkeling.
- 4.5. De in de studie onderzochte groep bestond uit deelnemers welke in 1987 aan een uitwisseling hadden deelgenomen; een willekeurige selectie van 10% werd voldoende geacht om geldige resultaten te garanderen. De voornaamste basis van de studie was een schriftelijke opiniepeiling met in aansluiting daarop gesprekken met 40 geselecteerde deelnemers. Deze 40 personen zijn aan de hand van de volgende criteria geselecteerd:
- alle twaalf Lid-Staten moesten erbij betrokken zijn;
 - in de vragenlijst voorkomende bijzonderheden moesten nader onder de loupe worden genomen indien zij relevant waren voor het onderwerp van het onderzoek;
 - deelnemers die goedgefundeerde - positieve of negatieve - beoordelingen hadden gegeven wat perspectieven betreft, moesten voorrang krijgen;
 - alle soorten programma's moesten opgenomen worden - kwantitatieve spreiding van het aantal deelnemers per land afhankelijk van de absolute deelname aan het gehele uitwisselingsprogramma;
 - goedkope uitvoering, d.w.z. instelling van regionale centra indien mogelijk.
- 4.6. De kern van de studie was een grotendeels gestandaardiseerde vragenlijst welke zo opgezet was dat de logische ontwikkeling van de uitwisselingsprojecten gevolgd kan worden.
- 4.7. In de studie over dit jaar zijn ook ongeveer 40 gesprekken opgenomen met deelnemers uit de 12 Lid-Staten die in 1987 aan het uitwisselingsprogramma hebben deelgenomen.

4.8. ENKELE STATISTISCHE RESULTATEN

- 4.8.1. De uitsplitsing per leeftijdsgroep van de deelnemers geeft een interessante aanwijzing over de rol welke deelname aan uitwisseling speelt in de individuele toekomstplannen. Indien rekening wordt gehouden met de normale schooltijd en de basissvakopleiding, blijkt een kwart van de deelnemers aan de uitwisseling onmiddellijk na de vakopleiding deel te nemen - 27,5%. Ongeveer 47% heeft al enige jaren gewerkt voordat zij aan de uitwisseling deelnemen.
- 4.8.2 Het deelnamepercentage mannen/vrouwen is in evenwicht met 49% vrouwen en 51% mannen.

4.9. VERWACHTINGEN VAN DE UITWISSELING

- 4.9.1. De wens om beroepskennis te ontwikkelen en een naburig Europees land te leren kennen wordt het meest genoemd, ongeveer 30% ieder, evenals de wens om een vreemde taal beter te leren beheersen.
- 4.9.2. Slechts 15,3% van deelnemers aan uitwisseling van lange duur heeft beroepsredenen als hun eerste motivatie opgegeven; 32,1% zegt dat voor hen de beslissende factor was, een ander Europees land te leren kennen en 29,2% geeft als voornaamste reden verbetering van hun talenvaardigheid.
- 4.9.3. De meeste deelnemers (46,6%) aan programma's van drie weken hebben beroepsredenen als hun voornaamste redenen opgegeven. In dezelfde groep komen degenen die andere landen willen leren kennen op de tweede plaats met 33,5%. Dit kan in zekere zin verklaard worden door de aard van deze korte cursussen die natuurlijk alleen een inleiding kunnen geven.
- 4.10. VOLDEED DE UITWISSELING AAN DE VERWACHTINGEN OVER DE UITWISSELING VAN DE DEELNEMERS?
- 4.10.1. 36,5% van alle deelnemers verklaart dat volkomen aan hun verwachtingen is voldaan en 50,5% verklaart voornamelijk tevreden te zijn. Slechts 11,5% meent dat niet geheel aan hun verwachtingen is voldaan en 1,5% verklaart dat zij absoluut niet tevreden zijn.

- 4.10.2. De deelnemers aan de uitwisselingen van lange duur zijn in veel grotere mate van oordeel dat "volkomen" aan hun verwachtingen is voldaan (45% van het totale aantal programma's van lange duur) dan degenen die aan een uitwisseling van minder dan een maand hebben deelgenomen (25,2%). Bij de programma's van lange duur blijkt 7,9% niet volkomen tevreden te zijn; dit is een uiterst laag negatief resultaat vergeleken met dat voor de programma's van drie weken (18%). Het blijkt dus dat de mate waarin aan de verwachtingen voldaan is, parallel loopt met de duur van de uitwisseling.

- 4.10.3. Over het algemeen verklaart 87% van de deelnemers heel tevreden te zijn, maar de negatieve commentaren concentreren zich vooral op de programma's van drie weken en dit laatste model moet dan ook een andere rol krijgen. Het is een bijzonder goed model indien het als "eerste introductie" wordt gebruikt voor verschillende aspecten, inclusief beroepsaspecten, van een ander land. Het zou echter een goed idee zijn dit model niet meer te gebruiken in een primaire rol van beroepsverbetering - deze rol schijnt beter geschikt voor andere, langduriger modellen.

4.11. VOORBEREIDING OP HET VERBLIJF IN HET BUITENLAND

- 4.11.1. Voorbereiding op een verblijf in het buitenland is van groot belang voor het succes van dat bezoek. Nauwelijks een kwart van alle deelnemers hadden enig idee van hun gastland. Voor 35% van de deelnemers was de uitwisseling hun eerste verblijf in het buitenland.
- 4.11.2. Uit het overzicht blijkt dat vele deelnemers pas na de uitwisseling erover klagen dat zij voordien niet waren ingelicht over een nauwkeurig programma. Integendeel, vele deelnemers werden aangeworven met alleen maar algemene informatie over de sector en de vermoedelijke activiteiten.
- 4.11.3. De meeste ondervraagde personen hadden een duidelijke herinnering aan een onaangenaam gevoel van onveiligheid of verwarring.
- 4.11.4. Bovendien had ongeveer 28% van de deelnemers aan de langer durende programma's een onaangename herinnering aan de door de organisaties beschikbaar gestelde infrastructuur.
- 4.11.5. Slechts 16,2% van dezelfde groep - deelnemers aan de programma's van lange duur - rangschikken zichzelf onder het hoofd "zeer aangename herinnering". Dit ligt tamelijk ver beneden het, nauwelijks aanvaardbare, gemiddelde percentage van 35,4% van alle deelnemers die zichzelf rangschikken in de rubriek "een zeer aangename herinnering".
- 4.11.6. Uit het resultaat van het overzicht is een zeer duidelijk onderscheid zichtbaar tussen de talencursussen en het werk :
- de infrastructuur tijdens de talencursussen werd unaniem positief beoordeeld. Gedurende deze periode zijn de organisatoren aanwezig, zij zorgen voor de deelnemers en bieden een programma dat de (talen)cursus aanvult.
 - In de meeste gevallen verandert deze situatie zodra het praktische onderricht begint. Dan voelen de deelnemers zich in de steek gelaten, onder andere wegens de verandering van omgeving, locatie, enz.
- 4.11.7. Bij alle uitwisselingen wordt de vraag van de infrastructuur ietwat academisch als zich geen ernstiger problemen voordoen (wanneer men geen hulp behoeft, valt het ontbreken ervan niet op).

4.12. BEROEPSOPLEIDING OP HET WERK

- 4.12.1. 68,7% van de deelnemers aan de programma's van lange duur en 61,2% van de programma's die één tot drie maanden duren, vond dat de firma's voorbereid waren toen zij aankwamen.
- 4.12.2. Deze programma's, die gericht waren op een duidelijk omliggende groep van deelnemers en dus gemakkelijker te organiseren zijn (bv. banken, spaarbanken en landbouw), werken over het algemeen bevredigender.
- 4.12.3. In deze context moet de studie van de eventuele uitwerkingen op lange termijn welke zouden kunnen voortvloeden uit deelname aan een uitwisselingsprogramma rekening houden met alle doelstellingen welke in het besluit van de Raad over dit gemeenschapsprogramma zijn opgenomen en niet alleen met de beroepsaspecten.
- 4.12.4. De mobilititeit van werknemers moet een belangrijke rol spelen in termen van de economische en politieke veranderingen binnen de Europese Gemeenschap. De Europese Markt van 1993 kan alleen zijn functie vervullen in termen van één enkele arbeidsmarkt indien individuen bereid zijn zowel hun werk als hun levensomstandigheden te veranderen. Om dit mogelijk te maken, moet worden voldaan aan enkele eerste vereisten, b.v. een fundamenteel positieve benadering van andere Lid-Staten.
- 4.12.5. De kwestie van beroepsvoordeel van deelname aan uitwisselingen is derhalve bijzonder belangrijk.
- 4.12.6. Onmiddellijk voordeel in beroepstermen van deelname aan uitwisselingen afhankelijk van de duur van de uitwisseling

In beroepstermen was de uit- wisseling	Sleutel	totaal aantal deelnemers	Minder dan een maand	Een tot drie maanden	Langer dan drie maanden
Nuttig	1	262	74	118	70
	2	44.0%	28.2%	45.0%	26.7%
	3		33.8%	49.8%	59.4%
Schadelijk	1	44	18	14	12
	2	7.4%	40.9%	31.8%	27.3%
	3		8.2%	5.9%	8.6%
Geen invloed	1	289	127	105	57
	2	48.6%	43.9%	36.3%	18.7%
	3		58.0%	44.3%	41.0%
TOTAAL	1	595	219	237	139
	3	100.0%	36.8%	39.8%	23.4%

Sleutel: 1 = totaal
2 = % respons
3 = % deelnemers per soort programma.

4.12.7. Uit deze cijfers blijkt dat bij de programma's van lange duur de praktische beroepservaring in het buitenland over het algemeen een positieve invloed heeft op het werk thuis en progressief toeneemt naarmate de duur van het programma:

- 33,8% voor deelnemers aan programma's van drie weken;
- 49,8% voor programma's van 1 tot 3 maanden; en
- 50,4% voor deelnemers aan langdurige programma's.

4.12.8. Dit resultaat blijkt nog duidelijker in termen van uitwerkingen op lange termijn (na een of twee jaar):

Invloed op het beroep	Sleutel	Totaal aantal deelnemers	Minder dan een maand	Een tot drie maanden	Langer dan drie maanden
Nuttig	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Schadelijk	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Geen invloed	1	208	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
TOTAAL	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Sleutel: 1 = totaal
2 = % respons
3 = % deelnemers per soort programma.

4.12.9. Eén van de andere doelstellingen van het Besluit van de Raad betreffende het uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers is onder de deelnemers een groeiende belangstelling voor Europese politiek en een groter bewustzijn van de Europese dimensie van dit programma te kweken.

4.12.10. In dit verband heeft 68,8% van alle deelnemers verklaard dat hun belangstelling gegroeid is. Hier verschillen opnieuw de deelnemers aan de programma's van lange duur significant van de anderen; 80,7% van hen verklaart dat hun belangstelling gegroeid is.

4.13. EEN GLOBALE EVALUATIE

4.13.1. Een globale evaluatie van deelname aan uitwisselingen levert de volgende resultaten op:

	Sleutel	Totaal aantal deelnemers	Minder dan een maand	Een tot drie maanden	Langer dan drie maanden
Voor	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
Tegen	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Geen mening	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7%	5,0%
TOTAAL	1	600	224	236	140
	3	100.0%	37,3%	39.3%	23.3%

Sleutel: 1 = totaal
2 = % respons
3 = % deelnemers per soort programma.

4.13.2. Uit het cijfer van 96% voor degenen die nu, enige tijd na hun ervaring, adviseren aan een dergelijke uitwisseling deel te nemen, blijkt de grote waarde welke door vroegere deelnemers toegekend wordt aan het uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers van de Europese Gemeenschap.

4.13.3. Er bestaat duidelijk verband tussen de duur van hun uitwisseling en de positieve weerslag op lange termijn in beroepstermen. Deze bevinding wordt nog versterkt door de indicaties welke de deelnemers in termen van wenselijke duur van een uitwisseling hebben gegeven:

- ongeveer 88% van de deelnemers aan langdurige uitwisselingsprogramma's verklaart voorstander van dit model (van lange duur) te zijn;
- ongeveer 53% van de deelnemers die aan een programma van een tot drie maanden hadden deelgenomen, verklaart de voorkeur te geven aan een langer durend programma van minstens zes maanden;
- de deelnemers aan programma's van drie weken zijn ook duidelijk van mening veranderd: ongeveer 60% van hen opteert voor programma's tussen een en drie maanden en bijna een kwart voor langdurige programma's.

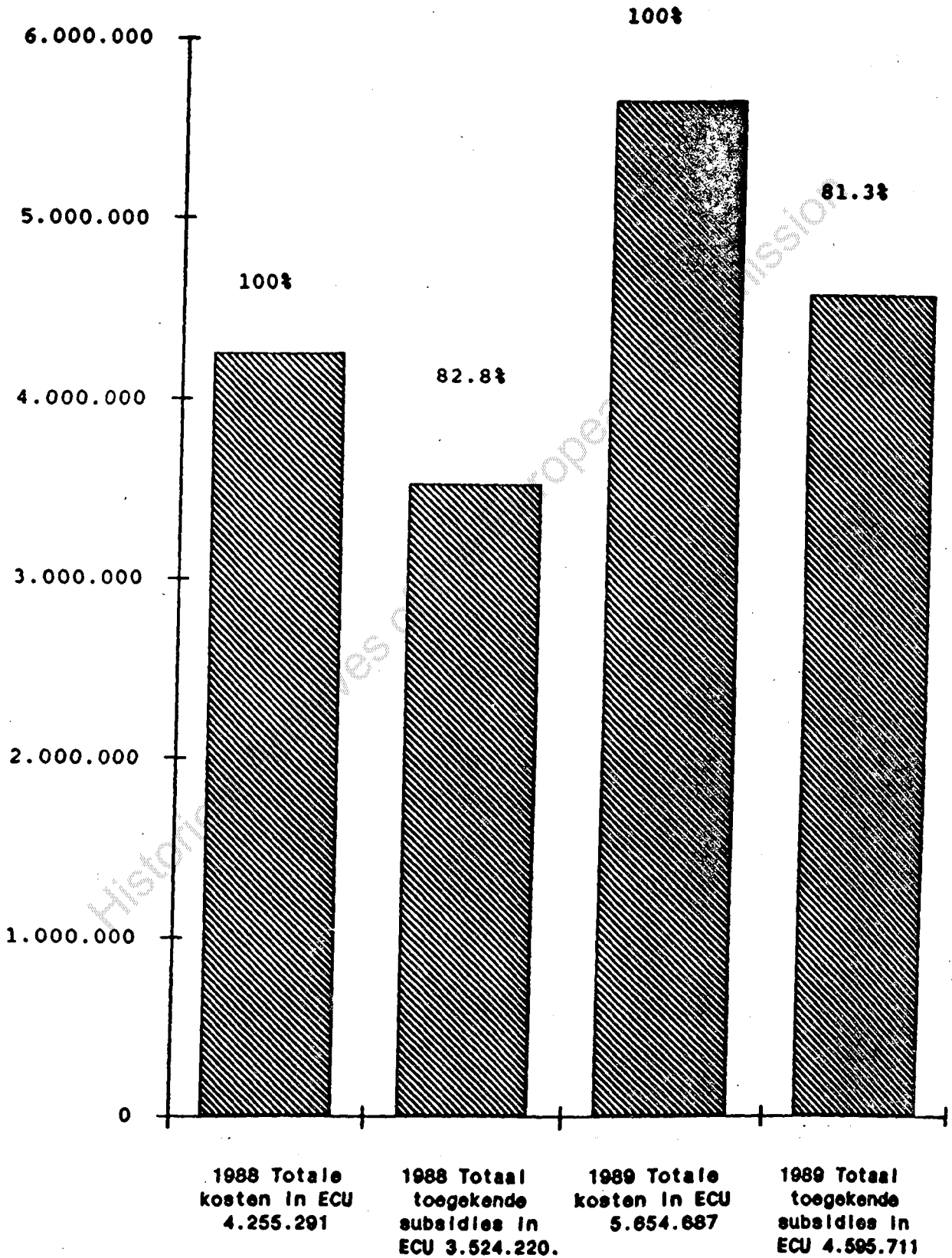
5. CONCLUSIES

- 5.1. Zoals reeds eerder vermeld, is het aantal deelnemers in 1988 en 1989 voortdurend gestegen, hoewel de begroting slechts gering toegenomen is. De Commissie is ook verheugd over de constante groei van het aantal nieuwe organisatoren van uitwisselingen (in 1989 hebben 19 nieuwe organisaties een aanvraag ingediend voor subsidie waarvan er 10 zijn toegekend).
- 5.2. Het belang van de verspreide informatie wordt sinds 1988 duidelijk en opgemerkt dient te worden dat het aantal verzoeken om informatie zowel van individuele personen als van organisaties nog steeds toeneemt.
- 5.3. Tenslotte is uit de Mededeling van de Commissie aan de Raad "Onderwijs en opleiding in de Europese Gemeenschap - Richtsnoeren voor de middellange termijn : 1989-1992" (COM(89) 236 def.) gebleken dat "de Commissie voornemens is de mogelijkheden te onderzoeken om het presenteren van de in het kader van deze twee programma's (uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers en Jeugd voor Europa) beschikbare mogelijkheden voor het jongerenpubliek te vereenvoudigen en tevens om de administratie ervan te stroomlijnen. Daarom zullen de fasen van de beide regelingen worden gesynchroniseerd om in de toekomst een meer gecoördineerde aanpak door de Commissie van jongerenuitwisselingen van allerlei aard mogelijk te maken".
- 5.4. De Commissie heeft haar desbetreffende voorstel (COM(90) 79 def.) punctueel ingediend en gezorgd dat de Raad uiteindelijk het uitwisselingsprogramma voor jonge werknemers voor eind 1991 (liever dan in 1990) kan herzien. Dit voorstel ligt op het ogenblik bij de Raad.

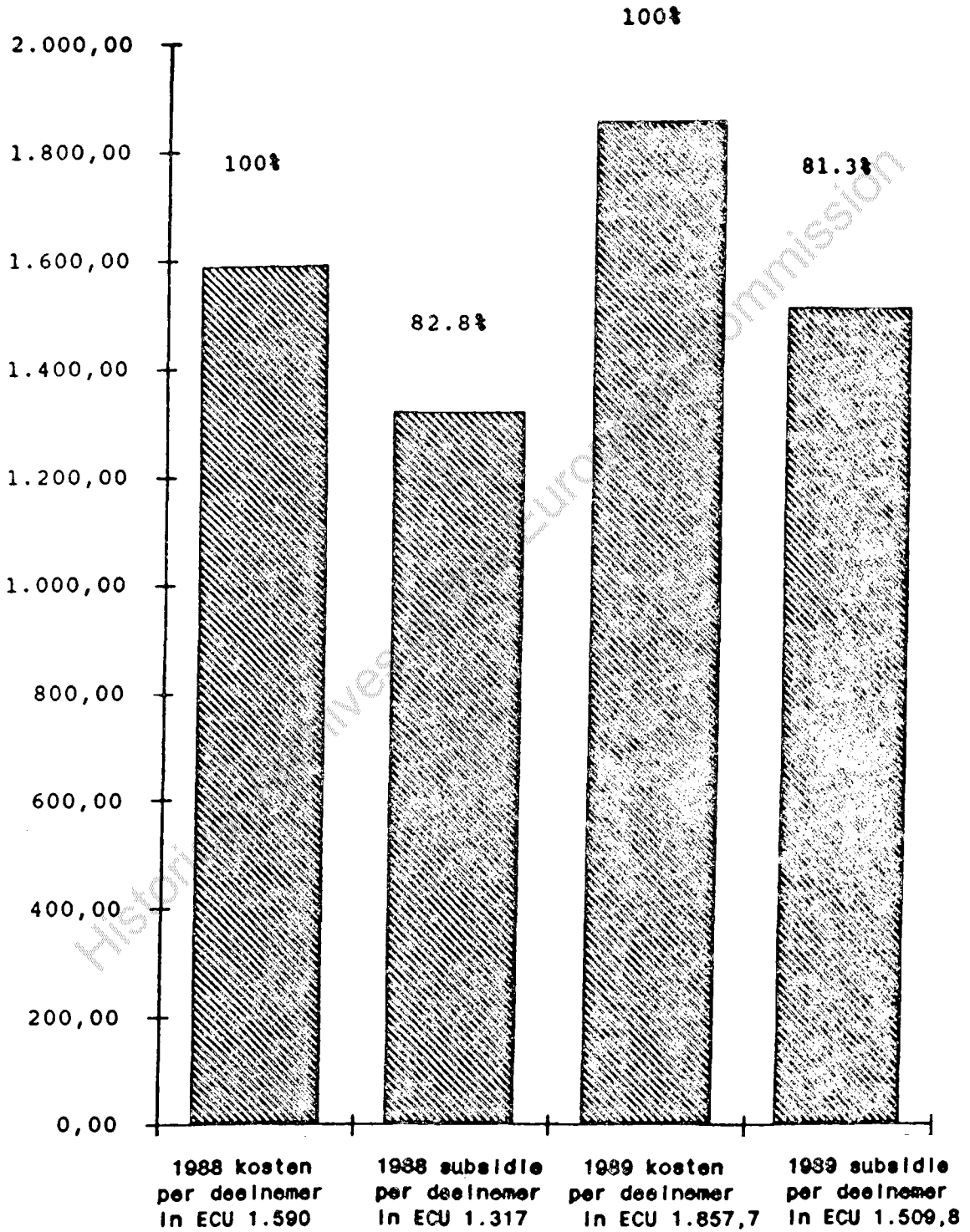
BIJLAGE 1

Historical Archives of the European Commission

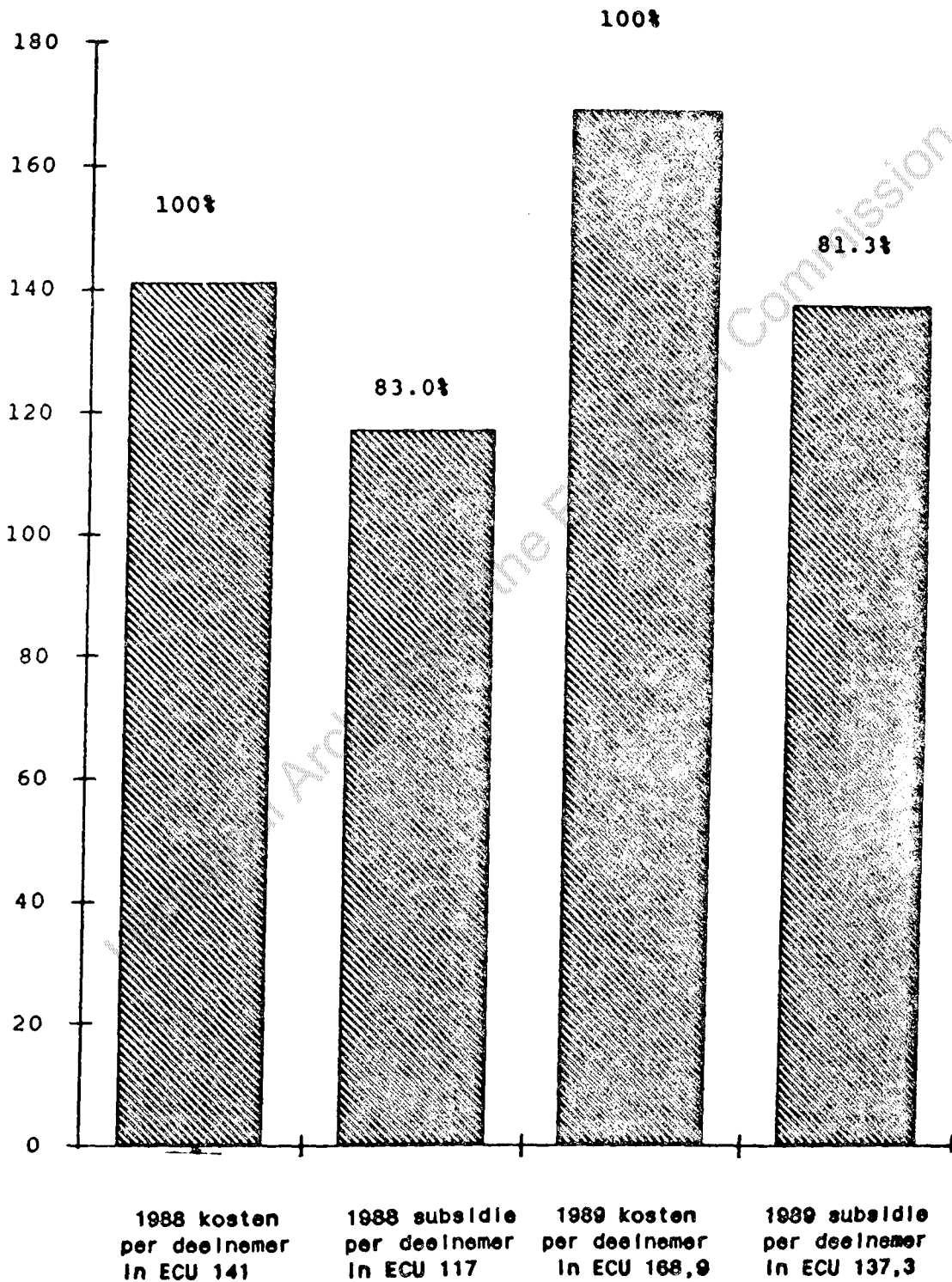
Tabel 1.1. Kosten / Subsidieprojecten In 1988/1989



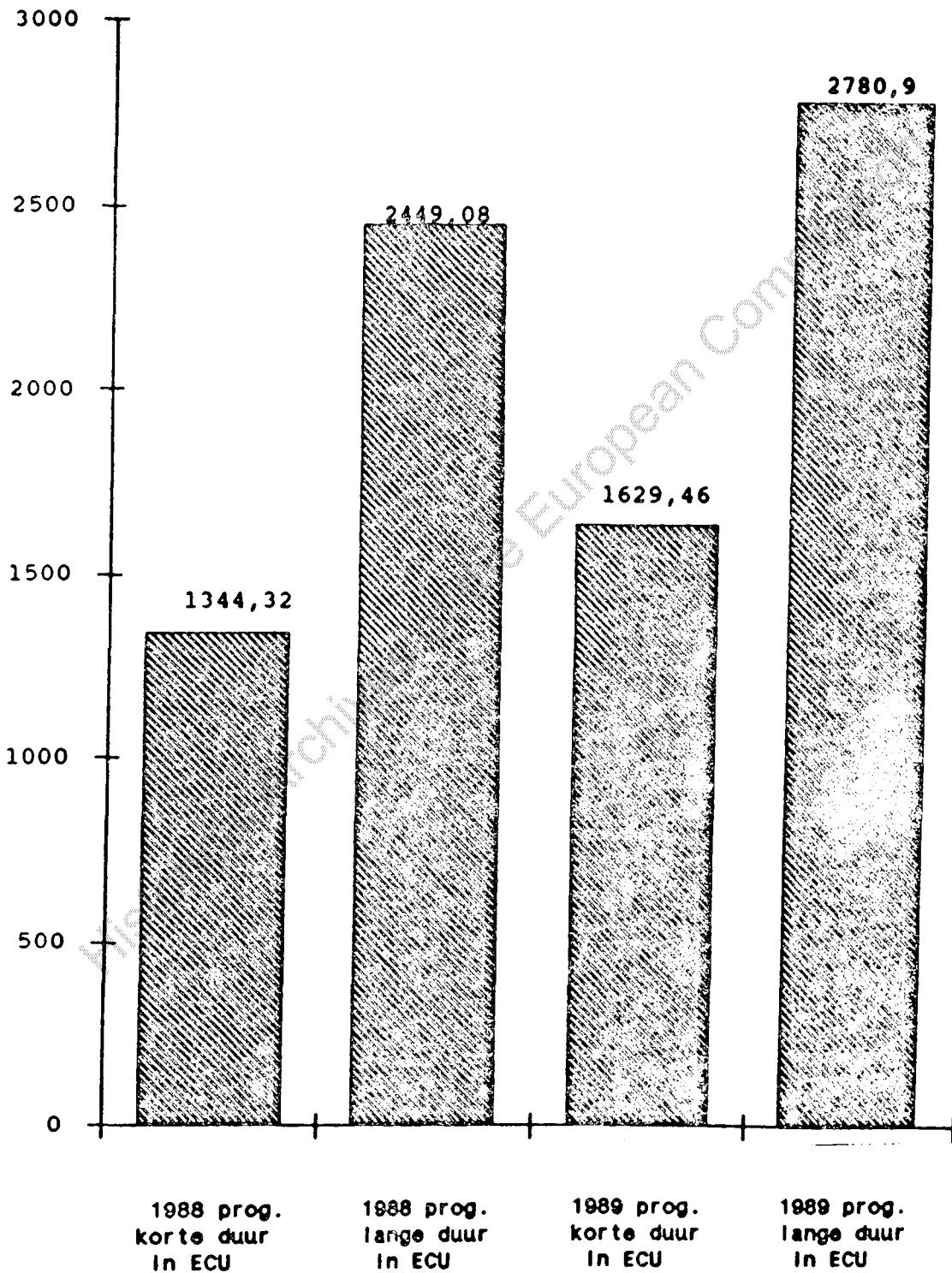
Tabel 1.2. Gemiddelde kosten / subsidies per deelnemer
in 1988/1989



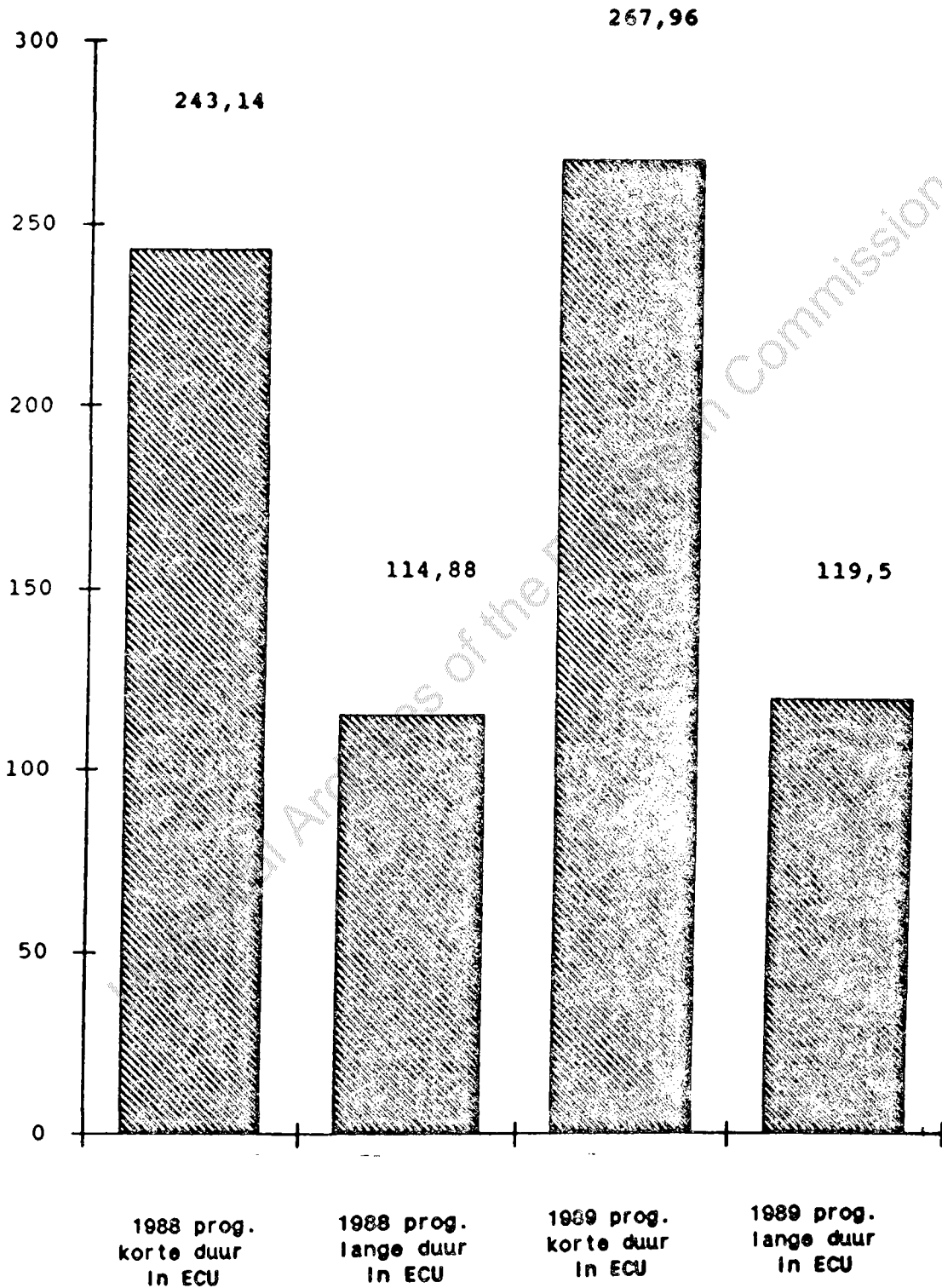
Tabel 1.3. Gemiddelde kosten / subsidie per deelnemer
per week in 1988/1989



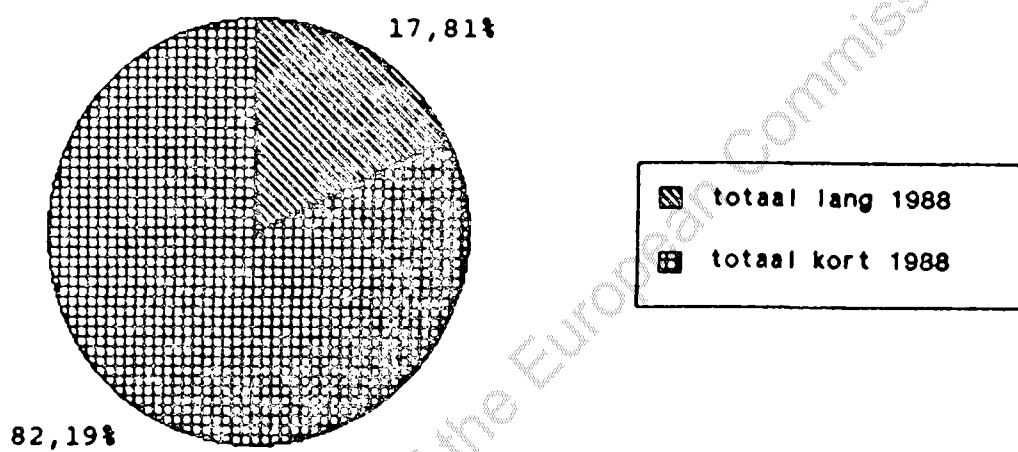
Tabel 1.4. Gemiddelde kosten per deelnemer per programma van korte / lange duur in 1988/1989



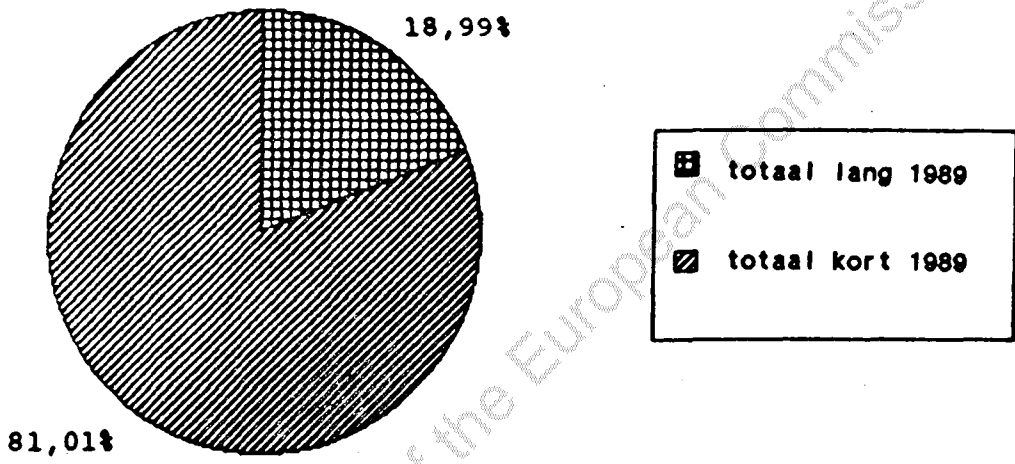
Tabel 1.5. Gemiddelde kosten per deelnemer per week per programma van korte / lange duur in 1988/1989



Tabel 2.1. Kort- of langdurende projecten in 1988



Tabel 2.2. Kort- of langdurende projecten in 1989



Tabel 3.1

Stroom van deelnemers in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAAL	
Naar B	0	1	5	3	12	1	8	8	0	1	7	7	51	Naar B
Naar D	5	0	4	13	19	74	17	88	1	16	22	37	276	Naar D
Naar DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	178	Naar DK
Naar EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	Naar EL
Naar E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	Naar E
Naar F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	Naar F
Naar IRL	9	38	20	4	8	47	0	28	3	44	8	7	214	Naar IRL
Naar I	10	51	21	82	47	58	47	9	0	57	38	60	478	Naar I
Naar L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	Naar L
Naar NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	Naar NL
Naar P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	Naar P
Naar UK	9	58	38	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	Naar UK
Naar nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	Naar nnn
Totaal	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2806	Totaal

Nota: Het totale aantal van 2806 deelnemers is gebaseerd op de geplande aantallen deelnemers van gedetailleerde aanvragen en komt dus niet overeen met het uiteindelijke/feltelijke aantal deelnemers. Daarom is er een marge van 130 deelnemers vergeleken met het uiteindelijke/actuele aantal van 2676 deelnemers.

Tabel 3.2.

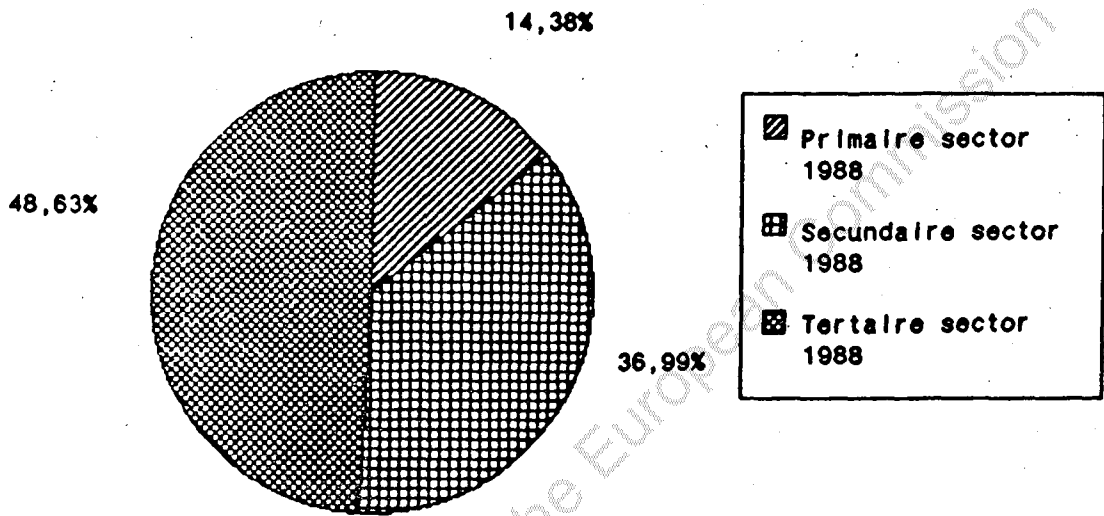
Stroom van deelnemers in 1989

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAAL
Naar	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3044
Van	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3044

Nota: De cijfers voor 1989 zijn gebaseerd op de geplande aantallen deelnemers van gedetailleerde aanvragen en niet op de uiteindelijke/feltelijke aantallen daar veel cijfers nog niet gereed zijn en specifieke informatie over de deelnemers pas in de eindrapporten beschikbaar is.

(*) bestemming onbekend

Tabel 4.1. Sectoriële verdeling van de projecten
in 1988



**Tabel 4.2. Sectoriële verdeling van de projecten
in 1989**

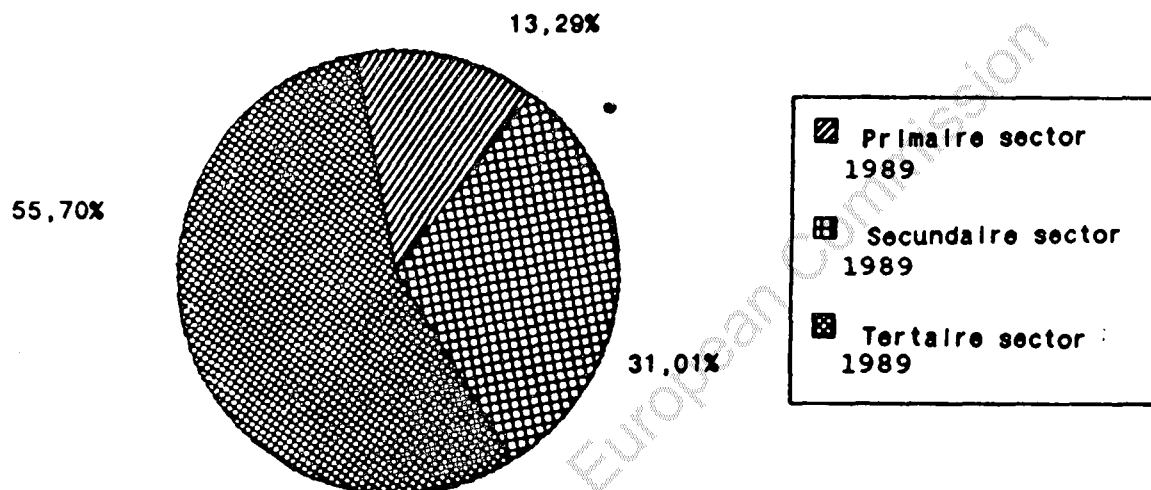
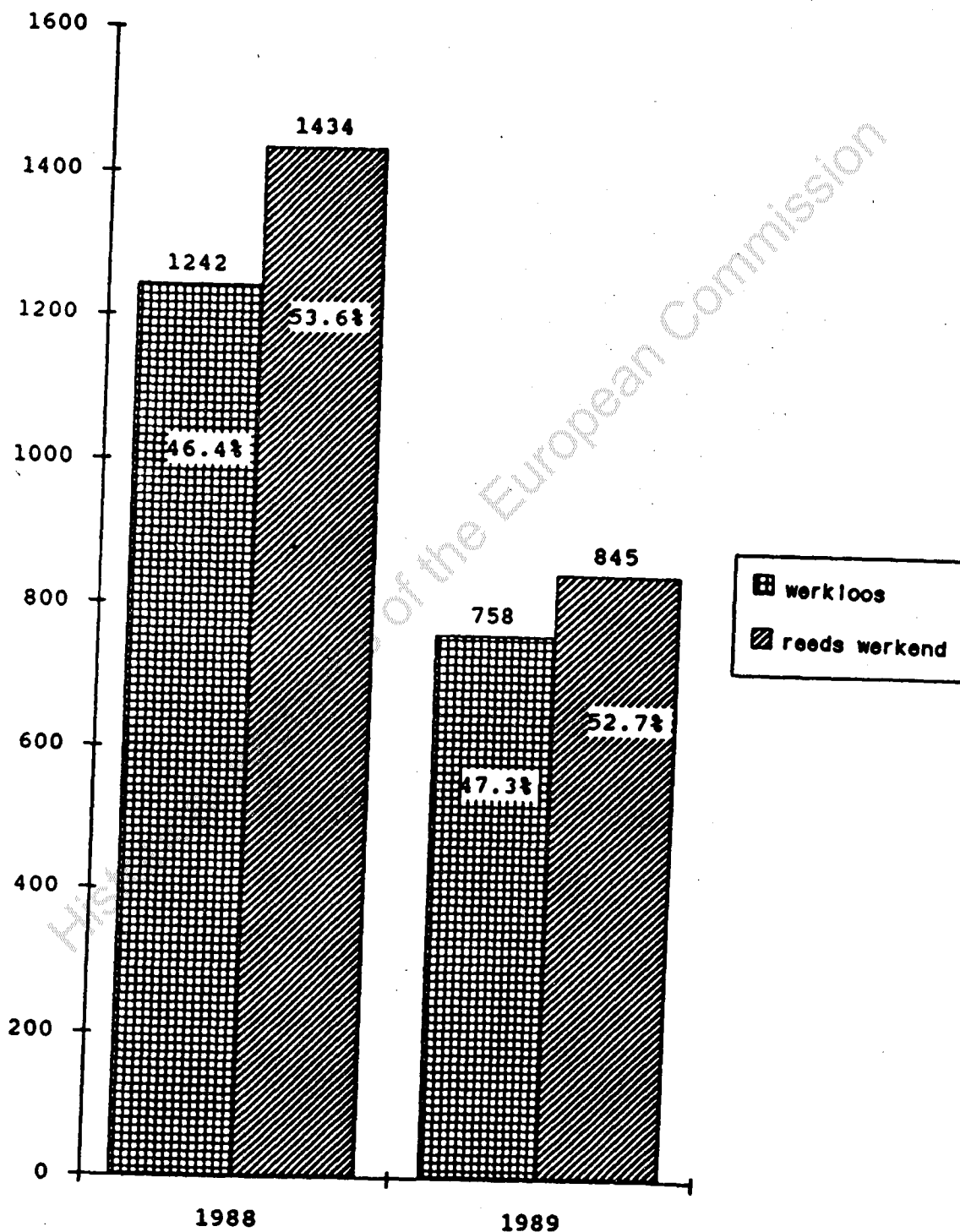
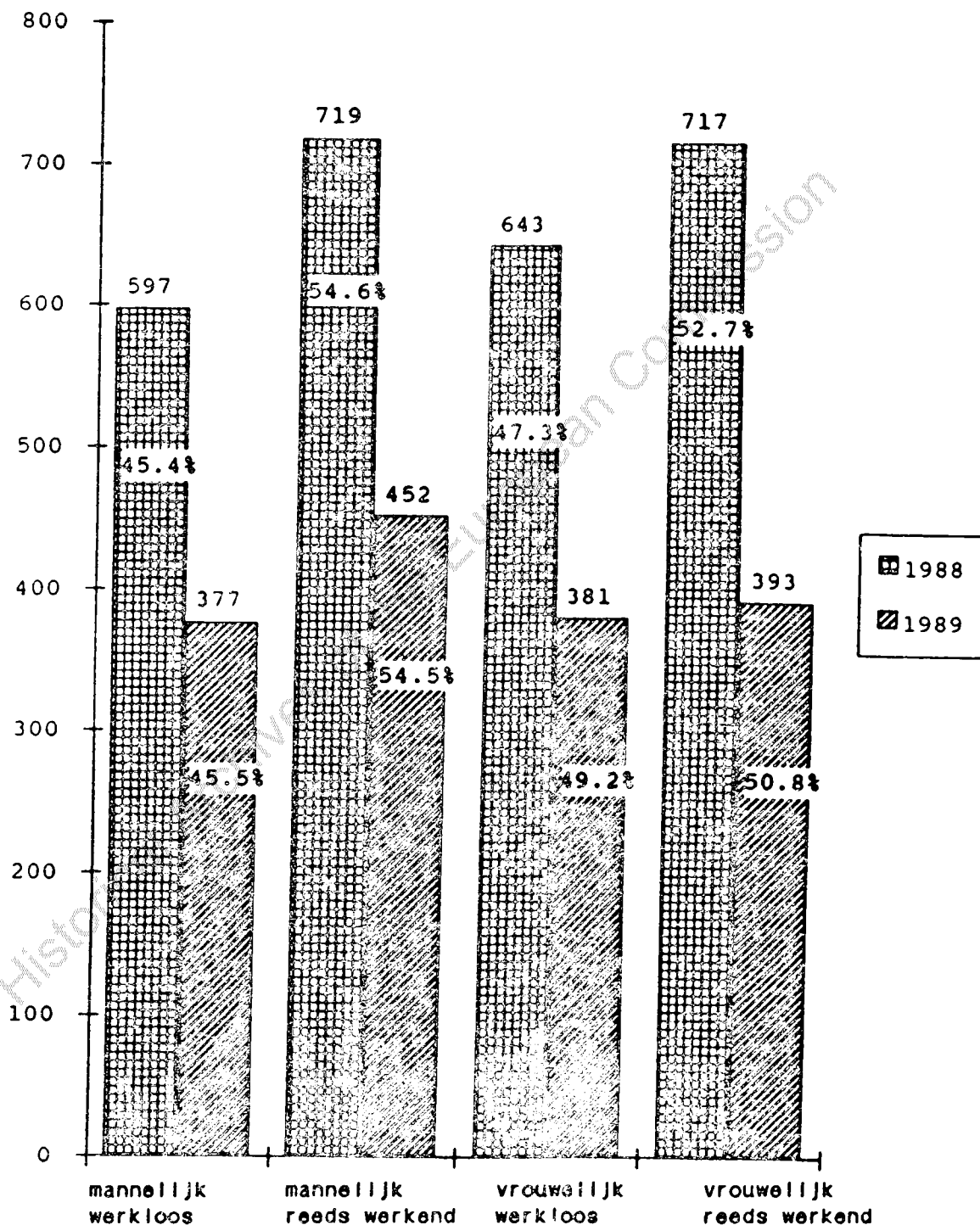


Table 5.1. Werkloze / reeds werkende jonge werknemers
In 1988 / 1989



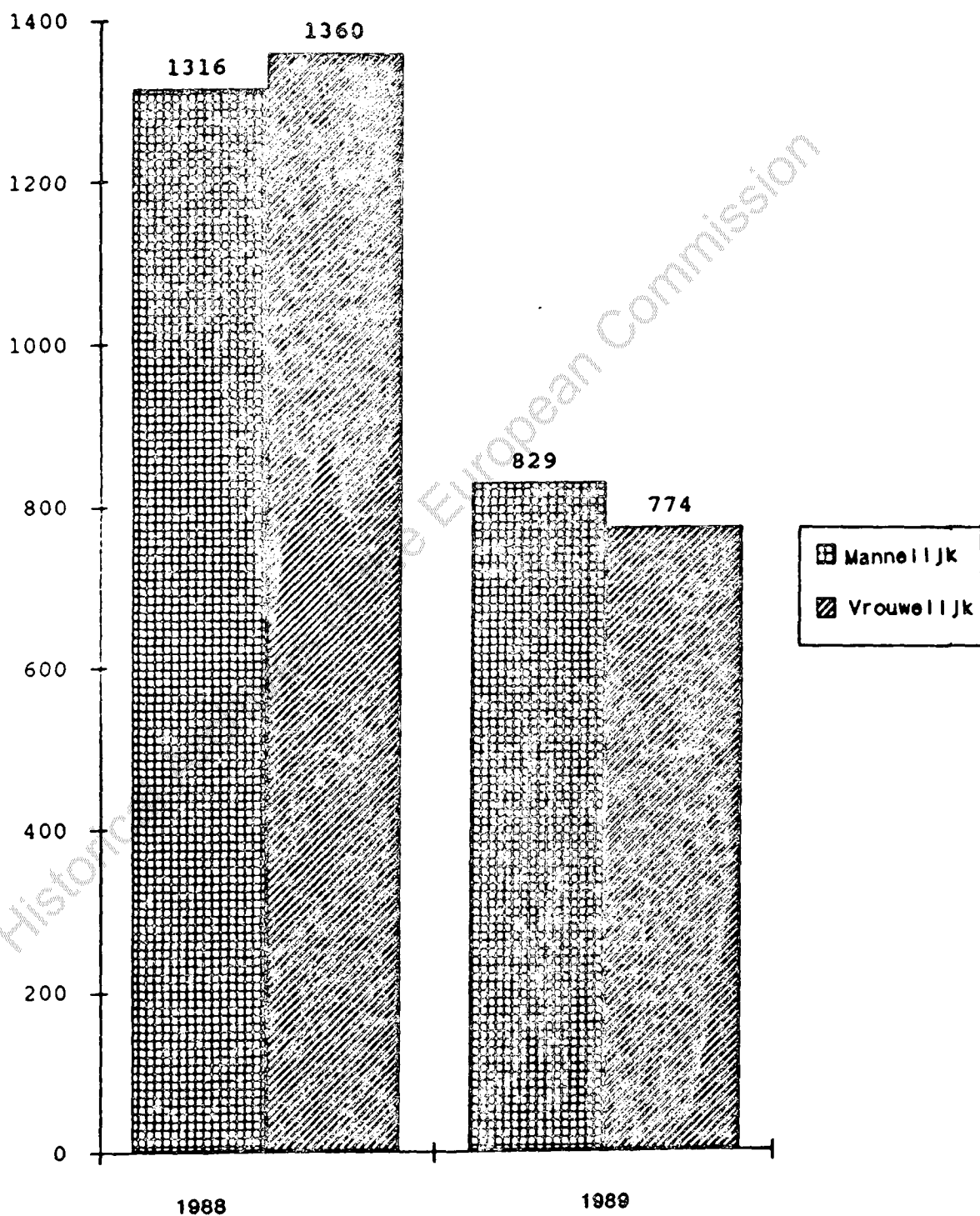
Nota: De gegevens over 1989 zijn onvolledig daar vele projecten nog niet afgelopen zijn en specifieke informatie over de deelnemers pas in de eindrapporten beschikbaar is.

Tabel 5.2. Werkloze / reeds werkende mannelijke / vrouwelijke
jonge werknemers in 1988 / 1989



Nota: De gegevens over 1989 zijn onvolledig daar vele projecten nog niet afgelopen zijn en specifieke informatie over de deelnemers pas in de eindrapporten beschikbaar is.

Tabel 6 Mannelijke / vrouwelijke jonge werknemers in 1988 / 1989



Nota: De gegevens over 1989 zijn onvolledig daar vele projecten nog niet afgelopen zijn en specifieke informatie over de deelnemers pas in de eindrapporten beschikbaar is.

BIJLAGE 2

Historical Archives of the European Commission

Bijlage 2

Gedetailleerde lijst van gebieden waarop uitwisselingsprojecten
van lange werknemers in 1988 en 1989 plaatsgevonden hebben

Landbouw	Ziekenhuizen
Agrarische industrie	Hotel en catering
Archeologie	Jacht
Kunst	Import/export
Restauratie van kunst	Verzekering
Audiovisuele produktie	Tuinarchitectuur
Bankwezen	Plaatselijke werkgelegenheidsinitiatieven
Scheepsbouw	Produktie-industrieën
Keramische produkten	Marketing
Chemische industrie	Media
Circus	Metaalbewerking
Handel	Muziek
Computers	Natuurbehoud
Bouwnijverheid	Verpleging
Ambachten	Openbaar beheer
Maatschappelijk werk	Recycling
Gehandicapte werknemers	Secretariaat
Distributie	Sport
Techniek	Technische hulp in de landbouw
Milieubescherming	Telematica
Visserij	Textiel
Voedsel-, dranken- en tabaksindustrie	Theater
Voedselverwerkende industrie	Toerisme
Bosbouw	Vervoer
Gezondheid en sociale diensten	Wijnbouw
Tuinbouw	Beroepsopleiding

ISSN 0254-1513

COM(90) 377 def.

DOCUMENTEN

NL

05

Catalogusnummer : CB-CO-90-397-NL-C
ISBN 92-77-63158-9

VERKOOPPRIJS	tot 30 blz.: 3,50 ECU	per 10 blz. meer: 1,25 ECU
--------------	-----------------------	----------------------------

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(90) 377 final

Brussels, 1 August 1990

SECOND REPORT

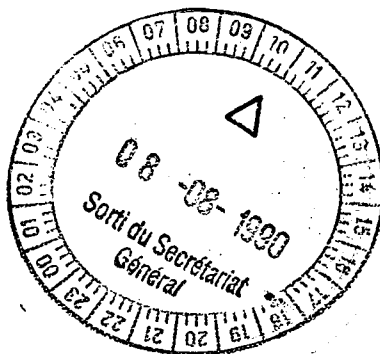
ON

THE THIRD JOINT PROGRAMME FOR

THE EXCHANGE OF YOUNG WORKERS

1988 - 1989

(presented by the Commission)



SECOND REPORT ON THE THIRD JOINT PROGRAMME FOR

THE EXCHANGE OF YOUNG WORKERS

1988 - 1989

1. INTRODUCTION

- 1.1. The "Third Joint Programme to Encourage the Exchange of Young Workers within the Community" was adopted by the Council in its decision of 13 December 1984 and covers the period 1985-1990.
- 1.2. The Third Joint Programme is the latest version of the oldest Community youth mobility programme, launched in 1964 and based on Article 50 of the Treaty of Rome. Various other youth mobility programmes have been established since, in particular COMETT, ERASMUS, and most recently, LINGUA.
- 1.3. The programme of exchanges for young workers provides an opportunity for participation in a Community scheme offering experience of living and working conditions in other Member States, fostering the skills, necessary for adult and working life - including the development of vocational knowledge and practical skills as well as the skills of interpersonal communication between individuals from different cultural backgrounds - and enabling participants to find interests in common with young people from other Member States and, above all, to develop their awareness of a shared European identity.

2. ADMINISTRATION

- 2.1. The Commission sets the rules and guidelines of the scheme, but the running of individual projects is mainly the responsibility of the exchange organisers. Any organisation can apply for grants for Young Worker Exchanges so long as these comply with the guidelines. In each Member State there is a government representative who acts as a national coordinator for the exchange programme. The European Community Youth Exchange Bureau (ECYEB) is the technical unit which assists the Commission in the implementation of the Young Workers' Exchange Programme.

2.2. EXCHANGE ORGANISERS

- 2.2.1. Exchange organisers have the responsibility of organising and implementing the exchanges, and so remain the most important element in the structural framework supported by the Commission. The relationship between the Commission and each organiser is governed by contracts covering the individual exchange projects. These contracts define the conditions for implementing the exchanges, the obligations of the body or group involved and the financial responsibilities.
- 2.2.2. The majority of exchange organisers fall into two categories - those operating at European level and those operating primarily at national level but which have acquired a Community dimension. The organisers are principally involved in exchange programmes, vocational training programmes or a variety of social, cultural and educational projects aimed at target groups from particular professional or industrial sectors which have been networking for the purpose of developing exchanges of young people. This wide range of organisations has greatly contributed to the variety of sectors in which exchanges have been run within the programme.
- 2.2.3. In 1988 18 organisations received grants and in 1989 a total of 29 organisations received grants for Young Workers' Exchanges.
- 2.2.4. In 1988/89, there were three meetings with exchange organisers involved in the programme :
- 23 March 1988 : a one day meeting in Brussels to clarify the existing administrative procedures with exchange organisers.
 - 24/27 September 1988 : a "brainstorming meeting" at Lago Maggiore, Italy, with the purpose of gathering together both representatives of the main organisers and a number of outside experts to discuss :
 - * options for the long-term development of the programme and
 - * guidelines for the two remaining years of the Third Programme.
 - 26/27 October 1989 : a two-day meeting in Brussels to discuss the administrative and financial aspects of the programme for 1990, to consider the statistical evaluation of the programme carried out by the Commission and to exchange points of view on the context and scope of the Fourth Programme.

2.3. NATIONAL COORDINATORS

- 2.3.1. The Commission is particularly anxious that exchange organisers liaise with the national coordinators to discuss exchange plans, and they are required to send a copy of each project submitted to the Commission to the national coordinators concerned.
- 2.3.2. A meeting was held with the national coordinators in Brussels on 24 October 1988 to inform them of developments and to outline the perspectives of the Fourth Programme.

3. PRACTICAL RESULTS 1988 - 1989

- 3.1. The programme is open to young people between 18 and 28 years of age, who are either employed or available for employment, and who have completed basic vocational training or have similar work experience.
- 3.2. The exchanges range from the short-term, lasting 3 weeks to 3 months and which include study visits, work placements and a brief experience of the working environment, to the longer term, lasting 4 to 16 months and which are mainly work placements preceded by a language and orientation course.
- 3.3. From 1986 to 1988 the annual budget for the programme remained at 4.5 mio ECUs and in 1989 there was an increase of 500.000 ECUs to 5 mio ECUs. Despite this situation, the number of participants has increased from 2304 in 1987 to 2676 in 1988 and approximately 3044 (1) in 1989 and the number of granted projects has increased from 146 in 1988 to 158 in 1989. It should also be noted that, in 1989, the flat-rate contributions per participant per week were increased by 10 ECUs allowing for an increase in the grant per participant per week.
- 3.4. The average cost per participant per week in 1988 amounted to 141 ECUs and in 1989 this amount has increased to 168.9 ECUs, while the average grant per participant per week increased from 117 ECUs in 1988, to 137.3 ECUs in 1989.
- 3.5. The slight increase in both average cost and grant reflects, on the one hand, the ability of organisers to reduce costs and, on the other, the ability of some organisers - essentially those new to the programme - to secure other sources of income and thus reduce the grant required.

See Table 1, Annex 1, for detailed statistical analysis.

- (1) The 1989 figure is based on planned participant numbers of detailed applications and not, as for the preceding years on the actual, final, numbers.

3.6. Projects are, in principle, approved on a biannual basis - at the beginning of and in June of each year. This system has the advantage of allowing for a mid-year funding review. Organisers inform the Commission of any under-utilization of grants allocated; excess funds can therefore be recuperated immediately and allocated to other projects.

3.7. SHORT-TERM AND LONG-TERM EXCHANGES

3.7.1. As the Council Decision stipulates, exchanges are divided into short-term and long-term projects, each having its own particular objectives within the overall guidelines.

3.7.2. In 1988 and 1989 there was a decline in long-term exchanges. This is a result of several factors :

- Increasing difficulty in finding work placements in general, and particularly for foreign nationals in the different Member States.
- Reluctance of young people who are employed to leave jobs, albeit temporarily, to participate in the Programme.
- An increase of "medium-term" exchanges, usually of 13-16 weeks' duration and often preceded by a very short language course. These combine the objectives of short-term and long-term exchanges, while many of the difficulties involved in the long-term programmes are eliminated.

3.7.3. The Commission will, of course, continue to promote both types of exchange while ensuring that the programme is open to the maximum number of young people possible, and that a relative balance is maintained between the economic sectors in which exchanges take place.

See Table 2, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.8. GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

3.8.1. There is still a degree of over-concentration at the centre of the Community; however, efforts to redress this imbalance are proving successful, and one of the priorities of the programme is to encourage the participation of young people from peripheral or disadvantaged regions.

3.8.2. The Commission endeavours to ensure a general balance between the number of young workers received and those sent abroad on exchanges from each Member State. This principle of balance operates for the majority of exchanges and the Commission is anxious that it continues to underpin the basic aims of the programme wherever feasible.

See Table 3, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.9. SECTORAL DISTRIBUTION

3.9.1. Although in earlier years of the programme, the primary and secondary sectors dominated exchanges, the development of the tertiary sector of the Community's economy is reflected in the Young Worker Exchange Programme, and this sector is now the largest in the programme.

3.9.2. In 1988, the primary sector represented 14.4% (21 projects), the secondary sector 37% (54 projects) and the tertiary sector 48.6% (71 projects). In 1989 the figures were 13.3% (21 projects) in the primary sector, 31% (49 projects) in the secondary sector and 55.7% (88 projects) in the tertiary sector.

See Table 4, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.9.3. Within each of the three sectors projects were distributed as follows :

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Primary sector</u>				
- Agriculture	11.6%	17 projects	10.8%	17 projects
- Forestry & fishing	2.7%	4 projects	2.5%	4 projects
<u>Secondary sector</u>				
- Metal & mechan. indust.	4.1%	6 projects	1.3%	2 projects
- Other manufact. indust.	19.9%	29 projects	12.0%	19 projects
- Arts & crafts	5.5%	8 projects	2.5%	4 projects
- Various	7.5%	11 projects	15.2%	24 projects
<u>Tertiary sector</u>				
- Tourism services	1.5%	2 projects	2.0%	3 projects
- Hotel & catering	5.5%	8 projects	4.4%	7 projects
- Health & social serv.	4.8%	7 projects	8.2%	13 projects
- Cultural & recreation. services	17.1%	25 projects	13.9%	22 projects
- Computers/informatics	2.7%	4 projects	1.3%	2 projects
- Various	17.1%	25 projects	25.9%	41 projects
<u>TOTAL</u>	100%	146 projects	100%	158 projects

3.9.4. A detailed list of all the areas in which exchange projects took place in 1988 and 1989 is attached as Annex 2.

3.10. PROFILE OF PARTICIPANTS

3.10.1. Since unemployed young people were made eligible to participate in the programme, the proportion of unemployed participants has increased steadily from 46.4% in 1988 to 47.3% in 1989, i.e. almost half of the participants in the programme are job-seekers.

See Table 5, Annex 1, for detailed statistical analysis.

- 3.10.2. Another priority of the Third Programme is to offer equal opportunities to men and women. The Commission has endeavoured to ensure that young men and women are equally represented and that women are encouraged to participate in exchanges in new technology areas. In both 1988 and 1989, this aim was achieved, i.e. equality was complete and young women represented approximately 50% of all participants in the programme.

See Table 6, Annex 1, for detailed statistical analysis.

3.11. WORK EXPERIENCE

The Third Joint Programme is not intended to offer the young person concerned basic vocational training and experience in another Member State but rather provides a complement to the training and experience already acquired in his/her own country. The Commission continues to believe it is crucial that even short-term exchanges should have a genuine work experience content and that the work experience provided during long-term projects should be of sufficiently high quality and value to encourage employers and workers alike to participate in the scheme.

3.12. FUNDING OF PROJECTS

- 3.12.1. Both in 1988 and 1989, the Commission had to refuse funding for a large number of exchange projects for budgetary reasons. The Commission's financial support of the exchange programme was always intended as an incentive to the development of young workers' exchanges within the Community. It was never intended to cover the entire costs of each exchange project, although this is in fact nearly the case in the majority of the exchanges. This situation obviously leaves much to be desired as it ultimately means that the number of young people who can participate in the programme is not as high as it might otherwise be.
- 3.12.2. If the programme is to be extended and to be made less dependent on Community funds it is vital for exchange organisers, in cooperation with national coordinators, to explore all possible sources of complementary funding, be they governmental, regional, local or private. The Commission considers that the Member States should continue their support at national level and their action, if the programme is to have a real impact on young workers throughout the Community.
- 3.12.3. The Commission will continue to encourage new exchange initiatives via subsidies other than the existing flat-rate weekly contribution. This practice will make it possible to partially achieve the aim of co-financing exchanges, since the subsidy system requires that the organisers seek other sources of funding.

4. EVALUATION OF PROGRAMME

- 4.1. In 1988, a qualitative analysis of the contents of the reports submitted by the participants during the period 1985-1987 was carried out.
- 4.2. This analysis was a first pilot study which allowed certain tendencies as regards the effects of the exchanges on the participants to be identified.
- 4.3. During the course of 1989, the long-term repercussions which, in the opinion of the young workers, could have an influence on their participation in the exchange programme, were examined.
- 4.4. Four different levels of effects have been examined, closely following the objectives of the programme :
 1. Impact on the work situation / development of the individual in professional terms;
 2. Changes in the level of socio-cultural environment;
 3. Development of awareness of problems in terms of European policy;
 4. Effects on personal future plans, and on personal development.
- 4.5. The group examined in the study consisted of participants who took part in an exchange in 1987, and a random sample of 10% was considered to be sufficient to guarantee valid results. The main basis of the study was a written poll in addition to which interviews were carried out with 40 selected participants. The selection of the 40 persons to be interviewed was done along the line of the following criteria :
 - all twelve EC Member States were to be considered;
 - peculiarities appearing in the questionnaire were to be given a closer look if they were relevant to the research matter;
 - participants who had provided well-founded assessments - positive or negative ones - with regard to perspective were to be given priority;
 - all programme types were to be included - quantitative distribution of the number of participants per country depending on the absolute participation in the whole exchange programme;
 - low-cost realization, i.e. creation of regional centres if possible.
- 4.6. The core of the study was a mainly standardised questionnaire which was structured to follow the logical development of the exchange projects.
- 4.7. This year's study also included some 40 interviews with participants from the 12 Member States who took part in the 1987 exchange programme.

4.8. SOME STATISTICAL RESULTS

4.8.1. The breakdown by age group of the participants gives an interesting indication of the role which exchange participation plays in individual future planning. If we take into account the normal length of schooling, and basic vocational training, we find that a quarter of the participants take part in the exchange immediately after training - 27.5%. Approximately 47% have already worked for a few years before taking part in the exchange.

4.8.2. The male/female participation ratio is balanced, with 49% female and 51% male.

4.9. EXPECTATIONS FROM THE EXCHANGE

4.9.1. The desire to develop professional knowledge, and to get to know a neighbouring European country get the highest votes, with about 30% each, as does the wish to perfect a foreign language.

4.9.2. Only 15.3% of long term participants gave professional reasons as their primary motivation; 32.1% said that getting to know another European country was the decisive factor, and 29.2% gave perfection of their linguistic skills as the main reason.

4.9.3. The majority (46.6%) of those on three week programmes gave professional reasons as their principal ones. In the same group, getting to know other countries came second with 33.5%. This can in some way be explained by the nature of these short courses, which can obviously only give an introduction.

4.10. ARE PARTICIPANTS' EXPECTATIONS FROM THE EXCHANGE FULFILLED ?

4.10.1. 36.5% of all participants state that their aspirations are met completely, and 50.5% express themselves as being essentially satisfied. Only 11.5% think that their aspirations were not essentially satisfied, and 1.5% express themselves as not being satisfied at all.

4.10.2. Those taking part in the long-term exchanges consider that their aspirations were "completely satisfied" to a much higher degree (45% of the total on long-term programmes) than those participating in an exchange of less than a month (25.2%). For the long-term programmes, we can see that 7.9% were essentially not satisfied, which is an extremely low negative result, compared with that for the three week programmes of 18%. This shows that the degree of satisfaction of expectations goes in tandem with the length of the exchange.

4.10.3. Overall, 87% of participants state that they are largely satisfied, but the negative comments are concentrated on the three week programmes, and we think this latter type should change its role. It is a perfectly good model if used as a "first introduction" to various aspects, including professional aspects, of another country. However, it would seem to be a good idea to abandon the use of this model in a primary role for training improvement - this role seems better suited to other, longer, models.

4.11. PREPARING FOR THE STAY ABROAD

4.11.1. Preparing for a stay abroad is of great importance for the success of that visit. Barely a quarter of all participants already knew their host country. For 35% of the participants, the exchange was their first stay abroad.

4.11.2. The survey shows that many participants only complain after the exchange is over that before the exchange they were not informed of a precise programme. On the contrary, many participants were recruited with only general information on the sector, and the probable activities.

4.11.3. The majority of those interviewed had a clear memory of a disagreeable feeling of insecurity or confusion.

4.11.4. In addition, approximately 28% of participants on the long programmes have an unpleasant memory of the infrastructure provided by the organisations.

4.11.5. Only 16.2% of the same group - participants in the long programmes - classify themselves under the heading of having a "very pleasant memory". This is considerably below the, barely tolerable, average of 35.4% of all participants who classify themselves as having a "very pleasant memory".

4.11.6. The interviews showed that a very clear distinction existed between the language courses and work :

- the infrastructure provided during the language courses was, unanimously, seen as positive. During this period, the organisers are present, they take care of the participants, and offer a programme which complements the (language) course.
- In most cases, this situation changes once the practical training begins. Participants then feel abandoned, amongst other reasons, because of the change of surroundings, location, etc.

4.11.7. The question of infrastructure becomes somewhat academic in all exchanges where major problems do not arise (when one does not require help, its absence passes unremarked).

4.12. ON-THE-JOB VOCATIONAL TRAINING

- 4.12.1. 68.7% of the participants in the long programmes, and 61.2% of those in the 1-3 month programmes found that the companies were prepared for them when they arrived.
- 4.12.2. Those programmes aimed at a clearly defined group of participants, and which are thus easier to organise (for example banks, savings banks, and farming) generally work in a more satisfactory way.
- 4.12.3. In this context, the study of the eventual long term effects which could derive from participation in an exchange programme must take into consideration all the objectives set out in the Council Decision on this Community programme, and not only the professional aspects.
- 4.12.4. The mobility of employees has an important role to play in terms of the economic and political changes within the European Community. The Single Market of 1993 can only fulfill its function in terms of a single labour market if individuals are prepared to change both their working and living conditions. In order for this to happen certain prerequisites must be met, such as a fundamentally positive approach towards other Member States.
- 4.12.5. The question of professional benefit from participation in exchanges is therefore most important.
- 4.12.6. Immediate Benefit in Professional terms from Participation in Exchanges in function of the Length of the Exchange

In professional terms, the exchange was	Key	Total number of participants	Less than one month	One to three months	More than 3 months
Beneficial	1	262	74	118	70
	2	44.0%	28.2%	45.0%	26.7%
	3		33.8%	49.8%	50.4%
Detrimental	1	44	18	14	12
	2	7.4%	40.9%	31.8%	27.3%
	3		8.2%	5.9%	8.6%
No impact	1	289	127	105	57
	2	48.6%	43.9%	36.3%	19.7%
	3		58.0%	44.3%	41.0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100.0%	36.8%	39.8%	23.4%

Key : 1 = Total figure
 2 = % response
 3 = % of participants per type of programme.

4.12.7. These figures show that, in the long term programmes, the practical professional experience abroad generally has a positive impact on-the-job at home, and progressively according to the length of the programme :

- 33.8% for participants in three week programmes;
- 49.8% for participants in 1-3 month programmes;
- 50.4% for participants in longer programmes.

4.12.8. This result is shown even more clearly in terms of the long term effects (after one or two years) :

Professional impact of the	Key	Total n° of participants	Less than one month	One to 3 months	More than 3 months
Beneficial	1	378	117	160	101
	2	63.7%	31.0%	42.3%	26.7%
	3		52.7%	69.0%	72.7%
Detrimental	1	9	4	3	2
	2	1.5%	44.4%	33.3%	22.2%
	3		1.8%	1.3%	1.4%
No impact	1	206	101	69	36
	2	34.7%	49.0%	33.5%	17.5%
	3		45.5%	29.7%	25.9%
TOTAL	1	593	222	232	139
	3	100.0%	37.4%	39.1%	23.4%

Key : 1 = Total figure
 2 = % response
 3 = % of participants per type of programme.

4.12.9. One of the other objectives of the Council Decision concerning the Young Workers' Exchange Programme is to see a growing interest in European policies and a greater awareness of the European Dimension of this programme among participants.

4.12.10. In this context, 68.8% of all participants declared that their interest had increased. Here too the participants in the long-term programmes differ significantly from the others, 80.7% of them having declared that their interest has increased.

4.13. AN OVERALL APPRECIATION

4.13.1. An overall appreciation of participation in exchanges yields the following results :

	Key	Total n° of participants	Less than one month	One to 3 months	More than 3 months
For	1	576	212	232	132
	2	96.0%	36.8%	40.3%	22.9%
	3		94.6%	98.3%	94.3%
Against	1	6	5		1
	2	1.0%	83.3%		16.7%
	3		2.2%		0.7%
No advice	1	18	7	4	7
	2	3.0%	38.9%	22.2%	38.9
	3		3.1%	1.7%	5.0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100.0%	37.3%	39.3%	23.3%
Key : 1 = Total figure 2 = % response 3 = % of participants per type of programme.					

4.13.2. The figure of 96% for those who would, today, some time after their experience, advise participation in such an exchange, shows the high value attributed to the European Community Young Workers' Exchange Programme by former participants.

4.13.3. There is an obvious connection between the duration of an exchange and its long-term positive repercussions in professional terms. This finding is reinforced by the indications which participants have given in terms of the desirable length of an exchange :

- almost 88% of participants in long term exchange programmes declared themselves to be in favour of this model (long term);
- approximately 53% of participants who had participated in a one to three month programme, declared a preference for longer programmes, for a minimum of six months;
- in terms of participants in the three week programmes there is also a clear shift in opinions, almost 60% of them argued for programmes of between one and three months, and almost a quarter for long term programmes.

5. CONCLUDING REMARKS

- 5.1. As mentioned earlier, there has been a progressive increase in the number of participants in 1988 and 1989, even though there has only been a limited increase in the budget. The Commission is also happy to note the constant increase in the number of new exchange organisers (in 1989 19 new organisations applied for a grant, of which 10 received grants).
- 5.2. The impact of the information materials disseminated since 1988 is becoming evident, and it should be noted that the number of requests for information from individuals, as well as from organisations, is still increasing.
- 5.3. Finally, it will have been noted from the Commission's Communication to the Council, "Education and Training within the European Community - Guidelines for the medium-term : 1989-1992" (COM(89) 236 final), that "the Commission intends to examine the scope of simplifying the presentation of the opportunities available to the youth public by these two programmes (Young Workers' Exchange programme and Youth for Europe), and also to streamline their administration. For this reason, the phasing of the two schemes will be synchronized to permit a more coordinated approach in future by the Commission to youth exchanges of all kinds".
- 5.4. The Commission duly presented its proposal in this regard (COM(90) 79 final) providing for the Council finally to review the Young Workers' Exchange Programme before the end of 1991 (rather than 1990). This proposal is currently before the Council.
-

ANNEX 1

Historical Archives of the European Commission

Table 1.1. Cost /Grant Projects in 1988/1989

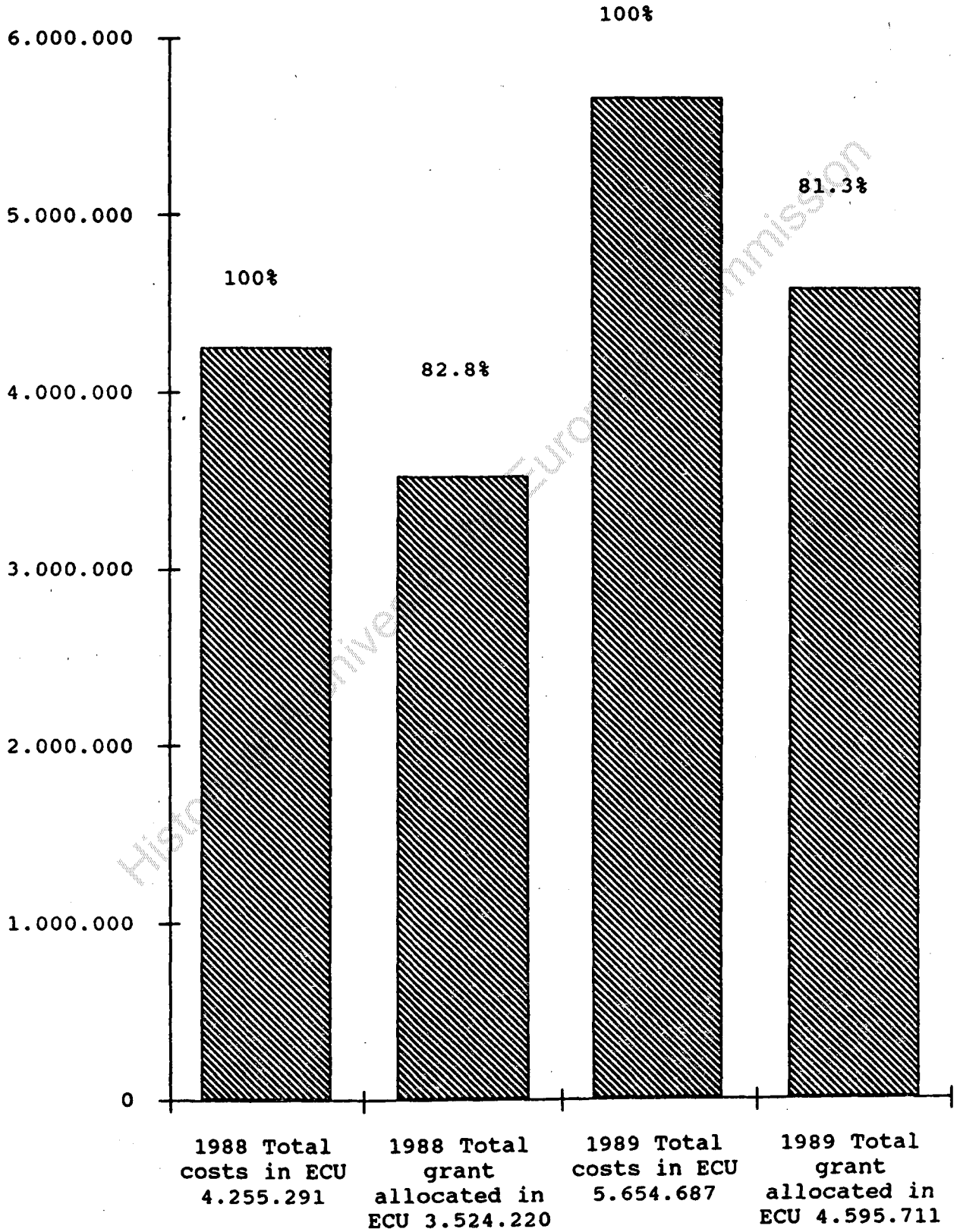


Table 1.2. Average cost / grant per participant
in 1988 / 1989

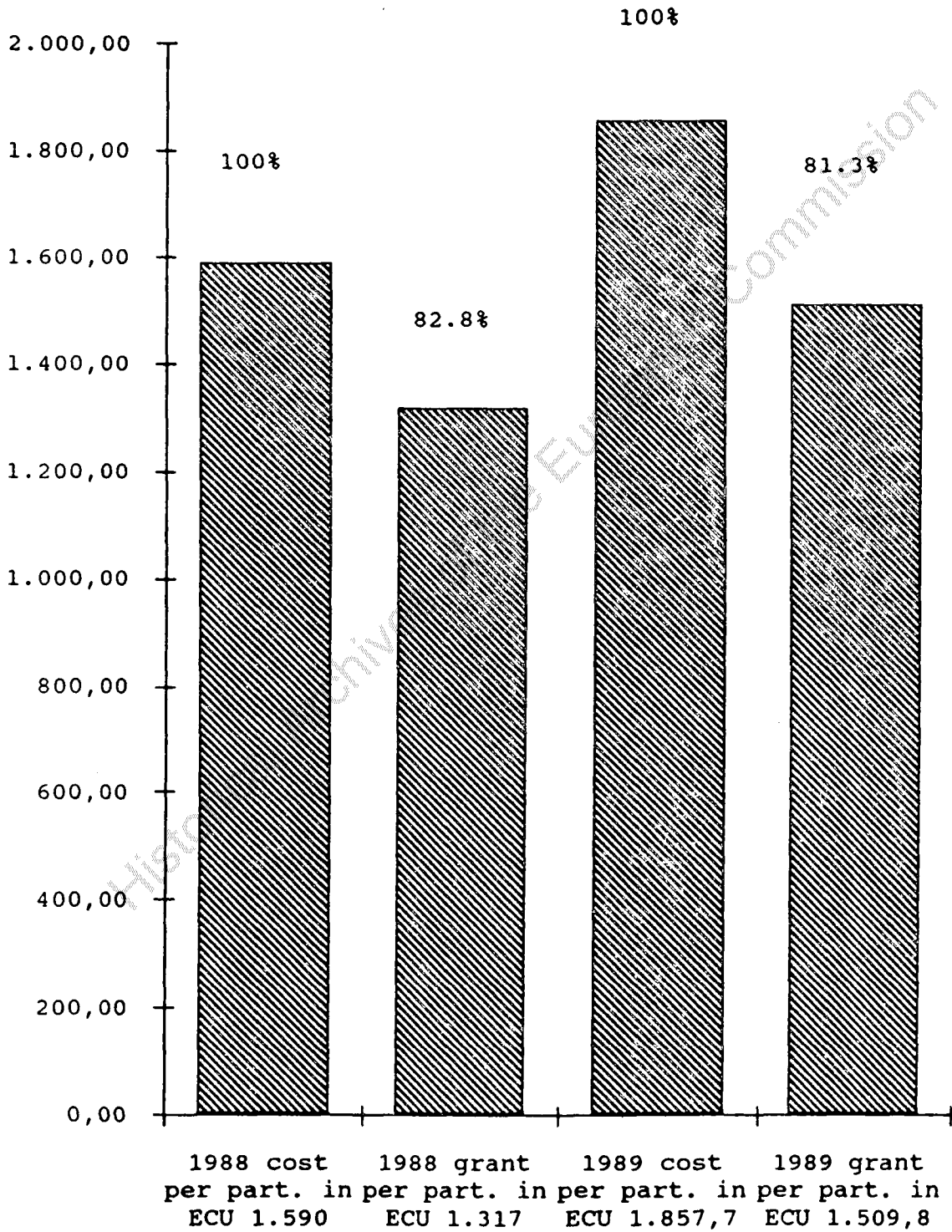


Table 1.3. Average cost/grant per participant per week in 1988/1989

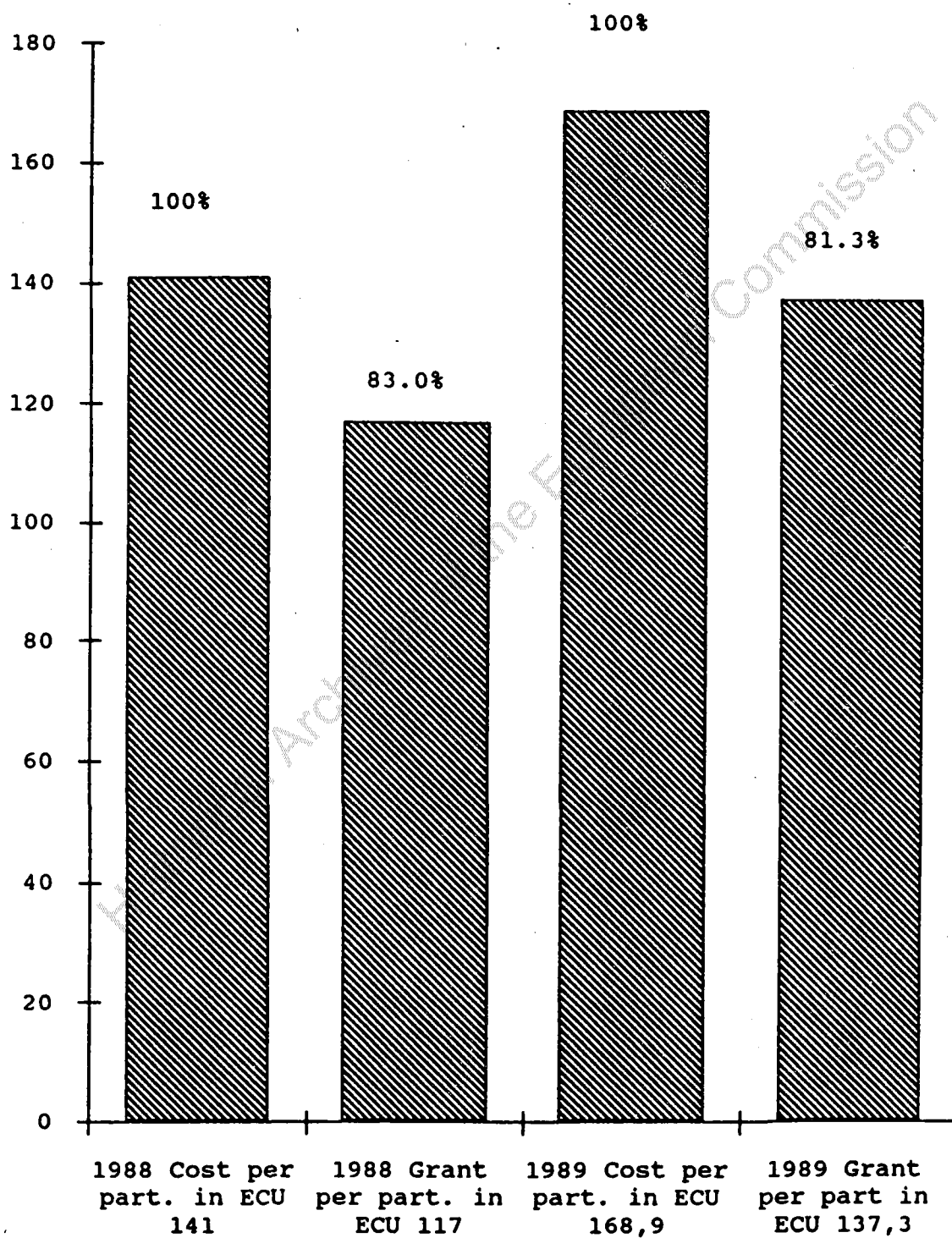


Table 1.4. Average cost per participant per short/long-term programme in 1988/1989

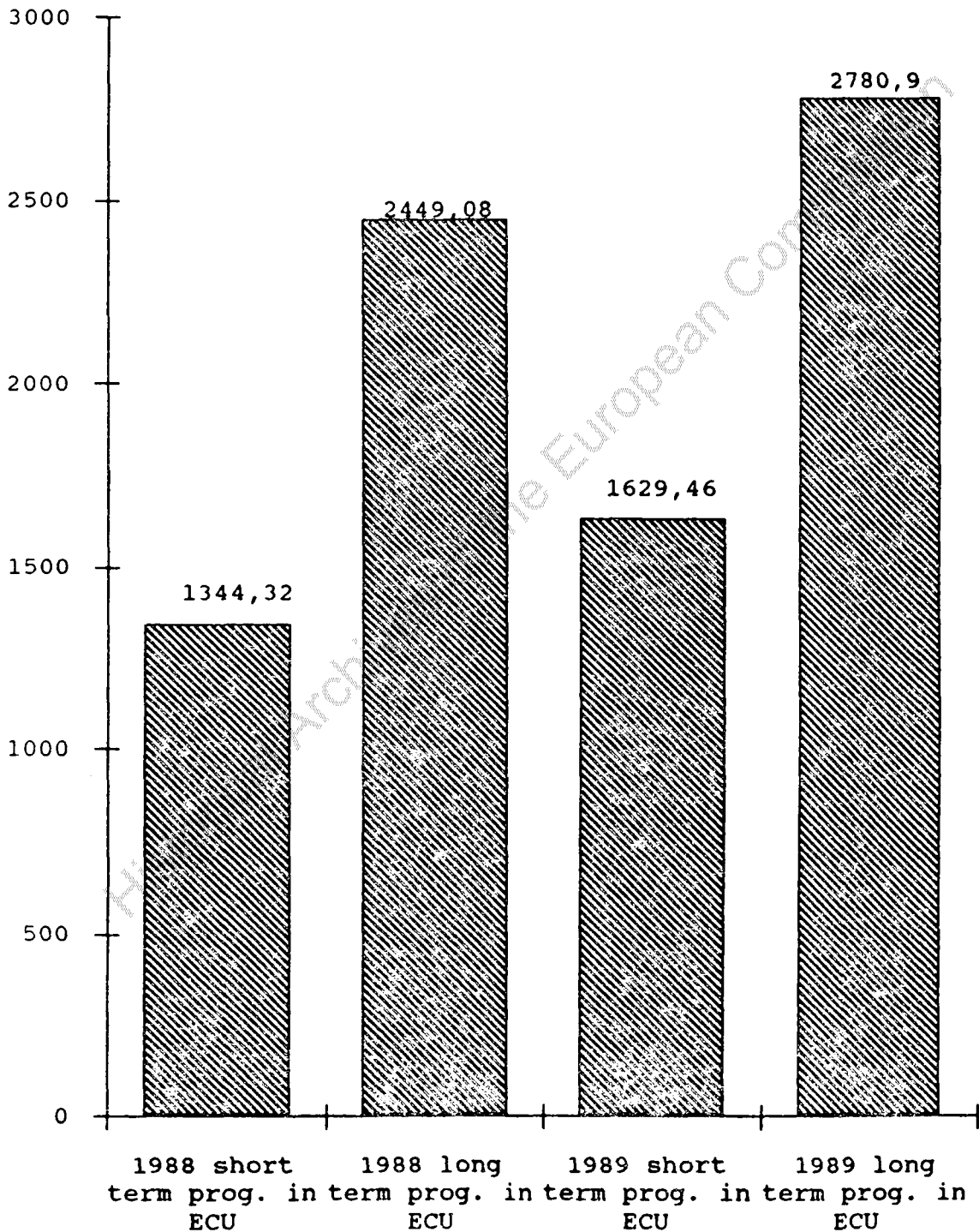


Table 1.5. Average cost per part per week per short/long-term programme in 1988/1989

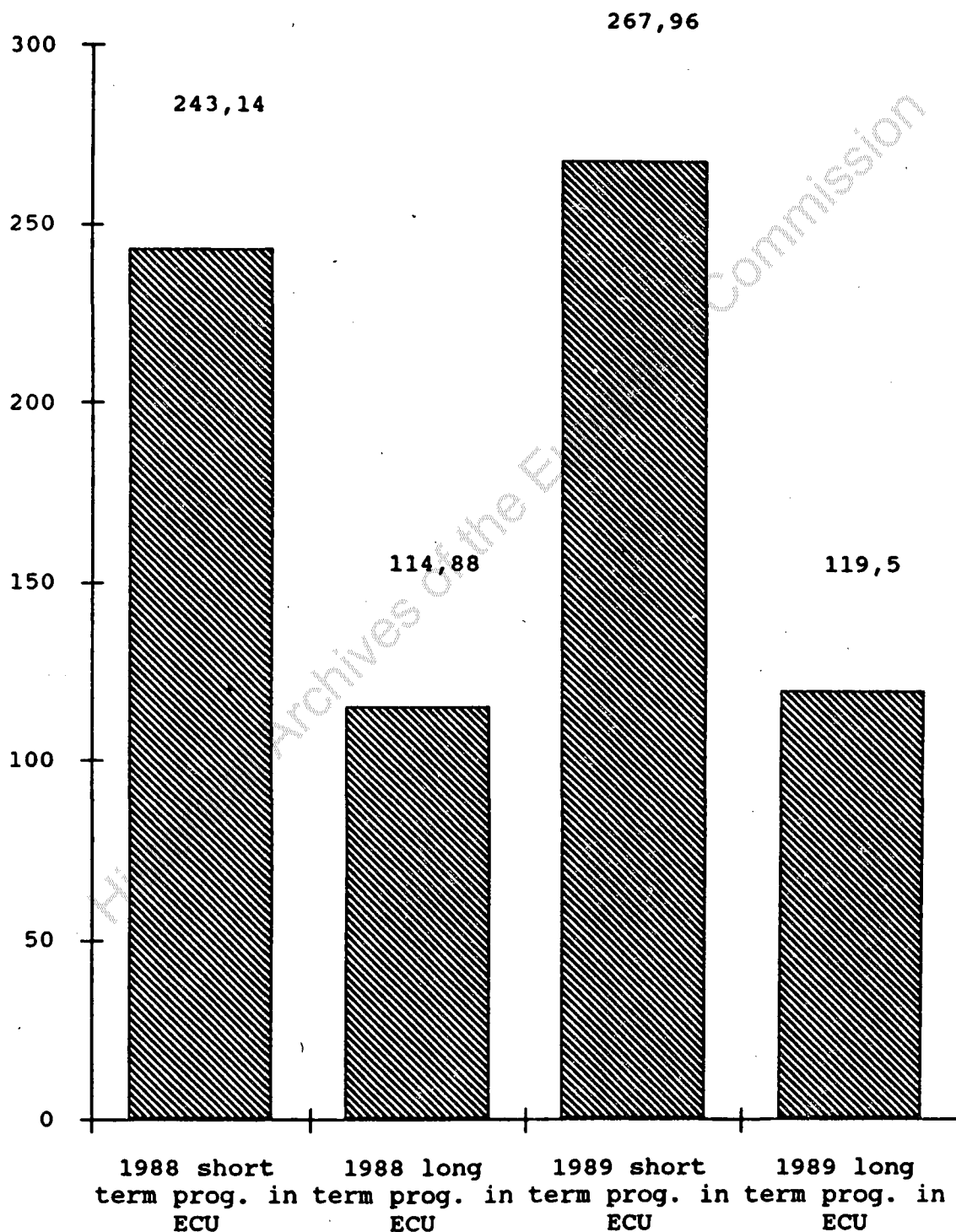


Table 2.1. Short/Long-term projects in 1988

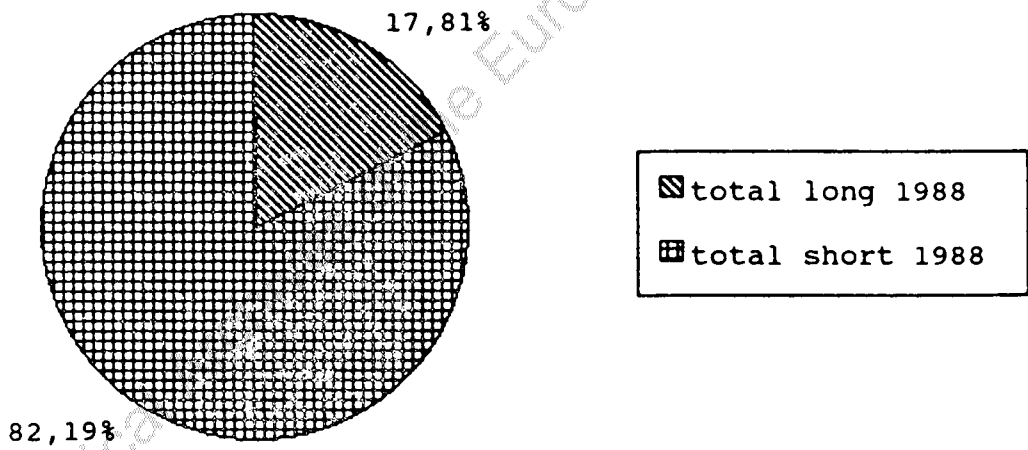


Table 2.2. Short/Long-term projects in 1989

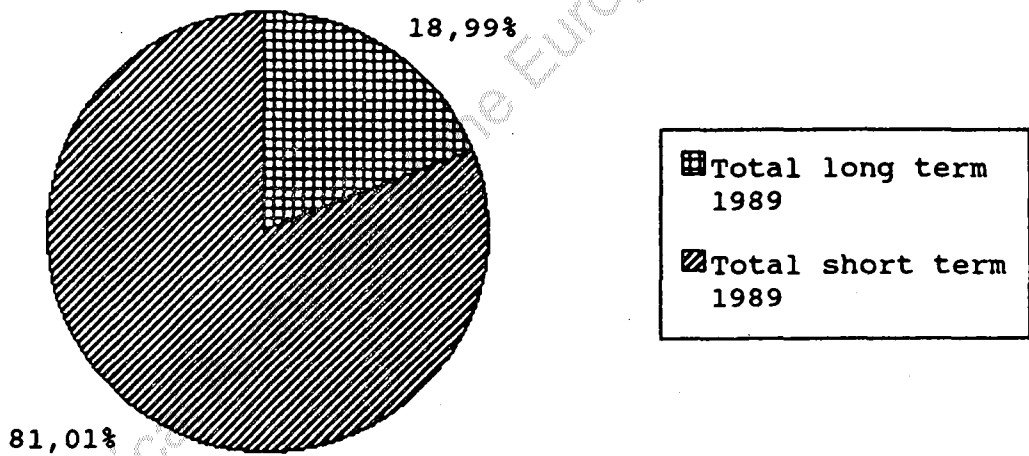


Table 3.1.

Flow of participants in 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
To B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	To B
To D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	To D
To DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	To DK
To EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	To EL
To E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	To E
To F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	To F
To IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	To IRL
To I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	To I
To L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	To L
To NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	To NL
To P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	To P
To UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	To UK
To nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	To nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2,806	Total

Note : The total figure of 2806 participants is based on planned participant numbers of detailed applications and thus do not correspond with the final/actual participant numbers. For this reason there is a variance of 130 participants compared with the final/actual number of 2676 participants.

Table 3.2.

Flow of participants in 1989

N° of part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
To	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3,044
From	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3,044

Note : The 1989 figures are based on planned participant numbers of detailed applications and not on the final/actual numbers as many have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

(*) : destination unknown

Table 4.1. Sectoral distribution of projects
in 1988

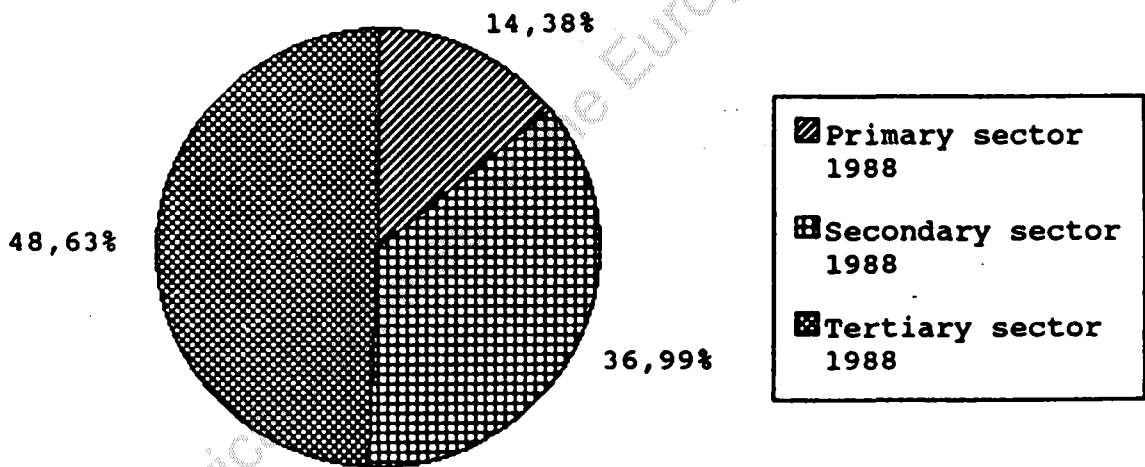


Table 4.2. Sectorial distribution of projects
in 1989

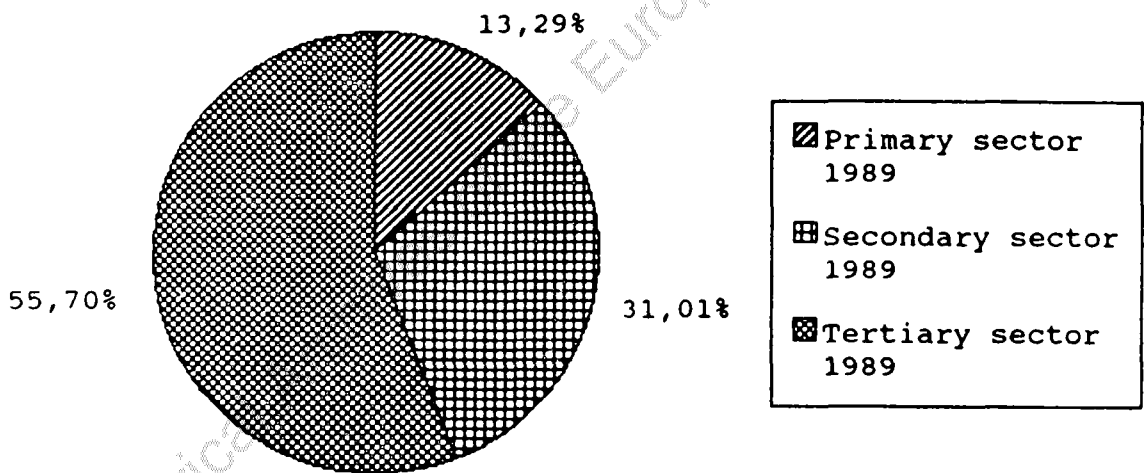
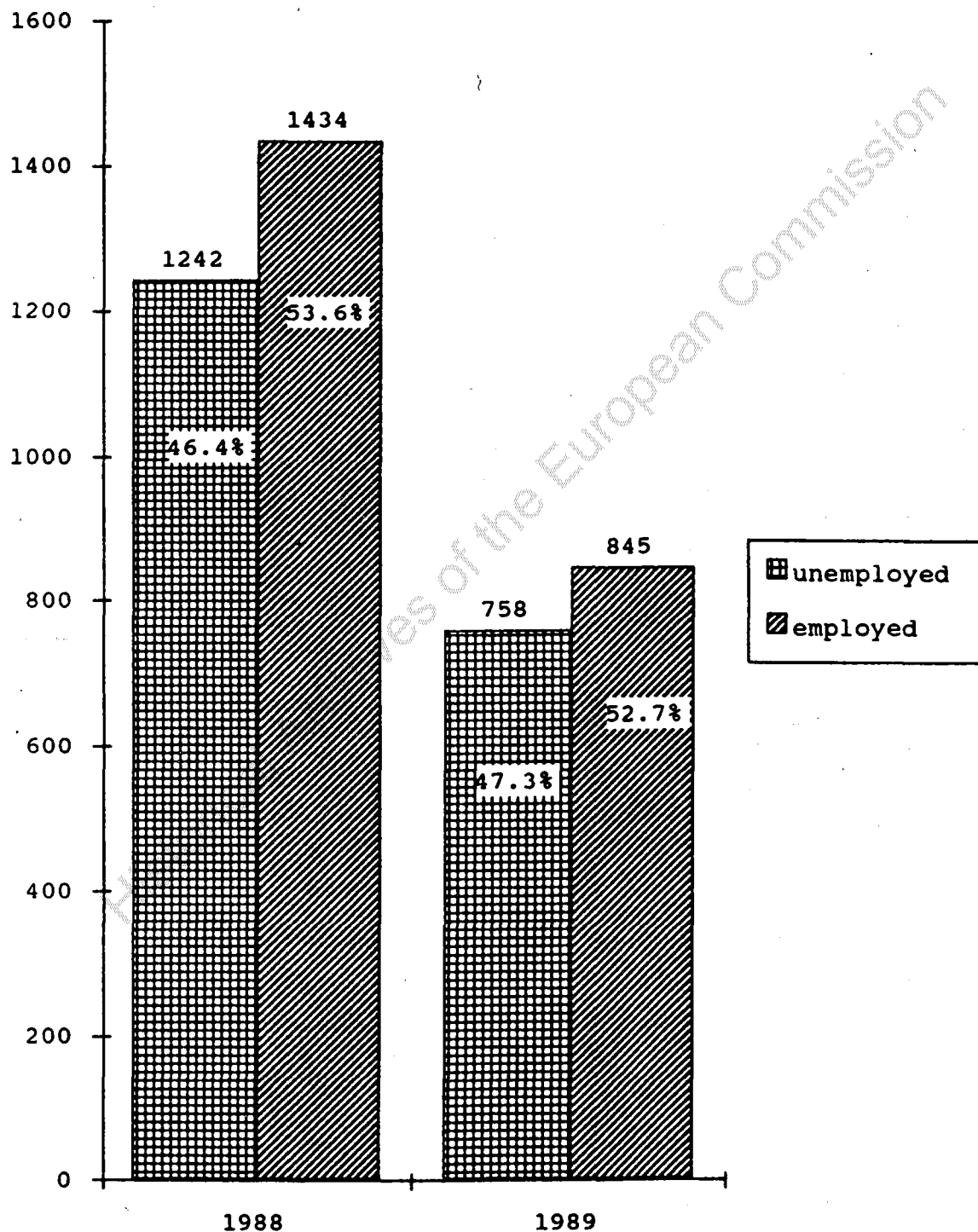
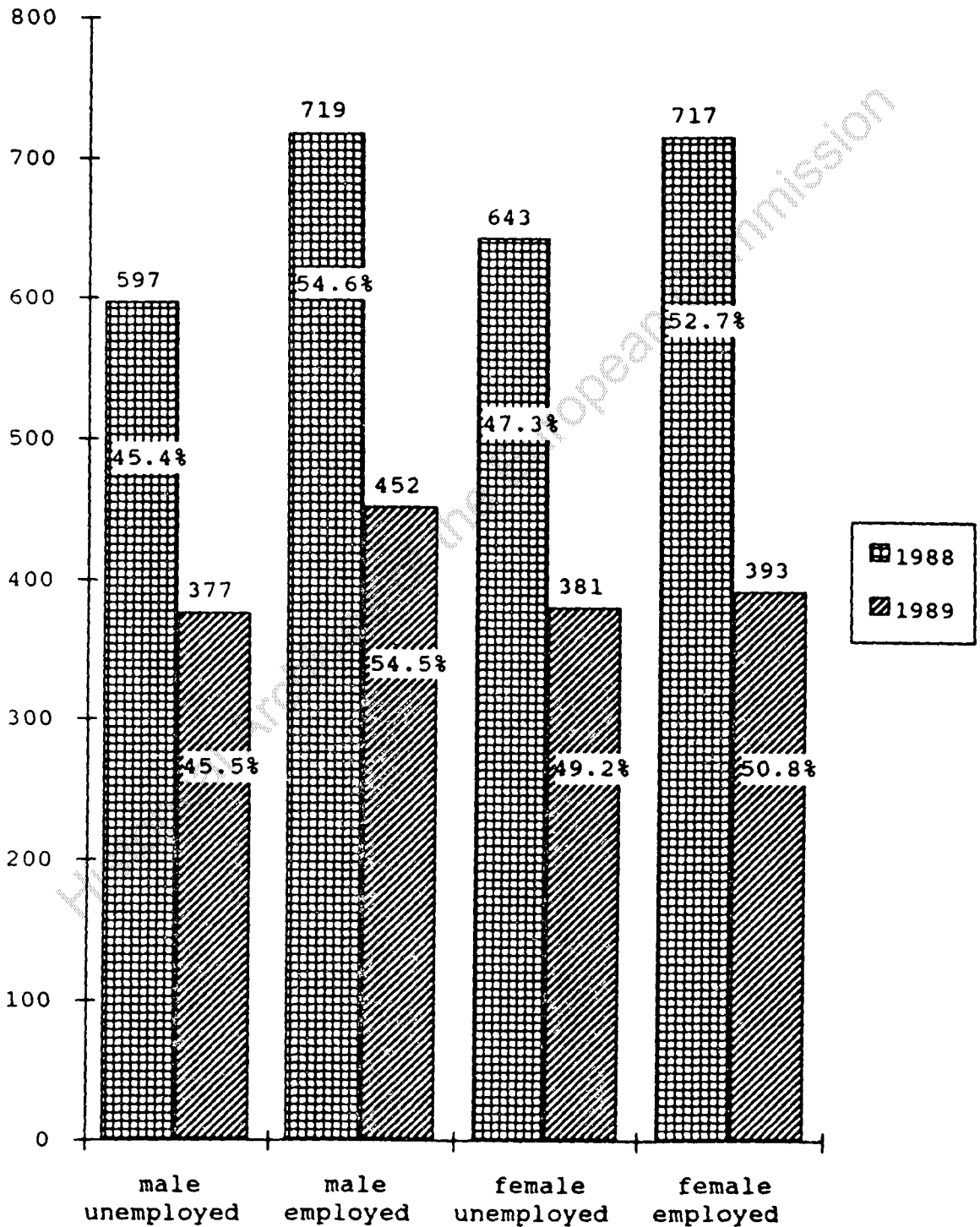


Table 5.1. Unemployed/Employed Young Workers
in 1988/1989



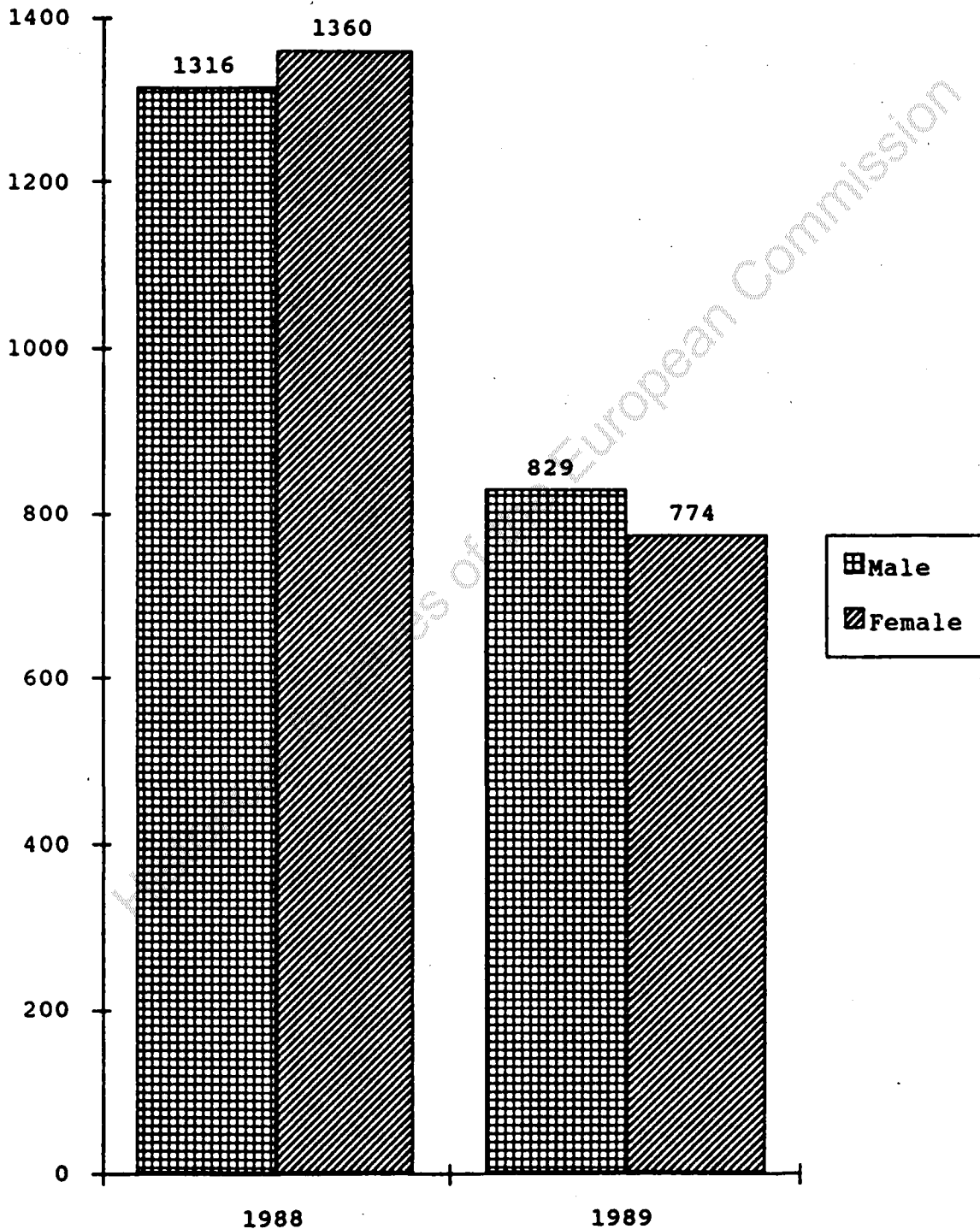
Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 5.2. Unemployed/Employed Male/Female
Young Workers in 1988/1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

Table 6. Male / Female Young Workers in 1988 / 1989



Note : The information for 1989 is incomplete as many projects have not finished yet and specific participant information is only available in final reports.

ANNEX 2

Historical Archives of the European Commission

Detailed list of areas in which Young Workers Exchange
projects took place in 1988 and 1989

Agriculture	Hospitals
Agroindustry	Hotel and catering
Archeology	Hunting
Arts	Import/export
Art restoration	Insurance
Audiovisual production	Landscape gardening
Banking	Local employment initiatives
Boat building	Manufacturing industries
Ceramics	Marketing
Chemical industry	Media
Circus	Metal working industry
Commerce	Music
Computers	Nature conservation
Construction	Nursing
Crafts	Public administration
Cultural "animateurs"	Recycling
Disabled workers	Secretariat
Distribution	Sports
Engineering	Technical assistance to agriculture
Environment protection	Telematics
Fisheries	Textiles
Food, drink and tobacco industry	Theatre
Food processing industry	Tourism
Forestry	Transport
Health and social services	Viticulture
Horticulture	Vocational training

ISSN 0254-1475

COM(90) 377 final

DOCUMENTS

EN

05

Catalogue number : CB-CO-90-397-EN-C
ISBN 92-77-63155-4

PRICE	1 - 30 pages: 3.50 ECU	per additional 10 pages: 1.25 ECU
-------	------------------------	-----------------------------------

Office for Official Publications of the European Communities
L-2985 Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(90) 377 endelig udg.

Bruxelles, den 1. august 1990

ANDEN BERETNING

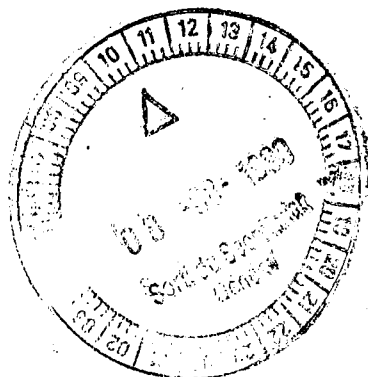
OM

DET TREDJE FÆLLESPROGRAM TIL

FREMME AF UDVEKSLING AF UNGE ARBEJDSSTAGERE

1988 - 1989

(forelagt af Kommissionen)



ANDEN BERETNING

OM

DET TREDJE FÆLLESPROGRAM TIL

FREMME AF UDVEKSLING AF UNGE ARBEJDSSTAGERE

1988 - 1989

1. INDLEDNING

- 1.1. Det "Tredje Fællesprogram til Fremme af Udvæksling af Unga Arbejdstagere" vedtoges af Rådet ved afgørelse af 13. december 1984 og dækker perioden 1985-1990.
- 1.2. Det tredje fællesprogram er den seneste version af det ældste fællesskabsprogram om udvæksling af unge, som blev indledt i 1964 på grundlag af artikel 50 i Rom-Traktaten. Der er sidenhen etableret andre programmer om udvæksling af unge, bl.a. COMETT, ERASMUS og senere LINGUA.
- 1.3. Generelt er det hensigten med dette udvækslingsprogram for unge arbejdstagere at tilvejebringe muligheden for deltagelse i et program inden for Fællesskabet, som giver et erfaringsgrundlag med hensyn til leve- og arbejdsvilkårene i andre medlemsstater for derigennem at oparbejde de færdigheder, som er nødvendige for voksen- og arbejdslivet - inklusive udviklingen af faglig viden og praktiske færdigheder samt evnen til at kommunikere med personer, der har en anden kulturel baggrund - og at sætte deltagerne i stand til at finde fælles interesser med unge mennesker fra andre medlemsstater og, frem for alt - at udvikle forståelsen af en fælles europæisk identitet.

2. ADMINISTRATION

- 2.1. Kommissionen fastlægger programmets regler og retningslinier, men ansvaret for gennemførelsen af de individuelle projekter ligger overvejende hos de initiativtagende organisationer. Enhver organisation kan ansøge om tilskud til udvækslinger under forudsætning af, at disse holder sig inden for de givne retningslinier. I hvert medlemsland findes en repræsentant for regeringen, som fungerer som national koordinator for udvækslingsprogrammet. The European Community Youth Exchange Bureau (ECYEB) er den tekniske enhed, der assisterer Kommissionen ved gennemførelsen af programmet om udvæksling af unge arbejdstagere.

2.2. DE INITIATIVTAGENDE ORGANISATIONER

2.2.1. Eftersom de initiativtagende organisationer har ansvaret for tilrettelæggelse og iværksættelse af udvekslingerne, er de fortsat det vigtigste element i den rammestruktur, som Kommissionen har fastlagt. Forholdet imellem Kommissionen og de enkelte initiativtagere fastlægges ved hjælp af individuelle kontrakter for hvert enkelt udvekslingsprogram. Disse kontrakter fastsætter betingelserne for iværksættelsen af de enkelte udvekslinger, den initiativtagende organisations forpligtelser samt det økonomiske ansvar.

2.2.2. Flertallet af initiativtagende organisationer falder i to kategorier - organisationer, der arbejder på europæisk plan og organisationer, der primært virker på nationalt plan, men som har oparbejdet en fællesskabsdimension. De pågældende organisationer beskæftiger sig først og fremmest med udvekslingsprogrammer, erhvervsuddannelse, kulturelle og uddannelsesmæssige projekter henvendt til målgrupper inden for bestemte erhvervs- eller industri-sektorer, som har benyttet deres samarbejdsnet med henblik på at skabe muligheder for udveksling af unge mennesker. Dette brede spektrum af organisationer har i stort omfang bidraget til, at udvekslinger under dette program har fundet sted i så mange forskellige sektorer.

2.2.3. I 1988 modtog 18 og i 1989 29 organisationer tilskud til udveksling af unge arbejdstagere.

2.2.4. I 1988/89 blev der afholdt tre møder med initiativtagende organisationer, som er involveret i programmet:

-23. marts 1988: én-dagsmøde i Bruxelles med henblik på afklaring af eksisterende administrative procedurer med initiativtagerne.

- 24./27. september 1988: "brainstorming"-møde ved Lago Maggiore i Italien med det formål at føre repræsentanter for de vigtigste initiativtagere sammen med et antal udefra kommende eksperter for at diskutere:

- mulighederne for den langsigtede udvikling af programmet
- retningslinier for de to resterende år af det tredje program

- 26./27. oktober 1989: to-dages møde i Bruxelles med henblik på at diskutere de administrative og finansielle aspekter af 1990-programmet og på at vurdere den statistiske evaluering af programmet, som Kommissionen har udført, og med henblik på udveksling af synspunkter vedrørende indholdet og rækkevidden af det Fjerde Program.

2.3. NATIONALE KOORDINATORER

- 2.3.1. Kommissionen lægger især vægt på, at initiativtagerne etablerer kontakt med koordinatorene for at diskutere udvekslingsplaner, og at kopier af hvert af de projekter, der forelægges Kommissionen, sendes til de relevante nationale koordinatore.
- 2.3.2. Den 24. oktober 1988 afholdtes et møde med de nationale koordinatore i Bruxelles for at informere dem om udviklingen og for at oplyse perspektiverne i det Fjerde Program.

3. PRAKTISKE RESULTATER 1988 - 1989

- 3.1. Programmet er åbent for unge mennesker mellem 18 og 28 år, som enten er beskæftiget eller står til rådighed for arbejdsmarkedet, og som har fuldstændt en grundlæggende faglig uddannelse eller har en tilsvarende arbejds erfaring.
- 3.2. Udvekslingerne varierer fra korte ophold på 3 uger - 3 måneder, som omfatter studiebesøg, placering på en arbejdsplads og en kort erfaring i arbejdsmiljøet, til længere ophold på 4 - 16 måneder, hvor deltagerne hovedsagelig placeres på en arbejdsplads efter at have gennemgået et sprog- og orienteringskursus.
- 3.3. Fra 1986 til 1988 lå det årlige budget for programmet på 4,5 mio. ecu og i 1989 var der en stigning på 500.000 ecu til 5 mio. ecu. Til trods herfor er antallet af deltagere steget fra 2304 i 1987 til 2676 i 1988 og ca. 3044 (1) i 1989. Antallet af bevilgede projekter steg fra 146 i 1988 til 158 i 1989. Det bør ligeledes bemærkes, at bidragstaksten pr. deltager pr. uge i 1989 blev hævet med 10 ecu, hvilket har muliggjort en stigning i det ugentlige tilskud pr. deltager.
- 3.4. Den ugentlige gennemsnitsudgift pr. deltager i 1988 beløb sig til 141 ecu, og i 1989 steg dette beløb til 168,9 ecu. Samtidig steg det gennemsnitlige ugentlige tilskud pr. deltager fra 117 ecu i 1988 til 137,3 ecu i 1989.
- 3.5. Denne begrænsede stigning i både gennemsnitlig udgift og tilskud afspejler dels initiativtagernes evne til at reducere omkostninger og dels en evne blandt visse initiativtagere - særlig de, der først for nylig har tilsluttet sig programmet - til at sikre sig andre indkomstkilder og dermed reducere det nødvendige tilskud.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 1, bilag 1.

(1) Tallet for 1989 er baseret på planlagte deltagerantal på baggrund af indleverede ansøgninger, og ikke, som for de forudgående år, på endelige, faktiske tal.

- 3.6. Projekter godkendes i princippet to gange årlig - hvilket sker i begyndelsen af året og i juni. Dette system har den fordel, at det er muligt at revurdere den finansielle situation midt på året. De initiativtagende organisationer informerer Kommissionen om et eventuelt underforbrug af de tildelte midler. Dermed bliver det muligt straks at kanalisere pengene over i andre projekter.

3.7. UDVEKSLINGER AF KORTERE OG LÆNGERE VARIGHED

- 3.7.1. Som det er fastsat i Rådets afgørelse, opdeles udvekslingerne i korte og lange projekter, som hver har deres egne særlige mål inden for de samlede retningslinier.

- 3.7.2. I 1988 og 1989 indtraf et fald i udvekslinger af længere varighed. Dette forhold skyldtes flere faktorer:

- Generelt stigende problemer med at finde beskæftigelse i de forskellige medlemsstater og især for udlændinge.
- Unge, der er i arbejde, er tilbageholdende med at forlade deres job for at deltage i programmet, selvom det kun er midlertidigt.
- Der er sket en stigning i antallet af udvekslinger af "middellang" varighed. Disse strækker sig normalt over 13 - 26 uger og indledes med et kort sprogkursus. Denne type udveksling kombinerer målsætningerne for udvekslinger af kortere og af længere varighed samtidig med, at man undgår mange af de vanskeligheder, der er forbundet med programmer af længere varighed.

- 3.7.3. Kommissionen vil naturligvis fortsætte med at fremme begge udvekslingstyper samtidig med, at man sikrer sig, at programmet er åbent for så mange unge mennesker som muligt, samt at der fortsat er nogenlunde ligevægt imellem de forskellige erhvervssektorer.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 2, bilag 1.

3.8. GEOGRAFISK FORDELING

- 3.8.1. Der er fortsat en vis overvægt i Fællesskabets centrale områder. Det ser imidlertid ud til, at de bestræbelser, der er udfoldet med henblik på at skabe ligevægt, er blevet kronet med held, og et af programmets højst prioriterede mål er at opmuntre unge fra perifere områder og ugunstigt stillede regioner til at deltage.

- 3.8.2. Kommissionen søger at sikre en nogenlunde balance imellem det antal af unge arbejdstagere, der modtages, og det antal, der sendes til udlandet i hver enkelt medlemsland. Dette balanceprincip gælder for de fleste udvekslinger, og det ligger Kommissionen stærkt på sinde at det fortsat, så vidt muligt, skal være en af programmets målsætninger.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 3, bilag 1.

3.9. FORDELING PÅ SEKTORER

3.9.1. Skønt de primære og sekundære sektorer dominerede udvekslingerne i programmets første år, afspejles udviklingen af den tertiære sektore inden for Fællesskabets økonomi i udvekslingsprogrammet, og denne sektor er nu programmets største.

3.9.2. I 1988 repræsenterede den primære sektor 14,4% (21 projekter), den sekundære sektor 37% (54 projekter) og den tertiære sektor 48,6% (71 projekter). I 1989 var tallene 13,3% (21 projekter) i den primære sektor, 31% (49 projekter) i den sekundære sektor og 55,7% (88 projekter) i den tertiære sektor.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 4, bilag 1.

3.9.3. Inden for de tre sektorer fordelte projekterne sig som følger:

	1988		1989	
<u>Den primære sektor</u>				
- Landbrug	11,6%	17 projekter	10,8%	17 projekter
- Skovbrug og fiskeri	2,7%	4 projekter	2,5%	4 projekter
<u>Den sekundære sektor</u>				
- Metal & mekanisk Industri	4,1%	6 projekter	1,3%	2 projekter
- Anden Industri	19,9%	29 projekter	12,0%	19 projekter
- Kunst og håndværk	5,5%	8 projekter	2,5%	4 projekter
- Andet	7,5%	11 projekter	15,2%	24 projekter
<u>Den tertiære sektor</u>				
- Turisme	1,5%	2 projekter	2,0%	3 projekter
- Hotel & restaurant	5,5%	8 projekter	4,4%	7 projekter
- Helbred & sociale ydelser	4,8%	7 projekter	8,2%	13 projekter
- Kultur og fritid	17,1%	25 projekter	13,9%	22 projekter
- Computere/edb	2,7%	4 projekter	1,3%	2 projekter
- Andet	17,1%	25 projekter	25,9%	41 projekter
<u>I ALT</u>	100%	146 projekter	100%	158 projekter

3.9.4. En detaljeret liste over alle de områder, på hvilke der fandt udvekslingsprojekter sted i 1988 og 1989 findes i bilag 2.

3.10. BESKRIVELSE AF DELTAGERNE

3.10.1. Efter at arbejdsløse unge har fået adgang til at deltage i programmet, er antallet af arbejdsløse deltagere steget støt fra 46,4% i 1988 til 47,3% i 1989. Halvdelen af deltagere er med andre ord jobsøgende.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 5, bilag 1.

- 3.10.2. Et andet højt prioriteret mål for det Tredje Program er at tilbyde mænd og kvinder lige muligheder. Kommissionen har tilstræbt, at unge mænd og kvinder repræsenteres ligeligt og at kvinder opmuntres til at deltage i udvekslinger inden for sektorer, der beskæftiger sig med ny teknologi. Både i 1988 og i 1989 nåede man dette mål, dvs. der var ligevægt imellem kønnene, og unge kvinder repræsenterede ca. 50% af alle deltagere i programmet.

En detaljeret statistisk analyse findes i tabel 6, bilag 1.

3.11. PROJEKTERNES UDDANNELSESMÆSSIGE INDHOLD

Det Tredje Fællesprogram tager ikke sigte på at tilbyde den unge deltager en grunduddannelse eller grundlæggende erhvervs-erfaring i en anden medlemsstat, men fungerer snarere som et supplement til allerede gennemført uddannelse og erfaring i vedkommendes eget land. Kommissionen mener fortsat, at selv de kortvarige udvekslinger bør indeholde virkelig erhvervspraktik og at den erhvervs-erfaring, som man opnår i løbet af et projekt af længere varighed, bør være af tilstrækkelig høj kvalitet og værdi til at opmuntre arbejdsgivere såvel som arbejdstagere til at deltage i programmet.

3.12. PROGRAMMETS FINANSIERING

- 3.12.1. Både i 1988 og i 1989 måtte Kommissionen afslå finansiering af et stort antal udvekslingsprojekter af budgetmæssige årsager. Kommissionens finansielle støtte til udvekslingsprogrammet har altid været tænkt som et incitament til udvikling af udvekslingsordninger for unge arbejdstagere inden for Fællesskabet. Det har aldrig været hensigten at dække alle omkostninger ved hvert enkelt udvekslingsprojekt, selv om dette faktisk er tilfældet for flertallet af udvekslinger. Dette forhold er klart utilfredsstillende, eftersom antallet af deltagere i programmet ikke er så højt som det potentielt set kunne være.
- 3.12.2. Såfremt programmet skal udvides og gøre mindre afhængigt af fællesskabsmidler, er det afgørende for initiativtagerne i samarbejde med de nationale koordinators at undersøge alle mulige supplerende kilder til finansiering, uanset om de er nationale, regionale eller private. Det er Kommissionens opfattelse, at medlemsstaterne bør fortsætte med at yde støtte på nationalt plan, hvis man ønsker, at programmet skal have nogen reel effekt inden for Fællesskabet.
- 3.12.3. Kommissionen vil fortsat søge at opmuntre til nye udvekslingsordninger igennem tilskud ud over det bestående faste ugentlige bidrag. Denne praksis vil gøre det muligt at opnå en delvis fællesfinansiering af udvekslingerne, eftersom tilskudsordningen kræver, at de initiativtagende organisationer søger andre finansieringskilder.

4. EVALUERING AF PROGRAMMET

- 4.1. I 1988 blev der gennemført en kvalitativ analyse af indholdet af de rapporter, der blev indsendt af deltagerne i perioden 1985 - 1987.
- 4.2. Denne analyse var en første pilotundersøgelse, som gav mulighed for at identificere visse tendenser i udvekslingens virkninger for deltagerne.
- 4.3. I løbet af 1989 blev der gennemført en undersøgelse af de langfristede virkninger, som efter de unge arbejdstageres mening kunne have indflydelse på deres deltagelse i udvekslingsprogrammet.
- 4.4. Man undersøgte virkningerne på fire forskellige niveauer i nær tilknytning til programmets mål:
 1. Virkningerne i arbejdssituationen/udvikling af individet i erhvervsmæssig sammenhæng;
 2. ændringer i det sociale og kulturelle miljøes niveau;
 3. udvikling af åbenhed over for problemerne i sammenhæng med den europæiske politik;
 4. indvirkning på personlige, fremtidige planer og på den personlige udvikling.
- 4.5. Den gruppe, der blev undersøgt, bestod af deltagere i en udveksling i 1987, og et tilfældigt udvalg på 10% blev anset for at være tilstrækkeligt til at garantere, at der fremkom anvendelige resultater. Undersøgelsens hovedgrundlag var et spørgeskema, som blev suppleret med samtaler med 40 udvalgte deltagere. Udvælgelsen af de 40 personer, der skulle interviewes, foregik efter følgende kriterier:
 - alle 12 medlemsstater skulle være repræsenteret;
 - særlige forhold, der viste sig på spørgeskemaet, skulle undersøges nærmere, hvis de var relevante for undersøgelsens formål;
 - deltagere, der havde indsendt velbegrundede vurderinger enten i positiv eller i negativ retning med henblik på et perspektiv skulle have prioritet;
 - alle programtyper skulle repræsenteres - den kvantitative fordeling af antallet af deltagere pr. land skulle afhænge af den absolutte deltagelse i hele udvekslingsprogrammet;
 - gennemførelse med lave omkostninger, dvs. oprettelse af regionale centre, hvis det var muligt.
- 4.6. Undersøgelsens kerne var et hovedsageligt standardiseret spørgeskema, som var struktureret for at følge den logiske udvikling i udvekslingsprojekterne.
- 4.7. Undersøgelsen i 1989 omfattede også ca. 40 samtaler med deltagere fra de 12 medlemsstater, der deltog i udvekslingsprogrammet i 1987.

4.8. NOGLE STATISTISKE RESULTATER

- 4.8.1. Deltagernes fordeling på aldersgrupper giver et interessant fingerpeg om, hvilken rolle deltagelsen i udvekslingen spiller i den individuelle planlægning af fremtiden. Når den normale skolegangs længde og den grundlæggende faglige uddannelse tages i betragtning, viser det sig, at en fjerdedel af deltagerne deltager i udvekslingen umiddelbart efter uddannelsen - 27,5%. Ca. 47% har allerede arbejdet i et par år, før de deltager i udvekslingen.
- 4.8.2. Fordelingen på køn er afbalanceret, idet der er 49% kvindelige og 51% mandlige deltagere.

4.9. FORVENTNINGER TIL UDVEKSLINGEN

- 4.9.1. Ønsket om at udvikle den faglige kunnen og om at lære et europæisk naboland at kende motiverer det største antal deltagere (hver 30%), og også ønsket om at lære et fremmed sprog bedre indtager en fremskudt plads.
- 4.9.2. Kun 15,3% af langtidsdeltagerne angav erhvervsmæssige grunde som deres væsentligste motivering. Derimod sagde 32,1%, at det var afgørende at lære et andet europæisk land at kende, og 29,2% angav en videreudvikling af deres sproglige kunnen som den vigtigste grund.
- 4.9.3. Flertallet (46,6%) af deltagerne i 3 ugers programmer angav erhvervsmæssige grunde som de vigtigste. I den samme gruppe indtog ønsket om at lære andre lande at kende andenpladsen med 33,5%. Dette kan i nogen grad forklares ved disse korte kursers karakter. De kan naturligvis kun give en introduktion.

4.10. OPFYLDES DELTAGERNES FORVENTNINGER TIL UDVEKSLINGEN?

- 4.10.1. 36,5% af alle deltagerne erklærer, at de er helt tilfredse, og 50,5% er i alt væsentligt tilfredse. Kun 11,5% mener, at deres forventninger i alt væsentligt ikke blev indfriet, og 1,5% erklærer, at de overhovedet ikke var tilfredse.
- 4.10.2. Deltagerne i de lange udvekslinger angiver i langt højere grad (45% af totalen ved de lange programmer), at deres forventninger blev "helt indfriet". Det samme tal for deltagere i udvekslinger på mindre end en måned er 25,2%. Kun 7,9% af deltagerne i de lange programmer er i alt væsentligt ikke tilfreds, hvilket er et meget lavt negativt resultat i sammenligning med resultatet fra 3-ugers programmerne på 18%. Dette viser, at indfrielsen af forventningerne er ligefrem proportional med udvekslingens længde.

4.10.3. Generelt erklærer 87% af deltagerne, at de har haft et positivt udbytte af udvekslingen. De negative kommentarer koncentrerer sig om 3-ugers programmerne, og det er derfor vor opfattelse, at denne udvekslingstypes mål bør ændres. 3-ugers programmet er særdeles anvendeligt som "første introduktion" til forskellige aspekter, herunder faglige aspekter i et andet land. Deltager-nes vurdering viser, at det ville være hensigtsmæssigt at undlade at bruge denne type udvekslinger med primært sigte på forbedringer af uddannelsen. Dette formål synes at passe bedre til de længere udvekslinger.

4.11. FORBEREDELSE TIL OPHOLDET I UDLANDET

4.11.1. Hvor vellykket et ophold i udlandet bliver, afhænger i høj grad af dette opholds forberedelse. Kun en fjerdedel af alle deltagere kendte i forvejen deres værtsland. For 35% af alle deltagere var udvekslingen det første ophold i udlandet.

4.11.2. Undersøgelsen viser, at mange deltagere først efter udvekslingens afslutning klager over, at de ikke i forvejen var blevet informeret om et præcist program. Tværtimod blev mange deltagere sendt afsted uden andet end generel information om sektoren og de forventelige aktiviteter.

4.11.3. I de fleste af samtalerne gav deltagerne klart udtryk for, at de havde haft en ubehagelig følelse af usikkerhed eller forvirring.

4.11.4. Endvidere havde ca. 28% af deltagerne i de lange programmer ubehagelige minder om den infrastruktur, organisationerne havde stillet til rådighed.

4.11.5. Kun 16,2% af deltagerne i de lange programmer erklærer, at de husker opholdet som "meget behageligt". Dette er væsentligt under det kun lige netop acceptable gennemsnit på 35,4% af samtlige deltagere, der erklærer, at de havde det "meget behageligt".

4.11.6. I forbindelse med samtalerne bemærker man en klar adskillelse mellem sprogkurserne og arbejdet :

- alle deltagerne oplevede sprogkursets infrastruktur som positiv. I denne periode var organisatorerne til stede, de tog sig af deltagerne, og de tilbød et program, der supplerede sprogkurset.

- I de fleste tilfælde ændrede denne situation sig ved påbegyndelsen af den praktiske uddannelse. Fra dette tidspunkt følte deltagerne sig forladt, bl.a. på grund af ændringerne i deres forskellige omgivelser m.v.

4.11.7. Spørgsmålet om den manglende infrastruktur er i nogen grad akademisk i forbindelse med alle de udvekslinger, hvor der ikke opstår større problemer: når ingen beder om hjælp, er der heller ingen, der bliver klar over, at infrastrukturen er mangelfuld.

4.12. FAGLIG UDDANNELSE I EN VIRKSOMHED

- 4.12.1. 68,7% af deltagerne i de lange programmer og 61,2% af deltagerne i programmerne på 1 - 3 måneder, fandt, at virksomhederne var forberedt på deres ankomst.
- 4.12.2. De programmer, der tager sigte på klart definerede grupper af deltagere, og som derfor er lettere at organisere (f.eks. banker, sparekasser og landbrug), fungerer generelt bedre end andre programmer.
- 4.12.3. I denne sammenhæng skal de mål, Rådet har sat sig i afgørelsen om dette fællesskabsprogram, og ikke kun de rent faglige aspekter, indgå i undersøgelsen af de eventuelle langtidsvirkninger af deltagelsen i et udvekslingsprogram.
- 4.12.4. Arbejdstagernes mobilitet spiller en vigtig rolle i forbindelse med de økonomiske og politiske ændringer inden for Det Europæiske Fællesskab. Det fælles marked i 1993 kan kun fungere som et fælles arbejdsmarked, hvis enkeltpersoner er villige til at ændre både deres arbejds- og levevilkår. Der er visse betingelser for, at dette mål kan nås, bl.a. at de enkelte mennesker ser fundamentalt positivt på andre medlemsstater.
- 4.12.5. Spørgsmålet om daglig nytte af deltagelsen i udvekslinger er derfor særdeles vigtigt.
- 4.12.6. Umiddelbare erhvervsmæssige fordele ved deltagelse i udvekslinger set i forhold til udvekslingernes længde

Erhvervsmæssigt set var udveks- lingen	Kode	Samlet antal deltagere	Mindre end en måned	1 - 3 mdr.	Mere end 3 mdr.
Nyttig	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
Skadelig	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,3%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
Uden virkning	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
I ALT	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Kode: 1 = I alt
2 = Procent
3 = Procent af deltagerne efter programtype

4.12.7. Disse tal viser, at den praktiske erhvervserfaring i udlandet generelt har en positiv virkning på arbejdet hjemme, samt at denne positive virkning stiger i forhold til programmets længde:

- 33,8% af deltagerne i 3-ugers programmerne;
- 49,8% af deltagerne i 1 - 3-måneders programmerne;
- 50,4% af deltagerne i de længere programmer.

4.12.8. Dette resultat fremgår endnu mere udtalt i forbindelse med langtidsvirkningerne (efter et eller to år):

Erhvervsmæssigt set var udveks- lingen	Kode	Samlet antal deltagere	Mindre end en måned	1 - 3 mdr.	Mere end 3 mdr.
Nyttig	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Skadelig	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Uden virkning	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
I ALT	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Kode: 1 = I alt
2 = Procent
3 = Procent af deltagerne efter programtype

4.12.9. Et af de andre mål med Rådets afgørelse om udvekslingsprogrammet for unge arbejdstagere er at skabe en bredere interesse for den europæiske politik og en større forståelse for dette programs europæiske dimension blandt deltagerne.

4.12.10. I denne sammenhæng svarede 68,8% af alle deltagerne, at deres interesse var blevet styrket. Også på dette område er der klar forskel på deltagerne i de lange og de korte programmer. Blandt deltagerne i de lange programmer erklærede 80,7%, at deres interesse var blevet styrket.

4.13. SAMLET VURDERING

4.13.1. En samlet vurdering af deltagelsen i udvekslinger giver følgende resultater:

	Kode	Samlet antal deltagere	Mindre end en måned	1 - 3 mdr.	Mere end 3 mdr.
Nyttig	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
Skadelig	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Uden virkning	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7%	5,0%
I ALT	1	600	224	236	140
	3	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Kode: 1 = I alt
2 = Procent
3 = Procent af deltagerne efter programtype

4.13.2. At 96% af samtlige deltagere i dag, nogen tid efter deres eget udvekslingsophold ville tilråde deltagelse i en sådan udveksling, viser den store værdi de tidligere deltagere tillægger Det Europæiske Fællesskabs program for udveksling af unge arbejdstagere.

4.13.3. Der er en klar forbindelse mellem udvekslingens varighed og dens langfristede, erhvervsmæssige virkninger. Denne konklusion styrkes af deltagernes angivelse af, hvilken varighed det bør tilstræbes at give udvekslingen:

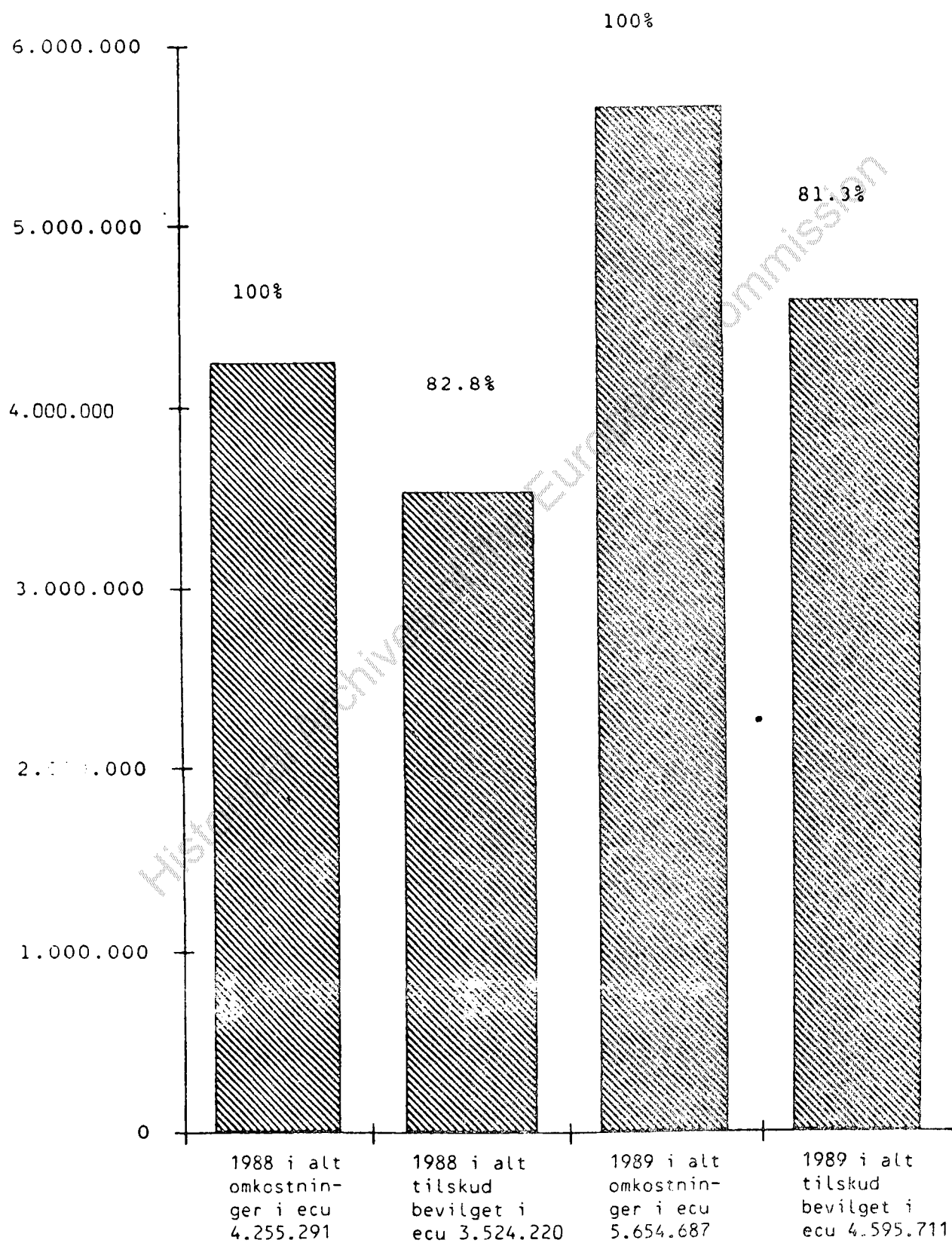
- næste 88% af deltagerne i lange udvekslingsprogrammer erklærede, at de gik ind for denne model (langvarig udveksling);
- ca. 53% af deltagerne i et 1 - 3 måneders program erklærede, at de ville foretrække længere programmer på mindst 6 måneder;
- blandt deltagerne i 3 ugers programmerne forsætter denne tendens til at foretrække længere programmer, idet næsten 60% af dem gik ind for programmer på mellem 1 og 3 måneder og næsten en fjerdedel for programmer af længere varighed.

5. KONKLUSION

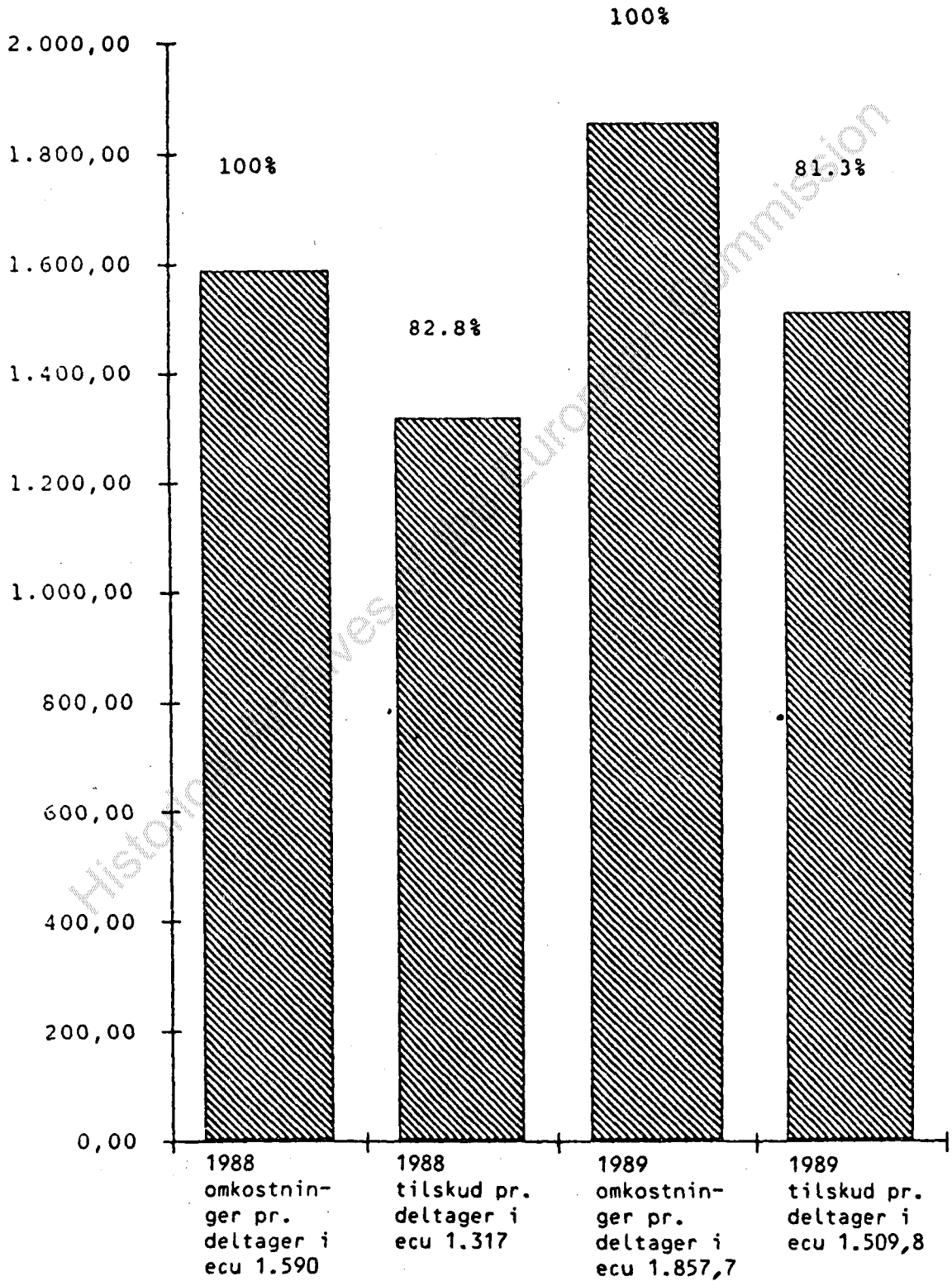
- 5.1. Som tidligere nævnt har der været en støt stigning i antallet af deltagere i 1988 og 1989, selv om der kun har været en begrænset stigning i budgettet. Det er ligeledes med tilfredshed, at Kommissionen kan notere sig den konstante stigning i antallet af nye initiativtagende organisationer (i 1989 ansøgte 19 nye organisationer om tilskud. 10 af disse opnåede tilskud).
- 5.2. Virkningen af det Informationsmateriale, der er blevet udsendt siden 1988, er efterhånden tydelig, og det bør også noteres, at anmodninger om information fra enkeltpersoner, såvel som fra organisationer, er stadig stigende.
- 5.3. Endelig fremgår det af Kommissionens meddelelse til Rådet "Uddannelse i Det Europæiske Fællesskab - retningslinier for indsatsen på mellemlang sigt (1989 - 1992)" (KOM(89) 235, endelig udg.), at Kommissionen har til hensigt at undersøge muligheden for at forenkle præsentationen af de muligheder, der står til rådighed for de unge gennem disse to programmer (programmet om udveksling af unge arbejdstagere og Ungdom for Europa) samt at effektivisere disse programmers administration. Det er således tanken at synkronisere de to programmer for i fremtiden at give Kommissionen mulighed for bedre at koordinere alle former for ungdomsudvekslinger.
- 5.4. Kommissionen oversendte sit forslag herom (KOM(90) 79, endelig udg.) med anmodning om, at Rådet nu reviderer programmet om udveksling af unge arbejdstagere inden udgangen af 1991 (snarere end 1990). Dette forslag behandles for tiden i Rådet.
-

Historical Archives of the European Commission

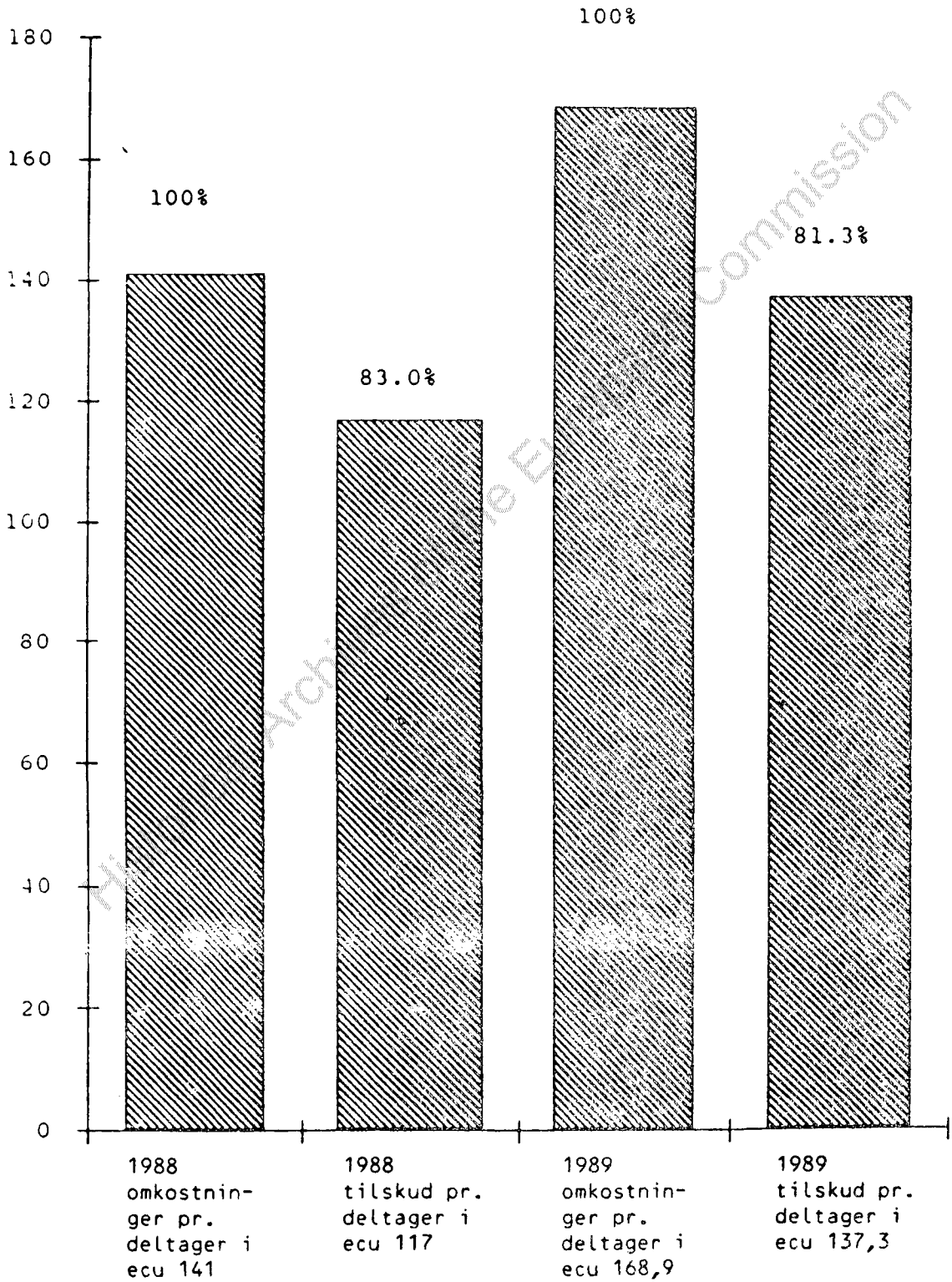
Tabel 1.1. Omkostninger/projekttilskud i 1988/1989



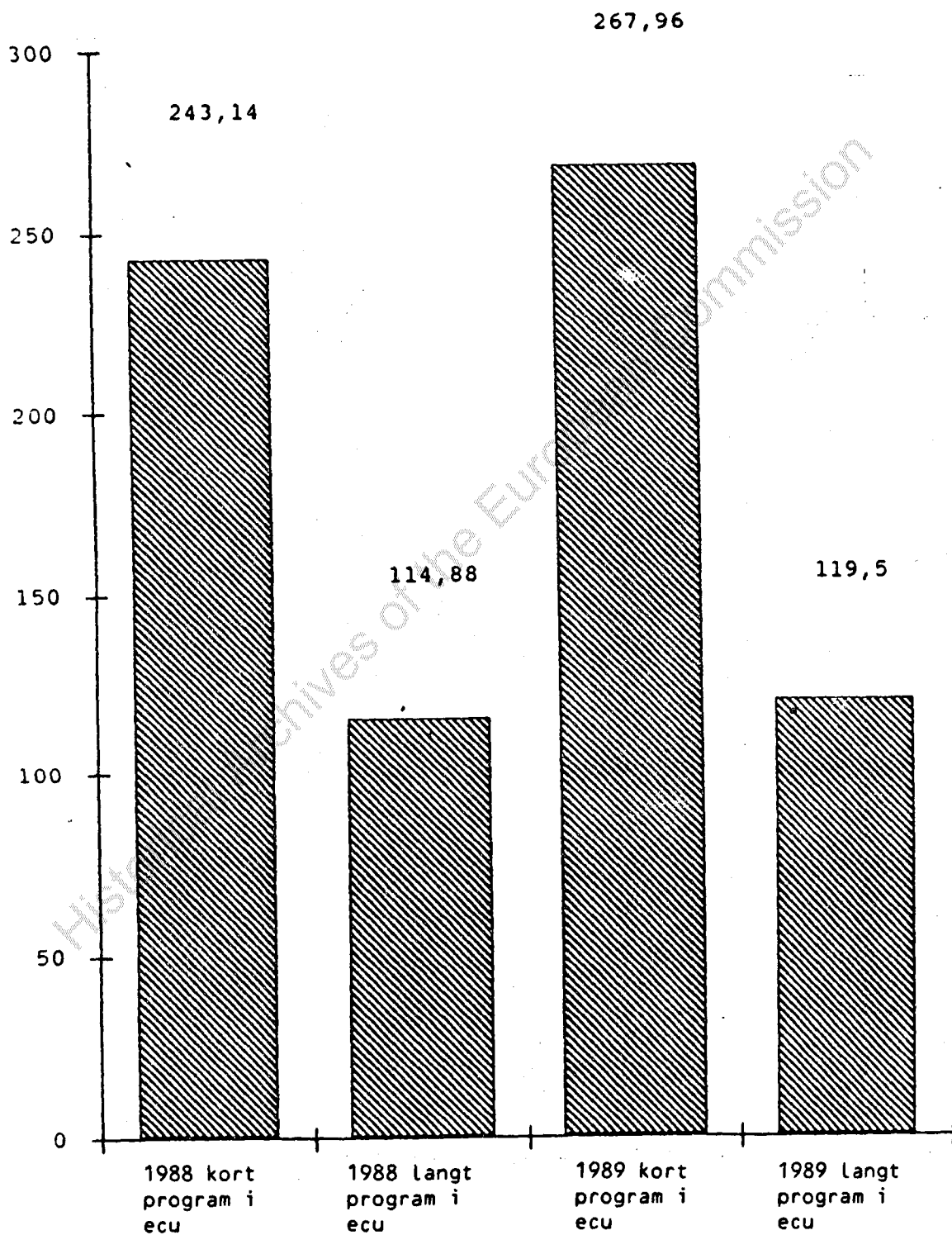
Tabel 1.2. Gennemsnitlige omkostninger/tilskud pr. deltager
i 1988/1989



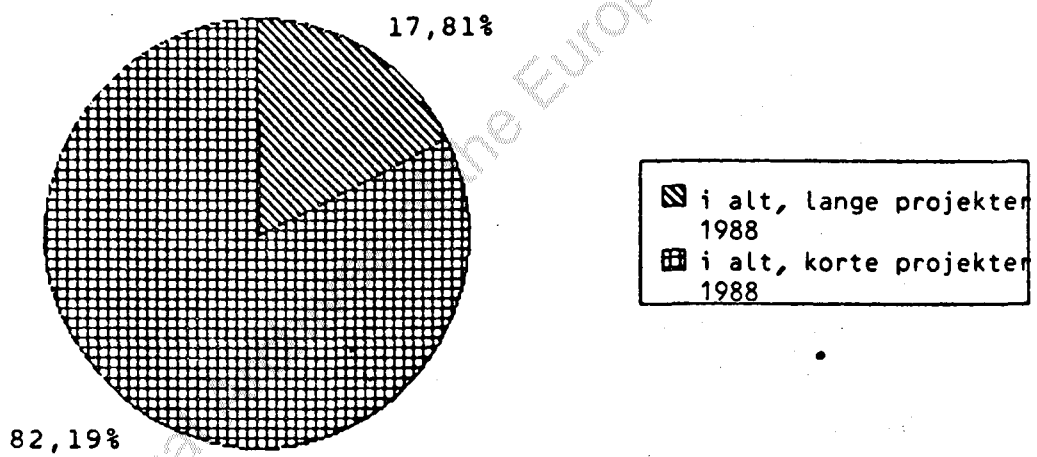
Tabel 1.3. Gennemsnitlige omkostninger/tilskud pr. deltager
pr. uge i 1988/1989



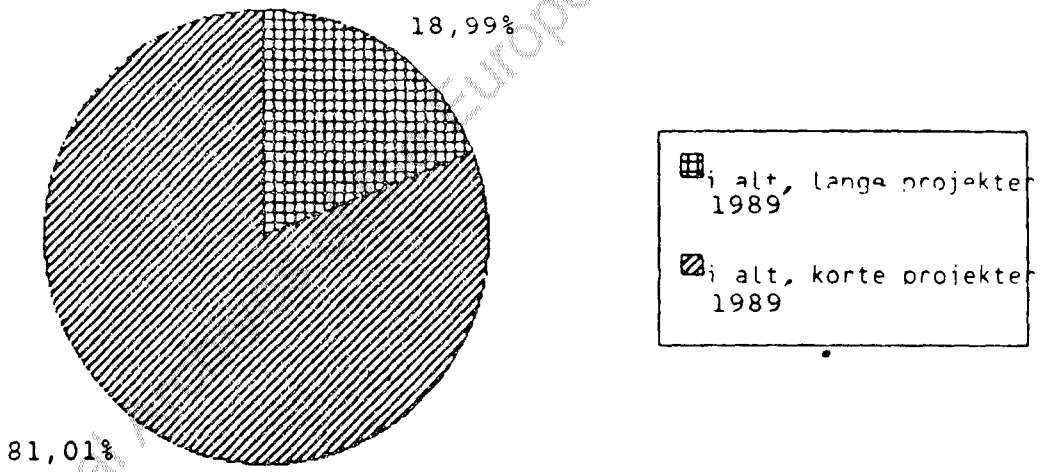
Tabel 1.5. Gennemsnitlige omkostninger pr. deltager pr. uge pr.
kort/langt program i 1988/1989



Tabel 2.1. Korte/lange projekter i 1988



Tabel 2.2. Korte/lange projekter i 1989



Tabel 3.1.

Deltagernes bestemmelsessted i 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	I ALT	
Til B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	Til B
Til D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	Til D
Til DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	Til DK
Til EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	Til EL
Til E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	Til E
Til F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	Til F
Til IPI	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	Til IRL
Til I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	Til I
Til L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	Til L
Til NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	Til NL
Til P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	Til P
Til UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	Til UK
Til?	(*)	0	0	10	0	0	0	0	0	10	0	20	40	Til ?
I alt	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2.806	I alt

NB: Det samlede deltagerantal (2806) er beregnet på grundlag af den planlagte deltagelse efter detaljerede ansøgninger, og svarer således ikke til det endelige/faktiske deltagerantal. Dette er grunden til, at der er et overskud på 130 deltagere i forhold til endelige/faktiske deltagerantal på 2676.

Tabel 3.2.

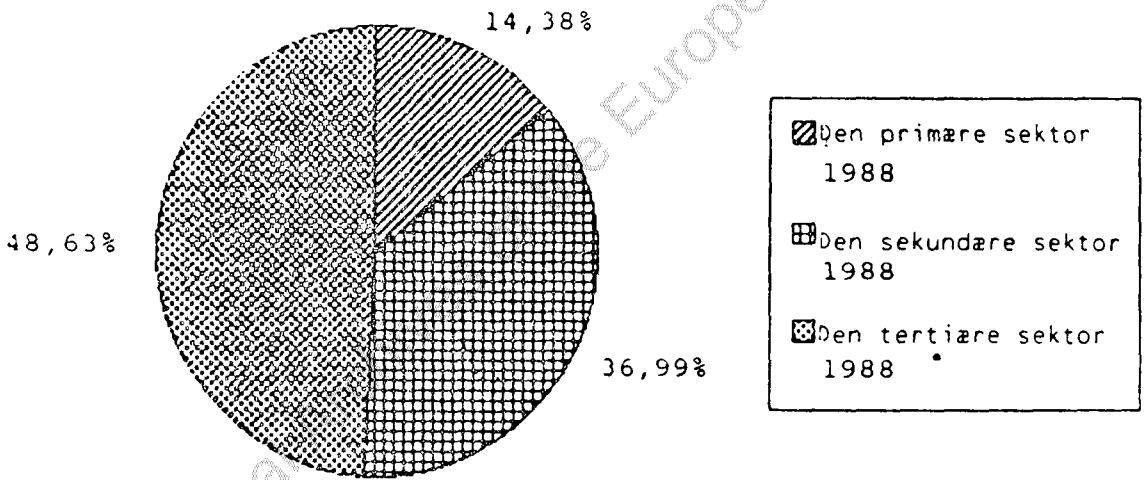
Deltagernes bestemmelsessted i 1989

Antal deltagere	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	I ALT
Til	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
Fra	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3.044

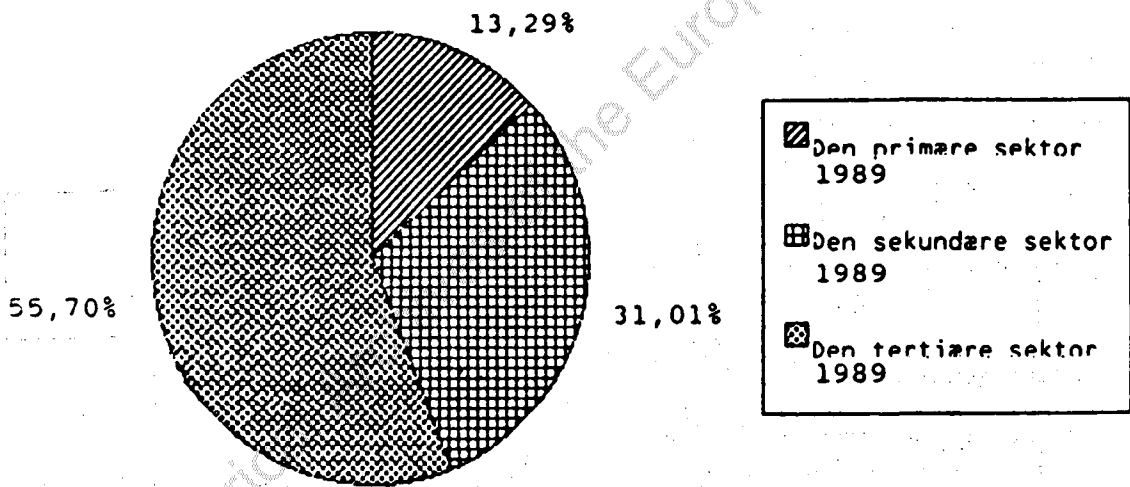
*) Ukendt bestemmelsessted

NB: Tallene fra 1989 er baseret på den planlagte deltagelse på grundlag af detaljerede ansøgninger og ikke på grundlag af de endelige/faktiske tal, da mange endnu ikke har afsluttet deres ophold, og specifikke oplysninger om deltagerne først bliver tilgængelige i de afsluttende rapporter.

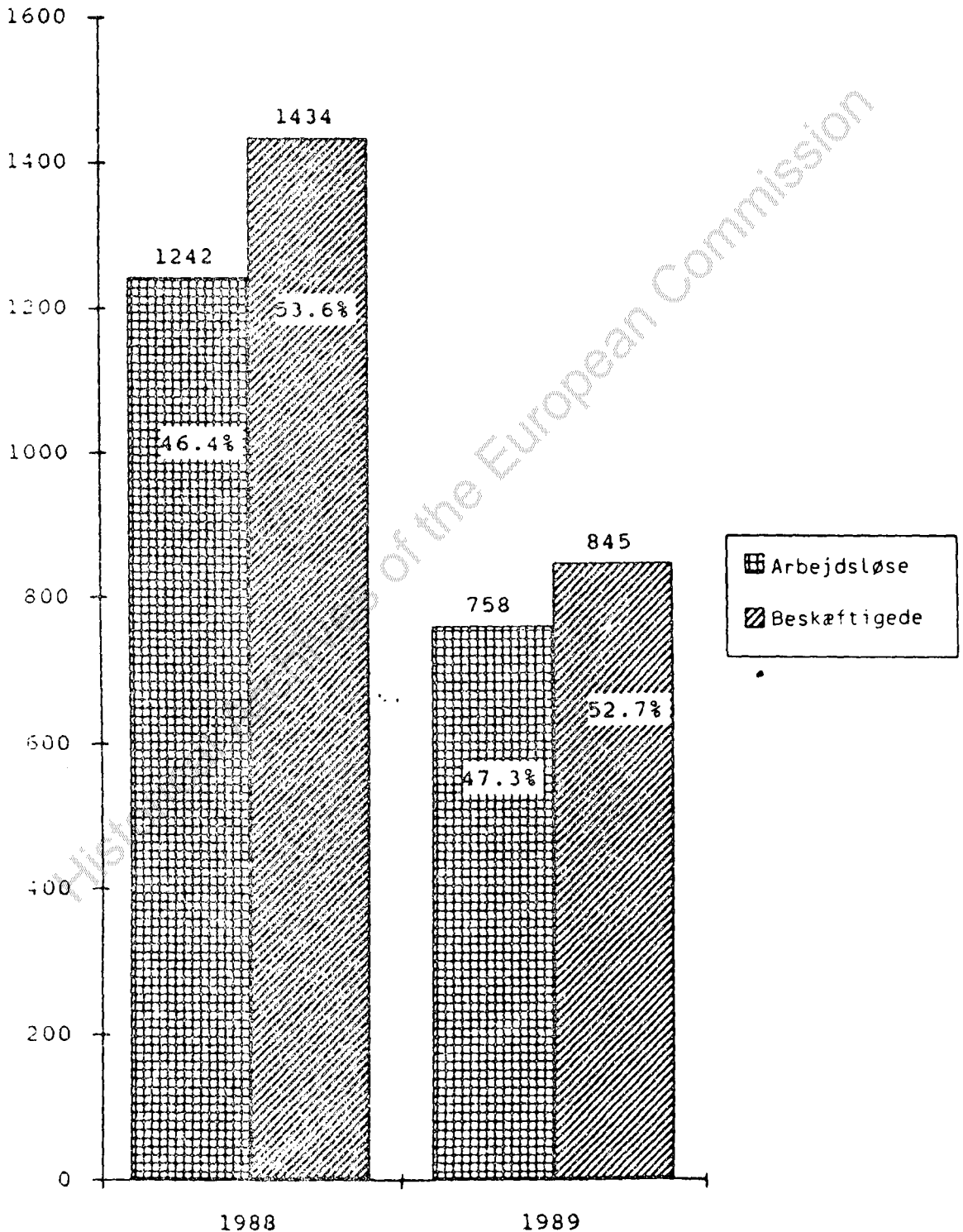
Tabel 4.1. Projekternes fordeling på sektorer i 1988



Tabel 4.2. Projekternes fordeling på sektorer i 1989

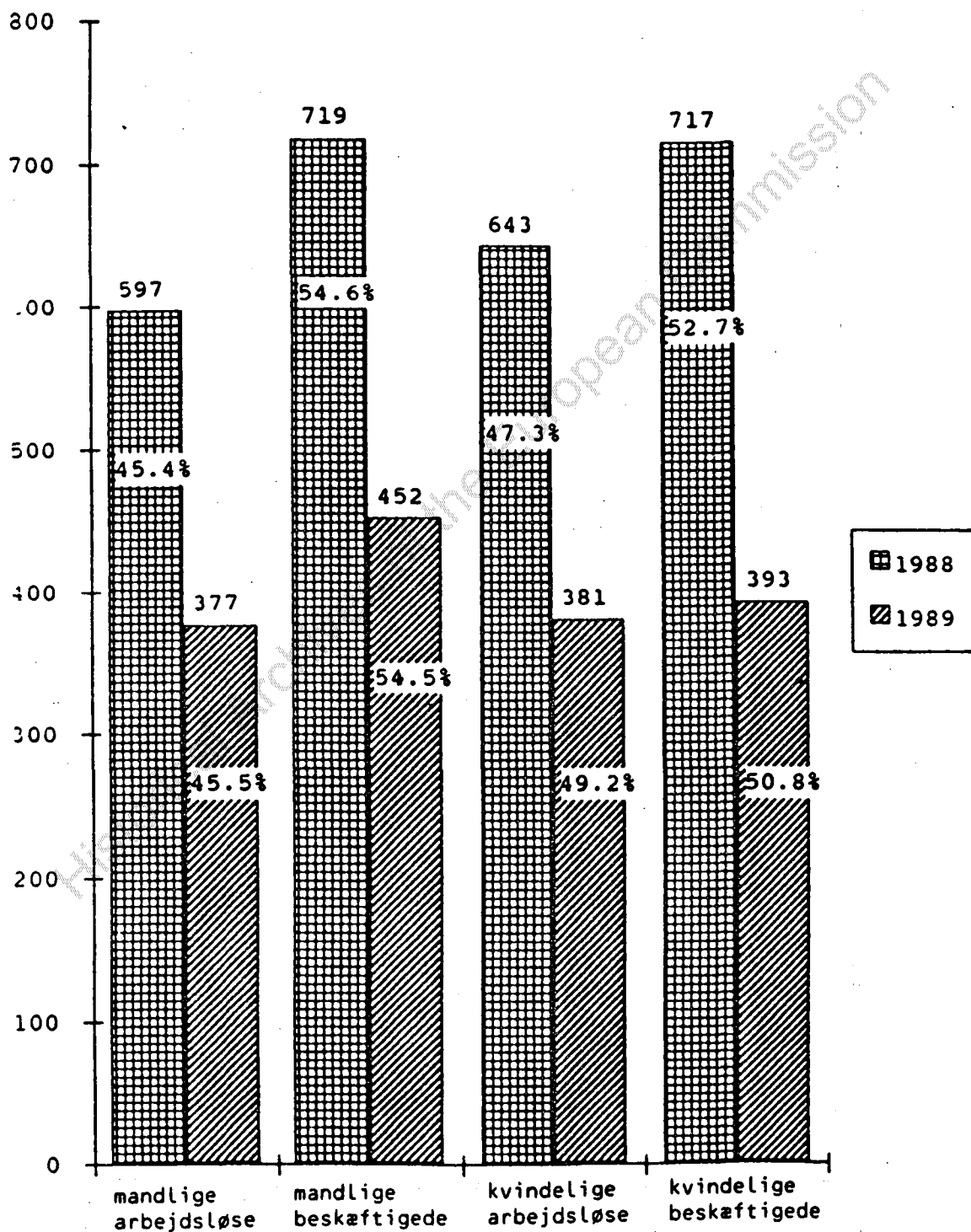


Tabel 5.1. Arbejdsløse/beskæftigede unge arbejdstagere i 1988/1989



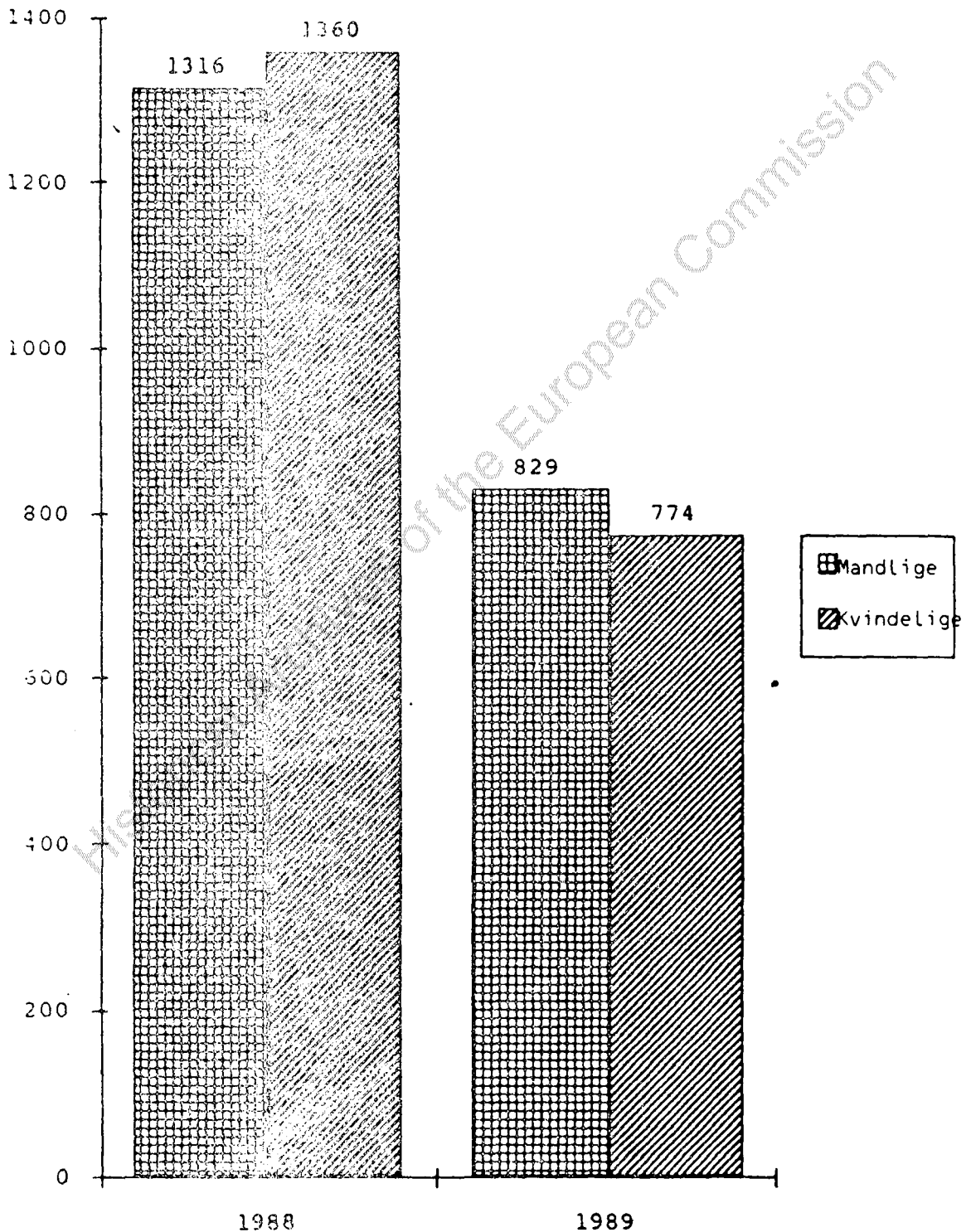
NB: Oplysningerne for 1989 er ufuldstændige, da mange projekter endnu ikke er afsluttet, og specifikke oplysninger om deltagerne først bliver tilgængelige i de endelige rapporter.

Tabel 5.2. Arbejdsløse/beskæftigede mandlige/kvindelige unge
arbejdstagere i 1988/1989



NB: Oplysningerne for 1989 er ufuldstændige, da mange projekter endnu ikke er afsluttet, og specifikke oplysninger om deltagerne først bliver tilgængelige i de endelige rapporter.

Tabel 6. Mandlige/kvindelige unge arbejdere i 1988/1989



NB. Oplysningerne for 1989 er ufuldstændige, da mange projekter endnu ikke er afsluttet, og specifikke oplysninger om deltagerne først bliver tilgængelige i de endelige rapporter.

Historical Archives of the European Commission

Detaljeret liste over områder, på hvilke der fandt
projekter om udveksling af unge arbejdstagere sted i 1988 og 1989

Landbrug	Hospitaler
Agroindustri	Hotel og restaurant
Arkæologi	Jagt
Kunst	Import/eksport
Restaurering af kunstværker	Forsikring
Audiovisuel produktion	Anlægsgartneri
Bankvæsen	Lokale beskæftigelsesinitiativer
Skibsbyggeri	Tekniske industrier
Keramik	Marketing
Kemisk industri	Medier
Cirkus	Metalindustri
Handel	Musik
Computere	Naturbevarelse
Maskinbygning	Børnepasning
Håndværk	Offentlig administration
"Kulturelle initiativer"	Genbrug
Handicappede arbejdstagere	Sekretariatsarbejde
Distribution	Sport
Civilingeniørarbejder	Teknisk assistance til landbruget
Miljøbeskyttelse	Telematik
Fiskeri	Tekstiler
Levnedsmiddelindustri, drikkevarer og tobak	Teater
Levnedsmiddelforædling	Turisme
Skovbrug	Transport
Helbred og sociale ydelser	Vinavl
Havebrug	Erhvervsuddannelse

KOM(90) 377 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

05

Katalognummer : CB-CO-90-397-DA-C
ISBN 92-77-63152-X

SALGSPRIS	til og med 30 sider: 3,50 ECU	for hver 10 sider derudover: 1,25 ECU
-----------	-------------------------------	---------------------------------------

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer
L-2985 Luxembourg

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΚΟΜ(90) 377 τελικό

Βρυξέλλες, 1 Αυγούστου 1990

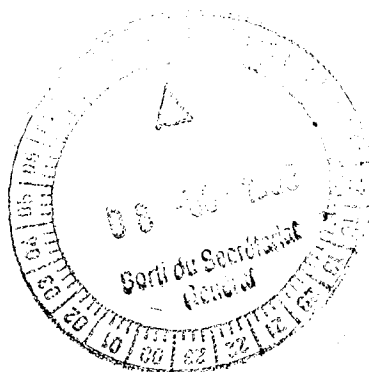
ΔΕΥΤΕΡΗ ΕΚΘΕΣΗ

ΓΙΑ ΤΟ 3ο ΚΟΙΝΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ

ΑΝΤΑΛΛΑΓΗΣ ΝΕΩΝ ΕΡΓΑΖΟΜΕΝΩΝ

1988 - 1989

(υποβληθέν από την Επιτροπή)



ΔΕΥΤΕΡΗ ΕΚΘΕΣΗ ΓΙΑ ΤΟ 3ο ΚΟΙΝΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ

ΑΝΤΑΛΛΑΓΗΣ ΝΕΩΝ ΕΡΓΑΖΟΜΕΝΩΝ

1988 - 1989

1. ΕΙΣΑΓΩΓΗ

- 1.1. Το "τρίτο κοινό πρόγραμμα για ενθάρρυνση των ανταλλαγών νέων εργαζομένων μέσα στην Κοινότητα" εγκρίθηκε από το Συμβούλιο με την απόφασή του της 13ης Δεκεμβρίου 1984 και καλύπτει τη χρονική περίοδο 1985 - 1990.
- 1.2. Το τρίτο κοινό πρόγραμμα είναι η πιο πρόσφατη έκδοχή του παλαιού κοινοτικού προγράμματος κινητικότητας της νεολαίας, το οποίο ξεκίνησε το 1964 με βάση το άρθρο 50 της Συνθήκης της Ρώμης. Από τότε έχουν καθιερωθεί διάφορα άλλα προγράμματα κινητικότητας της νεολαίας. Συγκεκριμένα το COMETT, το ERASMUS και πιο πρόσφατα, το LINGUA.
- 1.3. Το πρόγραμμα ανταλλαγών για νέους εργαζομένους παρέχει μία ευκαιρία συμμετοχής σε ένα κοινοτικό σχέδιο το οποίο προσφέρει μια εμπειρία διαβίωσης και εργασιακών συνθηκών σε άλλα κράτη μέλη, καλλιεργεί τα επαγγελματικά προσόντα που είναι αναγκαία στην ενήλικη και επαγγελματική ζωή - στα οποία περιλαμβάνεται η ανάπτυξη της επαγγελματικής γνώσης και των πρακτικών επαγγελματικών προσόντων, καθώς και των προσόντων διαπροσωπικής επικοινωνίας ανάμεσα σε άτομα από διαφορετικό πολιτιστικό περιβάλλον - και δίνει στους συμμετέχοντες τη δυνατότητα να βρουν κοινά ενδιαφέροντα με νέους από άλλα Κράτη Μέλη και πάνω απ'όλα να αναπτύξουν τη συνείδηση της κοινής Ευρωπαϊκής τους ταυτότητας.

2. ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗ

- 2.1. Η Επιτροπή ορίζει τους κανόνες και τις κατευθυντήριες γραμμές του προγράμματος, αλλά η εφαρμογή μεμονωμένων έργων είναι αρμοδιότητα κυρίως των διοργανωτών των ανταλλαγών. Οποιοσδήποτε οργανισμός μπορεί να κάνει αίτηση ενίσχυσης για ανταλλαγές νέων εργαζομένων εφόσον αυτές είναι σύμφωνες με τις κατευθυντήριες γραμμές. Σε κάθε κράτος μέλος υπάρχει εκπρόσωπος της κυβέρνησης, ο οποίος ενεργεί σαν εθνικός συντονιστής για το πρόγραμμα ανταλλαγών. Το Γραφείο Ανταλλαγής Νέων της Ευρωπαϊκής Κοινότητας (ΓΑΝΕΚ) είναι η τεχνική μονάδα που βοηθά την Κοινότητα στην εκτέλεση του προγράμματος ανταλλαγής νέων εργαζομένων.

2.2. ΔΙΟΡΓΑΝΩΤΕΣ ΑΝΤΑΛΛΑΓΩΝ

2.2.1 Οι διοργανωτές ανταλλαγών έχουν την ευθύνη της διοργάνωσης και εκτέλεσης των ανταλλαγών, γιαυτό και αποτελούν το σημαντικότερο στοιχείο στο διαρθρωτικό πλαίσιο που υποστηρίζει η Κοινότητα. Η σχέση ανάμεσα στην Επιτροπή και τον κάθε διοργανωτή διέπεται από συμβάσεις που καλύπτουν τα επιμέρους έργα ανταλλαγών. Οι συμβάσεις αυτές καθορίζουν τους όρους ανταλλαγών, τις υποχρεώσεις του σχετικού οργανισμού ή ομάδας και τις οικονομικές ευθύνες.

2.2.2. Η πλειονότητα των διοργανωτών ανταλλαγών κατατάσσεται σε δύο κατηγορίες - εκείνους που λειτουργούν σε Ευρωπαϊκό επίπεδο και εκείνους που λειτουργούν κυρίως σε εθνικό επίπεδο, αλλά των οποίων οι δραστηριότητες έχουν κοινοτική διάσταση. Οι διοργανωτές ασχολούνται κυρίως με έργα ανταλλαγών, έργα επαγγελματικής κατάρτισης ή μια ποικιλία κοινωνικών, πολιτιστικών και εκπαιδευτικών έργων, τα οποία απευθύνονται σε ομάδες από συγκεκριμένους επαγγελματικούς ή βιομηχανικούς τομείς, οι οποίοι έχουν δημιουργήσει πλαίσια ανάπτυξης ανταλλαγών νέων. Αυτό το ευρύ φάσμα οργανισμών έχει συνεισφέρει σε μεγάλο βαθμό στην ποικιλία των τομέων στους οποίους έχουν γίνει ανταλλαγές στα πλαίσια του προγράμματος.

2.2.3. Το 1988, ενισχύθηκαν 18 και το 1989, 29 οργανισμοί για Ανταλλαγές Νέων Εργαζομένων.

2.2.4. Το 1988 και 89, πραγματοποιήθηκαν 3 συνεδριάσεις διοργανωτών ανταλλαγών που λαμβάνουν μέρος στο πρόγραμμα:

- 23 Μαρτίου 1988:

Ημερίδα στις Βρυξέλλες για την αποσαφήνιση των υφιστάμενων διοικητικών διαδικασιών με τους διοργανωτές ανταλλαγών.

-24/27 Σεπτεμβρίου 1988:

Συνεδρίαση στο Lago Maggiore της Ιταλίας, με σκοπό τη συνάντηση των εκπροσώπων των κυρίων διοργανωτών και ενός αριθμού εξωτερικών εμπειρογνομόνων για να συζητήσουν:

*τις δυνατότητες επιλογής για τη μακροχρόνια ανάπτυξη του προγράμματος και

*τις κατευθυντήριες γραμμές για τα υπόλοιπα δύο χρόνια του τρίτου προγράμματος.

-26/27 Οκτωβρίου 1989:

διήμερη συνεδρίαση στις Βρυξέλλες, για να συζητηθούν οι διοικητικές και οικονομικές πλευρές του προγράμματος για το 1990, να μελετηθεί η στατιστική αξιολόγηση του προγράμματος που εκτέλεσε η Επιτροπή και να ανταλλάγουν απόψεις σχετικά με το περιεχόμενο και το πεδίο εφαρμογής του τέταρτου προγράμματος.

2.3. ΕΘΝΙΚΟΙ ΣΥΝΤΟΝΙΣΤΕΣ

- 2.3.1 Η Επιτροπή ενδιαφέρεται ιδιαίτερα για την επαφή των διοργανωτών με τους εθνικούς συντονιστές, για τη συζήτηση των σχεδίων ανταλλαγών, και τους ζητείται να στέλνουν αντίγραφο κάθε έργου που υποβάλλεται στην Επιτροπή στους αρμόδιους εθνικούς συντονιστές.
- 2.3.2. Στις 24 Οκτωβρίου 1988, έγινε συνεδρίαση με τους εθνικούς συντονιστές στις Βρυξέλλες, για να πληροφορηθούν τις τελευταίες εξελίξεις και να διαγραφούν οι προοπτικές του τέταρτου προγράμματος.

3. ΠΡΑΚΤΙΚΑ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΑ 1988-1989

- 3.1. Το πρόγραμμα απευθύνεται στους νέους ηλικίας μεταξύ 18 και 28 χρόνων, οι οποίοι είτε εργάζονται είτε αναζητούν απασχόληση και οι οποίοι έχουν συμπληρώσει τη βασική επαγγελματική τους κατάρτιση ή έχουν παρόμοια εργασιακή εμπειρία.
- 3.2. Οι ανταλλαγές κυμαίνονται από βραχυχρόνιες, με διάρκεια από 3 εβδομάδες έως 3 μήνες οι οποίες περιλαμβάνουν εκπαιδευτικές επισκέψεις, τοποθέτηση σε εργασία και μία σύντομη εμπειρία του εργασιακού περιβάλλοντος μέχρι μακροχρόνιες με διάρκεια από 4 ως 6 μήνες και οι οποίες κυρίως περιλαμβάνουν τοποθέτηση σε εργασία, αφού προηγηθούν μαθήματα στη γλώσσα και επαγγελματικός προσανατολισμός.
- 3.3. Από το 1986 έως το 1988, ο ετήσιος προϋπολογισμός του προγράμματος παρέμεινε στα 4,5 εκατομμύρια ECU ενώ το 1989 αυξήθηκε κατά 500.000 ECU, και έφτασε τα 5 εκατομμύρια ECU. Παρά την κατάσταση αυτή, ο αριθμός των συμμετεχόντων έχει αυξηθεί από 2304 το 1987 σε 2676 το 1988 και περίπου σε 3044⁽¹⁾ το 1989 και ο αριθμός των επιδοτούμενων έργων έχει αυξηθεί από 146 το 1988 σε 158 το 1989. Πρέπει ακόμη να σημειωθεί ότι το 1989 η κατ'αποκοπή συνεισφορά ανά συμμετέχοντα για κάθε εβδομάδα αυξήθηκε κατά 10 ECU, γεγονός που έκανε δυνατή μία αύξηση στην εβδομαδιαία επιδότηση του κάθε συμμετέχοντα.
- 3.4. Η μέση εβδομαδιαία δαπάνη ανά συμμετέχοντα το 1988 ανήλθε σε 141 ECU και το 1989 το ποσό αυτό αυξήθηκε σε 168,9 ECU ενώ η μέση εβδομαδιαία επιδότηση ανά συμμετέχοντα αυξήθηκε από 117 ECU το 1988 σε 137,3 ECU το 1989.
- 3.5. Η μικρή αύξηση του μέσου κόστους και της μέσης επιδότησης, αντικατοπτρίζει από τη μία μεριά την ικανότητα των διοργανωτών να μειώσουν τις δαπάνες και από την άλλη, την ικανότητα μερικών διοργανωτών - κυρίως όσων ήταν νέοι στο πρόγραμμα - να εξασφαλίσουν άλλες πηγές εισοδήματος και με τον τρόπο αυτό να μειώσουν την απαιτούμενη επιδότηση.

Βλέπε πίνακα 1, παράρτημα 1, για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

(1) Τα στοιχεία για το 1989 βασίζονται σε προγραμματισμένους αριθμούς συμμετεχόντων με βάση τις αιτήσεις συμμετοχής, και όχι σε πραγματικούς τελικούς αριθμούς, όπως γίνονταν τα προηγούμενα χρόνια.

3.6. Κατά κανόνα τα έργα εγκρίνονται δύο φορές το χρόνο –στην αρχή του έτους και τον Ιούνιο. Το σύστημα αυτό έχει το πλεονέκτημα ότι επιτρέπει την αναθεώρηση των χρηματοδοτήσεων στα μέσα του χρόνου. Οι διοργανωτές πληροφορούν την Επιτροπή για την τυχόν μη πλήρη χρησιμοποίηση των χορηγούμενων ενισχύσεων. Έτσι τα πλεονασματικά κεφάλαια μπορούν να ανακτώνται αμέσως και να χορηγούνται σε άλλα έργα.

3.7. ΒΡΑΧΥΧΡΟΝΙΕΣ ΚΑΙ ΜΑΚΡΟΧΡΟΝΙΕΣ ΑΛΛΑΓΕΣ

3.7.1 Όπως ορίζεται ρητά στην Απόφαση του Συμβουλίου οι ανταλλαγές χωρίζονται σε βραχυχρόνια και μακροχρόνια έργα, καθένα από τα οποία έχει τους δικούς του ιδιαίτερους σκοπούς μέσα στις γενικές κατευθυντήριες γραμμές.

3.7.2. Το 1988 και 1989 παρατηρήθηκε μία μείωση στις μακροχρόνιες ανταλλαγές. Αυτό ήταν αποτέλεσμα αρκετών παραγόντων:

- της αυξανόμενης δυσκολίας στην εξεύρεση θέσεων εργασίας γενικά και ιδιαίτερα για ξένους υπηκόους στα διάφορα κράτη μέλη.
- της απροθυμίας των εργαζόμενων νέων να αφήσουν την εργασία τους, έστω και προσωρινά, για να συμμετάσχουν στο έργο.
- της αύξησης ανταλλαγών "μέσης χρονικής διάρκειας" με συνήθη διάρκεια από 13 έως 16 εβδομάδες, οι οποίες συχνά ακολουθούν μια πολύ σύντομη περίοδο εκμάθησης γλώσσας. Οι ανταλλαγές αυτές συνδυάζουν τους σκοπούς των βραχυχρόνιων και μακροχρόνιων ανταλλαγών, ενώ περιορίζονται πολλές από τις δυσκολίες που υπάρχουν στα μακροχρόνια έργα.

3.7.3. Η Επιτροπή θα συνεχίσει φυσικά να προωθεί και τους δύο τύπους ανταλλαγών, εξασφαλίζοντας παράλληλα ότι το πρόγραμμα είναι ανοικτό για το μεγαλύτερο δυνατό αριθμό νέων και ότι διατηρείται μια σχετική ισορροπία στους οικονομικούς τομείς στους οποίους διαδραματίζονται οι ανταλλαγές.

Βλέπε πίνακα 2, Παράρτημα 1, για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

3.8. ΓΕΩΓΡΑΦΙΚΗ ΚΑΤΑΝΟΜΗ

3.8.1. Υπάρχει ακόμη ένας βαθμός υπερβολικής συγκέντρωσης στο κέντρο της Κοινότητας. Ωστόσο, οι προσπάθειες αποκατάστασης της ισορροπίας αποδεικνύονται επιτυχείς και μία από τις προτεραιότητες του προγράμματος είναι η ενθάρρυνση της συμμετοχής νέων από περιφερειακές ή μειονεκτικές περιοχές.

3.8.2. Η Επιτροπή προσπαθεί να εξασφαλίζει γενικότερη ισορροπία ανάμεσα στον αριθμό των νέων εργαζομένων που το κάθε κράτος μέλος υποδέχεται και στέλνει στο εξωτερικό στα πλαίσια των ανταλλαγών. Η αρχή αυτή της ισορροπίας λειτουργεί στην πλειονότητα των ανταλλαγών και η Επιτροπή μεριμνά για τη συνέχεια στην ενίσχυση των βασικών σκοπών του προγράμματος, όπου κάτι τέτοιο είναι εφικτό.

Βλέπε πίνακα 3, παράρτημα 1, για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

3.9. ΤΟΜΕΑΚΗ ΚΑΤΑΝΟΜΗ

3.9.1. Παρόλο που κατά τα πρώτα χρόνια του προγράμματος, ο πρωτογενής και δευτερογενής τομέας κυριαρχούσαν στις ανταλλαγές, η ανάπτυξη του τριτογενούς τομέα της κοινοτικής οικονομίας απεικονίζεται στο πρόγραμμα ανταλλαγών νέων εργαζομένων και ο τομέας αυτός είναι σήμερα ο μεγαλύτερος στο πρόγραμμα.

3.9.2. Το 1988, ο πρωτογενής τομέας εκπροσωπούσε το 14,4% (21 έργα), ο δευτερογενής 37% (54 έργα) και ο τριτογενής 48,6% (71 έργα). Το 1989 τα ποσοστά ήταν 13,3% (21 έργα) στον πρωτογενή τομέα, 31% (49 έργα) στον δευτερογενή και 55,7% (88 έργα) στον τριτογενή τομέα.

Βλέπε πίνακα 4, παράρτημα 1 για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

3.9.3 Σε καθένα από τους τρεις τομείς, τα έργα κατανεμήθηκαν ως εξής:

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Πρωτογενής τομέας</u>				
- Γεωργία	11.6%	17 έργα	10.8%	17 έργα
- Δασοκομία και αλιεία	2.7%	4 έργα	2.5%	4 έργα
<u>Δευτερογενής τομέας</u>				
- Βιομηχανία μετάλλων και μηχανολογικού εξοπλισμού	4.1%	6 έργα	1.3%	2 έργα
- Άλλες κατασκευαστικές βιομηχανίες	19.9%	29 έργα	12.0%	19 έργα
- Βιοτεχνία και χειροτεχνία	5.5%	8 έργα	2.5%	4 έργα
- Διάφορα	7.5%	11 έργα	15.2%	24 έργα
<u>Τριτογενής τομέας</u>				
- Τουριστικές υπηρεσίες	1.5%	2 έργα	2.0%	3 έργα
- Ξενοδοχεία και υπηρεσίες τροφοδοσίας	5.5%	8 έργα	4.4%	7 έργα
- Υγειονομικές και κοινωνικές υπηρεσίες	4.8%	7 έργα	8.2%	13 έργα
- Πολιτιστικές και ψυχαγωγικές υπηρεσίες	17.1%	25 έργα	13.9%	22 έργα
- Υπολογιστές/πληροφορική	2.7%	4 έργα	1.3%	2 έργα
- Διάφορα	17.1%	25 έργα	25.9%	41 έργα
<u>ΣΥΝΟΛΟ</u>	100%	146 έργα	100%	158 έργα

3.9.4. Λεπτομερής κατάλογος όλων των τομέων όπου λειτούργησαν έργα ανταλλαγών το 1988 και το 1989 επισυνάπτεται σαν παράρτημα 2.

3.10 ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΩΝ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΩΝ

3.10.1. Από τη στιγμή που έγινε δυνατή η συμμετοχή των άνεργων νέων στο πρόγραμμα, η αναλογία των άνεργων συμμετεχόντων αυξήθηκε σταθερά από 46,4% το 1988 σε 47,3% το 1989, δηλαδή σχεδόν οι μισοί συμμετέχοντες στο πρόγραμμα αναζητούν θέση απασχόλησης.
Βλέπε πίνακα 5, παράρτημα 1, για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

- 3.10.2- Μια άλλη προτεραιότητα του τρίτου προγράμματος είναι η προσφορά ίσων ευκαιριών σε άνδρες και γυναίκες. Η Επιτροπή προσπάθησε να εξασφαλίσει την ισότητα εκπροσώπηση νέων ανδρών και γυναικών και να ενθαρρύνει τις γυναίκες να συμμετάσχουν σε ανταλλαγές στους τομείς της νέας τεχνολογίας. Το 1988, όπως και το 1989, αυτός ο στόχος επιτεύχθηκε, δηλ. η ισότητα υπήρξε πλήρης και οι νέες γυναίκες αποτέλεσαν περίπου το 50% του συνόλου των συμμετεχόντων στο πρόγραμμα.

Βλέπε πίνακα 6, παράρτημα 1 για λεπτομερή στατιστική ανάλυση.

3.11. ΕΡΓΑΣΙΑΚΗ ΕΜΠΕΙΡΙΑ

Το τρίτο κοινό πρόγραμμα δεν προορίζεται να προσφέρει στον ενδιαφερόμενο νέο τη βασική επαγγελματική κατάρτιση και εμπειρία σε άλλο κράτος μέλος, αλλά περισσότερο παρέχει ένα συμπλήρωμα στην εκπαίδευση και την εμπειρία που οι νέοι έχουν ήδη αποκτήσει στη χώρα τους. Η Επιτροπή συνεχίζει να πιστεύει ότι έχει αποφασιστική σημασία ακόμη και βραχυχρόνιες ανταλλαγές να παρέχουν αυθεντική εργασιακή πείρα, και η επαγγελματική πείρα που παρέχεται μέσα από τα μακροχρόνια έργα προγράμματα πρέπει να έχει ποιότητα και αξία σε αρκετά υψηλό βαθμό για να ενθαρρύνονται οι εργοδότες και εργαζόμενοι να συμμετέχουν στο πρόγραμμα.

3.12. ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗ ΤΩΝ ΕΡΓΩΝ

- 3.12.1. Τόσο το 1988 όσο και το 1989, η Επιτροπή αναγκάστηκε να αρνηθεί τη χρηματοδότηση ενός μεγάλου αριθμού έργων ανταλλαγών, για δημοσιονομικούς λόγους. Η οικονομική ενίσχυση της Επιτροπής στο πρόγραμμα ανταλλαγών αποσκοπούσε πάντα να ενεργεί σαν κίνητρο για την ανάπτυξη ανταλλαγών νέων εργαζομένων μέσα στην Κοινότητα. Δεν είχε ποτέ σκοπό να καλύπτει το συνολικό κόστος κάθε προγράμματος ανταλλαγών, παρόλο που στην πραγματικότητα αυτό συμβαίνει συχνά για την πλειονότητα των ανταλλαγών. Είναι προφανές ότι η κατάσταση αυτή δεν είναι ιδανική, καθώς σημαίνει, σε τελική ανάλυση, ότι ο αριθμός των νέων που μπορούν να συμμετάσχουν στο πρόγραμμα δεν είναι τόσο υψηλός όσο θα μπορούσε να είναι με άλλες συνθήκες.

- 3.12.2. Για να επεκταθεί το πρόγραμμα και να εξαρτάται λιγότερο από τα κοινοτικά κεφάλαια, έχει ζωτική σημασία για τους διοργανωτές ανταλλαγών σε συνεργασία με τους εθνικούς συντονιστές, να ερευνήσουν όλες τις πιθανές πηγές συμπληρωματικής χρηματοδότησης, είτε κυβερνητικές, είτε περιφερειακές, τοπικές ή ιδιωτικές. Η Επιτροπή θεωρεί ότι τα Κράτη Μέλη πρέπει να συνεχίσουν την ενίσχυση σε εθνικό επίπεδο και τη δραστηριότητά τους, αν θέλουν το πρόγραμμα να έχει πραγματικό αντίκτυπο στους νέους εργαζομένους σε ολόκληρη την Κοινότητα.

- 3.12.3. Η Επιτροπή θα συνεχίσει να ενθαρρύνει νέες πρωτοβουλίες ανταλλαγών μέσω επιδοτήσεων διαφορετικών από την υφιστάμενη εβδομαδιαία κατ'αποκοπή συνεισφορά. Η πρακτική αυτή θα κάνει δυνατή κατά ένα μέρος την επίτευξη του σκοπού των ανταλλαγών με κοινή χρηματοδότηση, εφόσον το σύστημα των επιδοτήσεων απαιτεί την ανεύρεση άλλων πηγών χρηματοδότησης από τους διοργανωτές.

4. ΑΞΙΟΛΟΓΗΣΗ ΤΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ

- 4.1. Το 1988, πραγματοποιήθηκε μία ποιοτική ανάλυση των περιεχόμενων των εκθέσεων που υποβλήθηκαν από τους συμμετέχοντες στη διάρκεια της περιόδου 1985 - 1987.
- 4.2. Η ανάλυση αυτή ήταν μια πρώτη δοκιμαστική μελέτη που επέτρεπε τον προσδιορισμό συγκεκριμένων τάσεων σχετικά με την επίδραση των ανταλλαγών στους συμμετέχοντες.
- 4.3. Στη διάρκεια του 1989, εξετάσθηκαν οι μακροχρόνιες επιπτώσεις, οι οποίες κατά την άποψη των νέων μπορούν να έχουν επίδραση στη συμμετοχή τους στο πρόγραμμα ανταλλαγών.
- 4.4. Εξετάσθηκαν τέσσερα διαφορετικά επίπεδα επιδράσεων, σύμφωνα με τους σκοπούς του προγράμματος:
1. Επίδραση στην εργασιακή κατάσταση/ανάπτυξη του ατόμου από επαγγελματική άποψη.
 2. Αλλαγές στο επίπεδο του κοινωνικοπολιτιστικού περιβάλλοντος.
 3. Ανάπτυξη της συνείδησης των προβλημάτων ως προς την Ευρωπαϊκή πολιτική.
 4. Επιδράσεις στα προσωπικά έργα για το μέλλον και στην προσωπική ολοκλήρωση.
- 4.5. Η ομάδα την οποία εξέτασε η μελέτη, απαρτιζόταν από συμμετέχοντες σε μία ανταλλαγή το 1987, και ένα τυχαίο δείγμα σε ποσοστό 10% θεωρήθηκε επαρκές για την εγγύηση αξιοπιστών αποτελεσμάτων. Κύρια βάση της μελέτης ήταν ένα ερωτηματολόγιο. Επιπλέον έγιναν προσωπικές συνεντεύξεις με 40 επιλεγμένους συμμετέχοντες. Η επιλογή των 40 ατόμων για προσωπική συνέντευξη έγινε σύμφωνα με τα παρακάτω κριτήρια:
- έπρεπε να εξετασθούν και τα 12 κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Κοινότητας.
 - οι ιδιομορφίες που εμφανίζονται στο ερωτηματολόγιο θα εξετάζονταν καλύτερα αν ήταν σχετικές με το θέμα της έρευνας.
 - Προτεραιότητα θα δινόταν στους συμμετέχοντες οι οποίοι είχαν κάνει καλά θεμελιωμένες εκτιμήσεις - θετικές ή αρνητικές - όσον αφορά τις προοπτικές.
 - θα περιλαμβάνονταν όλοι οι τύποι έργων - η ποσοτική διανομή του αριθμού των συμμετεχόντων ανά χώρα ήταν ανάλογη με την απόλυτη συμμετοχή στο συνολικό πρόγραμμα ανταλλαγών.
 - επίτευξη χαμηλού κόστους, δηλ. αν είναι δυνατόν δημιουργία περιφερειακών κέντρων.
- 4.6. Ο πυρήνας της μελέτης ήταν ένα τυποποιημένο βασικά ερωτηματολόγιο, διαρθρωμένο έτσι ώστε να παρακολουθεί τη λογική εξέλιξη των έργων ανταλλαγών.
- 4.7. Η φετινή μελέτη περιείχε επίσης 40 περίπου συνεντεύξεις με συμμετέχοντες από τα 12 κράτη μέλη, οι οποίοι έλαβαν μέρος στο πρόγραμμα ανταλλαγών του 1987.

4.8. ΜΕΡΙΚΑ ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΑ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΑ

- 4.8.1. Η ταξινόμηση των συμμετεχόντων σε ομάδες ανάλογα με την ηλικία, δίνει μια ενδιαφέρουσα ένδειξη του ρόλου τον οποίο παίζει η συμμετοχή στις ανταλλαγές στον ατομικό σχεδιασμό για το μέλλον. Αν λάβουμε υπόψη μας την κανονική διάρκεια της εκπαίδευσης και της βασικής επαγγελματικής κατάρτισης, βλέπουμε ότι το 1/4 των συμμετεχόντων παίρνουν μέρος στις ανταλλαγές αμέσως μετά την εκπαίδευση (27,5%). Σε ποσοστό κατά προσέγγιση 47% έχουν ήδη εργαστεί μερικά χρόνια πριν πάρουν μέρος στις ανταλλαγές.
- 4.8.2. Η αναλογία ανδρών και γυναικών είναι ισορροπημένη, με ποσοστά 49% για τις γυναίκες και 51% για τους άνδρες.

4.9. ΠΡΟΣΔΟΚΙΕΣ ΑΠΟ ΤΙΣ ΑΝΤΑΛΛΑΓΕΣ

- 4.9.1. Η επιθυμία για ανάπτυξη επαγγελματικών γνώσεων και η γνωριμία με μία γειτονική ευρωπαϊκή χώρα, παίρνουν τις περισσότερες ψήφους, περίπου 30% η καθεμία, ενώ το ίδιο ποσοστό παίρνει η επιθυμία τελειοποίησης μιας ξένης γλώσσας.
- 4.9.2. Μόνο το 15,3% των συμμετεχόντων σε μακροχρόνια έργα ανέφεραν σαν πρωταρχικό τους κίνητρο επαγγελματικούς λόγους. Το 32,1% είπε ότι η γνωριμία μιας άλλης ευρωπαϊκής χώρας ήταν ο αποφασιστικός παράγοντας, και το 29,2% ανέφερε σαν κύριο λόγο την τελειοποίηση της γλωσσικής τους εκπαίδευσης.
- 4.9.3. Η πλειονότητα (46,6%) όσων πήραν μέρος στα προγράμματα 3 εβδομάδων ανέφεραν ότι οι κύριοι λόγοι ήταν επαγγελματικοί. Στην ίδια ομάδα η γνωριμία με άλλες χώρες ήρθε δεύτερη με 33,5%. Αυτό μπορεί κατά κάποιο τρόπο να εξηγηθεί, από την φύση αυτών των σύντομων μαθημάτων, που είναι φανερό ότι μπορούν ν' αποτελέσουν μόνο μία εισαγωγή.

4.10. ΕΚΠΛΗΡΩΝΟΝΤΑΙ ΟΙ ΠΡΟΣΔΟΚΙΕΣ ΤΩΝ ΣΥΜΜΕΤΕΧΟΝΤΩΝ ΑΠΟ ΤΙΣ ΑΝΤΑΛΛΑΓΕΣ;

- 4.10.1. Το 36,5% όλων των συμμετεχόντων δηλώνουν ότι είναι απόλυτα ικανοποιημένοι και 50,5% εκφράζονται σαν βασικά ικανοποιημένοι. Μόνο 11,5% πιστεύουν ότι οι επιδιώξεις τους δεν ικανοποιήθηκαν ουσιαστικά και 1,5% εκφράζονται σαν καθόλου ικανοποιημένοι.
- 4.10.2. Όσοι παίρνουν μέρος στις μακροχρόνιες ανταλλαγές, θεωρούν ότι "ικανοποιήθηκαν πλήρως" σε πολύ υψηλότερο βαθμό (45% του συνόλου των μακροχρόνιων έργων) απ' ότι εκείνων που συμμετείχαν σε ανταλλαγές διάρκειας μικρότερης από μήνα (25,2%). Για τα μακροχρόνια έργα, παρατηρούμε ότι το 7,9% ήταν βασικά μη ικανοποιημένοι, ένα αρνητικό αποτέλεσμα εξαιρετικά χαμηλό, σε σύγκριση με το 18% των προγραμμάτων διάρκειας 3 εβδομάδων. Αυτό δείχνει ότι ο βαθμός ικανοποίησης είναι ανάλογος με τη διάρκεια των ανταλλαγών.

4.10.3 Γενικά, το 87% των συμμετεχόντων δηλώνουν ότι είναι ικανοποιημένοι σε μεγάλο βαθμό, αλλά τα αρνητικά σχόλια συγκεντρώνονται στα έργα 3 εβδομάδων, και πιστεύουμε ότι αυτό το τελευταίο είδος πρέπει να αλλάξει ρόλο. Είναι ένα καλό έργο αν χρησιμοποιηθεί σαν "πρώτη γνώριμία" με διάφορες πλευρές μιας άλλης χώρας, στις οποίες περιλαμβάνονται οι επαγγελματικές πλευρές. Θα έμοιαζε πάντως καλή ιδέα η εγκατάλειψη της χρήσης του έργου αυτού με πρωταρχικό ρόλο τη βελτίωση της εκπαίδευσης - ο ρόλος αυτός φαίνεται να ταιριάζει περισσότερο σε άλλα έργα μεγαλύτερης διάρκειας.

4.11. ΠΡΟΕΤΟΙΜΑΣΙΑ ΓΙΑ ΤΗ ΔΙΑΜΟΝΗ ΣΤΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΟ

- 4.11.1. Η προετοιμασία για τη διαμονή στο εξωτερικό έχει μεγάλη σημασία για την επιτυχία της επίσκεψης αυτής. Μόλις 1/4 του συνόλου των συμμετεχόντων γνώριζαν ήδη τη χώρα φιλοξενίας τους. Για το 35% των συμμετεχόντων, η ανταλλαγή ήταν ή πρώτη εκαίρια διαμονής τους στο εξωτερικό.
- 4.11.2. Η έρευνα δείχνει, ότι πολλοί συμμετέχοντες μετά το τέλος της ανταλλαγής, παραπονούνται ότι πριν την ανταλλαγή δεν είχαν πληροφορηθεί το ακριβές πρόγραμμα. Αντίθετα, πολλοί από τους συμμετέχοντες επιλέχθηκαν με γενικές μόνο πληροφορίες για τον τομέα και τις πιθανές δραστηριότητες.
- 4.11.3. Η πλειοψηφία των ατόμων που πέρασαν από συνέντευξη είχαν διατηρήσει την ανάρτηση δυσάρεστων συναισθημάτων ανασφάλειας ή σύγχυσης.
- 4.11.4. Επιπλέον, το 28% περίπου των συμμετεχόντων στα μακροχρόνια έργα έχουν άσχημες αναμνήσεις από την υποδομή που τους παρείχαν οι οργανισμοί.
- 4.11.5. Μόνο το 16,2% της ίδιας ομάδας- συμμετέχοντες στα μακροχρόνια έργα- τοποθετούν τον εαυτό τους στην κατηγορία που είχε "πολύ ευχάριστες αναμνήσεις". Αυτό το ποσοστό είναι αρκετά χαμηλότερο από τον, μόλις ανεκτό, μέσο όρο του 35,4% όλων των συμμετεχόντων που τοποθετούν τον εαυτό τους στην κατηγορία που είχε "πολύ ευχάριστες αναμνήσεις".
- 4.11.6. Οι συνομιλίες έδειξαν μια σαφή διάκριση ανάμεσα στα γλωσσικά μαθήματα και την εργασία:
- η υποδομή που παρασχέθηκε στη διάρκεια των γλωσσικών μαθημάτων κρίθηκε ομόφωνα θετική. Στη διάρκεια της περιόδου αυτής οι διοργανωτές είναι παρόντες, φροντίζουν τους συμμετέχοντες και προσφέρουν ένα πρόγραμμα που συμπληρώνει τα (γλωσσικά) μαθήματα.
 - στις περισσότερες περιπτώσεις, η κατάσταση αυτή αλλάζει από τη στιγμή που αρχίζει η πρακτική εκπαίδευση. Οι συμμετέχοντες αισθάνονται τότε, μεταξύ άλλων, εγκαταλελειμμένοι, λόγω της αλλαγής περιβάλλοντος, τόπου, κλπ.
- 4.11.7. Το πρόβλημα της υποδομής γίνεται κάπως ακαδημαϊκό σε όλες τις ανταλλαγές που δεν ανακύπτουν σημαντικά προβλήματα (όταν κάποιος δεν χρειάζεται βοήθεια, η απουσία υποδομής περνά απαρατήρητη).

4.12. ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΙΚΗ ΚΑΤΑΡΤΙΣΗ ΜΕΣΑ ΣΤΗΝ ΕΡΓΑΣΙΑ

- 4.12.1. Ένα ποσοστό 68,7% των συμμετεχόντων στα μακροχρόνια έργα και 61,2% όσων συμμετείχαν στα έργα διάρκειας 1-3 μηνών βρήκαν ότι κατά την άφιξή τους, οι εταιρίες ήταν προετοιμασμένες να τους δεχτούν .
- 4.12.2. Τα έργα αυτά στόχευαν σε μία ομάδα συμμετεχόντων καθορισμένη με σαφήνεια. Επειδή λοιπόν η οργάνωση είναι ευκολότερη (π.χ. τράπεζες, ταμειευτήρια και αγροκτήματα) οι ομάδες αυτές γενικά εργάζονται με πιο ικανοποιητικό τρόπο.
- 4.12.3. Στα πλαίσια αυτά, η μελέτη των τελικών μακροχρόνιων αποτελεσμάτων, τα οποία μπορούν να προκύψουν από τη συμμετοχή σε ένα πρόγραμμα ανταλλαγών, πρέπει να λάβει υπόψη της όλους τους σκοπούς που έχουν οριστεί στην απόφαση του Συμβουλίου σχετικά με το κοινοτικό αυτό πρόγραμμα, και όχι μόνο τις επαγγελματικές πλευρές.
- 4.12.4. Η κινητικότητα των υπαλλήλων θα παίζει σημαντικό ρόλο ως προς τις οικονομικές και πολιτικές αλλαγές μέσα στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα. Η Ενιαία Αγορά του 1993 μπορεί να εκπληρώσει τη λειτουργία της σαν ενιαία αγορά εργασίας, μόνο αν τα άτομα είναι προετοιμασμένα να αλλάξουν τις εργασιακές και βιοτικές τους συνθήκες. Για να συμβεί αυτό, πρέπει να υπάρξουν ορισμένες προϋποθέσεις, όπως μία πλήρως θετική προσέγγιση προς τα άλλα κράτη μέλη.
- 4.12.5. Για το λόγο αυτό το πρόβλημα του επαγγελματικού οφέλους από τη συμμετοχή στις ανταλλαγές έχει μεγάλη σπουδαιότητα.
- 4.12.6. Άμεσο όφελος από επαγγελματικής πλευράς από τη συμμετοχή σε ανταλλαγές σε συνάρτηση με τη διάρκεια της ανταλλαγής.

Από επαγγελμα- τικής πλευράς η ανταλλαγή ήταν	Κωδικός	Συνολικός αριθμός συμμετεχό- ντων	Λιγότερο από ένα μήνα	Από ένα έως τρεις μήνες	Περισ- σότερο από 3 μήνες
Οφέλιμη	1	262	74	118	70
	2	44.0%	28.2%	45.0%	26.7%
	3		33.8%	49.8%	50.4%
Ενδεχόμενα	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40.9%	31.8%	27.3%
	3		8.2%	5.9%	8.6%
Χωρίς επίδραση	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43.9%	36.3%	19.7%
	3		58.0%	44.3%	41.0%
ΣΥΝΟΛΟ	1	595	219	237	139
	3	100.0%	36.8%	39.8%	23.4%

Επεξήγηση 1= Συνολικός αριθμός
κωδικού: 2= ποσοστό ανταπόκρισης
3= ποσοστό συμμετεχόντων ανά είδος προγράμματος

4.12.7. Οι αριθμοί αυτοί δείχνουν ότι, στα μακροχρόνια προγράμματα, η πρακτική επαγγελματική εμπειρία στο εξωτερικό, έχει γενικά θετική επίδραση μέσα στη δουλειά στη χώρα προέλευσης προσοδευτικά, σύμφωνα με την διάρκεια του προγράμματος:

- 33,8% για συμμετέχοντες σε έργα τριών εβδομάδων
- 49,8% για συμμετέχοντες σε έργα διάρκειας ενός έως τριών μηνών
- 50,4% για συμμετέχοντες σε έργα μεγαλύτερης διάρκειας.

4.12.8. Το αποτέλεσμα αυτό φαίνεται ακόμα καλύτερα ως προς τα μακροχρόνια αποτελέσματά του (μετά από ένα ή δύο χρόνια):

Επαγγελμα- τική επίδραση του έργου	Κωδικός	Συνολικός αριθμός συμμετεχόν- των	Λιγότερο από ένα μήνα	Από ένα έως τρεις μήνες	Περισ- σότερο από 3 μήνες
Ωφέλιμη	1	378	117	160	101
	2	63.7%%	31.0%	42.3%	26.7%
	3		52.7%	69.0%	72.7%
Επιζήμια	1	9	4	3	2
	2	1.5%	44.4%	33.3%	22.2%
	3		1.8%	1.3%	1.4%
Χωρίς επίδραση	1	206	101	69	36
	2	34.7%	49.0%	33.5%	17.5%
	3		45.5%	29.7%	25.9%
ΣΥΝΟΛΟ	1	593	222	232	139
	3	100.0%	37.4%	39.1%	23.4%

Επεξήγηση 1= Συνολικός αριθμός
κωδικού: 2= Ποσοστό ανταπόκρισης
3= Ποσοστό συμμετεχόντων ανά είδος έργου

4.12.9. Ένας από τους άλλους σκοπούς της Απόφασης του Συμβουλίου που αφορά το Πρόγραμμα Ανταλλαγής Νέων Εργαζομένων, είναι η αύξηση του ενδιαφέροντος για την Ευρωπαϊκή πολιτική και η καλύτερη συνείδητοποίηση της ευρωπαϊκής διάστασης του προγράμματος αυτού ανάμεσα στους συμμετέχοντες.

4.12.10 Στο πλαίσιο αυτό, 68,8% όλων των συμμετεχόντων δήλωσαν ότι το ενδιαφέρον τους είχε αυξηθεί. Και εδώ, όσοι συμμετείχαν στα μακροχρόνια έργα διαφέρουν σημαντικά από τους άλλους, δηλώνοντας σε ποσοστό 80.7% ότι το ενδιαφέρον τους αυξήθηκε.

4.13. ΣΥΝΟΛΙΚΗ ΕΚΤΙΜΗΣΗ

4.13.1. Μία συνολική εκτίμηση της συμμετοχής στις ανταλλαγές δίνει τα παρακάτω αποτελέσματα.

	Κωδικός	Συνολικός αριθμός συμμετεχόντων	Λιγότερο από ένα μήνα	Από ένα έως τρεις μήνες	Περισσότερο από 3 μήνες
Υπέρ	1	576	212	232	132
	2	96.0%	36.8%	40.3%	22.9%
	3		94.6%	98.3%	94.3%
Κατά	1	6	5		1
	2	1.0%	83.3%		16.2%
	3		2.2%		0.7%
Χωρίς άποψη	1	18	7	4	7
	2	3.0%	38.9%	22.2%	38.9%
	3		3.1%	1.7%	5.0%
ΣΥΝΟΛΟ	1	600	224	236	140
	3	100.0%	37.3%	39.3%	23.3%

Επεξήγηση: 1= Συνολικός αριθμός
 κωδικού 2= ποσοστό ανταπόκρισης
 3= ποσοστό συμμετεχόντων ανά είδος έργου

4.13.2. Το ποσοστό του 96% των νέων, οι οποίοι θα συμβούλευαν τη συμμετοχή σε τέτοιες ανταλλαγές σήμερα, σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την εμπειρία τους, δείχνει την υψηλή αξία που αποδίδουν στο Πρόγραμμα Ανταλλαγής Νέων Εργαζομένων της Ευρωπαϊκής Κοινότητας όσοι συμμετείχαν σ' αυτό.

4.13.3. Υπάρχει μία φανερή σχέση ανάμεσα στη διάρκεια μιας ανταλλαγής και τις μακροχρόνιες θετικές της επιπτώσεις από επαγγελματική άποψη. Η διαπίστωση αυτή ενισχύεται από τις ενδείξεις που έχουν δώσει οι συμμετέχοντες, ως προς την επιθυμητή διάρκεια μιας ανταλλαγής:

- 88% σχεδόν των συμμετεχόντων σε μακροχρόνια έργα ανταλλαγών δήλωσαν ότι είναι υπέρ αυτού του είδους (μακροχρόνιου)
- 53% περίπου των συμμετεχόντων που είχαν λάβει μέρος σε ένα έργο διάρκειας ενός έως τριών μηνών, δήλωσαν προτίμηση για έργα μεγαλύτερης διάρκειας, τουλάχιστον 6 μηνών.
- ως προς τους συμμετέχοντες στα έργα τριών εβδομάδων, υπάρχει επίσης μια σαφής μεταστροφή στις απόψεις. Σχεδόν 60% από αυτούς υποστήριξαν έργα διάρκειας μεταξύ ενός και τριών μηνών, και το 1/4 σχεδόν υποστήριξε μακροχρόνια έργα.

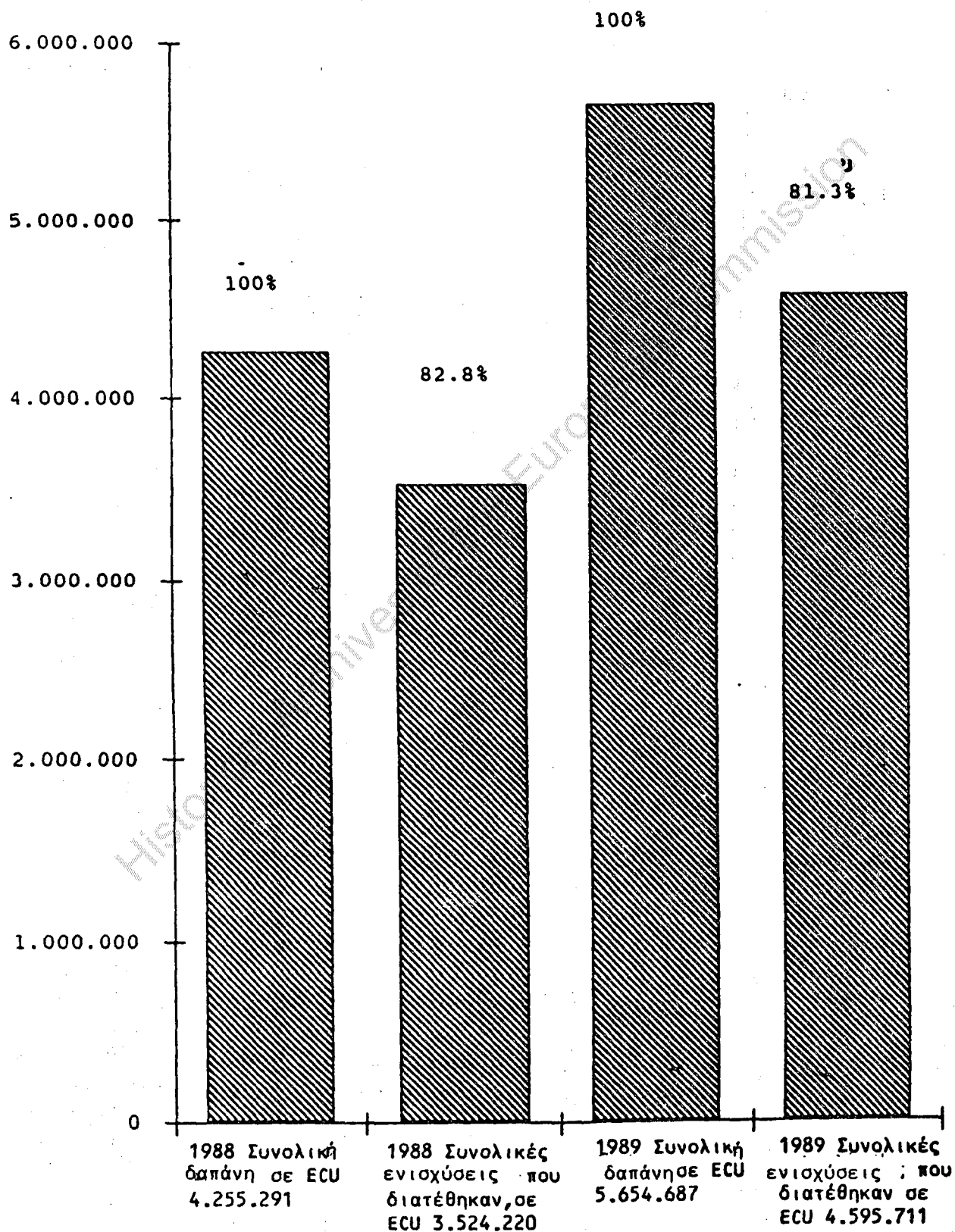
5. ΣΥΜΠΕΡΑΣΜΑΤΑ

- 5.1 Όπως αναφέρθηκε παραπάνω, το 1988 και το 1989 υπήρξε προοδευτική αύξηση του αριθμού των συμμετεχόντων, μολονότι η αύξηση του προϋπολογισμού ήταν περιορισμένη. Η Επιτροπή επίσης σημειώνει με ικανοποίηση τη διαρκή αύξηση στον αριθμό των καινούργιων διοργανωτών ανταλλαγών (το 1989, 19 νέοι οργανισμοί έκαναν αίτηση για ενίσχυση και από αυτούς οι 10 ενισχύθηκαν).
- 5.2. Η επίδραση του πληροφοριακού υλικού που διανεμήθηκε από το 1988 αρχίζει να γίνεται εμφανής, και πρέπει να σημειωθεί ότι ο αριθμός αιτήσεων πληροφόρησης, από άτομα καθώς και από οργανισμούς, συνεχίζει να αυξάνει.
- 5.3. Τέλος, σημειώνεται στην ανακοίνωση της Επιτροπής προς το Συμβούλιο, ("Εκπαίδευση και Κατάρτιση μέσα στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα-Μεσοπρόθεσμες Κατευθυντήριες γραμμές 1989 - 1992," COM (89) 236 τελική), ότι "η Επιτροπή σκοπεύει να εξετάσει την προοπτική απλούστευσης της παρουσίασης των ευκαιριών που προσφέρονται στη νεολαία, με αυτά τὰ δύο προγράμματα (το Πρόγραμμα Ανταλλαγής Νέων Εργαζομένων και το πρόγραμμα Νεολαία για την Ευρώπη), και ακόμη, να βελτιώσει τη διαχείρισή τους. Για το λόγο αυτό, η σταδιακή ρύθμιση των δύο προγραμμάτων θα συγχρονιστεί, ώστε να επιτρέψει μελλοντικά μια περισσότερο συντονισμένη προσέγγιση της Επιτροπής στις ανταλλαγές νέων κάθε είδους".
- 5.4. Η Επιτροπή παρουσίασε εγκαίρως την πρότασή της για το σκοπό αυτό (COM (90) 79 τελική), η οποία προβλέπει τελικά την επανεξέταση του Προγράμματος Ανταλλαγών Νέων Εργαζομένων από το Συμβούλιο, πριν από το τέλος του 1991 (αντί για το 1990). Η πρόταση αυτή βρίσκεται σήμερα ενώπιον του Συμβουλίου.

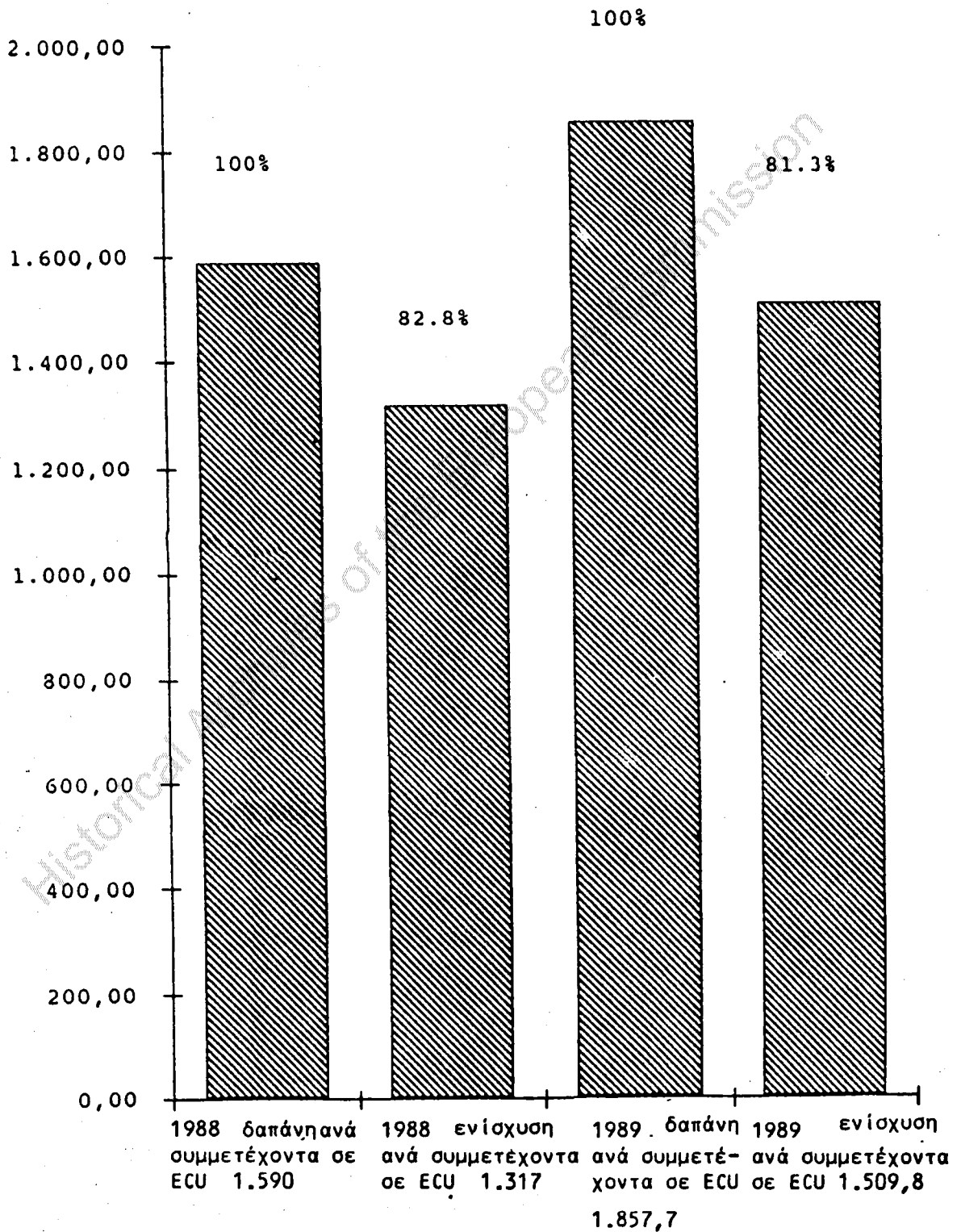
ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

Historical Archives of the European Commission

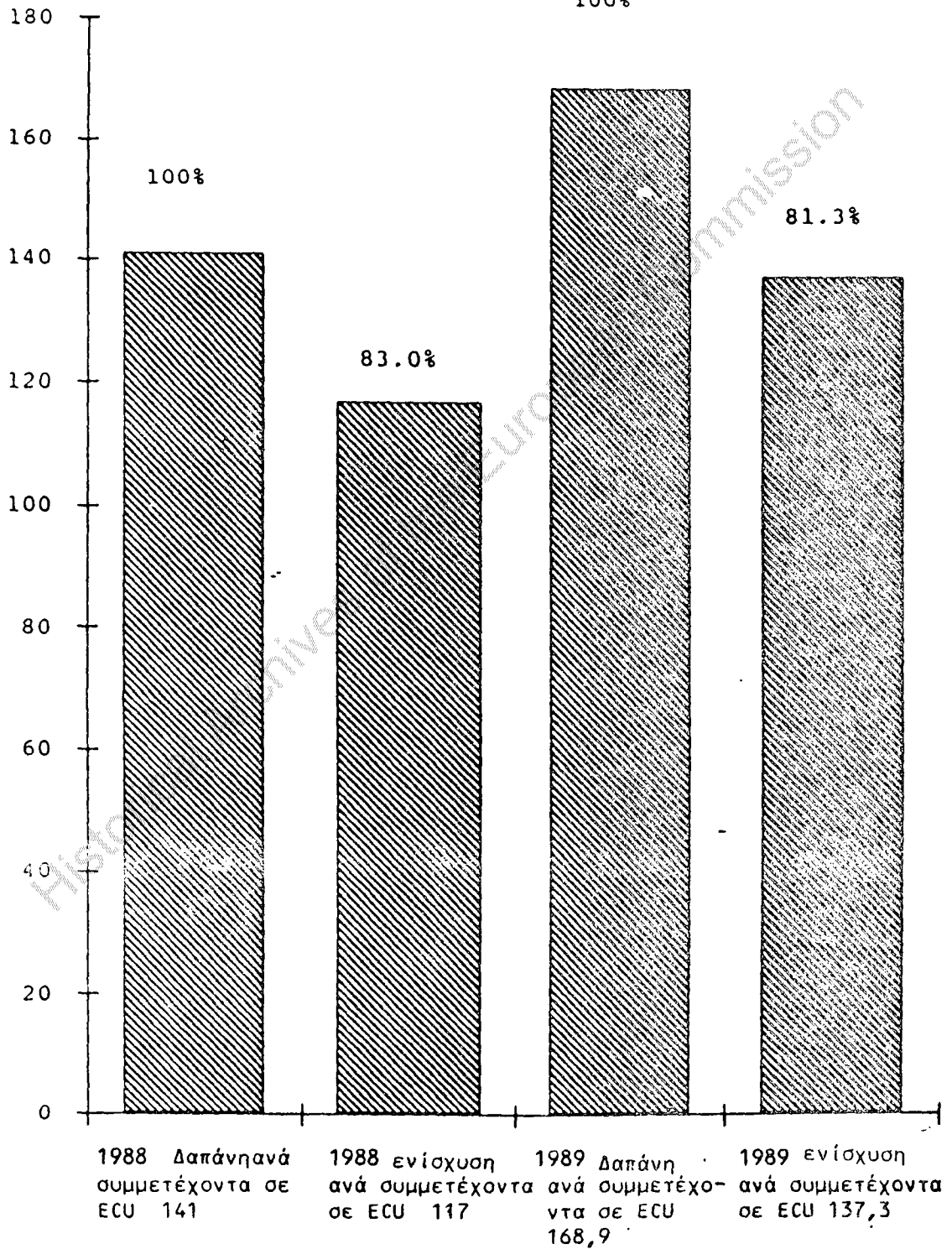
Πίνακας 1.1. Κόστος Έργου Ενίσχυσης το 1988/1989



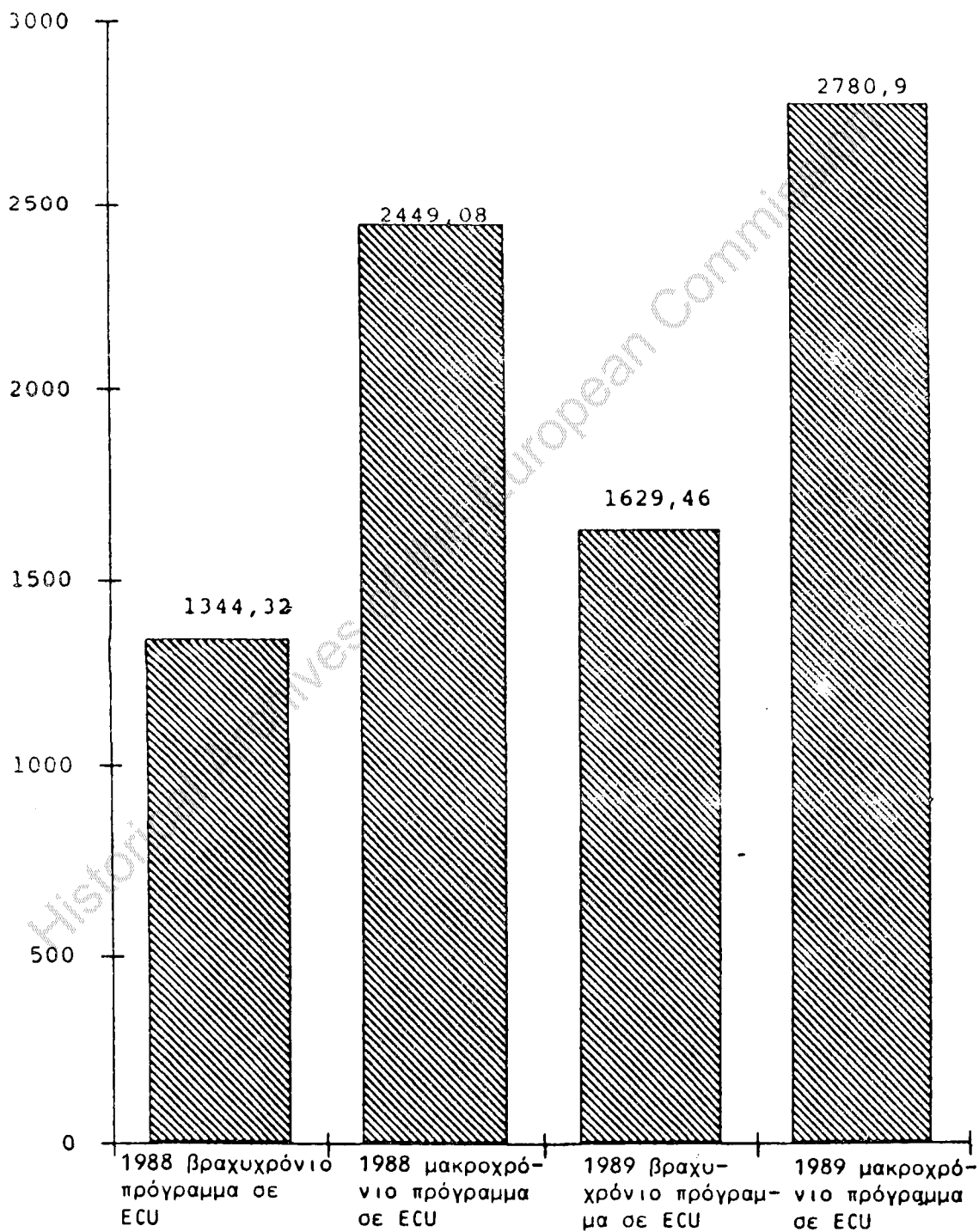
Πίνακας 1.2. Μέση δαπάνη / ενίσχυση ανά συμμετέχοντα το 1988 / 1989



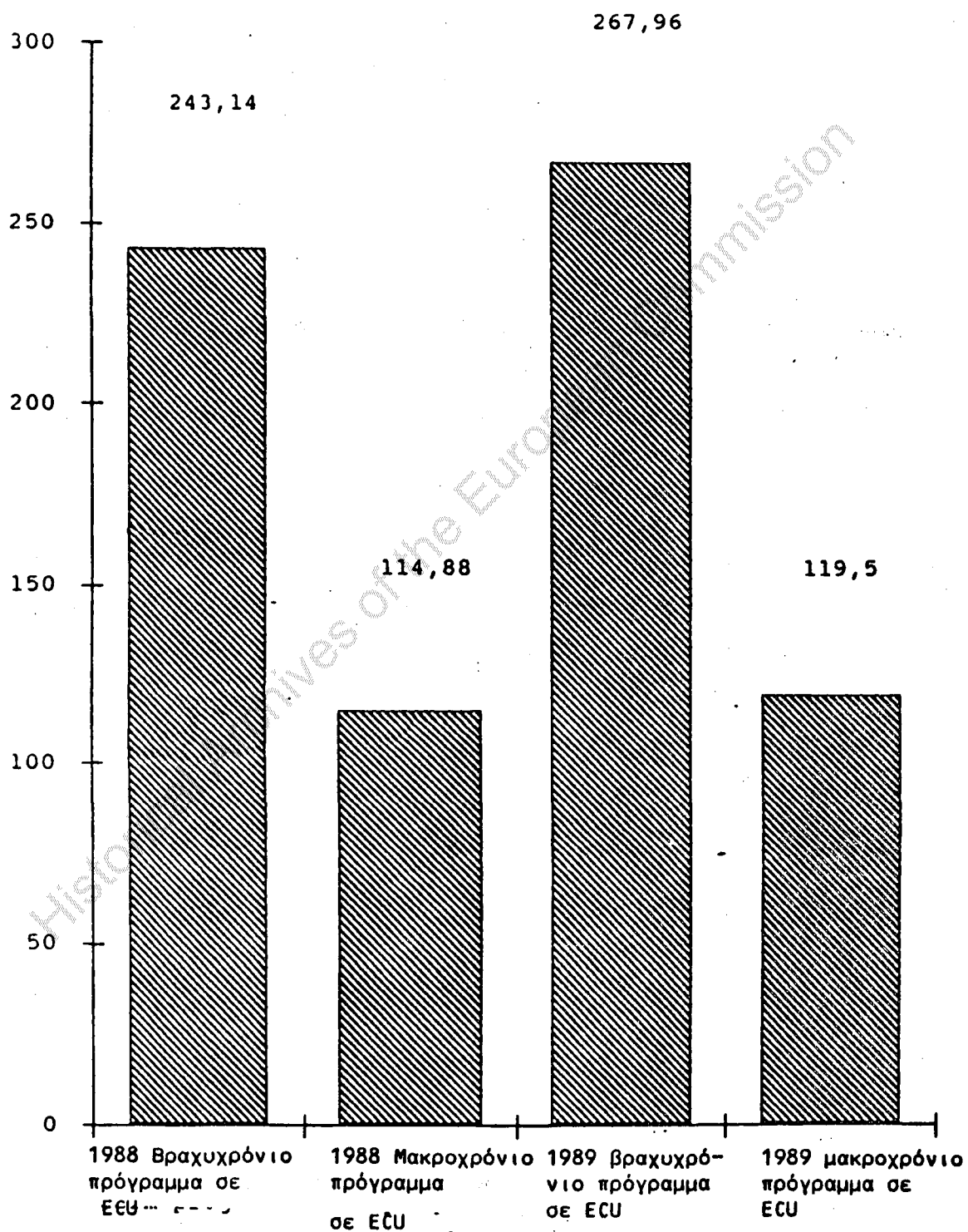
Πίνακας 1.3 Μέση εβδομαδιαία δαπάνη / ενίσχυση ανά συμμετέχοντα
το 1988 / 1989
100%



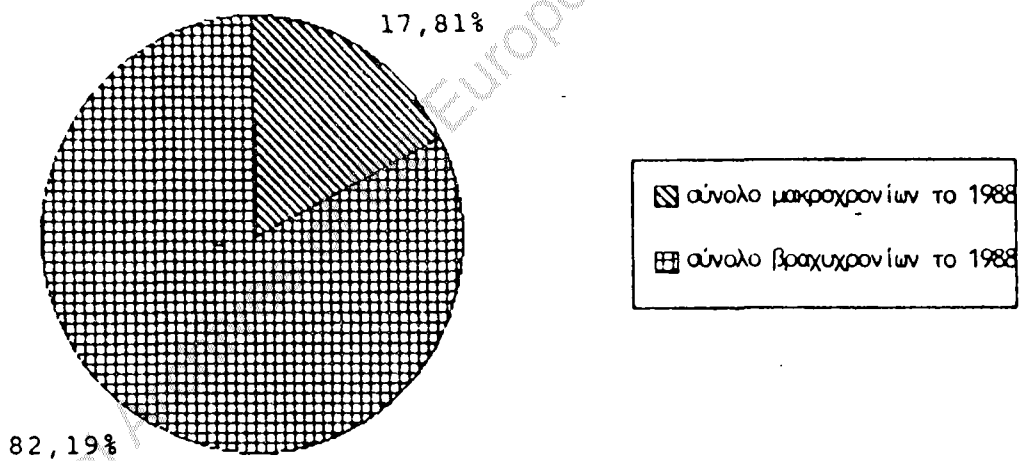
Πίνακας 1.4 Μέση δαπάνη ανά συμμετέχοντα, ανά βραχυχρόνιο/μακρο-
χρόνιο έργο το 1988/1989



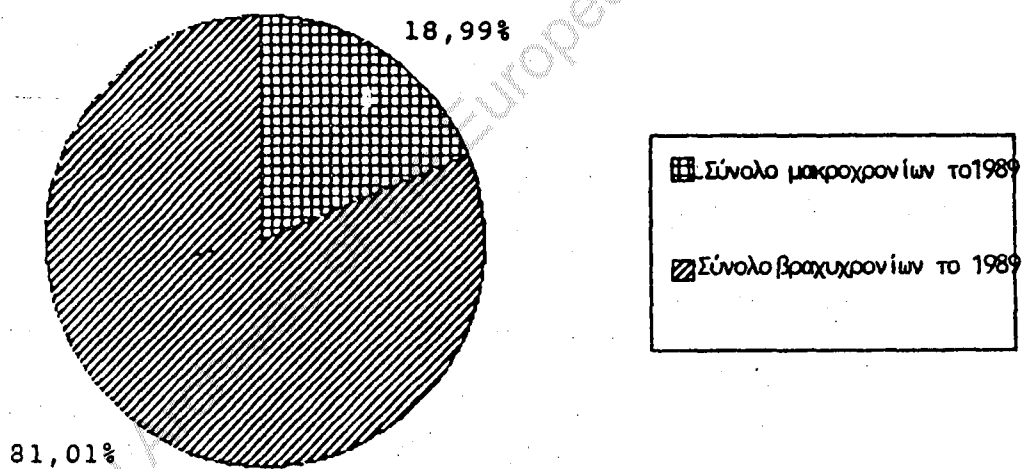
Πίνακας 1.5 Μέση εβδομαδιαία δαπάνη ανά συμμετέχοντα, ανά βραχυχρόνιο/μακροχρόνιο έργο το 1988/1989



Πίνακας 2.1 Βραχυχρόνια / μακροχρόνια Έργα το 1988

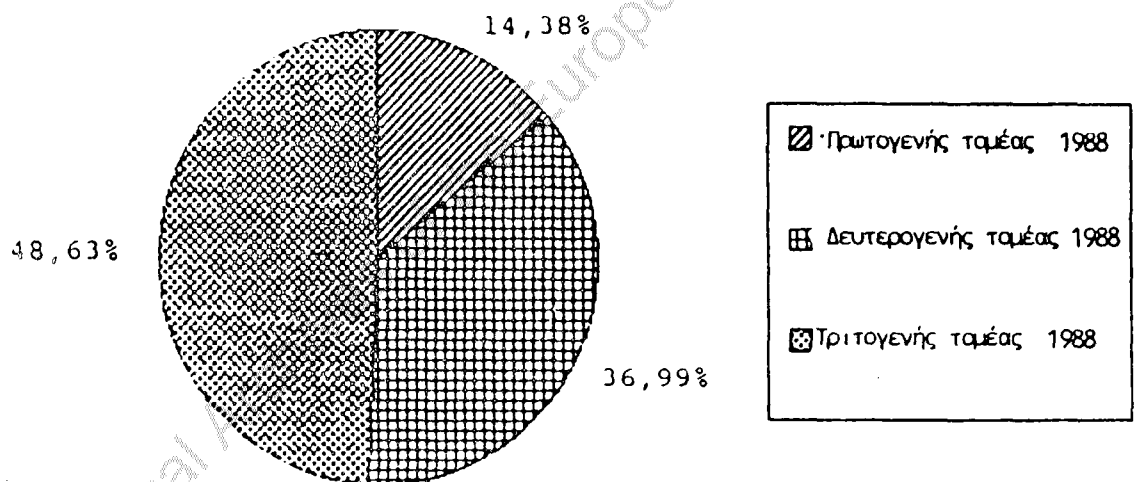


Πίνακας 2.2. Βραχυχρόνια / Μακροχρόνια Έργα το 1989

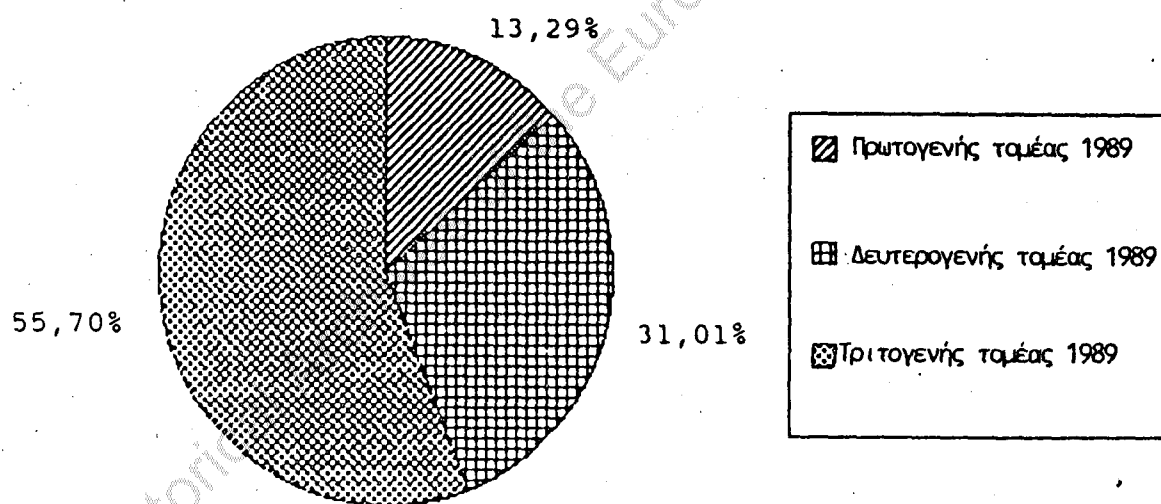


Πίνακας 4.1 Τομεακή κατανομή των έργων

το 1988 -



Πίνακας 4.2. Τομεακή κατανομή των έργων το 1989



Πίνακας 3.1.

Αριθμοί συμμετεχόντων το 1989

Προς Β	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	προς Β
Προς ΓΕΡ	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	προς ΓΕΡ
Προς Δ	5	12	3	0	6	30	37	5	7	27	4	45	176	προς Δ
Προς ΕΛ	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	προς ΕΛ
Προς ΙΣΠ	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	προς ΙΣΠ
Προς ΓΑΛ	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	προς ΓΑΛ
Προς ΙΡΑ	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	προς ΙΡΑ
Προς ΙΤ	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	προς ΙΤ
Προς Λ	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	13	προς Λ
Προς ΚΧ	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	3	29	191	προς ΚΧ
Προς Π	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	προς Π
Προς ΗΒ	9	58	36	6	20	115	7	55	0	51	17	0	394	προς ΗΒ
Προς ΧΧΧ (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	προς ΧΧΧ
Σύνολο	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2.806	Σύνολο

Σημείωση: Ο συνολικός αριθμός των 2806 συμμετεχόντων βασίζεται στους προγραμματισμένους αριθμούς των λεπτομερειών τους αιτήσεων, οπότε δεν ανταποκρίνεται στους τελικούς/πραγματικούς αριθμούς συμμετεχόντων. Για το λόγο αυτό υπάρχει μια ασυμφωνία 130 συμμετεχόντων συγκριτικά με τον τελικό/πραγματικό αριθμό των συμμετεχόντων (2.676)

Πίνακας 3.2.

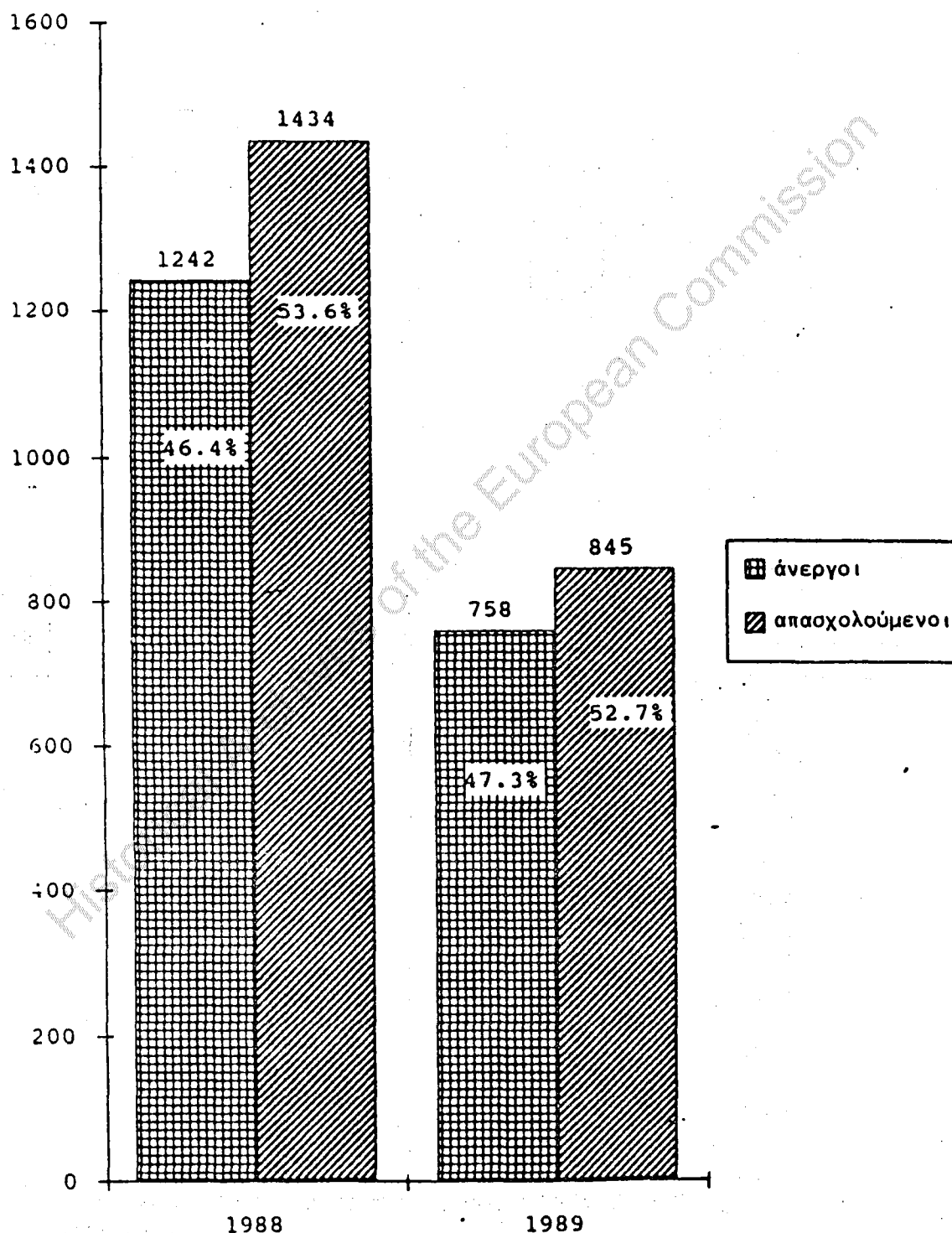
Ροή των συμμετεχόντων το 1989

Αριθμός συμμετεχόντων	Β	ΓΕΡ	Δ	ΕΛ	ΙΣΠ	ΓΑΛ	ΙΡΑ	ΙΤ	Λ	ΚΧ	Π	ΗΒ	ΣΥΝΟΛΟ
Πρός	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	209	400	3.044
Από	89	374	221	198	231	553	279	379	7	247	222	297	3.044

Σημείωση: Οι αριθμοί για το 1989 βασίζονται στους προγραμματισμένους αριθμούς των λεπτομερειών αιτήσεων των συμμετεχόντων, και όχι στους τελικούς / πραγματικούς αριθμούς, καθώς πολλοί δεν έχουν ακόμη συμπληρωθεί. Ειδικές πληροφορίες για τους συμμετέχοντες βρίσκονται μόνο στις τελικές εκθέσεις.

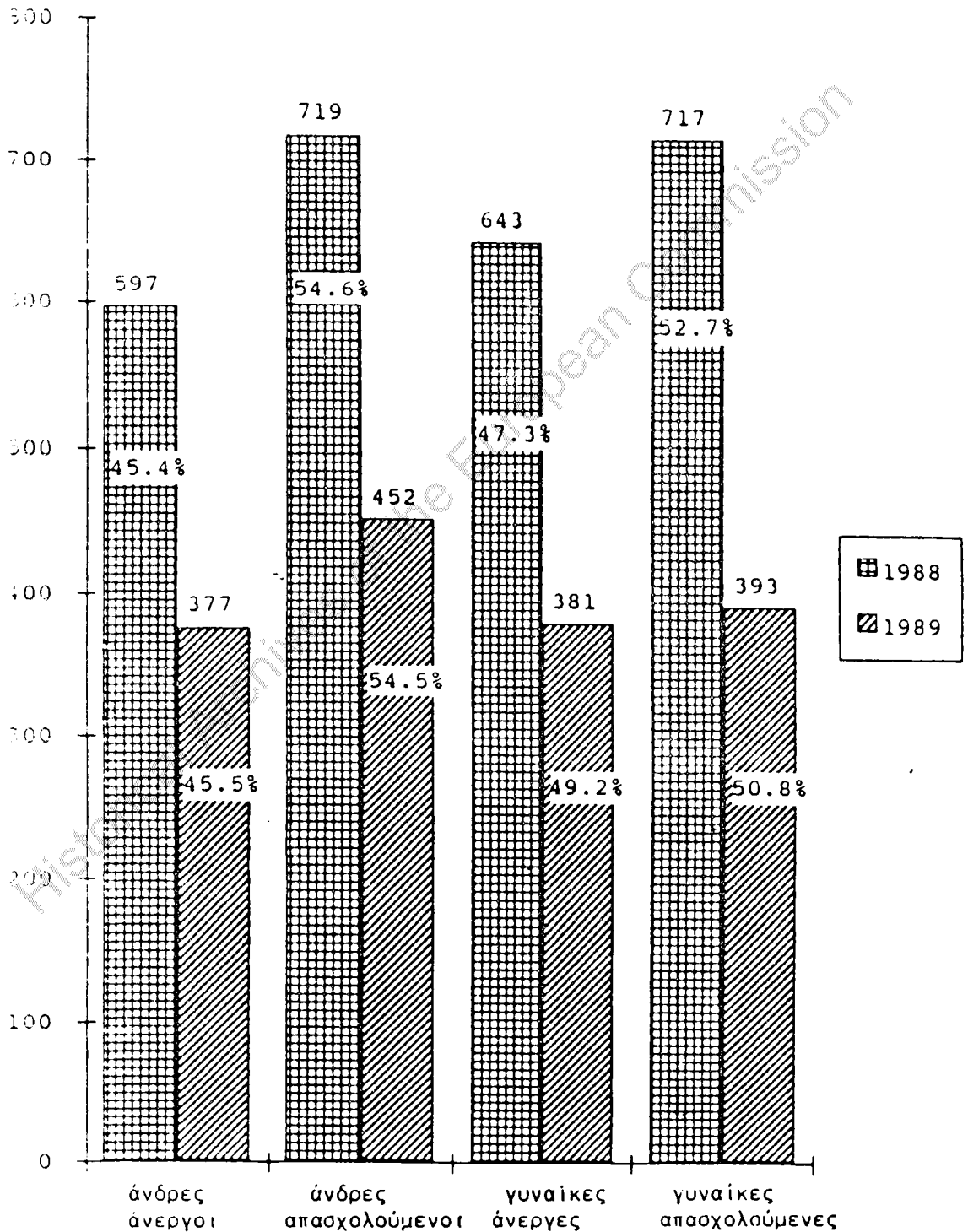
(*) : άγνωστος προορισμός

Πίνακας 5.1. Άνεργοι / Απασχολούμενοι Νέοι Εργαζόμενοι το 1988 /1989



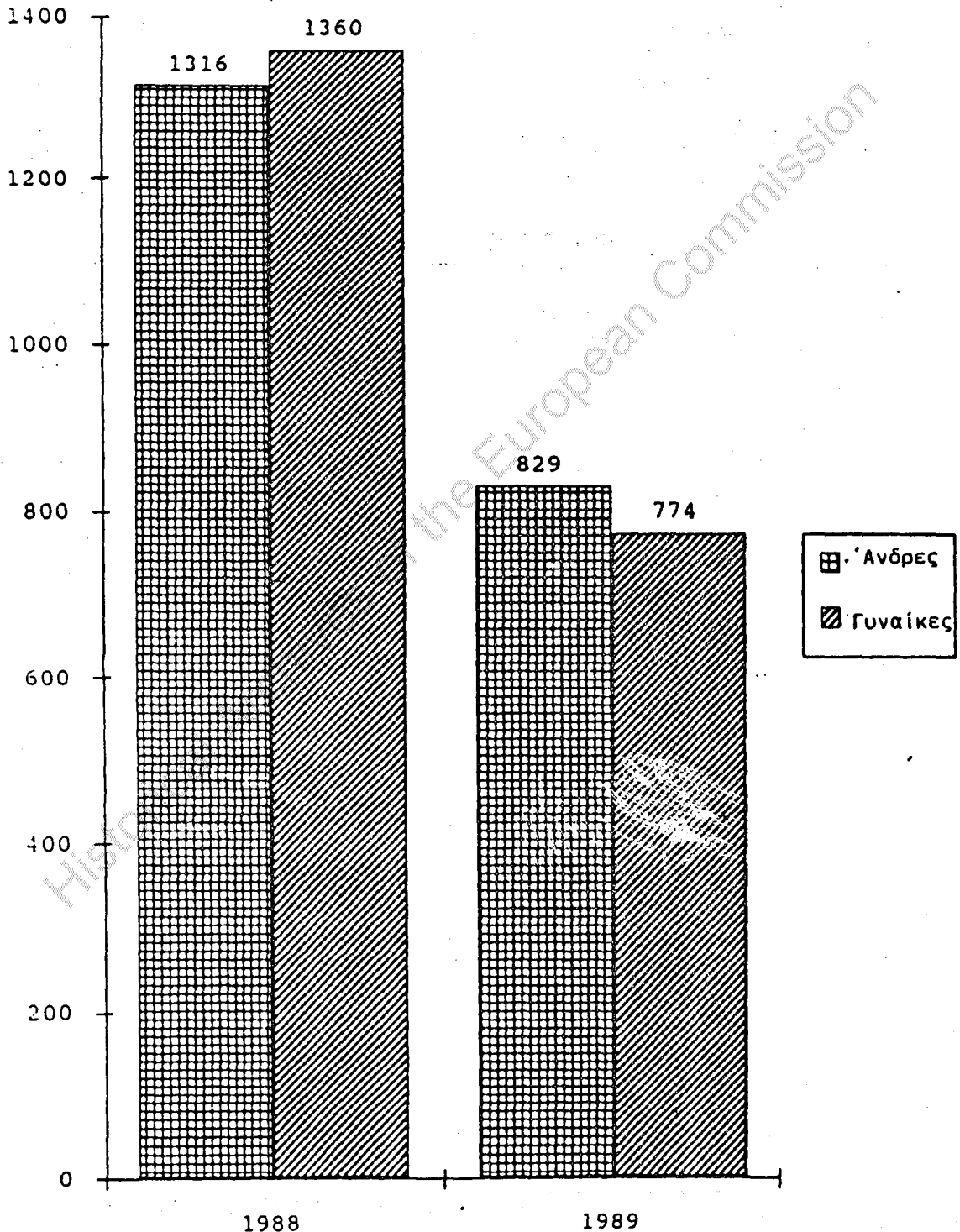
Σημείωση: Τα στοιχεία για το 1989 είναι ελλιπή, γιατί πολλά προγράμματα δεν έχουν ολοκληρωθεί ακόμη, και ειδικές πληροφορίες για τους συμμετέχοντες βρίσκονται μόνο στις τελικές εκθέσεις.

Πίνακας 5.2. Άνεργοι / απασχολούμενοι νέοι άνδρες / γυναίκες το 1988/1989



Σημείωση: Τα στοιχεία για το 1989 είναι ελλιπή, γιατί πολλά προγράμματα δεν έχουν ολοκληρωθεί ακόμη, και ειδικές πληροφορίες για τους συμμετέχοντες βρίσκονται μόνο στις τελικές εκθέσεις.

Πίνακας 6. Εργαζόμενοι νέοι
Άνδρες / γυναίκες το 1988/1989



Σημείωση: Τα στοιχεία για το 1989 είναι ελλιπή, γιατί πολλά προγράμματα δεν έχουν ολοκληρωθεί ακόμη, και ειδικές πληροφορίες για τους συμμετέχοντες βρίσκονται μόνο στις τελικές εκθέσεις.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

Historical Archives of the European Commission

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

Λεπτομερής κατάλογος των τομέων στους οποίους πραγματοποιήθηκαν τα
προγράμματα Ανταλλαγής Νέων Εργαζομένων το 1988 και 1989.

Γεωργία	Νοσοκομεία
Αγροτική βιομηχανία	Ξενοδοχεία και τροφοδοσία
Αρχαιολογία	Κυνήγι
Τέχνες	Εισαγωγές /εξαγωγές
Συντήρηση έργων τέχνης	Ασφάλειες
Οπτικοακουστική παραγωγή	Διαμόρφωση περιβάλλοντος
Τραπεζικές εργασίες	Τοπικές πρωτοβουλίες απασχόλησης
Ναυπήγηση	Μεταποιητικές βιομηχανίες
Κεραμευτική	Μάρκετινγκ
Χημική βιομηχανία	Μέσα ενημέρωσης
Τσίρκο	Μεταλλουργική βιομηχανία
Εμπόριο	Μουσική
Υπολογιστές	Προστασία της φύσης
Οικοδομικά και τεχνικά έργα	Νοσοκομειακή περίθαλψη
Χειροτεχνία	Δημόσια διοίκηση
Πολιτιστικοί "animateurs"	Ανακύκλωση
Ανάπηροι εργάτες	Γραμματεία
Διανομή	Αθλητισμός
Μηχανολογία	Τεχνική βοήθεια στη γεωργία
Προστασία του περιβάλλοντος	Τηλεματική
Αλιεία	Υφαντουργία
Βιομηχανία τροφίμων, ποτών και καπνού	Θέατρο
Βιομηχανία κατεργασίας τροφίμων	Τουρισμός
Δασοκομία	Συγκοινωνία
Υγεία και κοινωνικές υπηρεσίες	Αμπελουργία
Κηπευτική	Επαγγελματική κατάρτιση

ISSN 0254-1483

COM(90) 377 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

05

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-90-397-GR-C
ISBN 92-77-63154-6

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ	μέχρι 30 σελίδες: 3,50 ECU	για κάθε 10 επιπλέον σελίδες: 1,25 ECU
--------------	----------------------------	--

Υπηρεσία Επίσημων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

L 1985 Luxembourg

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(90) 377 final

Bruselas, 1 de agosto de 1990

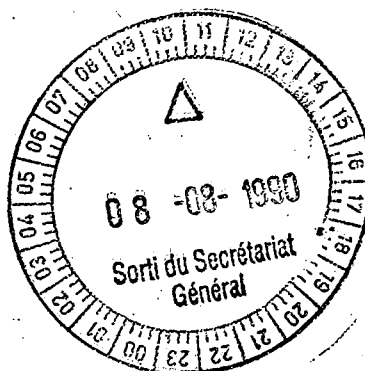
SEGUNDO INFORME

SOBRE

EL TERCER PROGRAMA COMÚN DE INTERCAMBIOS DE JÓVENES TRABAJADORES

1988 - 1989

(presentato por la Comision)



SEGUNDO INFORME SOBRE EL TERCER PROGRAMA COMÚN DE
INTERCAMBIOS DE JOVENES TRABAJADORES

1988 - 1989

1. INTRODUCCIÓN

- 1.1. El Consejo, en su Decisión de 13 de diciembre de 1984, adoptó el "Tercer Programa Común para el Fomento de Intercambios de Jóvenes Trabajadores dentro de la Comunidad" para el periodo 1985-1990.
- 1.2. El Tercer Programa Común es la versión actualizada del anterior programa comunitario sobre movilidad juvenil, iniciado en 1964 y basado en el artículo 50 del Tratado de Roma. Con posterioridad a esta fecha, se han establecido otros programas de movilidad juvenil, en particular los programas COMETT, ERASMUS y, más recientemente, el programa LINGUA.
- 1.3. El programa de Intercambios de jóvenes trabajadores ofrece la posibilidad de participar en un proyecto comunitario que proporciona una experiencia de vida y de condiciones de trabajo en otros Estados miembros, fomentando la adquisición de los conocimientos prácticos necesarios para la vida adulta y profesional (incluido el desarrollo de los conocimientos profesionales y las aptitudes prácticas, así como de la capacidad de comunicación interpersonal entre individuos de diferentes medios culturales), y permite a los que participan en ellos descubrir intereses comunes con los jóvenes de otros Estados miembros y, sobre todo, profundizar en su conciencia de una identidad europea común.

2. ADMINISTRACIÓN

- 2.1. La Comisión dicta las normas y directrices del programa, pero la gestión de cada proyecto incumbe a los organizadores del intercambio. Cualquier organismo puede solicitar una ayuda para intercambios, a condición de que observe dichas normas básicas. En cada Estado miembro hay un representante oficial que actúa como coordinador nacional de este programa. La Oficina para el Intercambio de Jóvenes de la Comunidad Europea (ECYEB) es el organismo técnico que ayuda a la Comisión en la tarea de aplicar el Programa de Intercambios de Jóvenes Trabajadores.

2.2. LOS ORGANIZADORES DE INTERCAMBIOS

- 2.2.1. Los organizadores de los intercambios se encargan de la organización y aspectos prácticos de los mismos, por lo que constituyen el elemento básico dentro del marco estructural que la Comisión apoya. Las relaciones entre la Comisión y los organizadores se rigen por contratos particulares para cada proyecto de intercambio, en los que se establecen las condiciones de realización de los intercambios, las obligaciones de la entidad o grupo que los organiza y las responsabilidades financieras.
- 2.2.2. La mayoría de los organizadores de intercambios pueden dividirse en dos categorías: los que operan a escala europea y los que actúan fundamentalmente en el ámbito nacional pero que han adquirido una dimensión comunitaria. Los organizadores se ocupan principalmente de los programas de intercambios, de los programas de formación profesional o de una gran variedad de proyectos educativos, culturales o sociales dirigidos a grupos concretos, pertenecientes a determinados sectores profesionales o industriales, entre los que han trabajado con el propósito de fomentar los intercambios de jóvenes. Esta gran diversidad de organizaciones ha sido, en gran medida, la causa de la diversidad de sectores en los que se han llevado a cabo intercambios a través del programa.
- 2.2.3. En 1988 se concedieron ayudas a 18 organizaciones, y en 1989 un total de 29 organizaciones se beneficiaron de las becas para los intercambios de jóvenes trabajadores.
- 2.2.4. En 1988-89 se celebraron tres reuniones con los organizadores de intercambios que participan en el programa:
- 23 de marzo de 1988: Jornada de reunión en Bruselas para aclarar con los organizadores los procedimientos administrativos vigentes.
 - 24/27 septiembre 1988: En Lago Maggiore, Italia, se celebró una reunión cuyo objetivo era reunir a los representantes de las principales entidades de organización de intercambios con expertos del exterior, a fin de debatir
 - * opciones para el desarrollo del programa a largo plazo, y
 - * directrices para los dos años restantes del Tercer Programa.
 - 26/27 de octubre 1989: Reunión de dos días en Bruselas para debatir los aspectos administrativos y financieros del programa para 1990, analizar la valoración estadística del programa efectuada por la Comisión e intercambiar puntos de vista sobre el contexto y alcance del Cuarto Programa.

2.3. COORDINADORES NACIONALES

- 2.3.1. La Comisión tiene especial interés en que los organizadores de intercambios se mantengan en contacto con los coordinadores nacionales a fin de debatir los planes de intercambios, y exige que aquellos envíen una copia de cada proyecto presentado a la Comisión a los coordinadores nacionales interesados.
- 2.2.2. El 24 de octubre de 1988 se celebró en Bruselas una reunión con los coordinadores nacionales para informarles sobre la marcha de los trabajos y esbozar las perspectivas que se presentan para el Cuarto Programa.

3. RESULTADOS PRÁCTICOS DE 1988 - 1989

- 3.1. El programa está abierto a todos los jóvenes de edades comprendidas entre 18 y 28 años, que tengan o puedan tener un empleo y que hayan finalizado su formación profesional básica o tengan una experiencia laboral comparable.
- 3.2. Los intercambios pueden ser: de corta duración, es decir, entre 3 semanas y 3 meses, en la que se incluyen las visitas de estudio, ocupaciones diversas y una breve experiencia del medio laboral; y de larga duración, de 4 a 16 meses y que son, en general, empleos laborales precedidos por un curso de lengua y orientación.
- 3.3. Entre 1986 y 1988 el presupuesto anual para el programa fue de 4,5 millones de ecus, y en 1989 se produjo un incremento de 500.000 ecus, con lo que se alcanzaron los 5 millones de ecus, pese a lo cual el número de participantes se elevó de 2.304 en 1987 a 2.676 en 1988, y aproximadamente 3.044⁽¹⁾ en 1989, mientras que el número de proyectos subvencionados pasó de 146 en 1988 a 158 en 1989. También hay que tener en cuenta que en 1989 se incrementó en 10 ecus la contribución global por participante y semana, lo que permitió el correspondiente aumento en la ayuda financiera por participante y semana.
- 3.4. En 1988 el coste medio semanal por participante fue de 141 ecus, y en 1989 pasó a ser de 168,9 ecus, mientras que la ayuda financiera media semanal por participante subió de 117 ecus en 1988 a 137,3 ecus en 1989.
- 3.5. El ligero aumento medio de los costes y de la ayuda financiera refleja tanto el talento de los organizadores para reducir costes como la habilidad de algunos de ellos (sobre todo los recién incorporados al programa) para conseguir otras fuentes de ingresos, reduciendo así el total necesario para las ayudas financieras.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 1 del Anexo 1.

(1) La cifra correspondiente a 1989 se basa en el número de solicitudes de participación previstas y no, como en años anteriores, en la cifra real definitiva.

- 3.6. En principio, los proyectos se aprueban dos veces al año: al empezar el año y en el mes de junio. Este sistema tiene la ventaja de que permite una revisión semestral de la financiación. Los organizadores informan a la Comisión sobre cualquier infrutilización de las ayudas concedidas, de forma que los fondos sobrantes pueden recuperarse inmediatamente y asignarse a otros proyectos.

3.7. INTERCAMBIOS DE CORTA Y DE LARGA DURACIÓN

- 3.7.1. Tal como estipula la Decisión del Consejo, los intercambios se dividen en proyectos de corta y de larga duración, cada uno con sus objetivos particulares dentro de las directrices globales.
- 3.7.2. En 1988 y 1989 se produjo un descenso de los intercambios de larga duración, lo que puede deberse a varios factores:
- Mayores dificultades, en los diferentes Estados miembros, para encontrar colocación en general, y sobre todo en el caso de extranjeros.
 - Resistencia de los jóvenes que tienen un empleo a abandonar este, aunque sea temporalmente, y participar en el programa.
 - Aumento de los intercambios de duración media, por lo general de entre 13 y 16 semanas, precedidos por un breve curso de idiomas. Este tipo de intercambios conjuga los objetivos de los otros dos a la vez que elimina las dificultades que implican los programas de larga duración.
- 3.7.3. Naturalmente la Comisión seguirá fomentando ambos tipos de intercambios a la vez que hará que el programa esté abierto al máximo número posible de jóvenes y que se mantenga un equilibrio relativo entre los sectores económicos que participan en ellos.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 2 del Anexo 1.

3.8. DISTRIBUCIÓN GEOGRÁFICA

- 3.8.1. Aún existe cierta concentración en el centro geográfico de la Comunidad, aunque los esfuerzos para poner remedio a esta desigualdad están dando sus frutos, y uno de los objetivos prioritarios del programa es favorecer la participación de los jóvenes procedentes de regiones periféricas o desfavorecidas.
- 3.8.2. La Comisión trata de lograr un equilibrio entre el número de jóvenes que cada Estado miembro acoge y envía en intercambio. Este principio de igualdad rige para la mayoría de los intercambios y la Comisión tiene gran interés en que, en la medida de lo posible, continúe siendo uno de los aspectos fundamentales del programa.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 3 del Anexo 1.

3.9. DISTRIBUCIÓN POR SECTORES

3.9.1. Aunque en los primeros años del programa los sectores primario y secundario predominaron en los intercambios, el auge del sector terciario dentro de la economía comunitaria se ha reflejado en el programa y es ahora el de mayor peso dentro del mismo.

3.9.2. En 1988 el sector primario representó el 14,4% (21 proyectos), el sector secundario el 37% (54 proyectos), y el terciario el 48,6% (71 proyectos). En 1989 las cifras fueron de 13,3% (21 proyectos) en el sector primario, 31% (49 proyectos) en el secundario y 55,7% (88 proyectos) en el sector terciario.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 4 del Anexo 1.

3.9.3. Dentro de cada uno de los tres sectores, la distribución de los proyectos fue la siguiente:

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Sector primario</u>				
- Agricultura	11,6%	17 proyectos	10,8%	17 proyectos
- Silvicultura y pesca	2,7%	4 proyectos	2,5%	4 proyectos
<u>Sector secundario</u>				
- Ind. metal y mecán.	4,1%	6 proyectos	1,3%	2 proyectos
- Otras ind.	19,9%	29 proyectos	12,0%	19 proyectos
- Artes y oficios	5,5%	8 proyectos	2,5%	4 proyectos
- Varios	7,5%	11 proyectos	15,2%	24 proyectos
<u>Sector terciario</u>				
- Serv. turísticos	1,5%	2 proyectos	2,0%	3 proyectos
- Hostelería	5,5%	8 proyectos	4,4%	7 proyectos
- Serv. soc. y sanit.	4,8%	7 proyectos	8,2%	13 proyectos
- Serv.culturales y recreat.	17,1%	25 proyectos	13,9%	22 proyectos
- Informática	2,7%	4 proyectos	1,3%	2 proyectos
- Varios	17,1%	25 proyectos	25,9%	41 proyectos
TOTAL	100%	146 proyectos	100%	158 proyectos

3.9.4. En el Anexo 2 figura una relación detallada de todos los sectores en los que se han efectuado intercambios durante 1988 y 1989.

3.10. CARACTERÍSTICAS DE LOS PARTICIPANTES

3.10.1. Desde que se permitió la participación en el programa de los jóvenes desempleados, la proporción de estos ha ido aumentando hasta representar el 46,4% en 1988 y el 47,3% en 1989, es decir, que casi la mitad de los participantes son parados en búsqueda de empleo.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 5 del Anexo 1.

- 3.10.2. Otro de los objetivos prioritarios del Tercer Programa es ofrecer igualdad de oportunidades para hombres y mujeres. La Comisión pretende que los jóvenes de ambos sexos tengan igual representación y que se fomente la participación femenina en los intercambios en los sectores de nuevas tecnologías. Este objetivo se alcanzó en 1988 y 1989, es decir, que la igualdad fue total y las mujeres jóvenes representaron aproximadamente el 50% del número total de participantes en el programa.

Para un análisis estadístico más detallado véase el cuadro 6 del Anexo 1.

3.11. EXPERIENCIA LABORAL

El Tercer Programa Común no pretende ofrecer a los jóvenes ni una formación ni una experiencia profesional básicas en otro Estado miembro, sino que supone más bien un complemento a la formación y experiencia ya adquiridas en su propio país. La Comisión cree que es fundamental que incluso los intercambios de corta duración supongan una auténtica experiencia de trabajo, y que la experiencia laboral de los de larga duración debería tener la calidad y el valor suficientes para alentar a empresarios y trabajadores por igual a participar en ellos.

3.12. FINANCIACIÓN DE LOS PROYECTOS

En 1988 y 1989 la Comisión tuvo que rechazar la financiación de gran número de proyectos de intercambio por razones de presupuesto. La ayuda financiera de la Comisión al programa de intercambios se consideró siempre como un incentivo para el desarrollo de los intercambios de jóvenes trabajadores en el seno de la Comunidad, pero nunca se pretendió cubrir totalmente los costes de cada proyecto de intercambio, aunque así haya sido en la mayoría de los casos. Evidentemente esta situación deja mucho que desear, ya que en última instancia significa que el número de jóvenes que pueden participar en el programa no es tan elevado como en otras circunstancias podría serlo.

- 3.12.2. Si se quiere ampliar el programa y hacerlo menos dependiente de los fondos comunitarios, los organizadores de intercambios, junto con los coordinadores nacionales, deberán explorar todas las posibles fuentes de financiación complementaria, ya sean éstas gubernamentales, regionales, locales o privadas. La Comisión considera que si se pretende que el programa tenga una repercusión real entre los jóvenes trabajadores a escala comunitaria, los Estados miembros deberían mantener su apoyo y su actividad a escala nacional.
- 3.12.3. La Comisión seguirá alentando nuevas iniciativas de intercambio a través de subvenciones, además de mantener la tasa global de contribución semanal, lo que permitirá conseguir parcialmente el objetivo de la financiación común de los intercambios, ya que el sistema de subvenciones exige que los organizadores busquen otras fuentes de financiación.

4. VALORACIÓN DEL PROGRAMA

- 4.1. En 1988 se realizó un análisis cualitativo del contenido de los informes presentados por los participantes durante el periodo 1985-87.
- 4.2. Este análisis fue el primer estudio piloto que permitió detectar determinadas tendencias en lo que se refiere a las repercusiones de los intercambios sobre los participantes.
- 4.3. Durante 1989 se analizaron las repercusiones a largo plazo que, en opinión de los jóvenes, pudieran tener una influencia sobre su participación en el programa de intercambios.
- 4.4. Siempre en función de los objetivos del programa, se estudiaron cuatro tipos diferentes de efectos:
 1. Repercusiones sobre la situación laboral/enriquecimiento personal en el ámbito laboral.
 2. Cambios en el entorno sociocultural.
 3. Aumento de la conciencia de los problemas que afectan a la política europea.
 4. Repercusiones sobre planes personales de futuro y sobre el enriquecimiento personal.
- 4.5. El grupo examinado en el estudio estaba compuesto por participantes en un intercambio efectuado en 1987, y se consideró que una muestra del 10% tomada al azar sería suficiente para garantizar la validez de los resultados. La base principal del estudio fue una encuesta por escrito, además de la cual se hicieron entrevistas a 40 participantes seleccionados. La selección de las 40 personas entrevistadas se efectuó de acuerdo con los siguientes criterios:
 - Tener en cuenta a los doce Estados miembros.
 - Prestar especial atención a las peculiaridades que aparecieran en el cuestionario si éstas fueran pertinentes para el objeto del estudio.
 - Dar prioridad a los participantes que hubieran proporcionado juicios bien fundados, positivos o negativos, sobre las futuras perspectivas.
 - Incluir los diversos tipos de programas, y distribuir cuantitativamente los participantes por país según la participación absoluta en la totalidad del programa.
 - Realización de bajo coste, es decir, creación de centros regionales si ello fuera posible.
- 4.6. El eje del estudio fue un cuestionario normalizado elaborado de forma que siguiera el desarrollo lógico de los planes de intercambio.
- 4.7. El estudio correspondiente a este año contaba también con 40 entrevistas con participantes procedentes de los 12 Estados miembros que tomaron parte en el programa de 1987.

4.8. RESULTADOS ESTADÍSTICOS

- 4.8.1. Del desglose por grupos de edad de los participantes se desprende una indicación interesante sobre la función que desempeña la participación en los intercambios dentro de los planes de futuro personales. Si consideramos la duración normal de la formación escolar y de la formación profesional básica, encontramos que un cuarto, es decir el 27,5%, de los participantes toma parte en el intercambio inmediatamente después de su período de formación. El 47%, aproximadamente, ha trabajado ya durante algunos años antes de participar en el programa.
- 4.8.2. La proporción entre hombres y mujeres está equilibrada, con un 49% de mujeres y un 51% de hombres.

4.9. EXPECTATIVAS ANTE EL INTERCAMBIO

- 4.9.1. El deseo de aumentar los conocimientos profesionales y el de conocer otro país europeo obtienen el máximo de votos, con aproximadamente un 30%, al igual que el deseo de perfeccionar un idioma extranjero.
- 4.9.2. Sólo un 15,3% de los participantes en intercambios de larga duración alegaron como motivo prioritario razones profesionales: el 32,1% dijo que el conocimiento de otro país europeo era el factor decisivo y el 29,2% declaró que el perfeccionamiento de sus conocimientos lingüísticos era el motivo principal.
- 4.9.3. La mayoría (46,6%) de los que participaron en los programas de tres semanas adujeron razones profesionales como principal motivo. Dentro del mismo grupo, el conocimiento de otros países figuró en segundo lugar, con el 33,5%, lo que puede explicarse en cierto modo por las características de estos breves cursos, que obviamente sólo pueden proporcionar una introducción.

4.10. GRADO DE SATISFACCIÓN DE LAS EXPECTATIVAS

- 4.10.1. El 36,5% de los participantes declara que sus aspiraciones se han visto totalmente colmadas, y el 50,5% se declara bastante satisfecho. Sólo un 11,5% piensa que sus aspiraciones no se vieron totalmente cumplidas, y un 1,5% expresa no estar en absoluto contento.
- 4.10.2. Los que participaron en los intercambios de larga duración consideran que sus aspiraciones fueron "totalmente satisfechas" en una proporción mucho más elevada (45% del total de los programas de larga duración) que los que participaron en un intercambio de menos de un mes (25,2%). En lo que respecta a los programas de larga duración, comprobamos que un 7,9% no estaba muy satisfecho, lo que supone un resultado negativo extremadamente bajo comparado con el 18% que se obtuvo en los programas de tres semanas, lo que demuestra que el grado de satisfacción de las expectativas es paralelo a la duración del intercambio.

4.10.3. En general, el 87% de los participantes declara que están muy satisfechos, pero los comentarios negativos se concentran sobre los programas de tres semanas, por lo que consideramos que este último tipo debería cambiar de función, ya que resulta un modelo perfecto si se utiliza como "primera introducción" a diversos aspectos de otro país, incluidos los aspectos laborales. No obstante, creemos que es conveniente que este tipo de intercambio deje de utilizarse primordialmente para mejorar la formación, ya que este cometido encaja mejor con los de mayor duración.

4.11. PREPARACIÓN PARA LA ESTANCIA EN EL EXTRANJERO

4.11.1. La preparación para la estancia en el extranjero reviste gran importancia para el éxito de la visita. Apenas la cuarta parte de los participantes conocía ya el país de acogida, mientras que para el 35% de ellos el intercambio representaba su primera estancia en el extranjero.

4.11.2. La encuesta revela que muchos participantes se quejan, una vez acabado el intercambio, de que antes del mismo no se les informó de un programa detallado, sino que al seleccionarlos se les proporcionó únicamente información general sobre el sector y las actividades probables.

4.11.3. La mayoría de los entrevistados tenía un recuerdo muy preciso de un desagradable sentimiento de inseguridad y confusión.

4.11.4. Asimismo, aproximadamente un 28% de los participantes en los programas de larga duración guardaba un recuerdo desagradable de la infraestructura de las organizaciones.

4.11.5. Sólo el 16,2% de este grupo (participantes en los programas de larga duración) se sitúan a sí mismos entre los que tienen un "recuerdo muy agradable", lo que les sitúa muy por debajo de la media del 35,4% del total de participantes que se clasifican a sí mismos en dicho apartado.

4.11.6. As entrevistas demuestran una clara distinción entre los cursos de idiomas y el trabajo :

- La infraestructura de los cursos de idiomas se calificó, de forma unánime, como positiva. Durante todo el periodo los organizadores estuvieron presentes, atendieron a los participantes y ofrecieron un programa que complementaba los cursos de lengua.
- En la mayoría de los casos esta situación cambia cuando empieza la formación práctica. Los participantes se sienten abandonados, entre otros motivos a causa del cambio en el entorno, situación, etc.

4.11.7. La cuestión de la infraestructura pasa desapercibida en los intercambios en los que no surgen mayores problemas (cuando no se necesita ayuda no se nota su falta).

4.12. FORMACIÓN PROFESIONAL PRÁCTICA

- 4.12.1. El 68,7% de los participantes en los programas de larga duración y el 61,2% de los de programas de 1 a 3 meses manifestaron que las empresas estaban preparadas para recibirlos.
- 4.12.2. Estos programas se dirigían a grupos muy concretos, por lo que son más fáciles de organizar (por ejemplo bancos, cajas de ahorro y actividades agrarias) y, por lo general, funcionan de un modo más satisfactorio.
- 4.12.3. En estas circunstancias, el estudio de los posibles efectos a largo plazo que pueden derivarse de la participación en un programa de intercambios debe tener en cuenta todos los objetivos expuestos en la Decisión del Consejo sobre este programa comunitario, sin limitarse a los aspectos profesionales.
- 4.12.4. La movilidad de los empleados tiene un importante cometido en lo que se refiere a las transformaciones económicas y políticas de la Comunidad Europea. El mercado interior de 1993 sólo podrá desempeñar su función de mercado único de trabajo si los individuos están preparados para cambiar sus condiciones de vida y de trabajo. Para que esto suceda deben cumplirse determinadas condiciones previas como, por ejemplo, la de tener una actitud fundamentalmente positiva ante los demás Estados miembros.
- 4.12.5. La cuestión de las ventajas profesionales que se obtienen con la participación en los intercambios es, por tanto, un aspecto esencial.
- 4.12.6. Ventajas inmediatas de carácter laboral que se derivan de la participación en los intercambios, en función de la duración de los mismos

En el terreno laboral el intercambio resultó	Clave	Número total de participantes	Menos de un mes	Uno a tres meses	Más de tres meses
Beneficioso	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28,2%	45,0%	26,7%
	3		33,8%	49,8%	50,4%
Perjudicial	1	44	18	14	12
	2	7,4%	40,9%	31,8%	27,3%
	3		8,2%	5,9%	8,6%
Sin consecuencias	1	289	127	105	57
	2	48,6%	43,9%	36,3%	19,7%
	3		58,0%	44,3%	41,0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100,0%	36,8%	39,8%	23,4%

Clave: 1 = Cifra total
2 = % de respuesta
3 = % de participantes por tipo de programa

4.12.7. Estas cifras muestran que en los programas de larga duración la experiencia laboral práctica adquirida en el extranjero suele tener un efecto positivo sobre el trabajo en el propio país que aumenta paralelamente a la duración del programa:

- 33,8% de los participantes en programas de tres semanas
- 49,8% de los participantes en programas de 1 a 3 meses
- 50,4% de los participantes en programas de mayor duración

respondieron que el intercambio resultó beneficioso.

4.12.8. Este resultado es aún más patente cuando se trata de los efectos a largo plazo (uno o dos años después):

Repercusiones profesionales	Clave	Nº total de participantes	Menos de un mes	Uno a tres meses	Más de tres meses
Beneficioso	1	378	117	160	101
	2	63,7%	31,0%	42,3%	26,7%
	3		52,7%	69,0%	72,7%
Perjudicial	1	9	4	3	2
	2	1,5%	44,4%	33,3%	22,2%
	3		1,8%	1,3%	1,4%
Sin consecuencias	1	206	101	69	36
	2	34,7%	49,0%	33,5%	17,5%
	3		45,5%	29,7%	25,9%
TOTAL	1	593	222	232	139
	3	100,0%	37,4%	39,1%	23,4%

Clave: 1 = Cifra total
2 = % de respuesta
3 = % de participantes por tipo de programa

4.12.9. Otro de los objetivos de la Decisión del Consejo relativa al Programa de Intercambios de Jóvenes Trabajadores es fomentar el interés por las políticas europeas y despertar entre los participantes una mayor comprensión de la dimensión europea del programa.

4.12.10 A este respecto, el 68,8% del número total de participantes declaró que su interés había aumentado. También en este caso los participantes en programas de larga duración muestran grandes diferencias con el resto: el 80,7% de ellos declaró que su interés había aumentado.

4.3. VALORACIÓN GLOBAL

4.3.1. Una valoración global de la participación en los intercambios muestra los siguientes resultados:

	Clave	Nº total de participantes	Menos de un mes	Uno a tres meses	Más de tres meses
En favor	1	576	212	232	132
	2	96,0%	36,8%	40,3%	22,9%
	3		94,6%	98,3%	94,3%
En contra	1	6	5		1
	2	1,0%	83,3%		16,7%
	3		2,2%		0,7%
Sin opinión	1	18	7	4	7
	2	3,0%	38,9%	22,2%	38,9%
	3		3,1%	1,7	5,0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100,0%	37,3%	39,3%	23,3%

Clave: 1 = Cifra total
2 = % de respuesta
3 = % de participantes por tipo de programa

4.13.2. La cifra de 96% para aquellos que aún hoy, cierto tiempo después de su experiencia, recomendarían la participación en los intercambios, demuestra la importancia que conceden al Programa de Intercambios de Jóvenes Trabajadores de la Comunidad Europea los que participaron en él.

4.13.3 Existe una relación directa entre la duración de un intercambio y sus repercusiones positivas a largo plazo en lo que se refiere al ámbito laboral. Esta constatación se ve reforzada por las opiniones de los participantes en cuanto a la duración idónea de un intercambio:

- casi el 88% de los participantes en los programas de intercambio de larga duración se declaran partidarios de este modelo;
- aproximadamente el 53% de los participantes en programas de entre uno y tres meses declaran su preferencia por programas más largos, de un mínimo de seis meses;

- entre los participantes en los programas de tres semanas se produce también una neta división de opiniones: casi un 60% de ellos aboga por programas de entre uno y tres meses, y casi una cuarta parte por programas de larga duración.

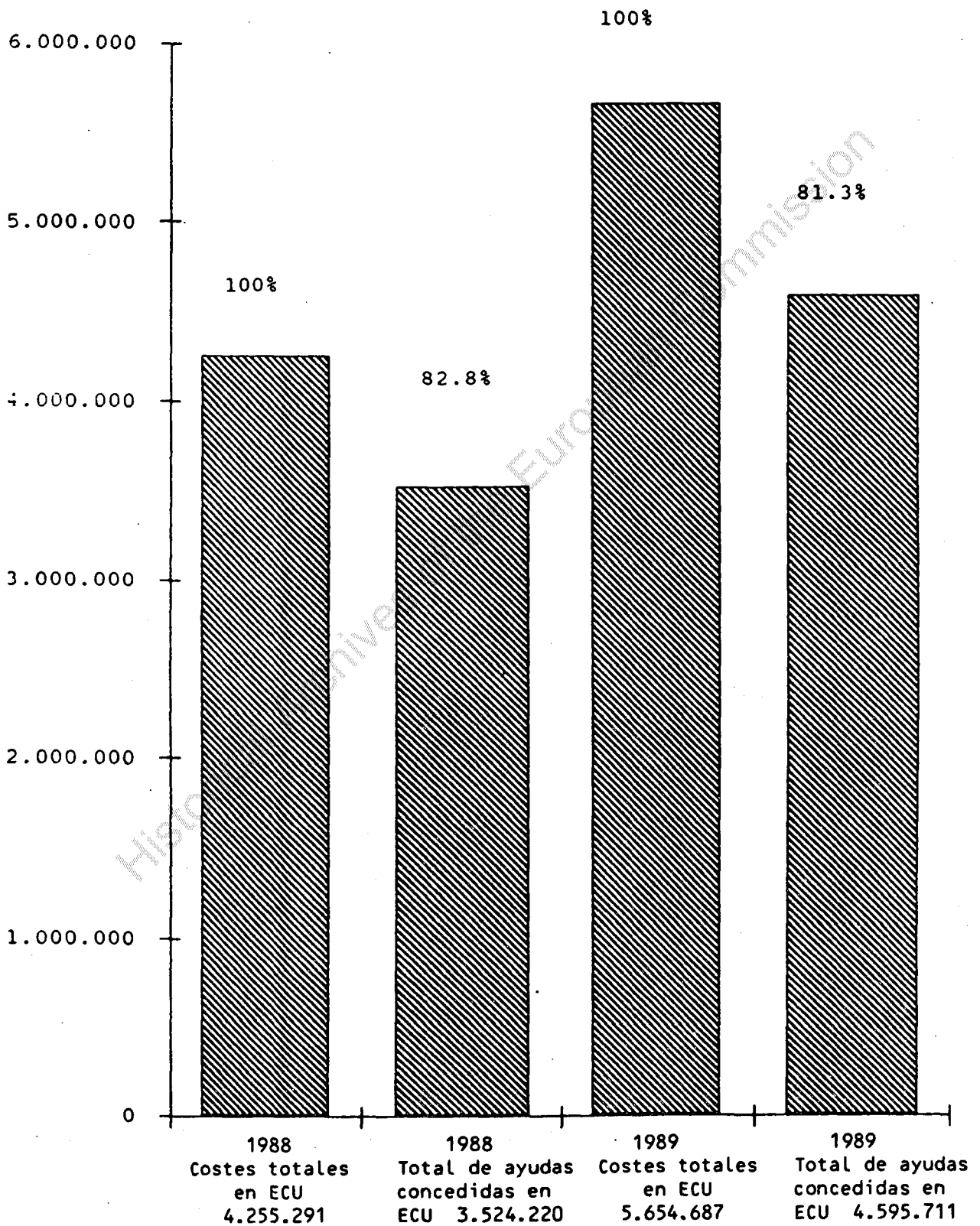
5. CONCLUSIONES

- 5.1. Como ya hemos mencionado anteriormente, en 1988 y 1989 se ha producido un aumento progresivo del número de participantes, si bien el presupuesto sólo ha experimentado un ligero incremento. La Comisión también comprueba con satisfacción el constante aumento del número de nuevos organizadores de intercambios (en 1989, 19 nuevas organizaciones solicitaron subvenciones, de las cuales 10 las recibieron).
- 5.2. La influencia del material de información distribuido desde 1988 comienza a ser evidente, y hacemos notar que el número de solicitudes de información procedentes de particulares, así como de organizaciones, aumenta cada día.
- 5.3. Por último, subrayamos que según la Comunicación de la Comisión al Consejo, "Educación y formación en la Comunidad Europea: Orientaciones a medio plazo: 1989-1992" (COM(89) 236, final), "la Comisión estudiará si es factible simplificar la presentación de las posibilidades que estos dos programas (el Programa de Intercambios de Jóvenes Trabajadores y el de "la Juventud con Europa") ofrecen a los jóvenes, además de racionalizar su administración. Para ello se sincronizará el desarrollo de los dos programas, a fin de permitir una mejor coordinación futura de los diferentes tipos de intercambios de jóvenes".
- 5.4. La Comisión presentó su propuesta sobre esta cuestión (COM(90)79 final), en la que se prevé que el Consejo revise el Programa de Intercambios de Jóvenes Trabajadores antes de finales de 1991 (en lugar de 1990). Esta propuesta se halla actualmente en estudio en el Consejo.

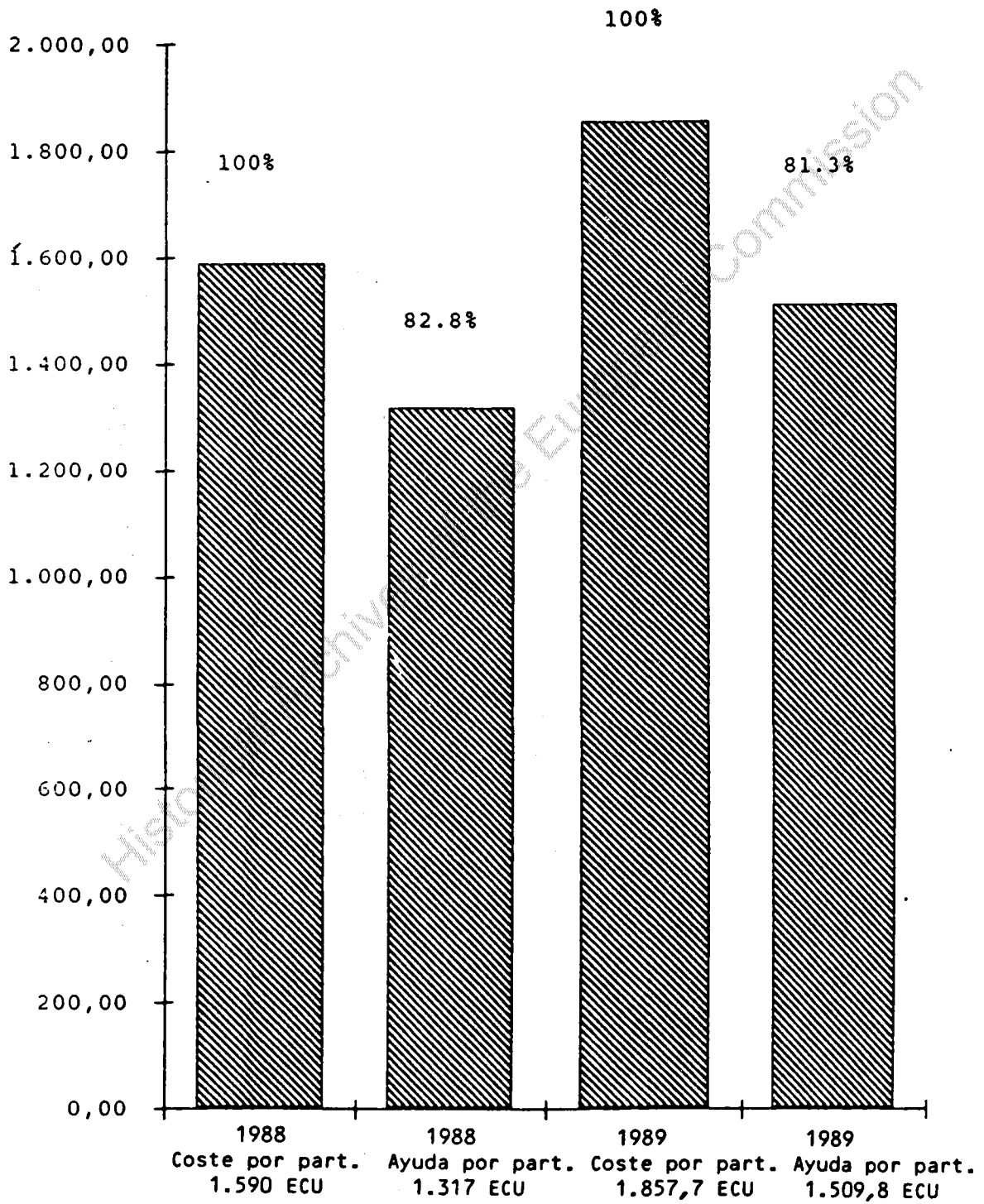
ANEXO 1

Historical Archives of the European Commission

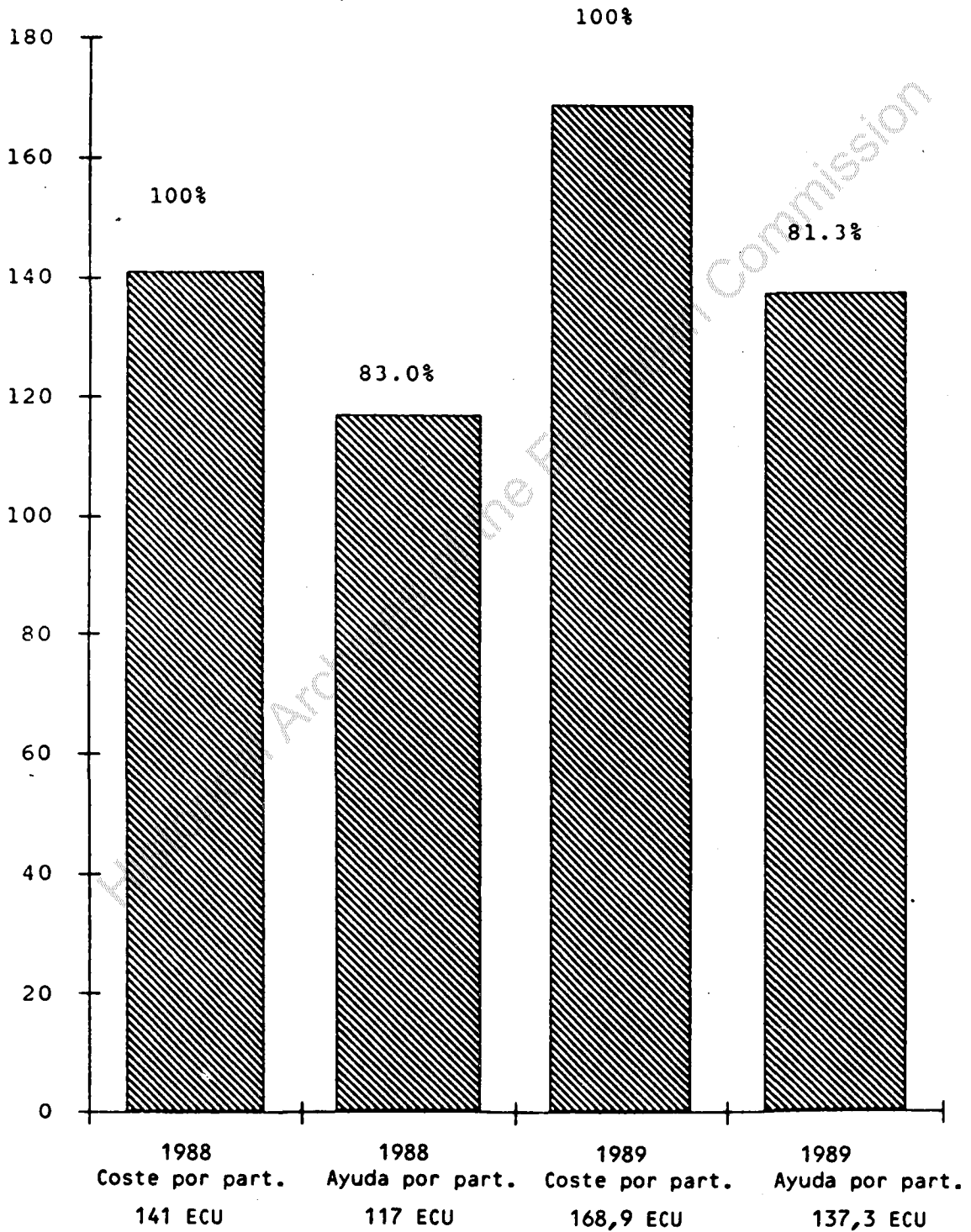
Cuadro 1.1. Intercambios 1988/1989. Costes/Ayudas



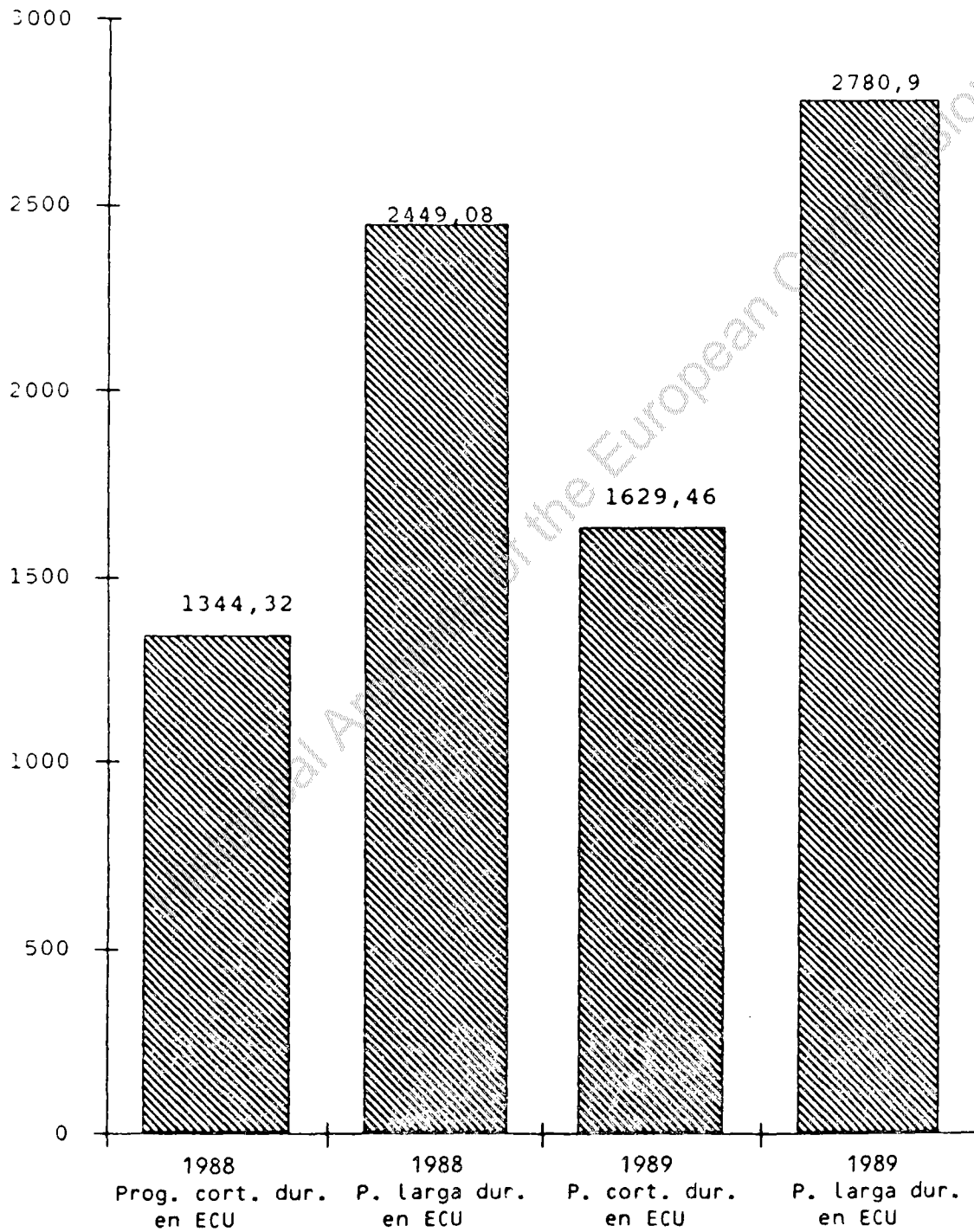
Cuadro 1.2. Promedio de costes/ayudas por participante en 1988/1989



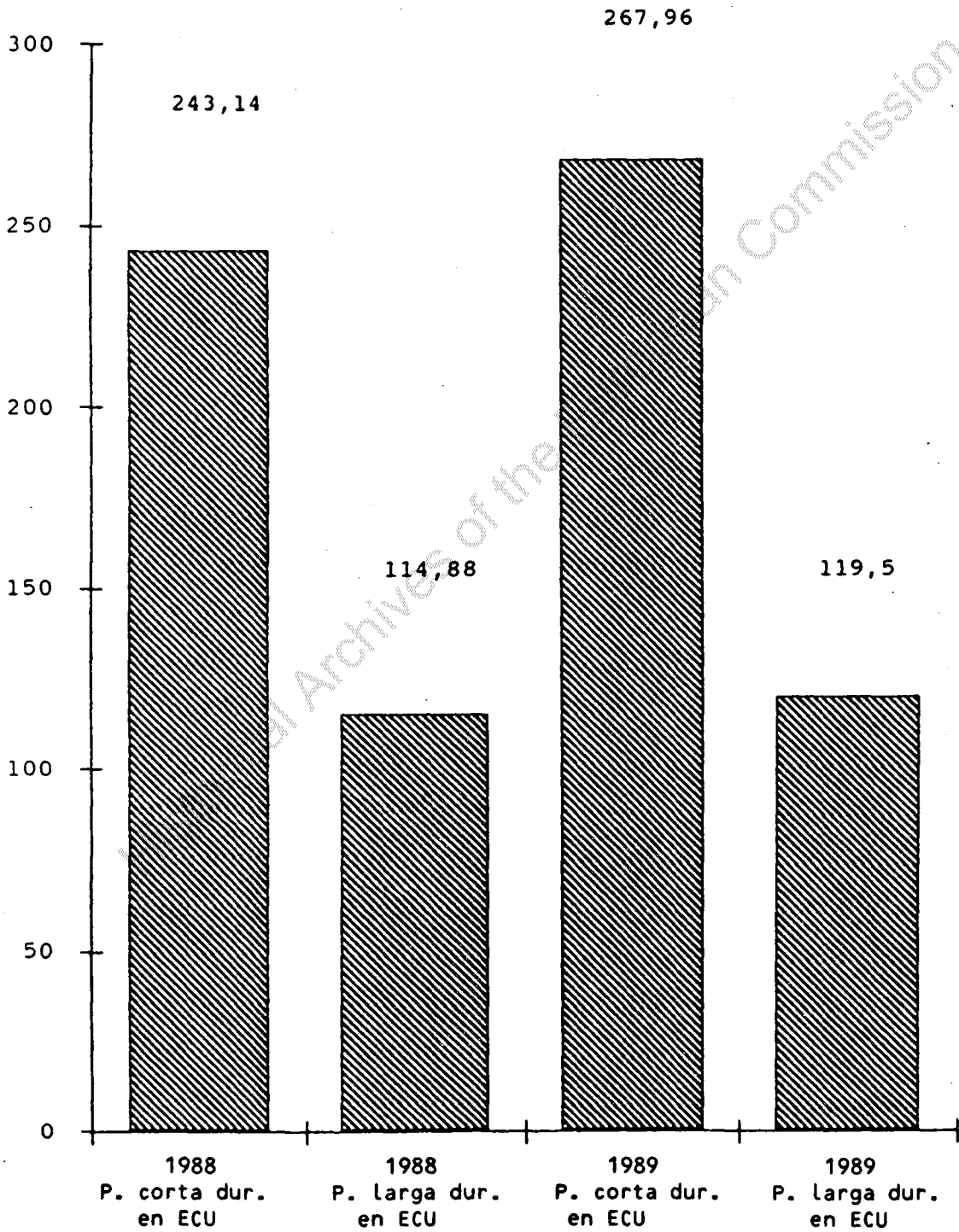
Cuadro 1.3. Promedio de costes/ayudas por participante y por semana en 1988/1989



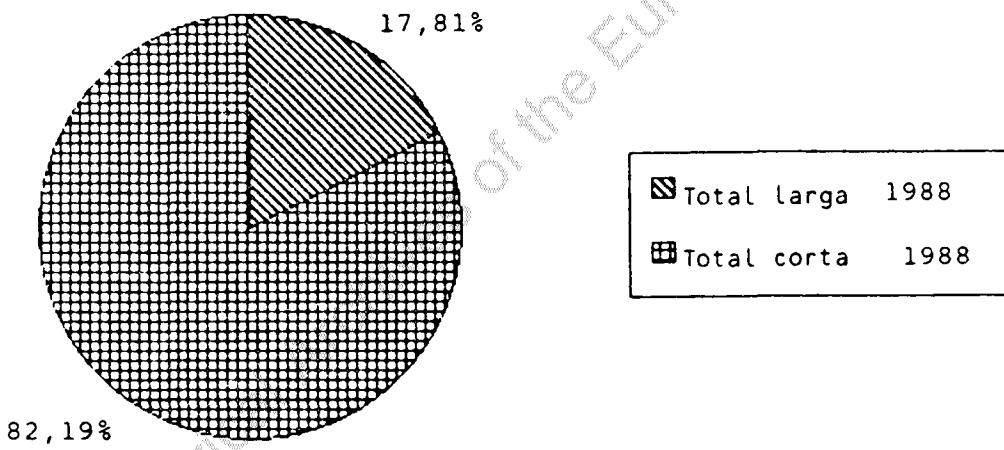
Cuadro 1.4. Coste medio por participante en programas de corta/ larga duración, en 1988/1989



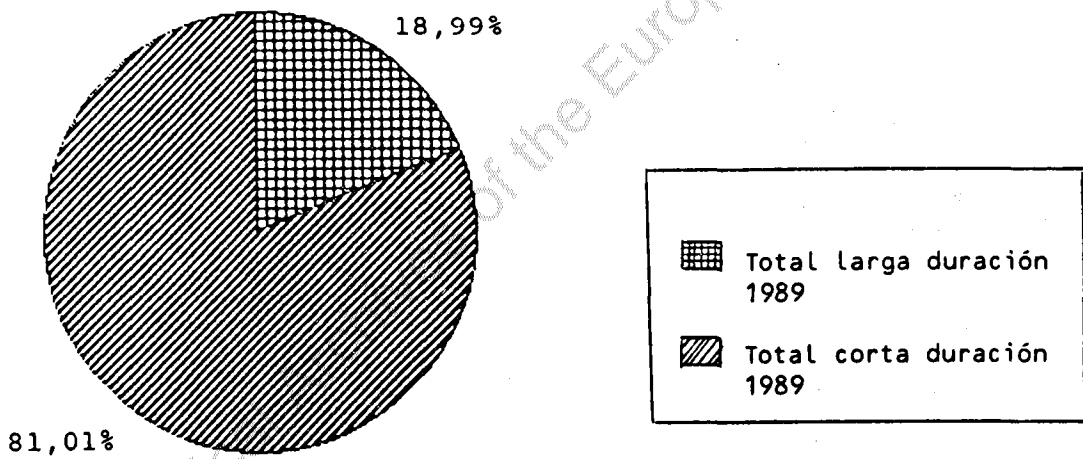
Cuadro 1.5. Coste medio semanal por participante en programas de corta/ larga duración, en 1988/1989



Cuadro 2.1. Intercambios de corta/larga duración en 1988



Cuadro 2.2. Intercambios de corta/larga duración en 1989



Cuadro 3.1.

Volumen de participantes en 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
A: 8	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	A: 8
D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	D
DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	DK
EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	EL
E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	E
F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	F
IRL	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	IRL
I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	I
L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	L
NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	NL
P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	P
UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	UK
nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	202	301	2.806	Total

Nota: La cifra total de 2.806 participantes se basa en las cifras de participantes previstas según las solicitudes, por lo que no coincide con la cifra final/real. Esta es la explicación de la diferencia de 130 participantes en relación con la cifra definitiva/real de 2.676.

Cuadro 3.2.

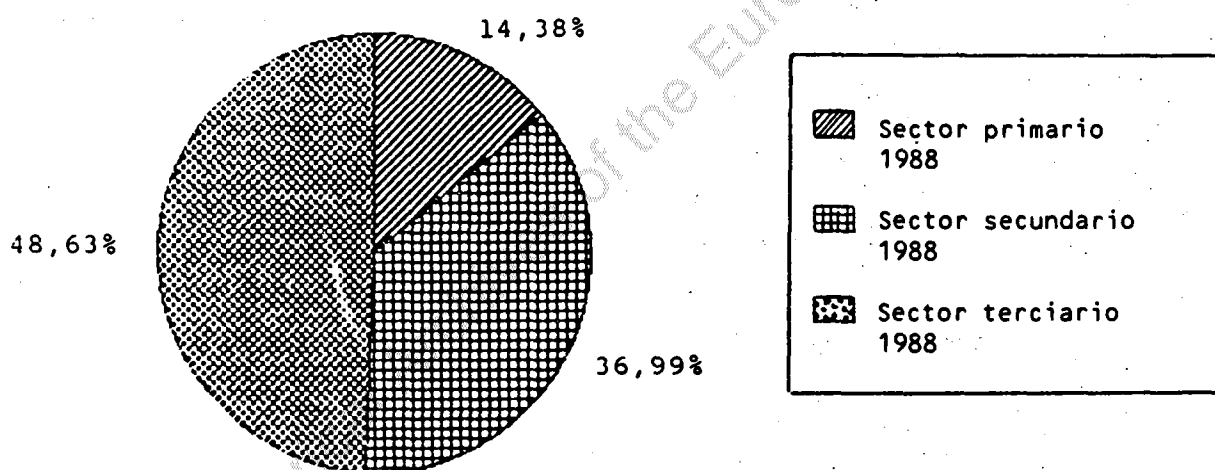
Volumen de participantes en 1989

Nº de part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
A:	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
De:	80	324	221	198	231	553	270	379	7	242	222	297	3.044

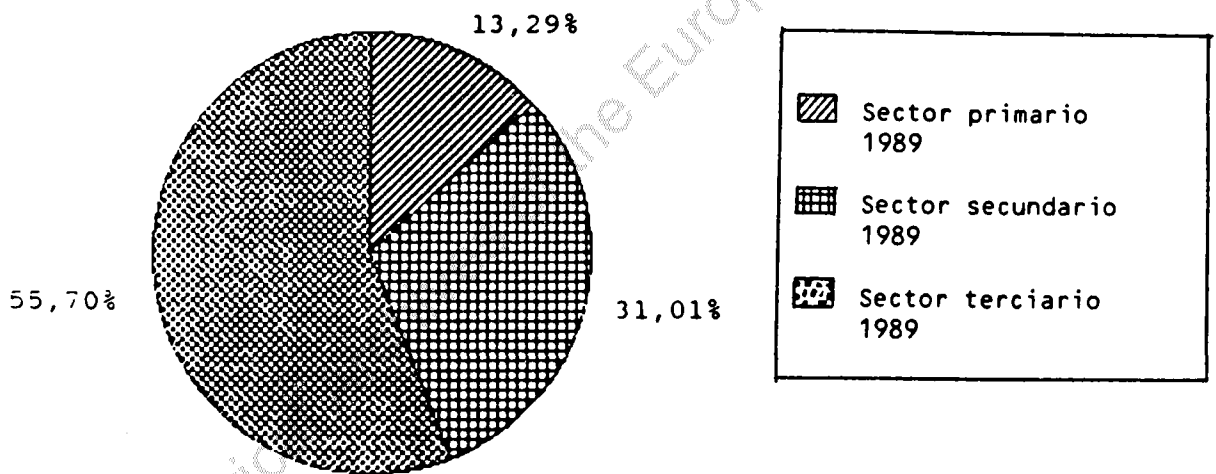
Nota: Las cifras de 1989 se basan en las cifras de participantes previstas según las solicitudes y no en la cifra definitiva/real, ya que muchos intercambios aún no han acabado y no se dispondrá de información concreta sobre el número de participantes hasta la publicación de los informes finales.

(*) : destino desconocido

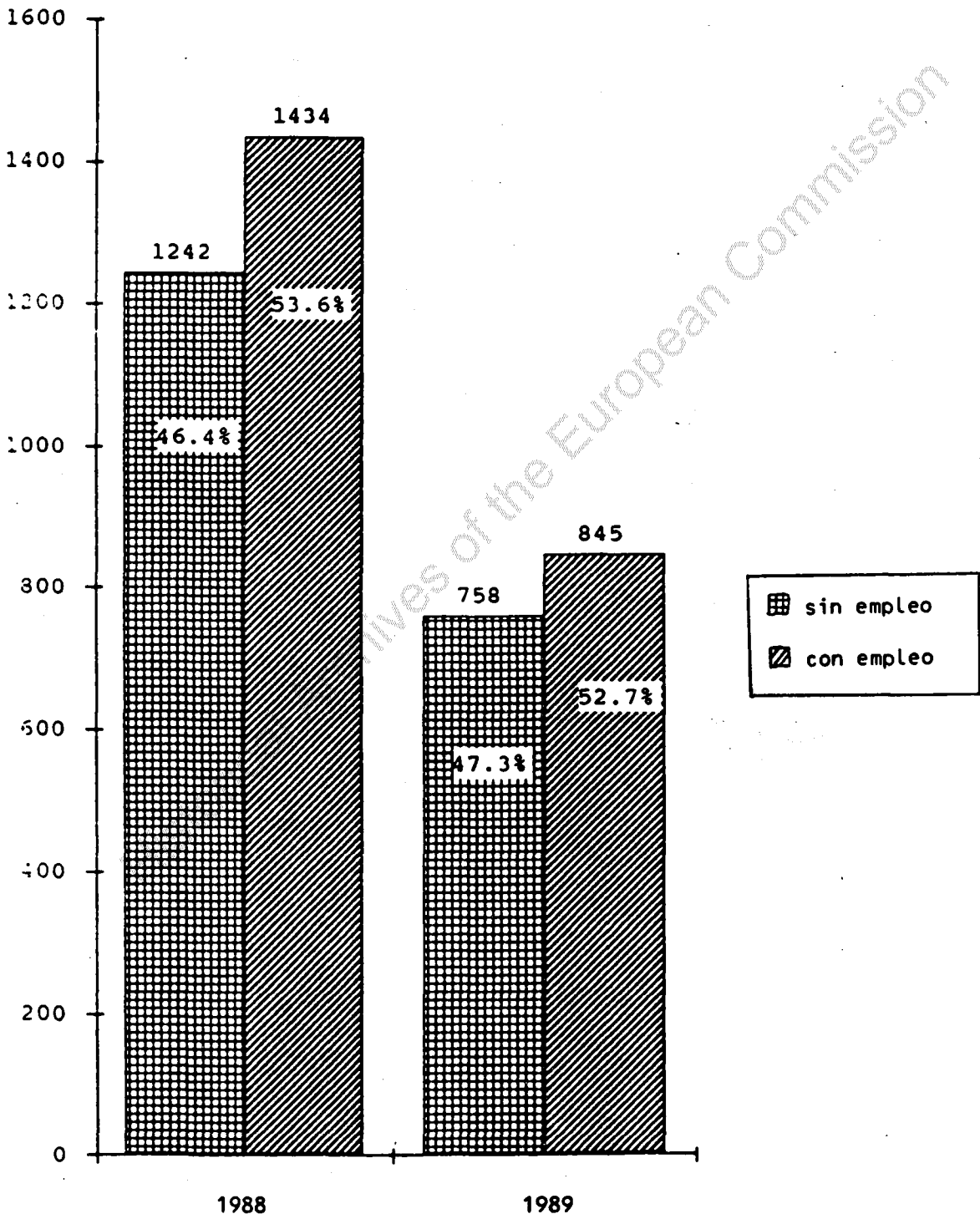
Cuadro 4.1. Distribución sectorial de los intercambios en 1988



Cuadro 4.2. Distribución sectorial de los intercambios en 1989

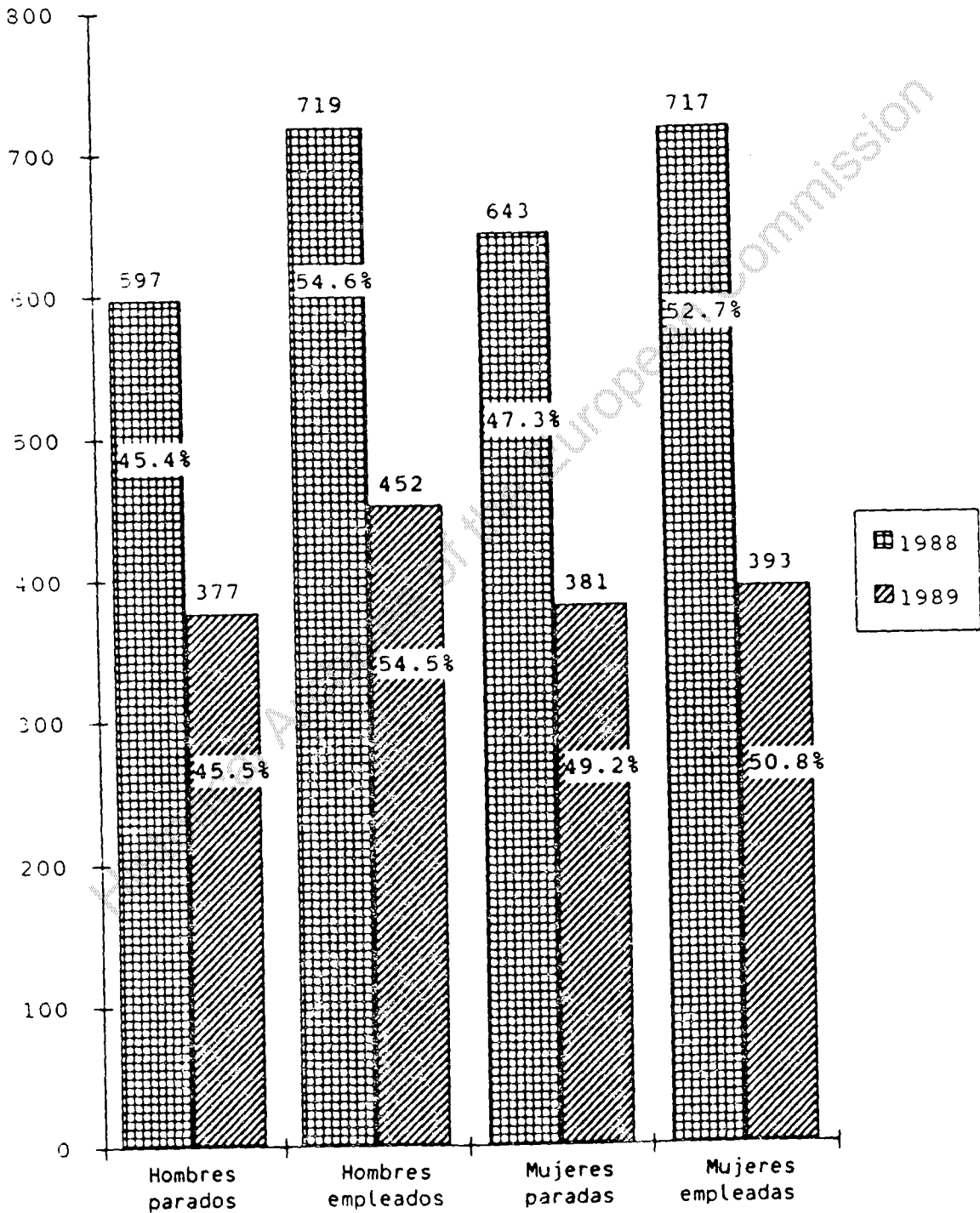


Cuadro 5.1. Trabajadores jóvenes empleados/parados en 1988/1989



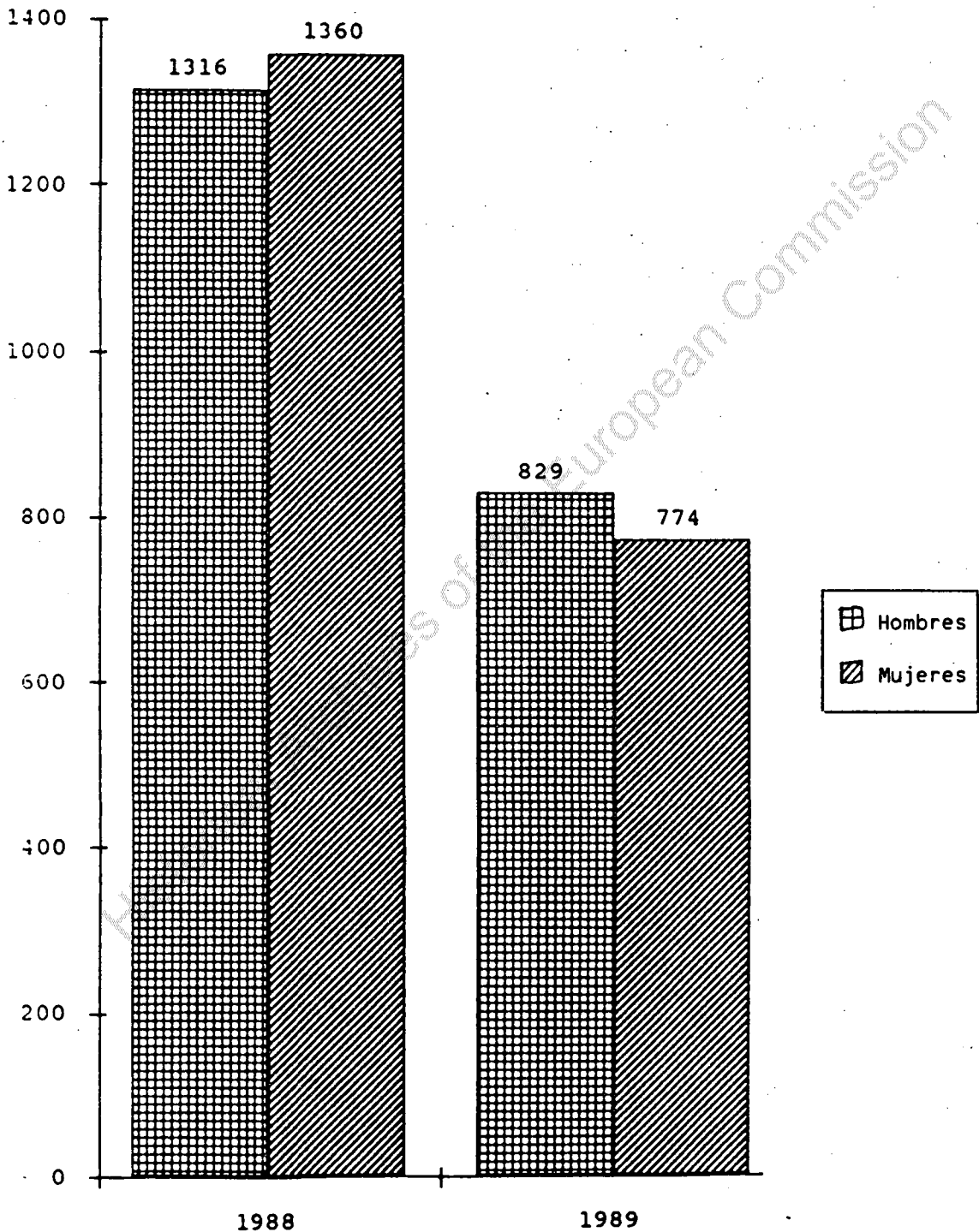
Nota: La información correspondiente a 1989 está incompleta ya que muchos intercambios aún no han terminado y no se dispondrá de información concreta sobre los participantes hasta la publicación de los informes finales.

Cuadro 5.2. Trabajadores jóvenes hombres/mujeres, empleados/parados, en 1988/1989



Nota: La información correspondiente a 1989 está incompleta ya que muchos intercambios aún no han terminado y no se dispondrá de información concreta sobre el número de participantes hasta la publicación de los informes finales.

Cuadro 6. Trabajadores hombres/mujeres en 1988/1989



Nota: La información correspondiente a 1989 está incompleta ya que muchos intercambios aún no han terminado y no se dispondrá de información concreta sobre el número de participantes hasta la publicación de los informes finales.

ANEXO 2

Historical Archives of the European Commission

Relación detallada de los sectores en los que se realizaron

Intercambios de jóvenes trabajadores

en 1988 y 1989

Agricultura	Hospitales
Industria agraria	Hostelería
Arqueología	Caza
Artes	Importación/exportación
Restauración artística	Seguros
Producción audiovisual	Jardinería y paisajismo
Banca	Iniciativas de empleo local
Construcción de barcos	Industrias manufactureras
Cerámica	Marketing
Industria química	Medios de comunicación
Circo	Industrias del metal
Comercio	Música
Informática	Conservación de la naturaleza
Construcción	Enfermería
Artesanía	Administración pública
Animación cultural	Recuperación de desechos
Trabajadores minusválidos	Secretariado
Distribución	Deportes
Ingeniería	Asistencia técnica a la agricultura
Protección del medio ambiente	Telemática
Pesquería	Textiles
Industrias alimentarias y del tabaco	Teatro
Industrias agroalimentarias	Turismo
Silvicultura	Transporte
Servicios sanitarios y sociales	Viticultura
Horticultura	Formación profesional

ISSN 0257-9545

COM(90) 377 final

DOCUMENTOS

ES

05

Nº de catálogo : CB-CO-90-397-ES-C

ISBN 92-77-63151-1

PRECIO DE VENTA	hasta 30 páginas: 3,50 ECU	por cada 10 páginas más: 1,25 ECU
-----------------	----------------------------	-----------------------------------

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas

L-2985 Luxemburgo

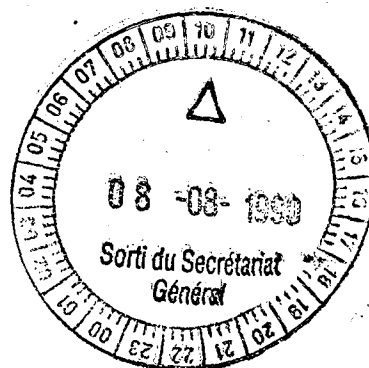
COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(90) 377 final

Bruxelas, 1 de Agosto de 1990

SEGUNDO RELATÓRIO
SOBRE
O TERCEIRO PROGRAMA COMUM
DE INTERCÂMBIO DE JOVENS TRABALHADORES
1988 - 1989

(apresentado pela Comissão)



**SEGUNDO RELATÓRIO SOBRE O TERCEIRO PROGRAMA COMUM
DE INTERCÂMBIO DE JOVENS TRABALHADORES
1988 - 1989**

1. INTRODUÇÃO

- 1.1. O "Terceiro Programa Comum com o Objectivo de Fomentar o Intercâmbio de Jovens Trabalhadores na Comunidade" foi adoptado pelo Conselho na sua Decisão de 13 de Dezembro de 1984 e abrange o período de 1985 a 1990.
- 1.2. Este Terceiro Programa Comum constitui a última versão do antigo programa comunitário destinado a favorecer a mobilidade juvenil, lançado em 1964 com base no artigo 50º do Tratado de Roma. Desde então, foram criados diversos outros programas, tendo em vista a mobilidade dos jovens, em especial, COMETT, ERASMUS e, mais recentemente, LINGUA.
- 1.3. O programa de intercâmbio de jovens trabalhadores constitui uma oportunidade de participar num projecto comunitário que proporciona o contacto com as condições de vida e de trabalho noutros Estados-membros, desenvolvendo as aptidões necessárias à vida adulta e activa - inclusive os conhecimentos profissionais e as aptidões práticas, bem como as aptidões para a comunicação interpessoal entre indivíduos de contextos culturais diferentes - permitindo aos participantes descobrir interesses em comum com jovens de outros Estados-membros e, sobretudo, aumentar a consciência da identidade europeia que partilham.

2. ADMINISTRAÇÃO

- 2.1. A Comissão define as regras e as linhas de orientação do programa mas a gestão dos projectos específicos cabe essencialmente aos organizadores dos intercâmbios. Qualquer organização pode apresentar pedidos de auxílio destinados a intercâmbios de jovens trabalhadores, desde que preencham as condições estabelecidas. Existe, em cada Estado-membro, um representante governamental que actua como coordenador nacional do programa de intercâmbio. A unidade técnica que assiste a Comissão na execução do programa de intercâmbio de jovens trabalhadores é o Serviço de Intercâmbio de Jovens da Comunidade Europeia (ECYEB).

2.2. ORGANIZADORES

- 2.2.1. Os organizadores têm a responsabilidade de organizar e de realizar os intercâmbios e, por isso, constituem o elemento mais importante na estrutura apoiada pela Comissão. As relações entre a Comissão e cada organizador são reguladas por contratos relativos a projectos de intercâmbio específicos. Estes contratos definem as condições de realização dos intercâmbios, as obrigações do organismo ou grupo interessado, assim como as responsabilidades de natureza financeira.
- 2.2.2. A maioria dos organizadores cabe em duas categorias, os que funcionam a nível europeu e os que funcionam, em primeiro lugar, a nível nacional mas que adquiriram uma dimensão comunitária. Os organizadores encontram-se envolvidos sobretudo em acções de intercâmbio, de formação profissional ou projectos muito diversos de carácter social, cultural e pedagógico destinados a grupos-alvo de sectores profissionais ou industriais específicos que se têm associado aos esforços tendentes a fomentar o intercâmbio juvenil. Esta vasta gama de organizações deu uma importante contribuição à variedade de sectores em que se têm realizado intercâmbios no âmbito do programa.
- 2.2.3. Em 1988, 18 organizações receberam auxílios destinados ao intercâmbio de jovens trabalhadores, tendo este número ascendido a 29 no ano de 1989.
- 2.2.4. Em 1988/1989 realizaram-se três encontros com os organizadores implicados no programa:
- 23 de Março de 1988: um encontro de um dia em Bruxelas para esclarecer os procedimentos administrativos actualmente em vigor.
 - 24/27 de Setembro de 1988: um encontro de "brainstorming", realizado em Lago Maggiore, Itália, com o objectivo de reunir representantes dos principais organizadores e alguns especialistas exteriores para debater:
 - * opções a longo prazo para o programa
 - * linhas de orientação para os dois últimos anos do programa;
 - 26/27 de Outubro de 1989: um encontro de dois dias em Bruxelas para discutir aspectos administrativos e financeiros do programa para 1990, analisar a avaliação estatística do programa levada a cabo pela Comissão e trocar opiniões sobre o contexto e o âmbito do quarto programa.

2.3. COORDENADORES NACIONAIS

- 2.3.1. A Comissão insiste especialmente para que os organizadores contactem os coordenadores nacionais a fim de discutir os planos de intercâmbio e para que lhes seja enviada uma cópia de cada projecto apresentado à Comissão aos coordenadores nacionais em causa.
- 2.3.2. Realizou-se em Bruxelas, a 24 de Outubro de 1988, um encontro com os coordenadores nacionais para os informar da evolução dos acontecimentos e delinear as perspectivas para o quarto programa.

3. RESULTADOS PRÁTICOS 1988 - 1989

- 3.1. O programa destina-se a jovens de idade compreendida entre os 18 e os 28 anos, que estejam empregados ou se encontrem disponíveis no mercado de trabalho e que possuam uma formação profissional de base ou uma experiência profissional prática.
- 3.2. Os intercâmbios previstos variam entre estágios de curta duração, que duram de 3 semanas a 3 meses e que incluem visitas de estudo, estágios profissionais e uma breve experiência das condições de trabalho, ou estágios de longa duração, que se estendem por 4 a 16 meses e que consistem principalmente em estágios profissionais precedidos por um curso de língua e de orientação.
- 3.3. De 1986 a 1988, o orçamento anual do programa manteve-se em 4,5 milhões de ecus e em 1989 sofreu um aumento de 500 mil ecus, passando, portanto, para 5 milhões de ecus. Todavia, o número de participantes aumentou de 2.304 em 1987 para 2.676 em 1988 e, aproximadamente, 3.044⁽¹⁾ em 1989 e o número de projectos que receberam auxílios aumentou de 146 em 1988 para 158 em 1989. Sublinhe-se ainda que, em 1989, as contribuições de taxa fixa por participante por semana foram aumentadas de 10 ecus, o que permitiu aumentar o auxílio por participante por semana.
- 3.4. Em 1988, o custo médio por participante por semana ascendeu a 141 ecus e, em 1989, este montante aumentou para 168,9 ecus, ao passo que o auxílio médio por participante por semana aumentou de 117 ecus em 1988 para 133,3 ecus em 1989.
- 3.5. O ligeiro aumento registado tanto no custo médio como no auxílio médio reflecte, por um lado, a capacidade dos organizadores de reduzir os custos e, por outro, a capacidade de alguns organizadores - e essencialmente os que participavam pela primeira vez no programa - de garantir outras fontes de financiamento e, assim, reduzir o auxílio solicitado.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 1, Anexo 1.

(1) Os números para 1989 correspondem ao número de participantes previstos nos pedidos apresentados e não nos números finais efectivos, como é o caso para os anos precedentes.

- 3.6. Em princípio, os projectos são aprovados numa base bianual, no início e no mês de Junho de cada ano. Este sistema tem a vantagem de permitir uma revisão da concessão de auxílios a meio do ano. Os organizadores informam a Comissão do eventual subaproveitamento dos auxílios concedidos. Os meios financeiros excedentários podem assim ser imediatamente recuperados e atribuídos a outros projectos.

3.7. INTERCÂMBIOS DE CURTA E DE LONGA DURAÇÃO

- 3.7.1. Tal como estipula a Decisão do Conselho, os intercâmbios dividem-se em projectos de curta e de longa duração, tendo cada um deles os seus objectivos específicos no âmbito das linhas de orientação gerais.
- 3.7.2. Em 1988 e 1989, verificou-se uma diminuição dos intercâmbios de longa duração, que resulta de diversos factores:
- maior dificuldade em conseguir estágios profissionais, em especial para estrangeiros, nos diferentes Estados-membros;
 - relutância dos jovens que se encontram empregados em deixar os empregos, mesmo temporariamente, para participar no programa;
 - aumento dos intercâmbios a médio prazo, habitualmente com uma duração de 13 a 16 semanas e precedidos com frequência por um curso de língua muito breve. Estes projectos combinam os objectivos dos intercâmbios de curta e de longa duração, eliminando muitas das dificuldades apresentadas por estes últimos.
- 3.7.3. A Comissão continuará, evidentemente, a promover ambos os tipos de intercâmbio, assegurando que o programa abranja o maior número possível de jovens e que se mantenha um equilíbrio relativo entre os sectores económicos em que decorrem.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 2, Anexo 1.

3.8. DISTRIBUIÇÃO GEOGRÁFICA

- 3.8.1. Continua a verificar-se uma concentração excessiva no centro da Comunidade. Todavia, os esforços tendentes a corrigir este desequilíbrio foram bem sucedidos e uma das prioridades do programa consiste em encorajar a participação de jovens de regiões periféricas ou desfavorecidas.
- 3.8.2. A Comissão esforça-se por garantir o equilíbrio geral entre o número de jovens acolhidos por cada Estado-membro e o número de jovens enviados para o estrangeiro no quadro dos intercâmbios. Este princípio de equilíbrio tem-se verificado na maioria dos intercâmbios e a Comissão pretende que, sempre que possível, este princípio continue a servir de base aos objectivos principais do programa.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 3, Anexo 1.

3.9. DISTRIBUIÇÃO SECTORIAL

3.9.1. Embora anteriormente os sectores primário e secundário tenham predominado nos intercâmbios, o desenvolvimento do sector terciário da economia comunitária reflecte-se no programa de intercâmbio de jovens trabalhadores, sendo actualmente o mais importante.

3.9.2. Em 1988, o sector primário representou 14,4% (21 projectos), o sector secundário 37% (54 projectos) e o sector terciário 48,6% (71 projectos). Em 1989, a percentagem foi de 13,3% (21 projectos) para o sector primário, 31% (49 projectos) para o sector secundário e 55,7% (88 projectos) para o sector terciário.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 4, Anexo 1.

3.9.3. Dentro de cada um dos três sectores, a distribuição dos projectos foi a seguinte:

	<u>1988</u>		<u>1989</u>	
<u>Sector primário</u>				
- Agricultura	11.6%	17 projectos	10.8%	17 projectos
- Silvicultura e pescas	2.7%	4 projectos	2.5%	4 projectos
<u>Sector Secundário</u>				
- Indústrias metalúrgicas e mecânicas	4.1%	6 projectos	1.3%	2 projectos
- Outras indústrias transformadoras	19.9%	29 projectos	12.0%	19 projectos
- Artes e artesanato	5.5%	8 projectos	2.5%	4 projectos
- Diversos	7.5%	11 projectos	15.2%	24 projectos
<u>Sector Terciário</u>				
- Turismo	1.5%	2 projectos	2.0%	3 projectos
- Hotelaria e restauração	5.5%	8 projectos	4.4%	7 projectos
- Saúde e serviços sociais	4.8%	7 projectos	8.2%	13 projectos
- Serviços culturais e recreativos	17.1%	25 projectos	13.9%	22 projectos
- Computadores/Informática	2.7%	4 projectos	1.3%	2 projectos
- Diversos	17.1%	25 projectos	25.9%	41 projectos
<u>TOTAL</u>	100%	146 projectos	100%	158 projectos

3.9.4. O Anexo 2 inclui um lista pormenorizada de todas as áreas em que se realizaram projectos de intercâmbio em 1988 e 1989.

3.10. PERFIL DOS PARTICIPANTES

3.10.1. Uma vez que o programa se tornou extensivo aos jovens desempregados, a proporção de participantes sem emprego aumentou regularmente de 46,4% em 1988 para 47,3% em 1989, ou seja, praticamente metade dos participantes no programa encontravam-se à procura de emprego.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 5, Anexo 1.

- 3.10.2 Outra prioridade do Terceiro Programa é a igualdade de oportunidades para homens e mulheres. A Comissão esforçou-se por garantir que os jovens do sexo masculino e do sexo feminino estivessem igualmente representados e que as mulheres fossem encorajadas a participar em intercâmbios no domínio das novas tecnologias. Este objectivo foi atingido tanto em 1988 como em 1989, ou seja, a igualdade foi absoluta, tendo as mulheres representado aproximadamente 50% do número total de participantes.

Ver análise estatística pormenorizada no quadro 6, Anexo 1.

3.11. EXPERIÊNCIA PROFISSIONAL

O Terceiro Programa Comum não pretende proporcionar ao jovem em causa formação e experiência profissional básicas noutro Estado-membro, mas sim um complemento à formação e à experiência já adquiridas no seu país de origem. A Comissão continua a sustentar ser crucial que mesmo os intercâmbios de curta duração possuam uma componente profissional genuína e que a experiência profissional no âmbito de projectos de longa duração deve possuir uma qualidade e um valor suficientemente elevados por forma a encorajar a participação de empregadores e trabalhadores no programa.

3.12. FINANCIAMENTO DE PROJECTOS

- 3.12.1. Tanto em 1988 como em 1989, a Comissão teve de recusar o financiamento a um vasto número de projectos de intercâmbio por razões orçamentais. O auxílio financeiro concedido pelo Comissão ao programa de intercâmbio pretendeu sempre constituir um incentivo ao desenvolvimento do intercâmbio de jovens trabalhadores na Comunidade. Nunca pretendeu cobrir a totalidade dos custos de cada projecto de intercâmbio, embora seja de facto essa a situação que se verifica relativamente à maioria dos casos. Esta situação é obviamente muito insatisfatória e significa, em última análise, que o número de jovens que podem participar no programa não é tão elevado como poderia ser.
- 3.12.2. Se se pretende que o programa seja alargado e se torne menos dependente dos fundos comunitários, é essencial que os organizadores, em cooperação com os coordenadores nacionais, explorem todas as fontes possíveis de financiamento complementar, sejam elas governamentais, regionais, locais ou privadas. A Comissão considera que os Estados-membros devem prosseguir o apoio que prestam a nível nacional e as suas acções neste sentido, para que o programa possa ter um impacto real sobre os jovens trabalhadores em toda a Comunidade.
- 3.12.3. A Comissão continuará a encorajar novas iniciativas de intercâmbio através da concessão de outros auxílios para além das actuais contribuições semanais de taxa fixa. Assim, será possível atingir parcialmente o objectivo de co-financiar os intercâmbios, uma vez que o sistema de subsídios exige que os utilizadores procurem outras fontes de financiamento.

4. AValiação DO PROGRAMA

- 4.1. Em 1988, foi feita uma análise qualitativa dos conteúdos dos relatórios apresentados pelos participantes no período de 1985-1987.
- 4.2. Esta análise constituiu um primeiro estudo-piloto que permitiu identificar determinadas tendências relativamente aos efeitos dos intercâmbios sobre os participantes.
- 4.3. Ao longo de 1989 foram examinadas as repercussões a longo prazo que, na opinião dos jovens trabalhadores poderiam influenciar a participação no programa de intercâmbio.
- 4.4. Foram analisados quatro níveis diferentes de efeitos, em consonância com os objectivos do programa:
1. Impacte sobre a situação/desenvolvimento profissional do indivíduo;
 2. Mudanças de natureza socio-cultural;
 3. Aumento da consciência das questões políticas europeias;
 4. Efeitos sobre os planos de futuro e sobre o desenvolvimento pessoal.
- 4.5. O grupo analisado no estudo era composto por participantes dos intercâmbios realizados em 1987 e considerou-se que uma amostra aleatória de 10% era suficiente para garantir resultados válidos. O estudo fundamentava-se num inquérito escrito complementado por entrevistas a 40 participantes seleccionados. A selecção dos 40 sujeitos para as entrevistas foi feita de acordo com os seguintes critérios:
- Importava considerar os 12 Estados-membros;
 - quaisquer peculiaridades reveladas pelo questionário deviam ser examinadas com atenção se fossem relevantes para o tema da investigação;
 - devia ser dada prioridade a participantes que tivessem fornecido avaliações, positivas ou negativas, bem fundamentadas;
 - Importava considerar todos os tipos de programas, dependendo a distribuição quantitativa do número de participantes por país da participação absoluta no programa de intercâmbio considerado globalmente;
 - baixos custos de execução, ou seja, criação de centros regionais se possível.
- 4.6. O núcleo fundamental do estudo consistia principalmente num questionário normalizado, estruturado de acordo com o desenvolvimento lógico dos projectos de intercâmbio.
- 4.7. O estudo em questão incluía ainda cerca de 40 entrevistas com participantes dos 12 Estados-membros abrangidos pelo programa de intercâmbios de 1987.

4.8. ALGUNS DADOS ESTATÍSTICOS

4.8.1. A discriminação dos participantes por escalões etários fornece indicações interessantes relativamente ao papel que a participação em intercâmbios desempenha na elaboração de planos de futuro. Se considerarmos a duração normal da escolaridade e da formação profissional básica, verificamos que um quarto dos sujeitos participam em intercâmbios imediatamente após a formação (27,5%). Aproximadamente 47% dos participantes já trabalharam previamente durante alguns anos.

4.8.2. A taxa de participação masculina/feminina é equilibrada, com 49% de mulheres e 51% de homens.

4.9. EXPECTATIVAS FACE AO INTERCÂMBIO

4.9.1. O desejo de aperfeiçoar os conhecimentos profissionais e de conhecer um país europeu vizinho são os motivos invocados em primeiro lugar, com cerca de 30% cada um, em conjunto com o desejo de aperfeiçoar uma língua estrangeira.

4.9.2. Só 15,3% dos participantes em estágios de longa duração indicaram motivos de natureza profissional como motivação principal. 32,1% afirmaram que a oportunidade de conhecer um outro país europeu tinha sido o factor decisivo e 29,2% destacaram a oportunidade de aperfeiçoar os seus conhecimentos linguísticos.

4.9.3. A maioria (46,6%) dos participantes em programas com uma duração de três semanas apontaram principalmente razões de natureza profissional. No mesmo grupo, a oportunidade de conhecer outros países surgia em segundo lugar, com 33,5%, o que de certo modo poderá ser explicado pela natureza destes estágios de curta duração que, naturalmente, só podem proporcionar uma introdução.

4.10. AS EXPECTATIVAS DOS PARTICIPANTES SÃO CORRESPONDIDAS?

4.10.1. 36,5% dos participantes declararam que as suas expectativas se tinham concretizado completamente e 50,5% declararam-se suficientemente satisfeitos. Só 11,5% pensam que as suas expectativas não se concretizaram suficientemente e 1,5% declararam não estar, de modo algum, satisfeitos.

4.10.2. Os participantes em intercâmbios de longa duração consideraram que os seus desejos tinham sido "completamente satisfeitos" num grau muito mais elevado (45% dos participantes) do que os participantes em intercâmbios de duração inferior a um mês (25,2%). Relativamente aos projectos de longa duração, podemos verificar que 7,9% se declararam basicamente insatisfeitos, o que constitui um resultado negativo extremamente baixo em comparação com os 18% relativos aos projectos com uma duração de três semanas. Estes resultados demonstram que o grau de satisfação das expectativas aumenta com a duração do intercâmbio.

4.10.3. Em termos globais, 87% dos participantes declararam estar amplamente satisfeitos e os comentários negativos referem-se sobretudo aos projectos com uma duração de três semanas. Pensamos que a função deste tipo de projectos deverá ser alterada. Constitui um modelo perfeitamente adaptado a uma "primeira introdução" a diversos aspectos, inclusive profissionais, de outro país. Todavia, afigura-se ser conveniente deixar de utilizar este modelo no que respeita ao aperfeiçoamento profissional, uma vez que os programas de maior duração parecem ser mais adequados para este fim.

4.11. PREPARAÇÃO DA ESTADIA NO ESTRANGEIRO

4.11.1. A preparação da estadia no estrangeiro tem uma grande importância para o seu sucesso. Só um quarto dos participantes conhecia já o país de acolhimento. Para 35% dos participantes tratava-se da sua primeira estadia no estrangeiro.

4.11.2. O inquérito revelou que muitos participantes só se queixam de não terem sido informados previamente do programa de actividades detalhado após a conclusão do intercâmbio. Por outro lado, muitos dos participantes foram recrutados apenas com base em informações gerais sobre o sector e as actividades prováveis.

4.11.3. A maioria dos entrevistados tinha presente a sensação desagradável de insegurança ou de confusão que experimentara.

4.11.4. Para além disso, aproximadamente 28% dos participantes nos projectos de longa duração têm recordações desagradáveis da infra-estrutura colocada à disposição pelos organizadores.

4.11.5. Só 16,2% dos participantes do mesmo grupo - projectos de longa duração - declararam ter "recordações muito agradáveis". Esta percentagem é nitidamente inferior se considerarmos que, em média, 35,4% (valor ainda tolerável) de todos os participantes declararam ter "recordações muito agradáveis".

4.11.6. As entrevistas mostram uma distinção muito clara entre cursos de língua e trabalho :

- a infra-estrutura colocada à disposição durante o curso de língua foi unanimemente considerada como positiva. Neste período, os organizadores estavam presentes, ocupavam-se dos participantes e organizavam actividades que complementavam os cursos de língua;
- na maioria dos casos, esta situação alterava-se após o início do estágio prático. Os participantes sentiam-se então abandonados devido à mudança de ambiente, de sítio, etc.

4.11.7. A questão da infra-estrutura torna-se, de certa forma, académica nos intercâmbios onde não surgem grandes problemas (quando não é necessário auxílio, a sua ausência passa despercebida).

4.12. FORMAÇÃO PROFISSIONAL "ON-THE-JOB"

- 4.12.1. 68,7% dos participantes em projectos de longa duração e 61,2% dos participantes em projectos de 1 a 3 meses consideram que as empresas estavam preparadas para a sua chegada.
- 4.12.2. Estes programas destinavam-se a grupos de participantes claramente definidos (por exemplo, bancos, caixas de poupança e explorações agrícolas) e, neste caso, é mais fácil organizar o trabalho de uma forma satisfatória.
- 4.12.3. Neste contexto, o estudo dos eventuais efeitos a longo prazo decorrentes da participação num programa de intercâmbio deve tomar em consideração todos os objectivos definidos na Decisão do Conselho relativa a este programa comunitário e não apenas os aspectos profissionais.
- 4.12.4. A mobilidade dos empregados desempenha um papel importante face às mudanças económicas e políticas na Comunidade Europeia. O Mercado Único de 1993 só poderá cumprir a sua função em termos de mercado de trabalho único se os indivíduos estiverem preparados para alterar tanto as suas condições de trabalho como de vida. Para que isto se verifique, é necessário criar determinadas condições, tais como uma perspectiva fundamentalmente positiva no que se refere aos outros Estados-membros.
- 4.12.5. Consequentemente, a questão das vantagens profissionais decorrentes da participação em intercâmbios é muito importante.
- 4.12.6. Vantagens imediatas em termos profissionais decorrentes da participação em intercâmbios em função da sua duração

Em termos profissionais, o intercâmbio foi	Código	Número total de participantes	Menos de um mês	1 a 3 meses	Mais de 3 meses
Vantajoso	1	262	74	118	70
	2	44,0%	28.2%	45.0%	26.7%
	3		33.8%	49.8%	50.4%
Prejudicial	1	44	18	14	12
	2	7.4%	40.9%	31.8%	27.3%
	3		8.2%	5.9%	8.6%
Sem impacto	1	282	127	105	57
	2	48.6%	43.9%	36.3%	19.7%
	3		58.0%	44.3%	41.0%
TOTAL	1	595	219	237	139
	3	100.0%	36.8%	39.8%	23.4%

Código: 1 = Número total
 2 = % de respostas
 3 = % de participantes por tipo de projecto.

4.12.7. Estes números indicam que, no âmbito dos projectos de longa duração, a experiência profissional prática num país estrangeiro tem normalmente efeitos positivos sobre a actividade profissional desenvolvida no país de origem, que são tanto maiores quanto maior é a duração do programa:

- 33,8% para participantes em programas de 3 semanas;
- 49,8% para participantes em programas de 1 a 3 meses;
- 50,4% para participantes em programas de duração superior.

4.12.8. Estes resultados tornam-se ainda mais evidentes em termos dos efeitos a longo prazo (após 1 ou 2 anos):

Impacte de profissional meses de intercâmbio	Código	Nº total de participantes	Menos de 1 mês	1 a 3 meses	Mais 3
Vantajoso	1	378	117	160	101
26.7%	2	63.7%	31.0%	42.3%	
72.7%	3		52.7%	69.0%	
Prejudicial	1	9	4	3	2
22.2%	2	1.5%	44.4%	33.3%	
1.4%	3		1.8%	1.3%	
Sem Impacte	1	206	101	69	36
17.5%	2	34.7%	49.0%	33.5%	
25.9%	3		45.5%	29.7%	
TOTAL	1	593	222	232	139
23.4%	3	100.0%	37.4%	39.1%	

Código: 1 = Número total
 2 = % de respostas
 3 = % de participantes por tipo de projecto.

4.12.9. Um outro objectivo da Decisão do Conselho que estabelece o programa de intercâmbio de jovens trabalhadores consiste em promover o interesse pelas questões europeias e uma consciência mais aguda da dimensão europeia deste programa entre os participantes.

4.12.10. Neste âmbito, 68,8% do número total de participantes declararam que o seu interesse tinha aumentado. Também neste aspecto os participantes nos projectos de longa duração diferem significativamente dos outros. Destes, 80,7% declararam que o seu interesse tinha aumentado.

4.13. APRECIACÃO GLOBAL

4.13.1. A apreciação global da participação em intercâmbios forneceu os seguintes resultados:

	Código	Nº total de participantes	Menos de 1 mês	1 a 3 meses	Mais de 3 meses
A favor	1	578	212	232	132
	2	96.0%	36.8%	40.3%	22.9%
	3		94.6%	98.3%	94.3%
Contra	1	6	5		1
	2	1.0%	83.3%		16.7%
	3		2.2%		0.7%
Sem opinião	1	18	7	4	7
	2	3.0%	38.9%	22.2%	38.9%
	3		3.1%	1.7%	5.0%
TOTAL	1	600	224	236	140
	3	100.0%	37.3%	39.3%	23.3%

Código: 1 - Número total
2 - % de respostas
3 - % de participantes por tipo de projecto.

4.13.2. A percentagem de 96%, referente a indivíduos que, hoje, decorrido algum tempo sobre a experiência que tiveram, encorajariam a participação em intercâmbios desta natureza, é reveladora da grande importância que os antigos participantes atribuem ao Programa de Intercâmbio de Jovens Trabalhadores na Comunidade Europeia.

4.13.3. Existe uma relação evidente entre a duração de um intercâmbio e as suas repercussões positivas a longo prazo em termos profissionais. Este resultado é reforçado pelas indicações fornecidas pelos participantes relativamente à duração ideal de um intercâmbio:

- quase 88% dos participantes em projectos de intercâmbio de longa duração se declararam favoráveis a este modelo;
- aproximadamente 53% dos participantes em projectos com uma duração de um a três meses manifestaram preferir projectos mais longos, com uma duração mínima de seis meses;
- relativamente aos participantes em projectos com uma duração de três semanas verifica-se uma clara divergência de opiniões: cerca de 60% declararam-se favoráveis a projectos com uma duração de 1 a 3 meses e aproximadamente um quarto a favor de projectos de longa duração.

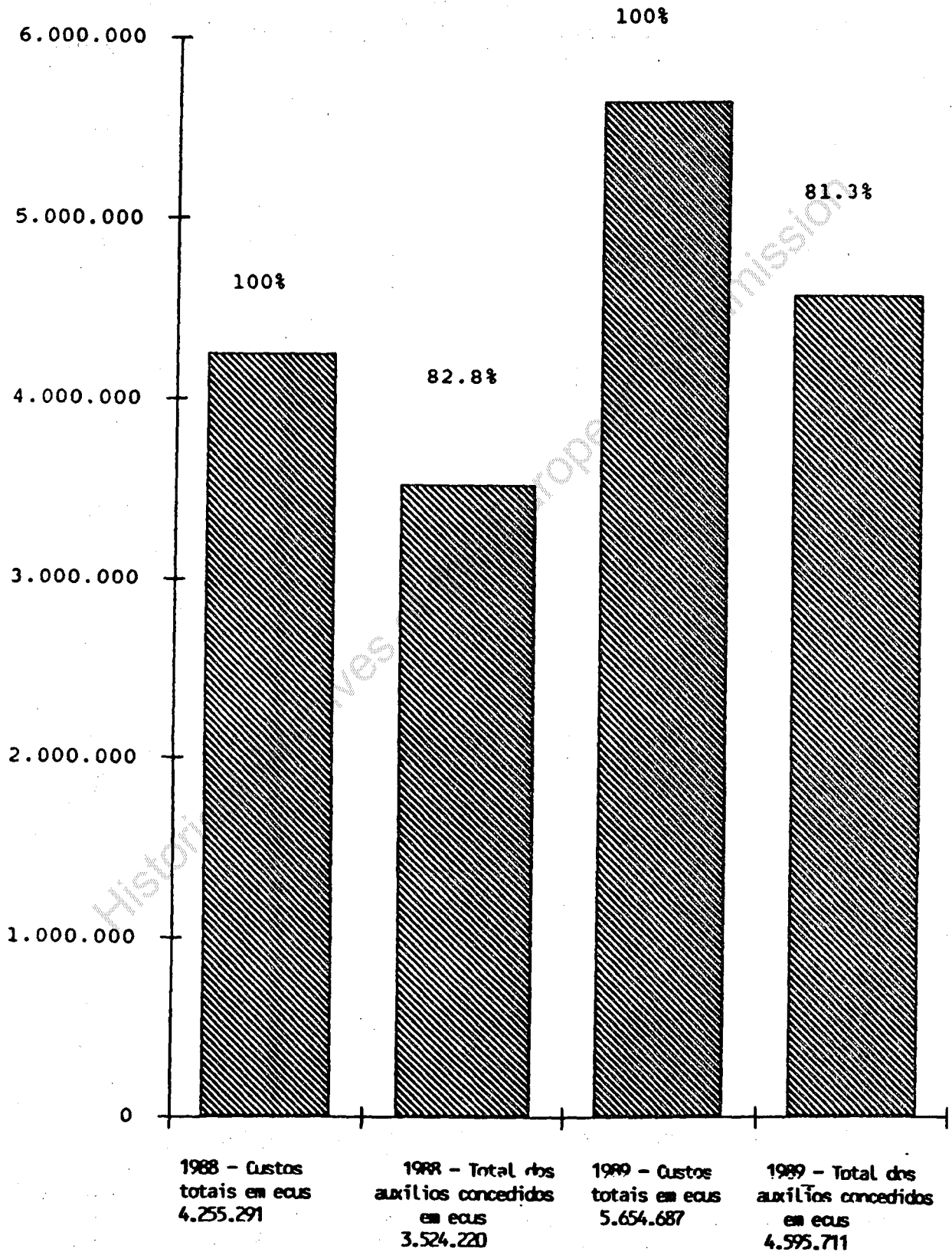
5. **CONCLUSÕES**

- 5.1. Como já se mencionou, verificou-se, em 1988 e 1989, um aumento progressivo do número de participantes, embora o acréscimo do orçamento tenha sido limitado. A Comissão observa, com agrado, o aumento constante do número dos novos organizadores de intercâmbios (em 1989 solicitaram auxílios 19 novas organizações, das quais foram contempladas 10).
- 5.2. O impacto do material informativo distribuído a partir de 1988 tornou-se evidente e importa sublinhar que o número de pedidos de informação emanando tanto de indivíduos como de organizações continua a aumentar.
- 5.3. Finalmente, importa sublinhar que, tal como se pode ler na comunicação da Comissão ao Conselho "Educação e Formação na Comunidade Europeia - Orientações para o médio prazo: 1989-1992" (COM(89) 236 Final), "a Comissão tenciona examinar as possibilidades de simplificar a apresentação das oportunidades abertas ao público jovem por aqueles dois programas (Programa de Intercâmbio de Jovens Trabalhadores e Juventude para a Europa) e de tornar mais eficiente a sua administração. Por este motivo, o faseamento dos dois programas será sincronizado por forma a possibilitar à Comissão uma abordagem futura mais coordenada de todos os tipos de intercâmbio juvenil".
- 5.4. A Comissão apresentou já uma proposta neste âmbito (COM(90) 79 Final) no intuito de permitir a revisão do Programa de Intercâmbio de Jovens Trabalhadores pelo Conselho até ao fim de 1991 (e não de 1990). Actualmente esta proposta encontra-se no Conselho.

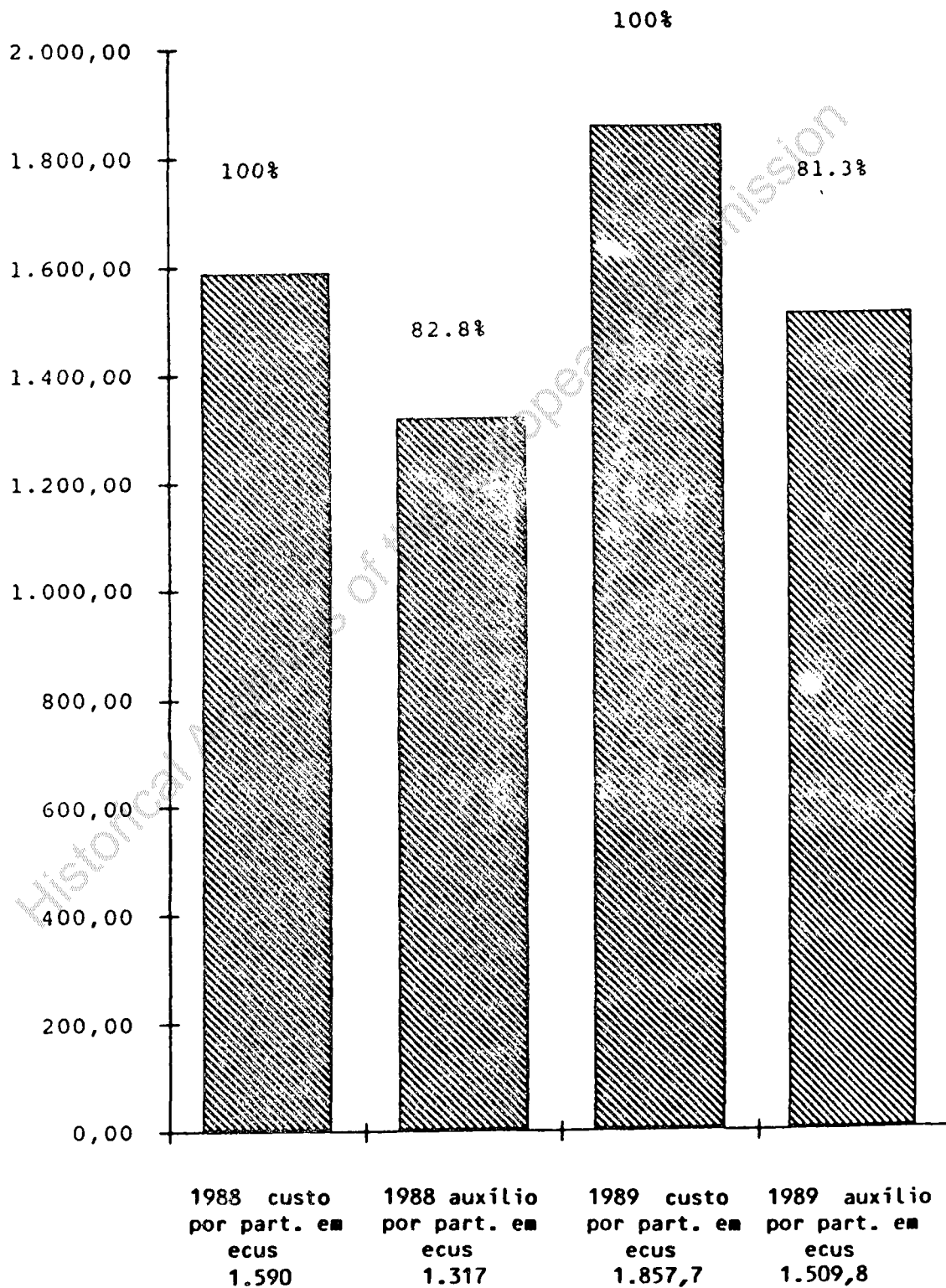
ANEXO 1

Historical Archives of the European Commission

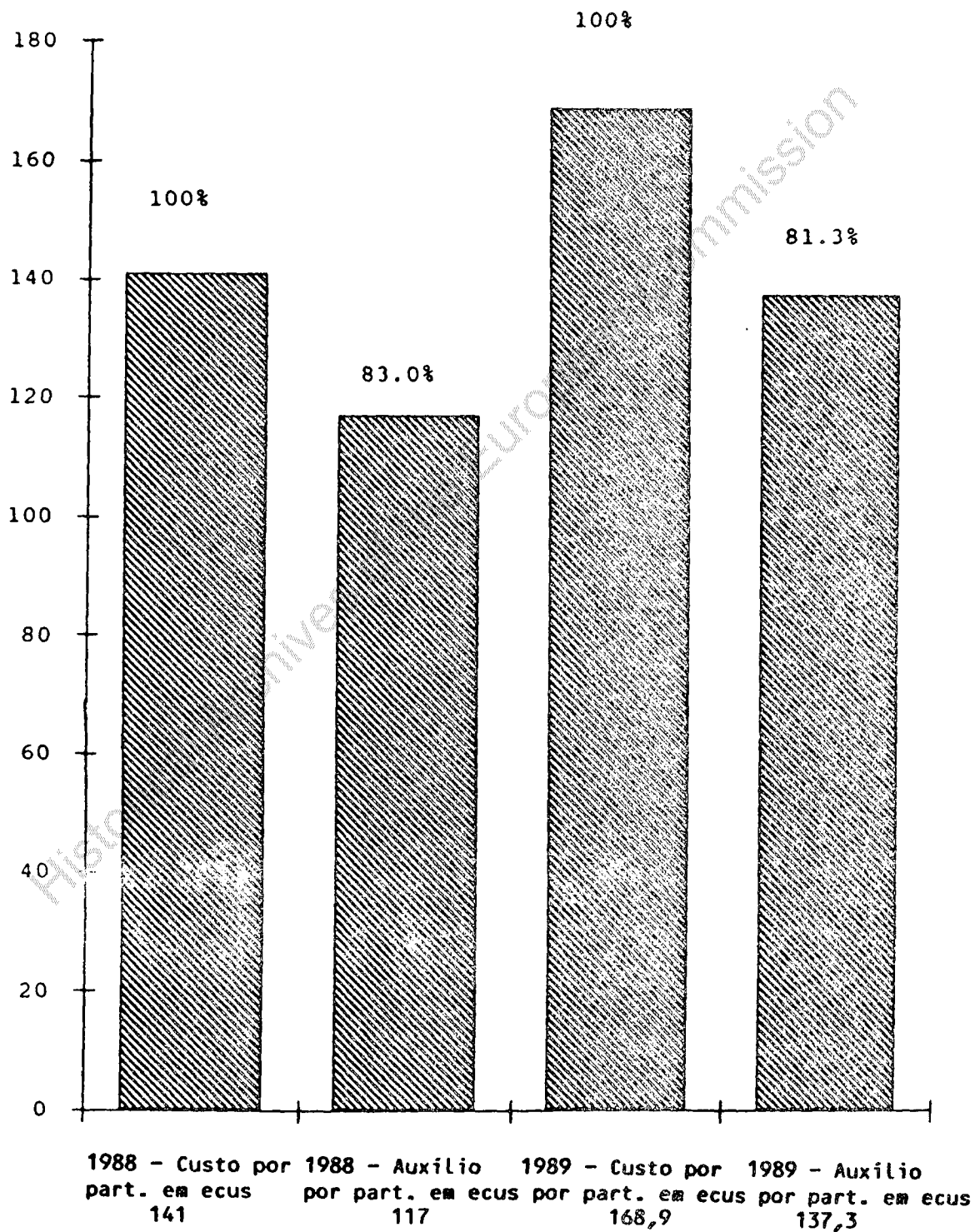
Quadro 1.1. Custos/auxílios dos projectos realizados em 1988/1989



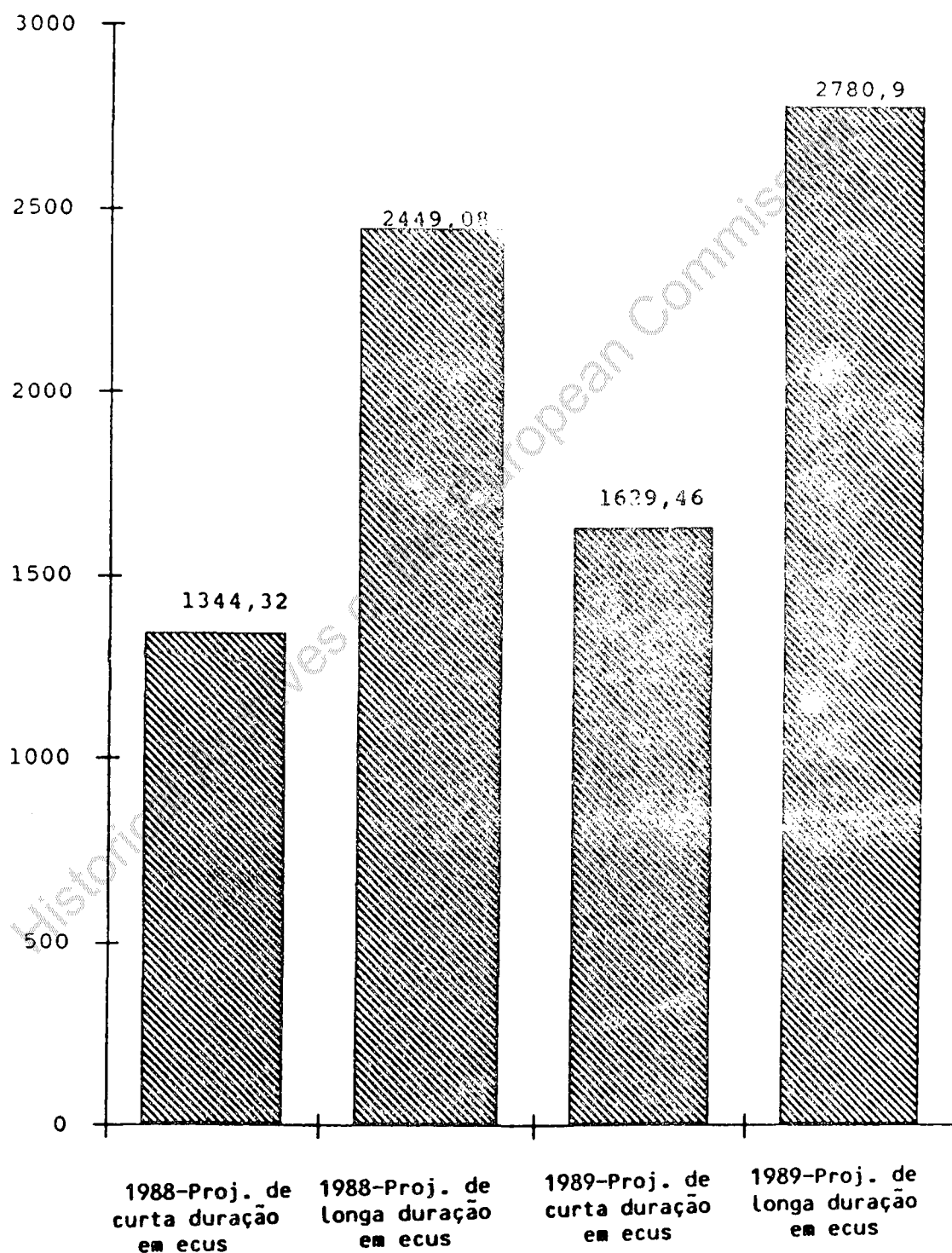
Quadro 1.2. Custo/auxílio médio por participante
em 1988/1989



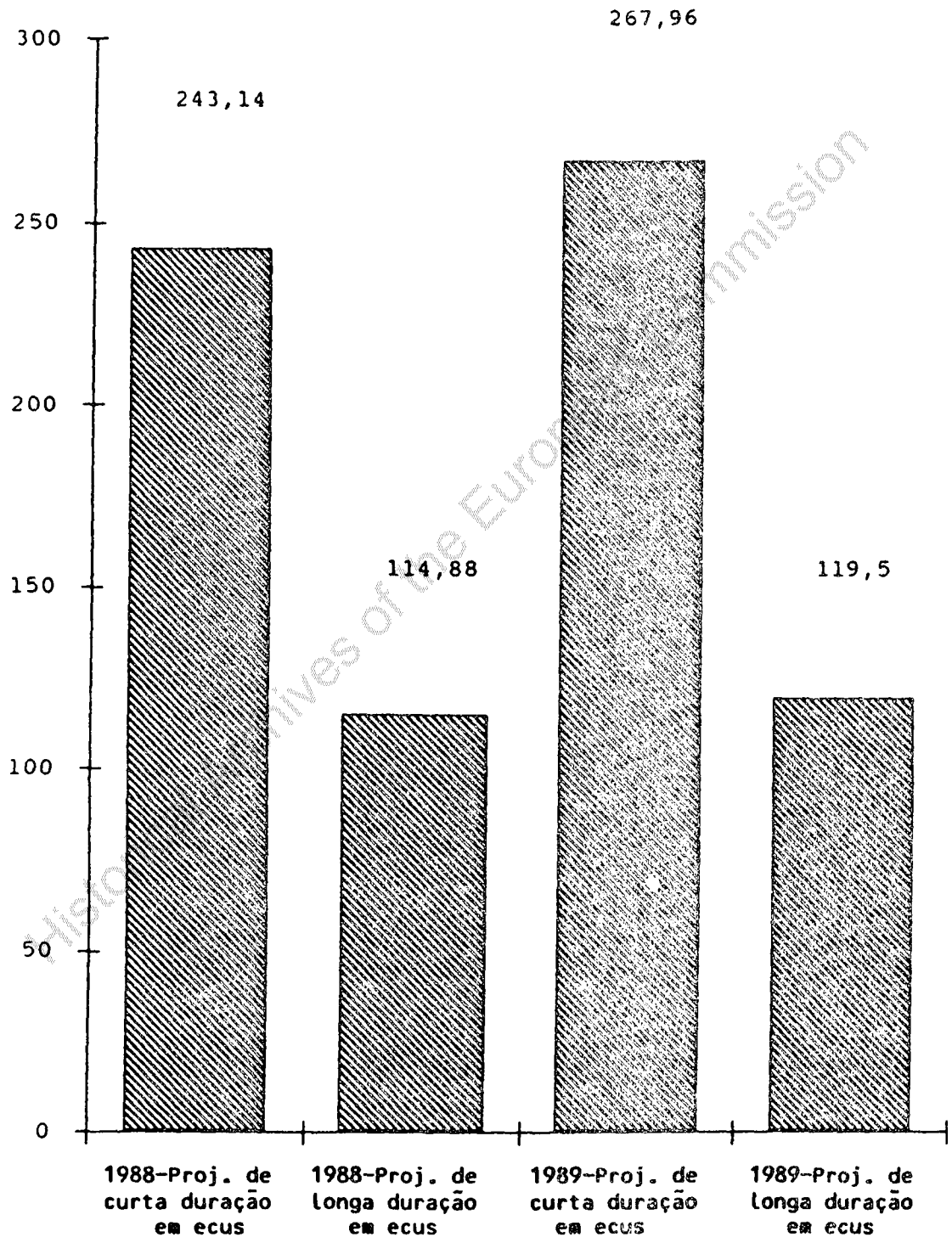
Quadro 1.3. Custo/auxílio médio por participante por semana em 1988/1989



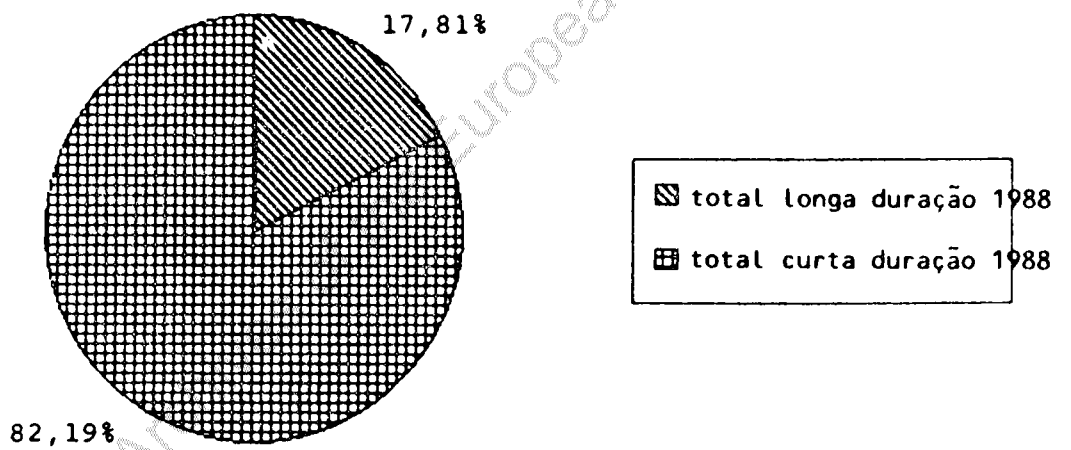
Quadro 1.4. Custo médio por participante por projecto de curta/longa duração em 1988/1989



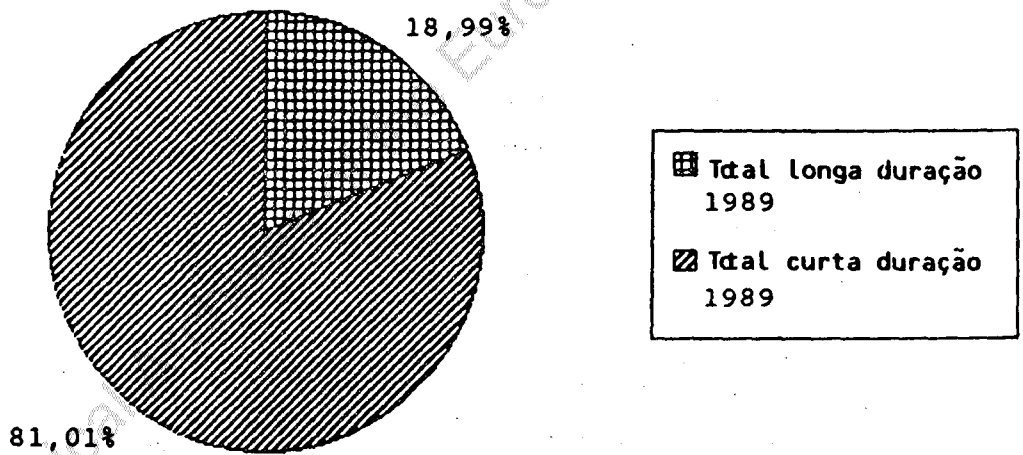
Quadro 1.5. Custo médio por participante por semana em projectos de curta/longa duração em 1988/1989



Quadro 2.1. Projectos de curta/longa duração em 1988



Quadro 2.2. Projectos de curta/longa duração em 1989



Quadro 3.1.

Fluxo de participantes em 1988

	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL	
Para B	0	1	5	3	12	1	6	8	0	1	7	7	51	Para B
Para D	5	0	4	13	19	74	17	68	1	16	22	37	276	" D
" DK	5	12	3	0	6	30	37	5	2	27	4	45	176	" DK
" EL	3	6	3	10	22	13	3	10	1	17	26	0	114	" EL
" E	5	11	8	6	26	35	26	22	0	3	12	4	158	" E
" F	24	92	9	25	28	28	70	85	0	41	50	76	528	" F
" IPI	9	38	20	4	8	47	0	26	3	44	8	7	214	" IRL
" I	10	51	21	82	47	56	47	9	0	57	38	60	478	" I
" L	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	3	" L
" NL	3	7	13	15	7	44	14	41	0	10	8	29	191	" NL
" P	4	18	3	25	10	35	3	53	0	6	10	16	183	" P
" UK	9	58	36	6	20	135	7	55	0	51	17	0	394	" UK
" nnn (*)	0	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	20	40	" nnn
Total	77	295	135	189	206	499	230	382	7	283	207	301	2.806	Total

Nota: O total de 2806 participantes baseia-se nas previsões indicadas nos pedidos de auxílio e, consequentemente, não corresponde ao número final/effectivo. Assim, verifica-se uma diferença de 130 relativamente ao número final/effectivo de 2676 participantes.

Quadro 3.2.

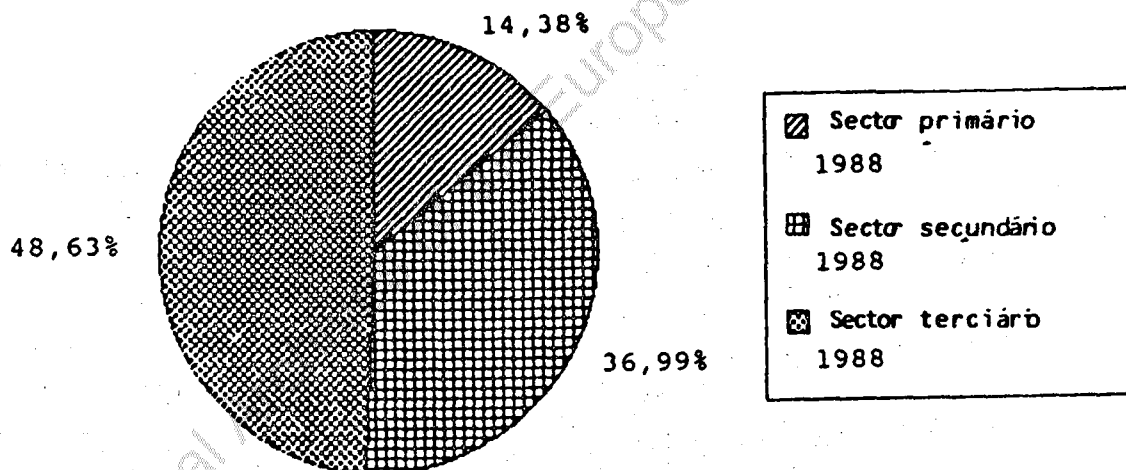
Fluxo de participantes em 1989

Nº de part.	B	D	DK	EL	E	F	IRL	I	L	NL	P	UK	TOTAL
Para	93	386	143	134	221	548	233	404	4	270	208	400	3.044
A partir de	89	324	223	198	231	553	279	379	7	242	222	297	3.044

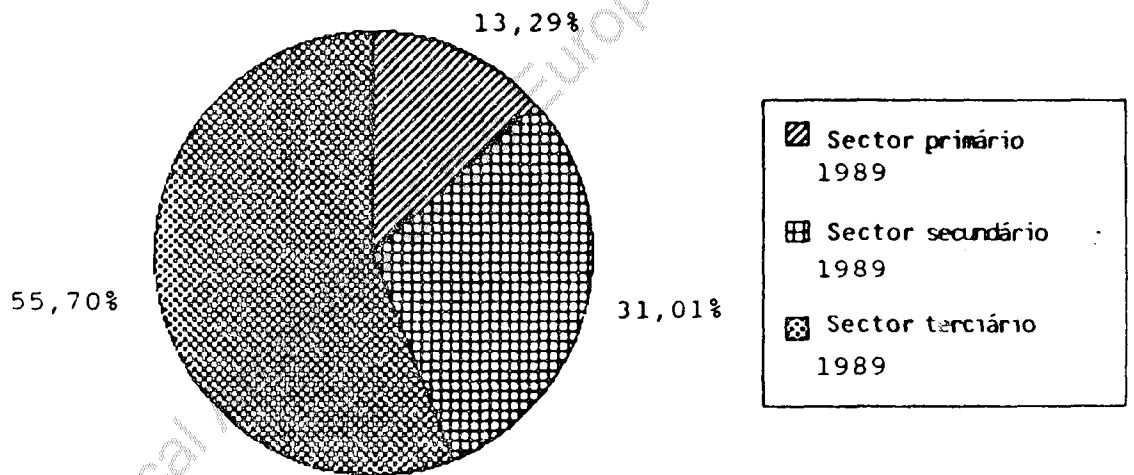
Nota: Os números relativos a 1989 baseiam-se nas previsões indicadas nos pedidos de auxílio e não nos números finais/effectivos uma vez que muitos dos projectos ainda não se encontram concluídos e não se dispõe das informações específicas referentes aos participantes que só constam dos relatórios finais.

(*) : Destino desconhecido

Quadro 4.1. Distribuição sectorial dos projectos em 1988

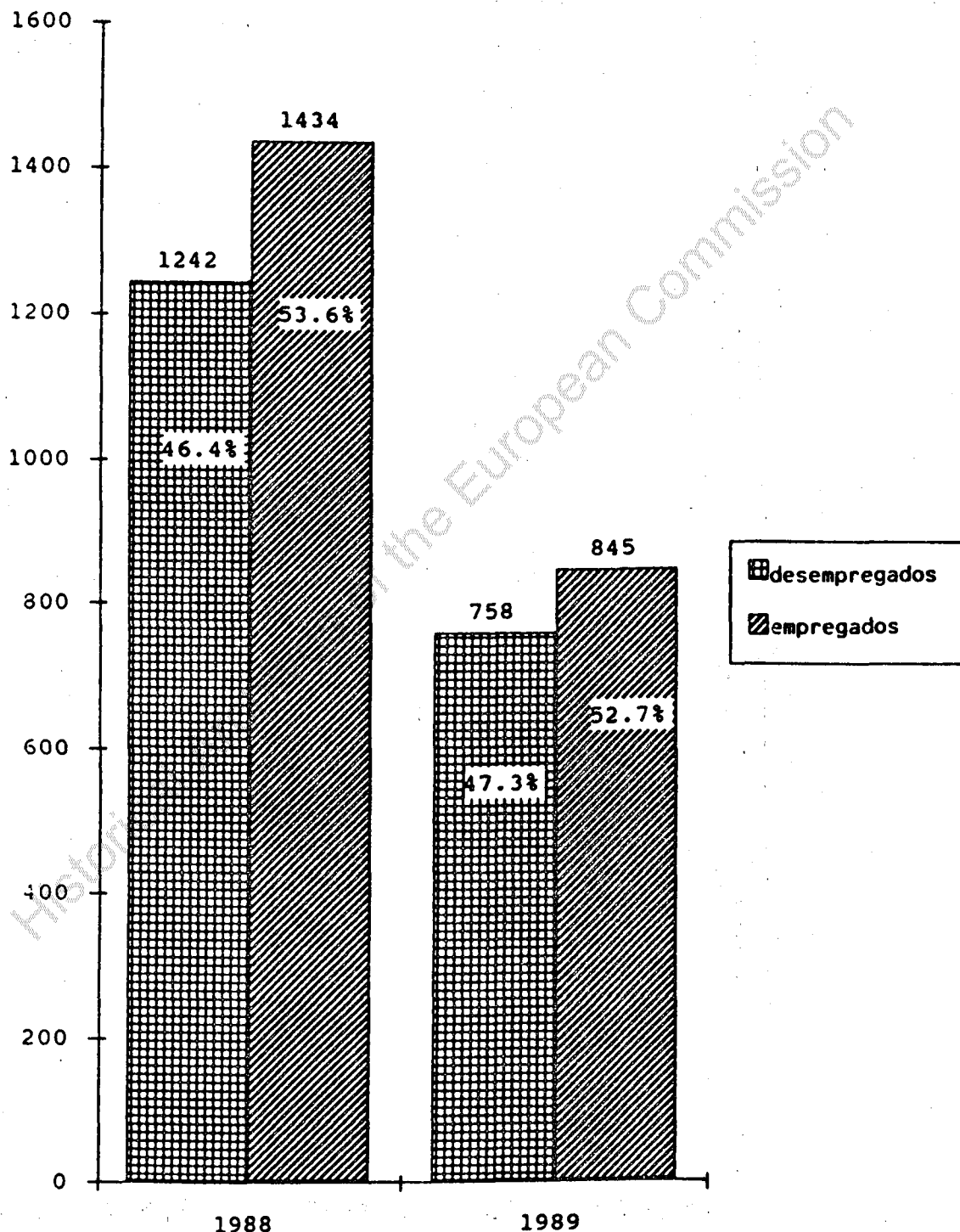


Quadro 4.2. Distribuição sectorial dos projectos em 1989



Quadro 5.1.

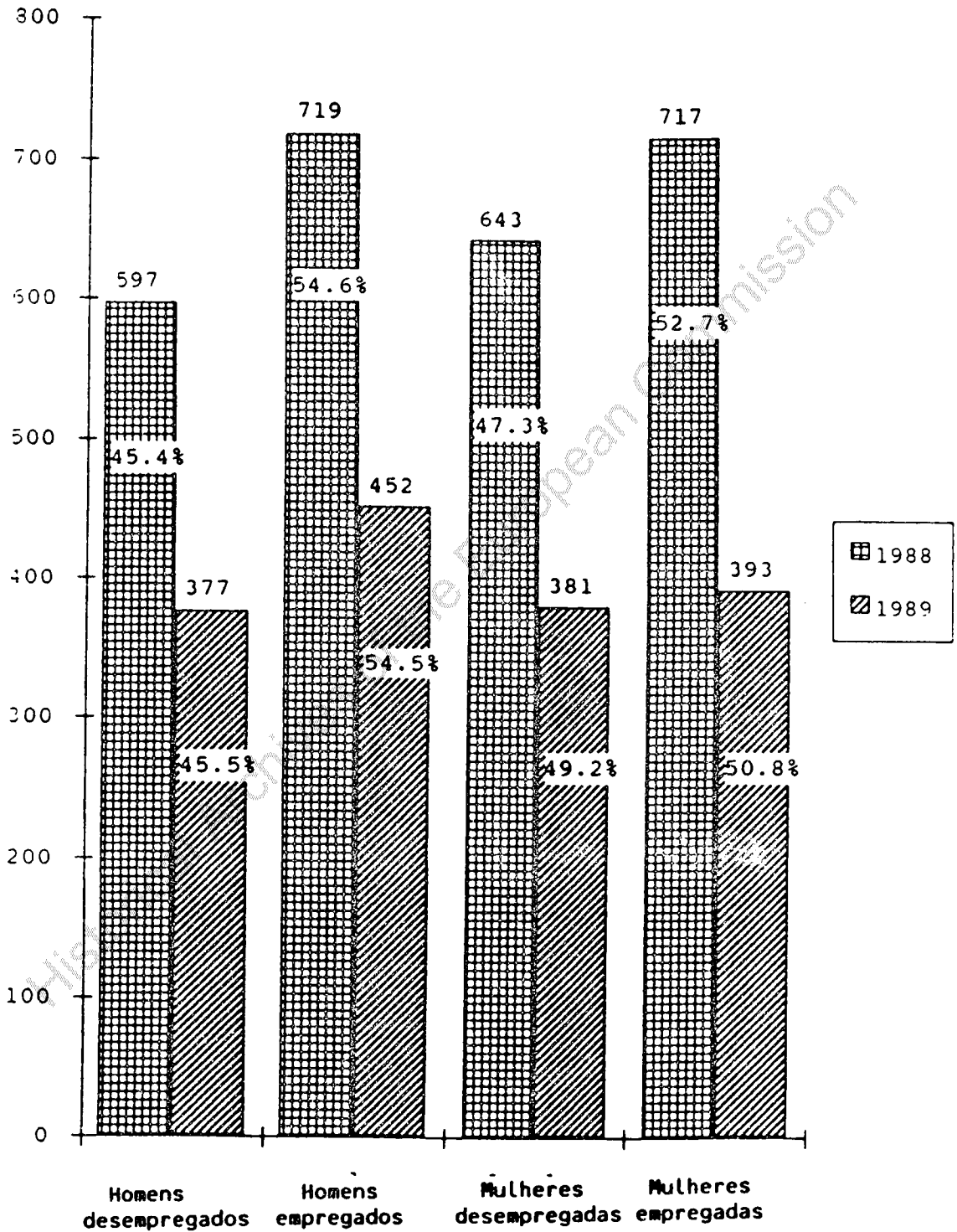
Jovens trabalhadores desempregados/empregados
em 1988/1989



Nota: As informações relativas a 1989 estão incompletas uma vez que muitos dos projectos ainda não se encontram concluídos e não se dispõe das informações específicas referentes aos participantes que só constam do relatório final.

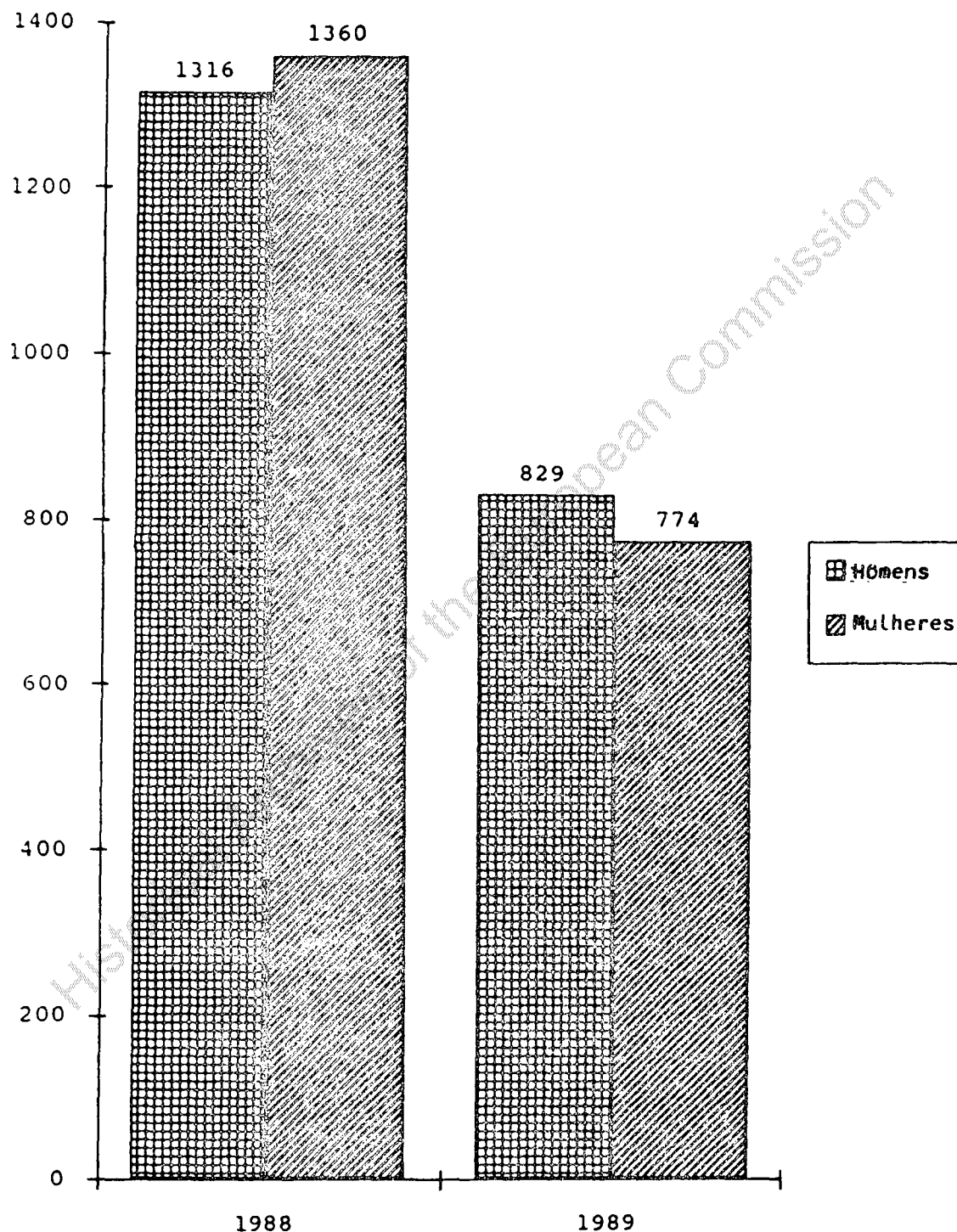
Quadro 5.2.

Jovens trabalhadores desempregados/empregados
do sexo masculino/feminino em 1988/1989



Nota: As informações relativas a 1989 estão incompletas uma vez que muitos dos projectos ainda não se encontram concluídos e não se dispõe das informações específicas referentes aos participantes que só constam do relatório final.

Quadro 6. Jovens trabalhadores do sexo masculino/feminino em 1988/1989



Nota: As informações relativas a 1989 estão incompletas uma vez que muitos dos projectos ainda não se encontram concluídos e não se dispõe das informações específicas referentes aos participantes que só constam do relatório final.

ANEXO 2

Historical Archives of the European Commission

Lista pormenorizada das áreas em que se realizaram projectos
de intercâmbio de jovens trabalhadores em 1988 e 1989

Agricultura	Hospitais
Agro-Indústrias	Hotelaria e restauração
Arqueologia	Caça
Artes	Import/Export
Restauro de obras de arte	Seguros
Audiovisual	Arquitectura paisagística
Bancos	Emprego local
Construção naval	Indústrias transformadoras
Cerâmica	Marketing
Indústrias químicas	Media
Circo	Indústrias metalúrgicas
Comércio	Música
Computadores	Conservação da natureza
Construção civil	Enfermagem
Artesanato	Administração pública
Animação cultural	Reciclagem
Trabalhadores deficientes	Secretariado
Distribuição	Desportos
Engenharia	Assistência técnica agrícola
Protecção do ambiente	Telemática
Pescas	Têxteis
Indústrias alimentares, das bebidas e do tabaco	Teatro
Indústrias da preparação de alimentos	Turismo
Silvicultura	Transportes
Saúde e serviços sociais	Viticultura
Horticultura	Formação profissional

ISSN 0257-9553

COM(90) 377 final

DOCUMENTOS

PT

05

N.º de catálogo : CB-CO-90-397-PT-C
ISBN 92-77-63159-7

PREÇO DE VENDA	até 30 páginas: 3,50 ECU	cada 10 páginas a mais: 1,25 ECU
----------------	--------------------------	----------------------------------

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias
L-2985 Luxemburgo